

IRSN

INSTITUT
DE RADIOPROTECTION
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE

Faire avancer la sûreté nucléaire

2012

Baromètre IRSN

La perception des risques
et de la sécurité par les Français

► **Résultats d'ensemble**

RECHERCHE
EXPERTISE

10 
ANS

2012

Baromètre IRSN

La perception des risques
et de la sécurité par les Français

► **Résultats d'ensemble**

Janvier 2012



OBJECTIFS

Depuis 1988, le Baromètre IRSN mesure chaque année les évolutions de l'opinion sur les risques auxquels les membres du public sont soumis en général et sur les risques nucléaires et radiologiques en particulier.

Il présente les résultats d'une enquête réalisée auprès d'un échantillon représentatif de la population française. Il apporte des connaissances sur la manière dont le grand public met en perspective les différents risques, sur sa perception de la qualité de leur gestion et sur ses attentes en matière d'information, notamment en cas d'accident ou d'incident.

Suite à l'accident nucléaire de Fukushima en mars 2011, de nouvelles questions ont été introduites dans cette édition du Baromètre IRSN, avec pour objectif de recueillir la perception des Français sur cet accident, sur l'information diffusée suite à la catastrophe et la manière de conduire l'évaluation complémentaire de sûreté des installations nucléaires françaises.

MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

L'édition 2012 du Baromètre IRSN présente les réponses des Français qui ont été interrogés à leur domicile du 21 septembre au 5 octobre 2011 par l'institut de sondage BVA. Au total, 1 013 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et des strates ont répondu. La répartition de l'INSEE des âges, des sexes et des professions des chefs de famille a été respectée dans l'échantillon, et cela dans chacune des 32 strates considérées (8 régions x 4 types d'habitats).

Le terrain de l'enquête de l'édition 2012 du Baromètre IRSN a été avancé dans le temps afin de rendre accessibles dès début 2012, les résultats relatifs aux nouvelles questions concernant l'accident nucléaire de Fukushima.

COMITÉ DE PILOTAGE IRSN

MARIE-HÉLÈNE EL JAMMAL — Statisticienne spécialisée dans les enquêtes, Service de l'ouverture à la société, Direction de la stratégie, du développement et des partenariats, IRSN – Responsable du Baromètre IRSN – Rédaction du rapport.

FRANÇOIS ROLLINGER — Responsable du Service de l'ouverture à la société, Direction de la stratégie, du développement et des partenariats IRSN – Supervision du projet.

EMMANUELLE MUR — Bureau de la communication stratégique et scientifique, Direction de la stratégie, du développement et des partenariats IRSN – Coordination éditoriale.

AVANT-PROPOS

Cette année, l'édition du Baromètre a été anticipée pour mieux prendre en compte l'influence sur l'opinion publique de l'accident nucléaire de Fukushima, provoqué par le séisme et le tsunami du 11 mars dernier au Japon. Les résultats n'en sont pas surprenants à première vue. L'accident japonais – second accident nucléaire civil le plus grave avec celui de Tchernobyl – est un choc. À l'époque de la réalisation de l'enquête d'opinion, six mois après l'accident, la confiance qu'ont les Français dans l'action des pouvoirs publics pour les protéger des risques nucléaires est sévèrement écornée et ils sont de plus en plus nombreux à se préoccuper des risques associés aux centrales nucléaires. Pour autant, ce constat attendu est loin d'être le seul enseignement de cette édition dès lors que l'on met en perspective l'ensemble des résultats du Baromètre.

Au-delà de l'accident de Fukushima, deux autres facteurs d'influence de la perception du secteur nucléaire sont à retenir : l'un concerne les aspects économiques ; l'autre, l'environnement. L'accident de Fukushima qui touche de plein fouet l'image des centrales nucléaires n'a pas bousculé la vision qu'ont les Français des avantages liés à l'énergie nucléaire : les arguments économiques sont toujours les plus favorables au nucléaire et ils sont de plus en plus avancés en faveur du nucléaire. *A contrario*, la sûreté nucléaire n'a jamais été aussi peu citée en faveur du nucléaire. Le nucléaire comme parade à l'effet de serre semble trouver moins d'écho auprès des Français, certainement en raison de la crise financière, qui fait pencher la balance des préoccupations vers les avantages économiques. Toutefois les Français restent sensibles à la dégradation de leur environnement : toutes les pollutions sont perçues comme présentant des risques élevés. Les Français resteront donc vigilants face à l'impact des activités nucléaires sur l'environnement.

C'est dans ce contexte que l'avenir du nucléaire s'invite dans le débat politique en amont des élections présidentielles et législatives de mai-juin 2012, avec une nature du débat nucléaire sensiblement modifiée. Les Français veulent débattre à la fois de la sûreté des installations nucléaires, de leur coût économique et de leur impact environnemental et sanitaire. Le nucléaire est-il vraiment moins coûteux ? Le nucléaire salit-il l'environnement et menace-t-il notre santé ? Le nucléaire est-il risqué ? Les Français veulent peser les réponses à ces trois questions pour évaluer la place du nucléaire dans le mix énergétique.

Les déchets radioactifs et les conséquences de Tchernobyl relèvent de la deuxième question et prévalaient jusqu'à maintenant dans la perception des risques nucléaires. La crise et l'accident de Fukushima remettent au premier plan à la fois la question économique et la question de la sûreté des installations, qui n'étaient pas jusque maintenant primordiales pour les Français.

L'IRSN n'a pas vocation à participer au débat politique sur la politique énergétique de la France et l'avenir de l'industrie nucléaire, et il n'est pas dans ses missions d'évaluer le coût économique de la filière comparé à ceux des autres moyens de production d'électricité. Cette édition du Baromètre apporte néanmoins un éclairage important en mettant en évidence le poids, prépondérant depuis 20 ans et encore accentué cette année, de l'indépendance énergétique de la France et du coût du kilowattheure comme premiers arguments en faveur de l'énergie nucléaire.

Quant aux deux autres questions, relatives à l'impact environnemental et sanitaire du nucléaire et à la sûreté des installations, les attentes du public en matière de transparence ne se démentent pas et les Français veulent que les experts donnent accès aux éléments techniques et scientifiques dont ils disposent. Ils souhaitent voir dans leurs rapports ce qui pèse dans l'analyse, que ce soient les points de consensus auxquels les experts ont abouti ou leurs points de désaccord. C'est un patrimoine de connaissances que l'IRSN doit mettre à la disposition de tous dans la société française, pouvoirs publics, parlementaires, associatifs et tous les Français en général, pour aider chacun à construire sa propre opinion et participer au débat politique sur l'avenir du nucléaire.

C'est bien là l'attente des Français sur les évaluations complémentaires de sûreté demandées par le Premier ministre après Fukushima. À plus de 80 %, ils souhaitent une évaluation pluraliste de la sûreté des installations nucléaires impliquant les parties prenantes et des experts internationaux. La publication des rapports IRSN et des exploitants sur ce sujet contribuent à répondre à ces attentes.

L'IRSN vous souhaite une agréable lecture des résultats de l'édition 2012 de son Baromètre. Vous pouvez retrouver cette édition, comme toutes les précédentes, sur le site Internet de l'Institut : www.irsn.fr.

SOMMAIRE

2-3

AVANT-PROPOS

6-9

RÉSULTATS SAILLANTS

10-31

PARTIE 1

LES PRÉOCCUPATIONS
ACTUELLES DES FRANÇAIS

12-21

1.1 — Le plus préoccupant
dans la société actuelle

22-25

1.2 — Le plus préoccupant
pour l'environnement

26-31

1.3 — La science dans
les préoccupations des Français

32-65

PARTIE 2

REGARDS DES FRANÇAIS
SUR L'EXPERTISE

34-37

2.1 — Qui doit contrôler
une installation à risques ?

38-49

2.2 — Le rôle et l'image
des experts scientifiques

50-59

2.3 — L'accès aux dossiers
d'expertise

60-65

2.4 — La perception
des structures pluralistes

66-123

PARTIE 3

LES FRANÇAIS FACE
À 33 SITUATIONS
À RISQUES

70-81

3.1 — Les risques auxquels
les Français se sentent exposés

82-93

3.2 — La confiance accordée
aux autorités par les Français
pour les protéger

94-109

3.3 — La vérité des informations
sur les dangers

110-123

3.4 — La hiérarchie des 33 situations
selon 3 aspects et leur lien avec
l'acceptabilité des installations

178-187

ANNEXES

Description de l'échantillon

Questionnaire

Enquêtes IRSN

124-161

PARTIE 4

ZOOM SUR LE DOMAINE NUCLÉAIRE

126-143

4.1 — Le risque nucléaire

144-161

4.2 — La compétence et la crédibilité
des intervenants du nucléaire

162-177

PARTIE 5

L'ACCIDENT DE FUKUSHIMA

164-167

5.1 — La perception de l'accident

168-173

5.2 — La qualité de l'information reçue

174-177

5.3 — Les attentes sur l'évaluation
des centrales nucléaires

RÉSULTATS SAILLANTS

Cette année, les résultats du Baromètre sont marqués par deux événements majeurs : la crise financière qui s'installe avec des répercussions sur le quotidien des Français et l'accident nucléaire de Fukushima en mars 2011.

Dans l'immédiat, dans ce contexte financier tendu, les préoccupations des Français se focalisent d'abord sur les problèmes socio-économiques mais ils maintiennent un certain degré d'attention à la qualité de leur environnement.

L'accident de Fukushima a provoqué un choc dans l'opinion qui se traduit essentiellement par des craintes sur les risques liés aux centrales nucléaires. La confiance des Français dans les actions publiques est affectée.

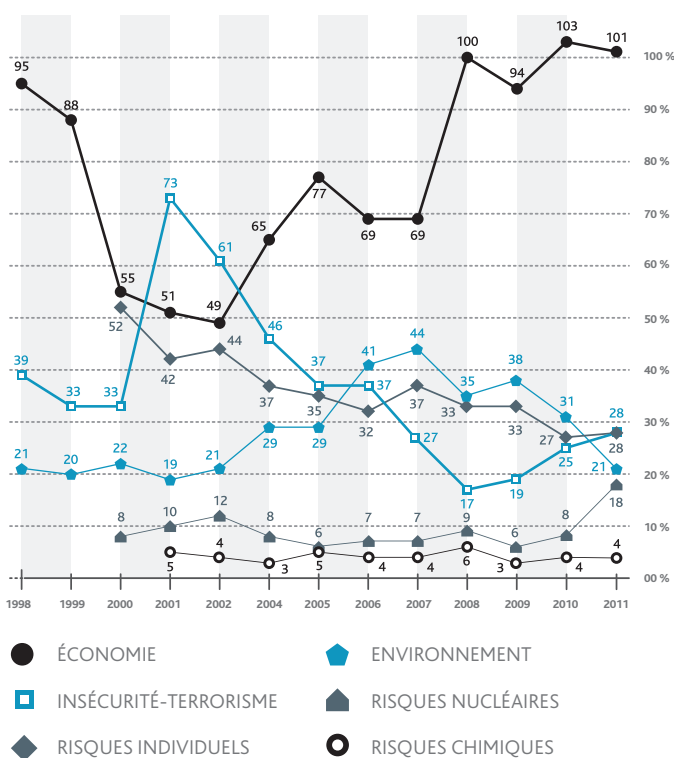
LA CRISE ÉCONOMIQUE BOUSCULE LE CLASSEMENT DES PRÉOCCUPATIONS DES FRANÇAIS

Les sujets socio-économiques : une priorité immédiate

En 2011, plus de 40 % des Français considèrent que le chômage est le plus préoccupant des problèmes actuels ; 30 % placent la misère et l'exclusion à égalité avec les conséquences de la crise financière qui inquiètent de plus en plus (21 % l'an passé les choisissaient).

Depuis 1998, les sujets économiques et sociaux sont constamment en tête des préoccupations des Français mais, depuis 2008, avec l'apparition de la crise financière et sa concrétisation dans la vie quotidienne, ces préoccupations accroissent leur écart.

Total des réponses citées à la question « En France, parmi les problèmes actuels suivants, lequel est pour vous le plus préoccupant ? »



Le terme « environnement » désigne la modalité de réponse « la dégradation de l'environnement » à laquelle a été ajoutée en 2004 « les bouleversements climatiques ».

Le terme « économie » désigne « le chômage » et « la misère et l'exclusion » auxquels a été ajoutée en 2008 « les conséquences de la crise financière ».

Depuis 2000, le terme « risques individuels » regroupe les modalités de réponse suivantes : « le sida », « les risques alimentaires », « les toxicomanies (drogue, alcoolisme, tabac) » et « les accidents de la route ».

Toutes les réponses associées à cette question sont présentées partie 1 chapitre 1.

Les Français continuent à être attentifs aux facteurs d'agression de leur environnement

Corrélativement à la montée des questions socio-économiques, les préoccupations liées à la qualité de l'environnement prise dans son ensemble continuent à diminuer, après de fortes hausses entre 2005 et 2007. Mais d'autres questions du Baromètre montrent aussi la sensibilité persistante des Français lorsqu'on aborde des problématiques précises affectant leur environnement. Ainsi, environ 60 % jugent les risques liés aux pesticides élevés, tout comme ceux liés aux pollutions des lacs, des rivières et des mers, de l'air ou des sols.

Sur le long terme, seule la pollution de l'air inquiète de moins en moins : le risque lié à la pollution atmosphérique perd 12 points en 5 ans. L'effet de serre est de moins en moins choisi parmi les préoccupations environnementales. La diminution de la couche d'ozone suit la même tendance. En 2011, la pollution de l'eau se trouve placée au premier rang des préoccupations environnementales des Français.

RÉSULTATS SAILLANTS

(suite)

L'OPINION SUR LE NUCLÉAIRE APRÈS LA CATASTROPHE DE FUKUSHIMA

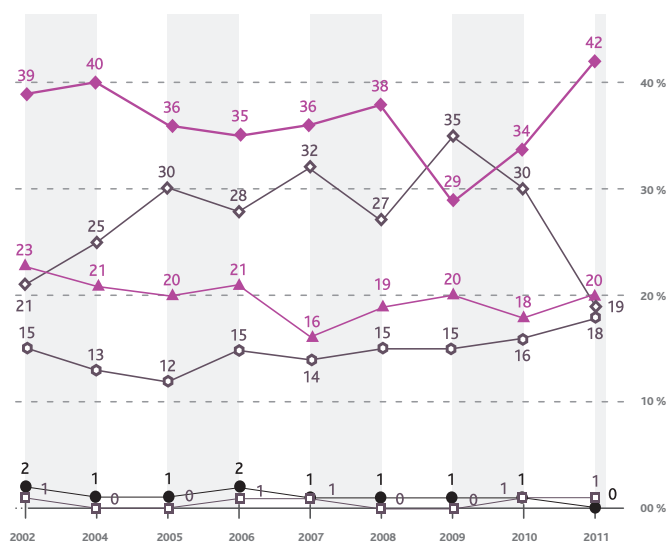
À l'évidence, l'accident de Fukushima a marqué les esprits.

Les catastrophes nucléaires – Tchernobyl en son temps, Fukushima aujourd'hui – exacerbent les craintes préexistantes sur le nucléaire.

Des inquiétudes croissantes sur les risques nucléaires

Les risques nucléaires enregistrent un niveau d'inquiétude jamais atteint depuis l'an 2000 : 18 % les choisissent en 2011 contre seulement 8 % en moyenne les autres années.

Arguments contre le nucléaire



- ◆ L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL ¹
- ◇ LES DÉCHETS NUCLÉAIRES
- ▲ LE MANQUE DE TRANSPARENCE DANS L'INDUSTRIE NUCLÉAIRE
- LA VULNÉRABILITÉ DES INSTALLATIONS NUCLÉAIRES
- NE SAIT PAS
- AUTRE ARGUMENT

Les centrales nucléaires subissent de plein fouet l'impact de l'accident de Fukushima, dégradant ainsi leur image de fiabilité

Tous les indices liés aux centrales nucléaires varient, pour atteindre parfois leur record historique. Les Français n'ont jamais été aussi nombreux à juger le risque des centrales nucléaires comme élevé (55 % cette année) et aussi peu à accorder leur confiance aux autorités (24 %). Seul échappe à cette dégradation l'indice de confiance sur la crédibilité des informations diffusées ; ils sont autant que l'an passé à penser que la vérité est dite sur les dangers des centrales nucléaires.

Les déchets radioactifs et les retombées radioactives en France de l'accident nucléaire de Tchernobyl ne sont pas concernés par l'augmentation du risque perçu, mais la perte de confiance dans les actions publiques, menées par les autorités les atteint également.

67

% —

des personnes interrogées choisissent l'indépendance énergétique de la France et le coût du kilowattheure comme argument en faveur du nucléaire. Un niveau historique.

¹. En 2011, la modalité de réponse « l'accident de Tchernobyl » a été modifiée pour devenir « l'accident de Tchernobyl et de Fukushima ».

L'accident majeur : l'obstacle principal contre l'énergie nucléaire

Le Baromètre IRSN, dans ses éditions précédentes, montrait une image assez banalisée des centrales nucléaires par rapport à d'autres activités industrielles en termes de danger, de confiance aux autorités dans leurs actions de protection des populations ou de crédibilité des informations diffusées.

Mais il montrait aussi qu'elles sont les plus citées comme susceptibles de provoquer un accident grave ou une catastrophe.

Aussi, c'est sans surprise que « *les accidents de Tchernobyl et de Fukushima* » est l'argument principal contre le nucléaire pour 42 % des personnes interrogées.

La sûreté nucléaire n'a jamais été aussi peu citée comme argument en faveur du nucléaire : 12 % cette année contre 21 % en 2002. Les Français restent plus nombreux à penser (37 % cette année contre 33 % pensant le contraire) que toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises, mais de peu alors que l'écart était de 14 points l'an dernier (40 % d'accord contre 26 % pas d'accord).

Depuis 20 ans, l'indépendance énergétique de la France et le coût du kilowattheure sont les plus cités en faveur de l'énergie nucléaire. L'argument de l'absence d'émission de gaz carbonique, dans un contexte de crise économique, retrouve son score d'il y a 10 ans (17 %) et se place à nouveau derrière le coût du kilowattheure.

90

% —

des Français sont d'accord pour dire que « *si, malgré toutes les précautions, un accident survenait dans une centrale nucléaire, il pourrait avoir des conséquences très graves* ».

APRÈS FUKUSHIMA, LES ATTENTES DES FRANÇAIS

Après un accident nucléaire comme celui du Japon, les Français veulent voir appliquer les principes de transparence et de pluralisme. À plus de 60 %, ils jugent important d'informer les Français, dans le détail, au fur et à mesure du déroulement de la crise. Plus de 80 % souhaitent une évaluation pluraliste de la sûreté des installations nucléaires impliquant les parties prenantes et des experts internationaux.

Ceci est corroboré par le fait que 89 % des Français plébiscitent depuis plusieurs années des structures de

concertation réunissant experts scientifiques, décideurs politiques, industriels, associations et citoyens pour aider à l'évaluation des risques et à leur maîtrise.

90 % sont d'accord avec la proposition « *Les responsables de sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même ceux jugés très improbables* » et les 6 mesures proposées pour renforcer la sûreté des sites nucléaires sont très bien accueillies. Plus de 80 % les jugent « *prioritaires* » ou « *importantes mais pas prioritaires* ».

4

MESURES —

remportent plus de 95 % de réponses :

- **Améliorer la sûreté** des installations en prenant davantage en compte le facteur humain et l'organisation du travail
- **Multiplier les inspections** dans les installations nucléaires par les services de contrôle
- **Développer la recherche pour améliorer la sûreté** des réacteurs nucléaires existants
- **Améliorer la capacité** de la France à gérer une éventuelle crise nucléaire

2

MESURES —

remportent entre 80 % et 90 % :

- Renforcer les moyens favorisant **la vigilance et la participation citoyenne**
- **Développer la recherche** pour mettre au point une nouvelle génération de réacteurs nucléaires

LES PRÉOCCUP ACTUELLES DES FRANÇAIS

—

PARTIE 1

ATIONS

1.1 — LE PLUS PRÉOCCUPANT DANS LA SOCIÉTÉ ACTUELLE

12 - 21

1.2 — LE PLUS PRÉOCCUPANT POUR L'ENVIRONNEMENT

22 - 25

1.3 — LA SCIENCE DANS LES PRÉOCCUPATIONS DES FRANÇAIS

26 - 31

LE PLUS PRÉOCCUPANT DANS LA SOCIÉTÉ ACTUELLE

QUESTION N°1

En France, parmi les problèmes actuels suivants, lequel est pour vous le plus préoccupant ?
(2 réponses possibles)



En octobre 2011, le chômage (42 %) continue à être la première source d'inquiétude des Français mais les autres préoccupations voient leur classement profondément modifié. La misère et l'exclusion (29 %, - 10 points) s'écartent nettement du chômage et sont au coude à coude avec les conséquences de la crise financière (30 %, + 9 points), qui retrouvent un score atteint en 2008. Les préoccupations liées aux risques nucléaires (18 %, + 10 points) progressent fortement pour se positionner à la 4^e place et prennent le pas pour la première fois sur celles liées à l'insécurité (15 %), à la dégradation de l'environnement (12 %, - 6 points) et aux bouleversements climatiques (9 %, - 4 points). Les préoccupations environnementales continuent de subir une érosion.

Cette année, les risques nucléaires sont classés à la 4^e place des préoccupations des Français alors qu'ils étaient habituellement rejetés aux dernières places. Ils enregistrent un niveau d'inquiétude jamais atteint depuis l'an 2000, année où ils ont été introduits dans la liste des préoccupations proposée aux personnes interrogées : 18 % les choisissent en 2011 contre seulement 8 % en moyenne les autres années. À l'évidence, l'accident nucléaire de Fukushima en mars 2011 a marqué les esprits.

Autre domaine marqué par une forte hausse par rapport à 2010 : les conséquences de la crise financière. Depuis l'été 2011, la crise de la zone euro s'aggrave, ses conséquences s'installent et sont ressenties dans le quotidien des Français. En octobre 2011, tout comme en 2008, ils sont 30 % à la juger préoccupante, ce qui constitue une hausse nette des réponses par rapport à 2010, avec plus 9 points. Cette hausse des réponses porte la crise financière à son plus haut niveau depuis 2004 et en fait la 2^e préoccupation des Français (3^e en 2010), à égalité avec la misère et l'exclusion.

Ce contexte de crise marque les Français, qui sont vigilants sur toutes les questions économiques. Ainsi, le chômage, dont le taux de réponse se maintient autour de 40 % de réponses depuis 2008, reste leur principale préoccupation et conserve sa 1^{re} place, occupée depuis 1998, détrônée seulement trois fois entre 2000 et 2002 par l'insécurité, stable cette année.

Ces inquiétudes croissantes liées aux risques nucléaires et aux questions économiques s'accompagnent d'un net recul des craintes vis-à-vis des risques environnementaux. L'érosion observée sur ce sujet depuis 2006 s'aggrave : la dégradation de l'environnement perd 6 points cette année, soit 12 points de moins par rapport à 2006 (24 % en 2006, 12 % en 2011) et les bouleversements climatiques – qui avaient connu une forte hausse entre 2004 et 2007 pour passer de 7 % à 20 % – perdent 4 points cette année, soit 11 points de moins depuis 2007 (20 % en 2007, 9 % en 2011). En conséquence, les questions environnementales reculent aux 7^e et 8^e places du classement, les plus faibles depuis leur introduction dans ce Baromètre.

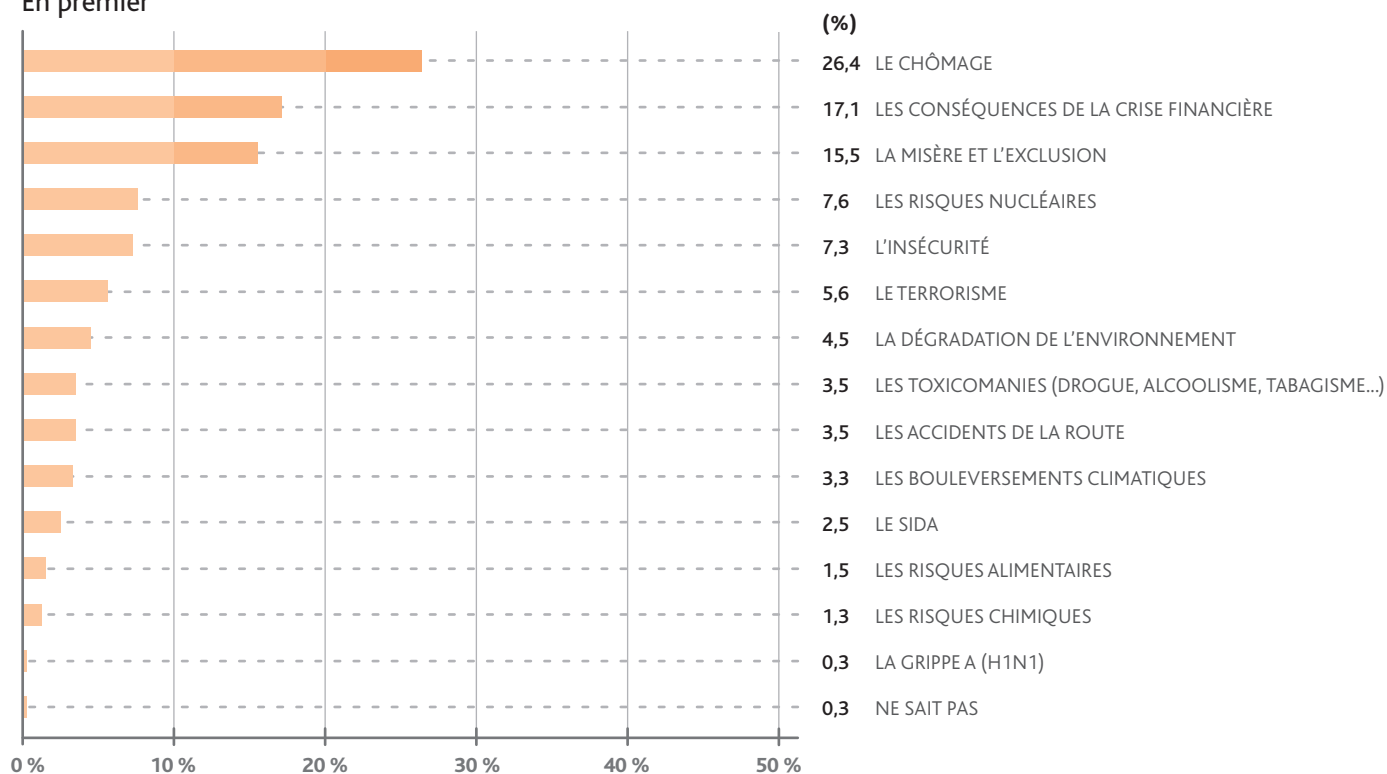
Les préoccupations liées à la misère et l'exclusion diminuent également de manière significative cette année, en obtenant un taux de réponse de 29 % contre 38 % en 2010, qui a pour effet de l'éloigner nettement du chômage, même si elle reste en 2^e position (désormais quasiment à égalité avec les conséquences de la crise financière). C'est une des rares années où ces deux préoccupations s'éloignent l'une de l'autre.

QUESTION N°1

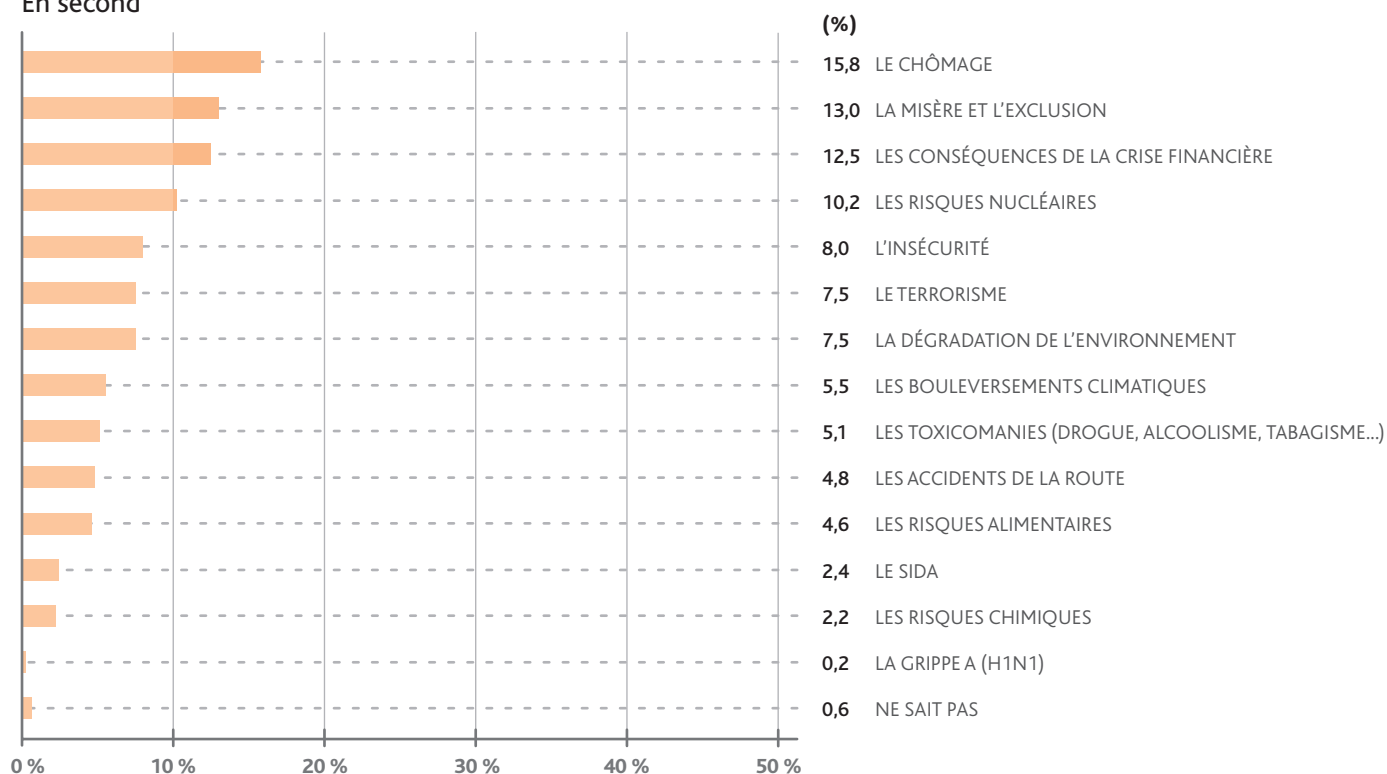
En France, parmi les problèmes actuels suivants,
lequel est pour vous le plus préoccupant ?
(2 réponses possibles)

OCTOBRE 2011

En premier

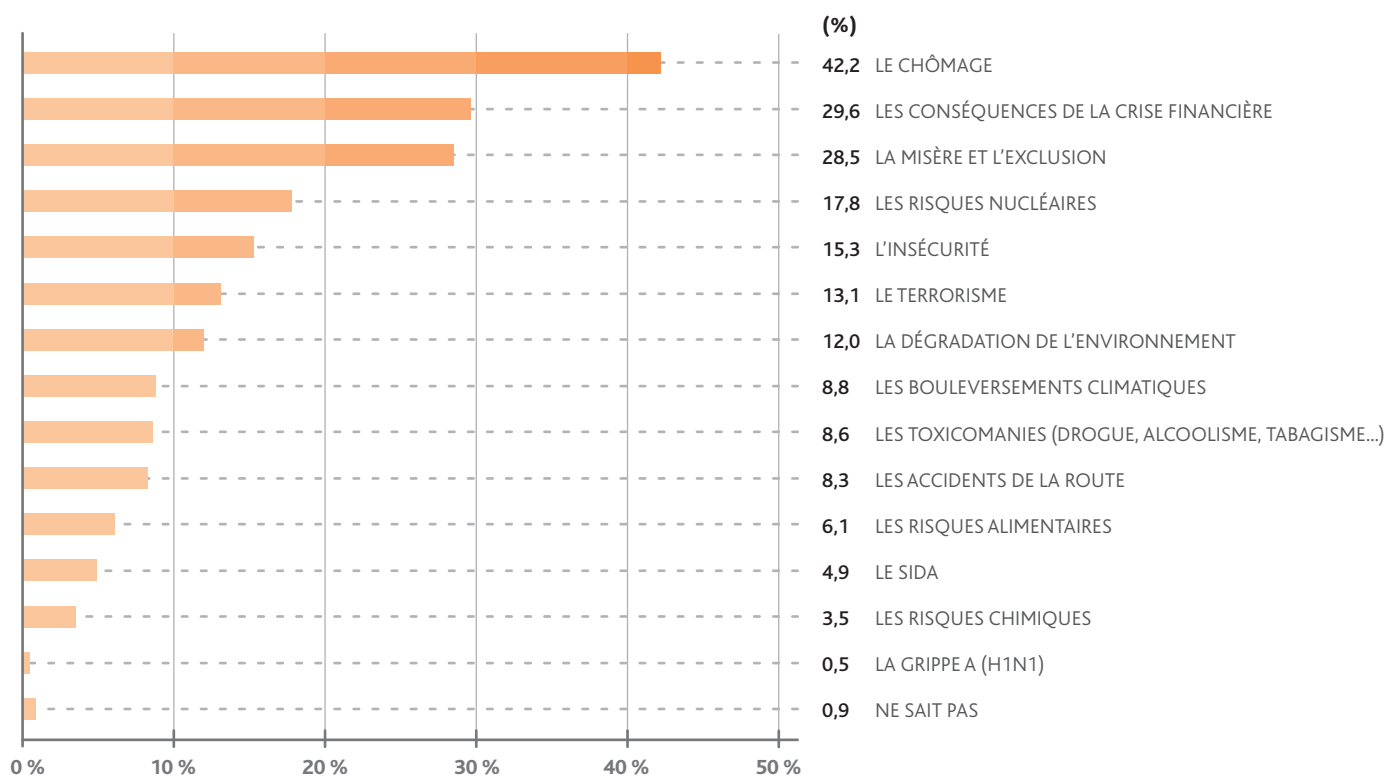


En second



RÉSULTATS CUMULÉS OCTOBRE 2011

Les résultats cumulés correspondent à la somme des premier et second choix. C'est pourquoi le total des pourcentages de réponse peut être supérieur à 100.

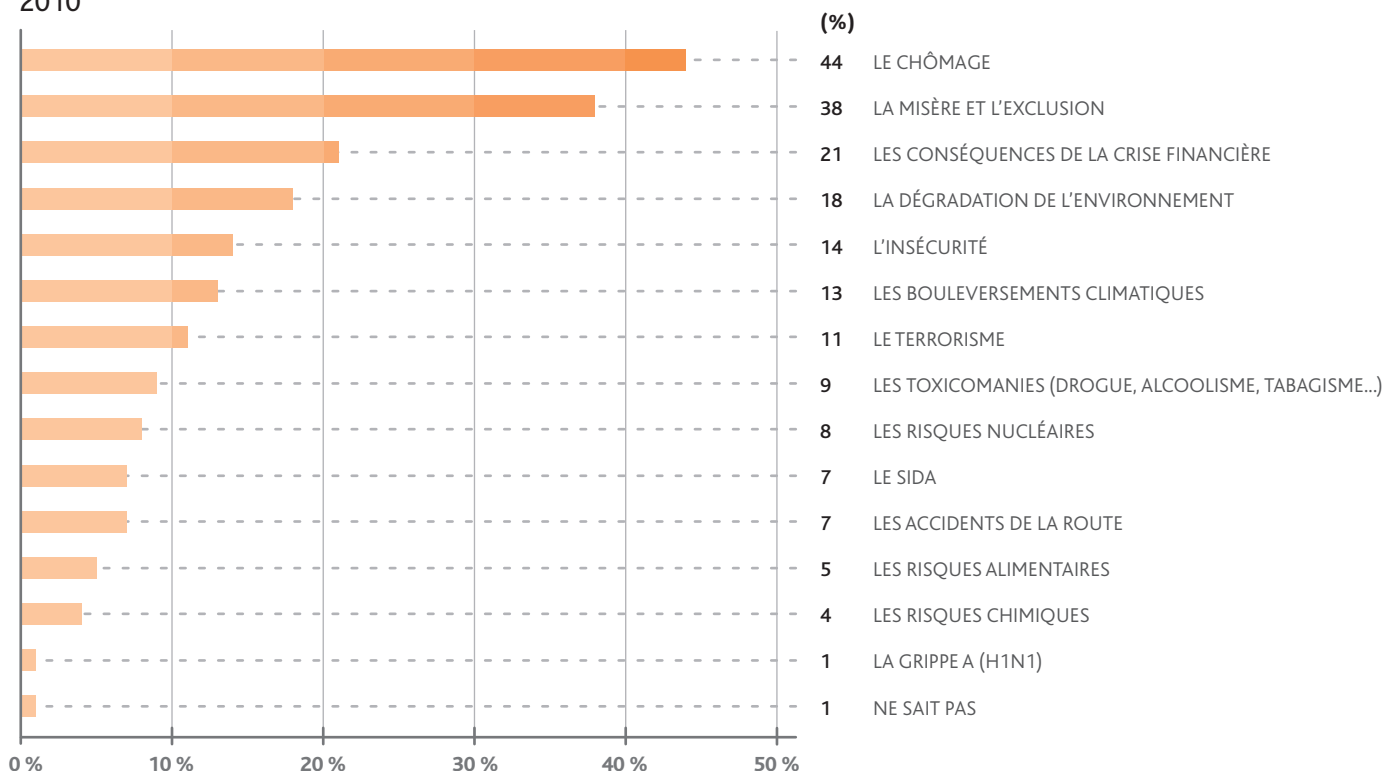


QUESTION N°1 (suite)

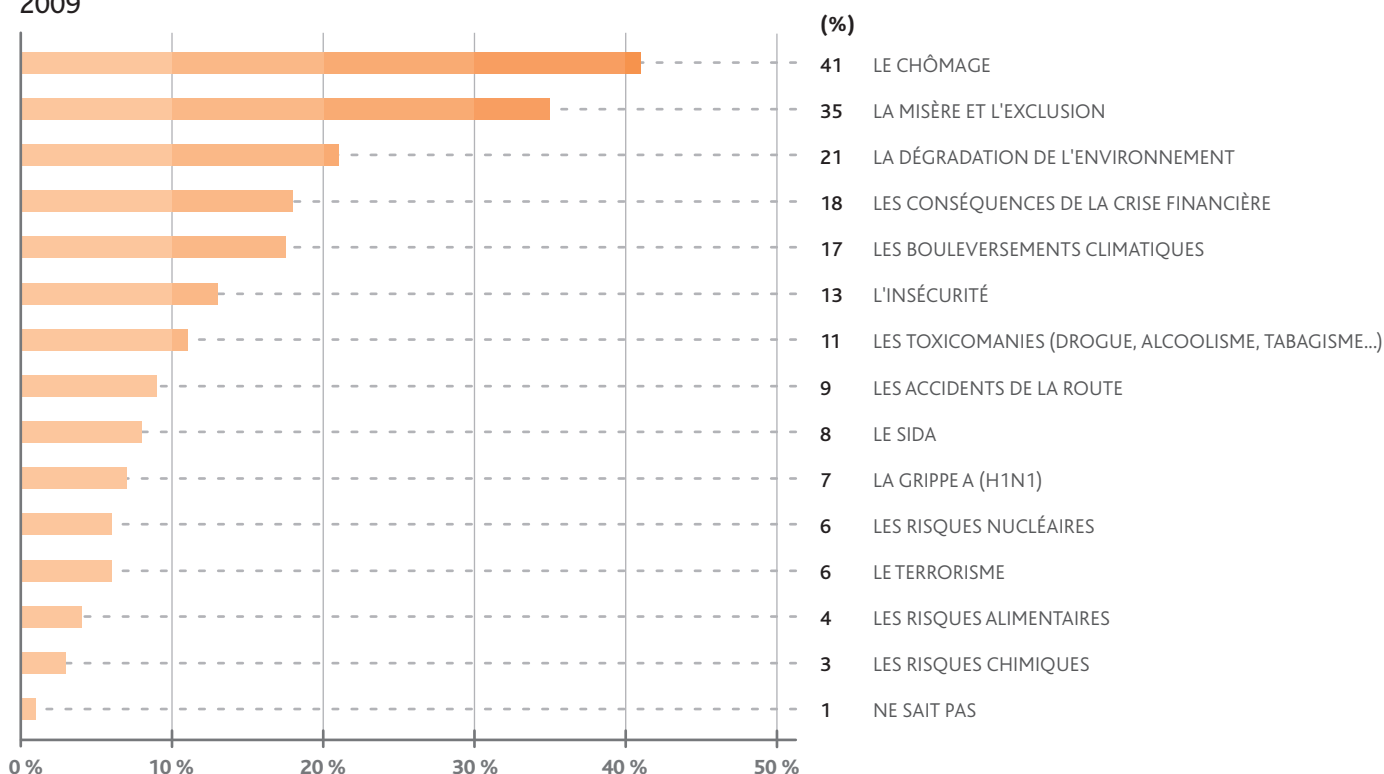
En France, parmi les problèmes actuels suivants,
lequel est pour vous le plus préoccupant ?
(2 réponses possibles)

ÉVOLUTIONS SUR LES RÉSULTATS CUMULÉS 1998 À 2010

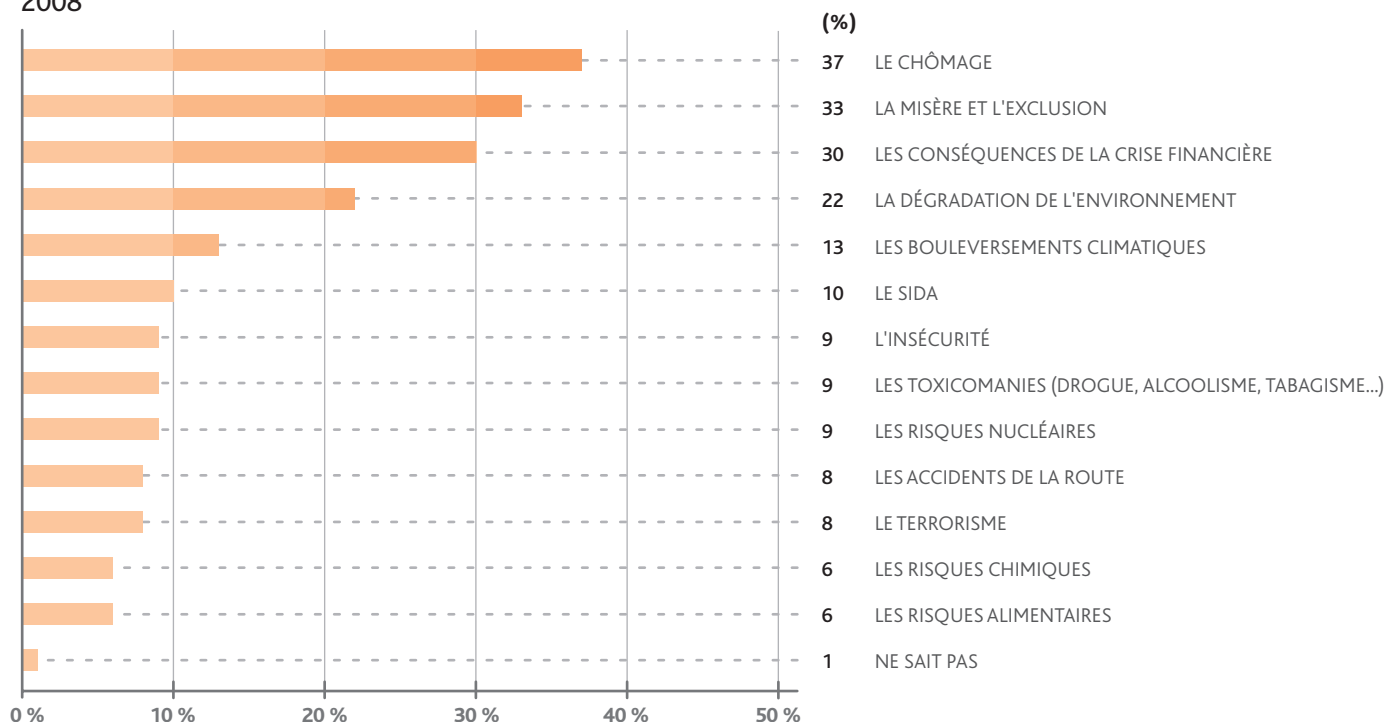
2010



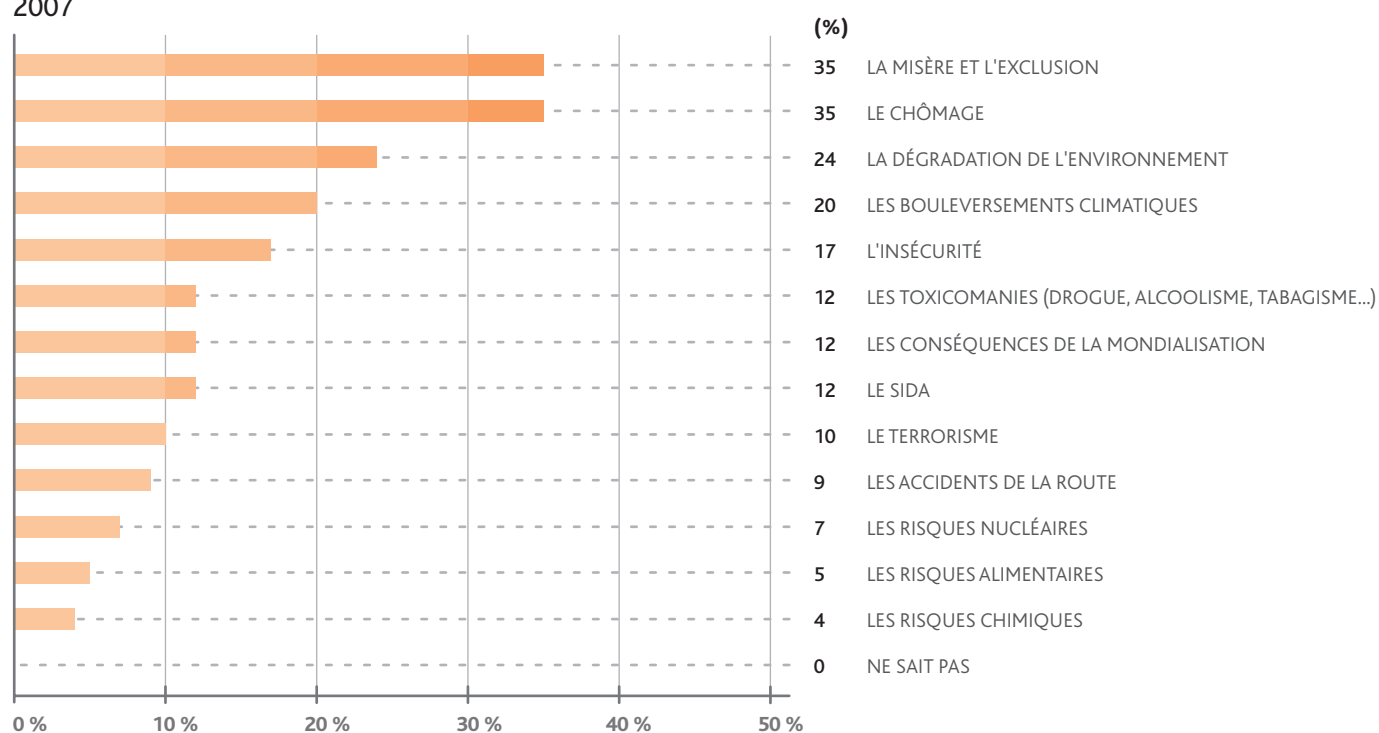
2009



2008



2007



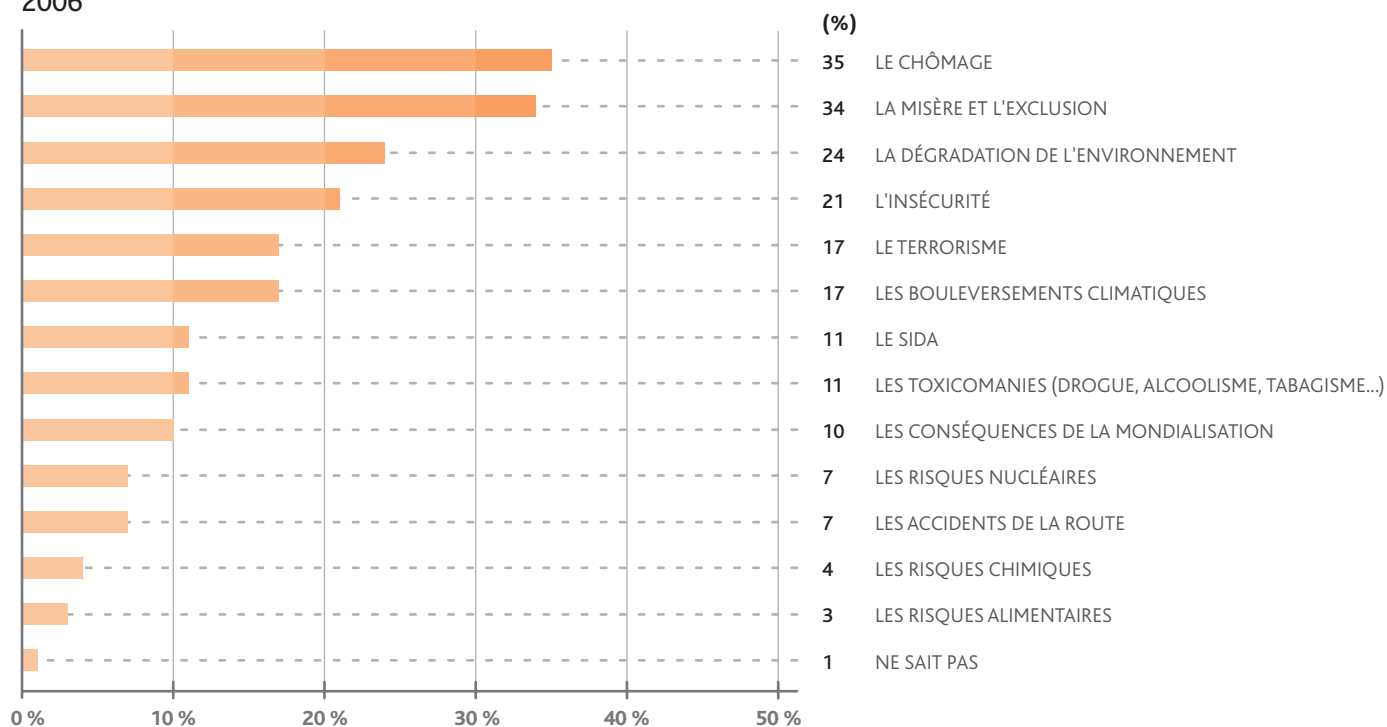
QUESTION

N°1 (suite)

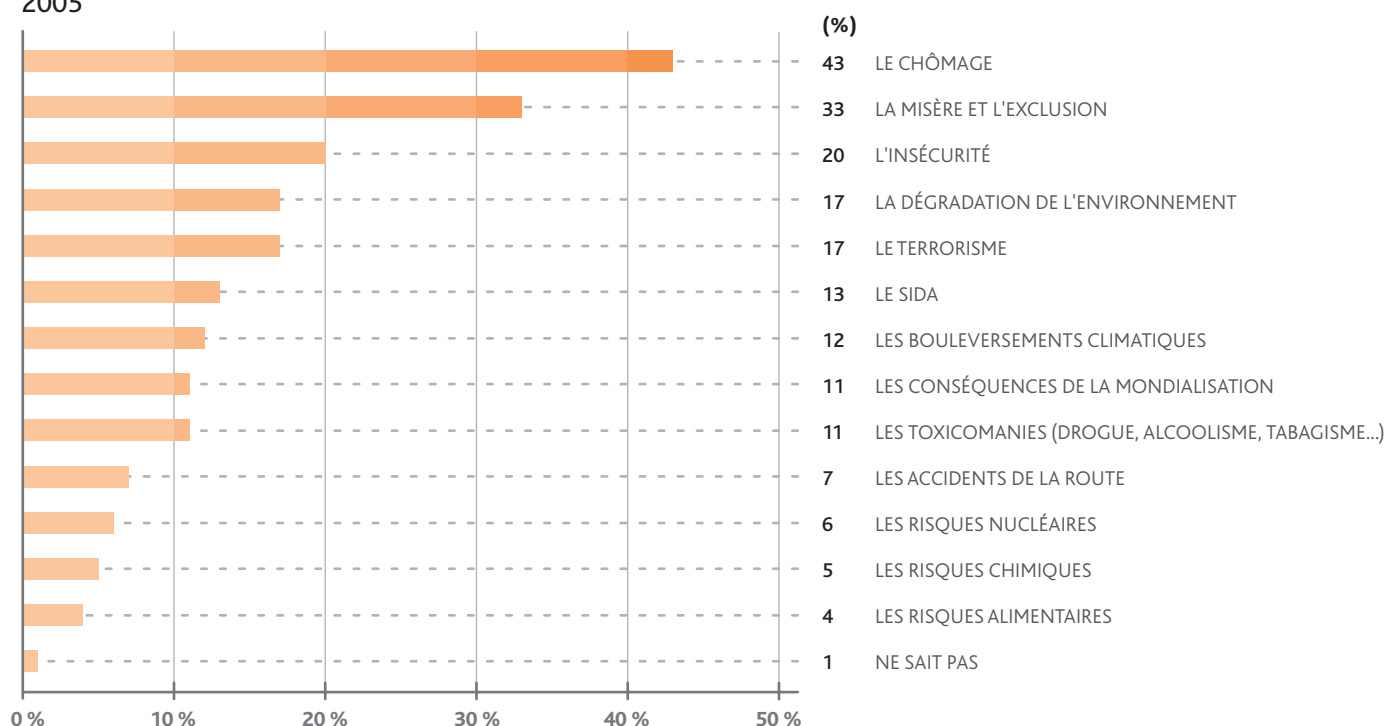
En France, parmi les problèmes actuels suivants, lequel est pour vous le plus préoccupant ?
(2 réponses possibles)

ÉVOLUTIONS SUR LES RÉSULTATS CUMULÉS 1998 À 2010

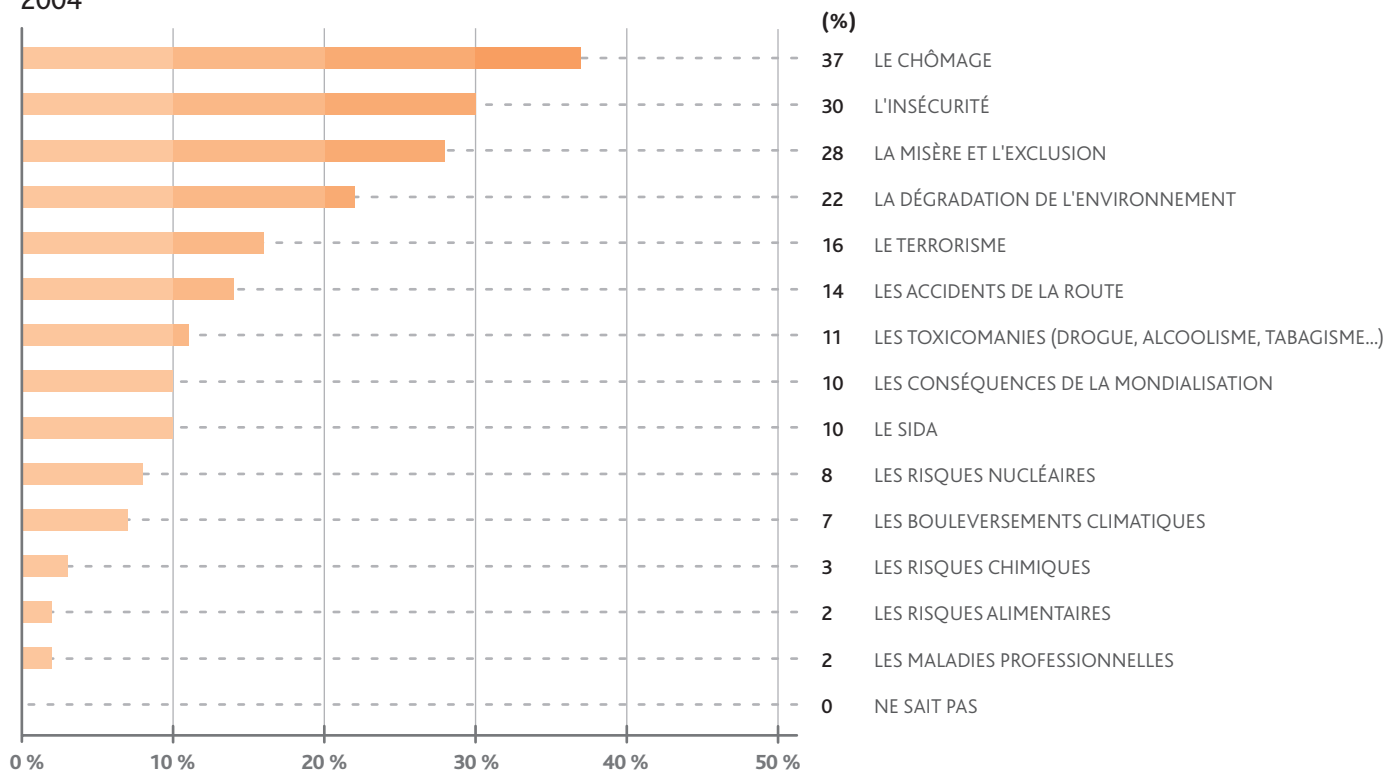
2006



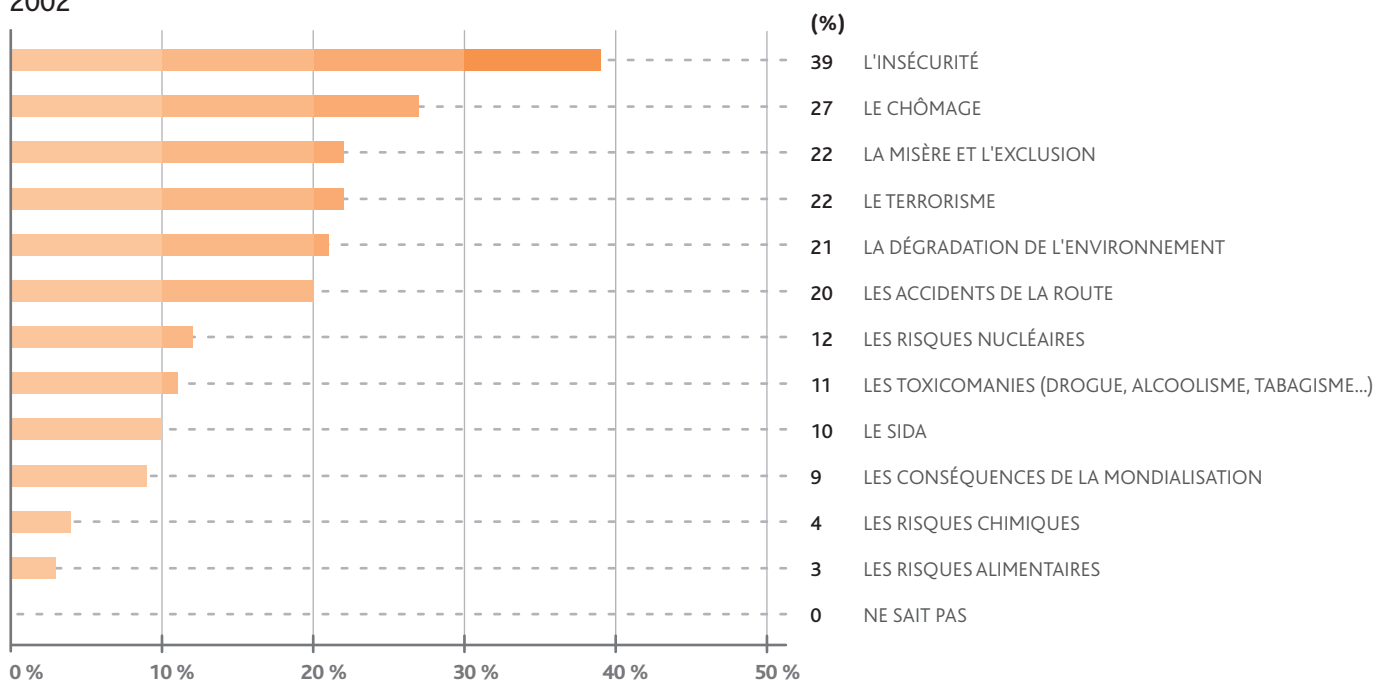
2005



2004



2002



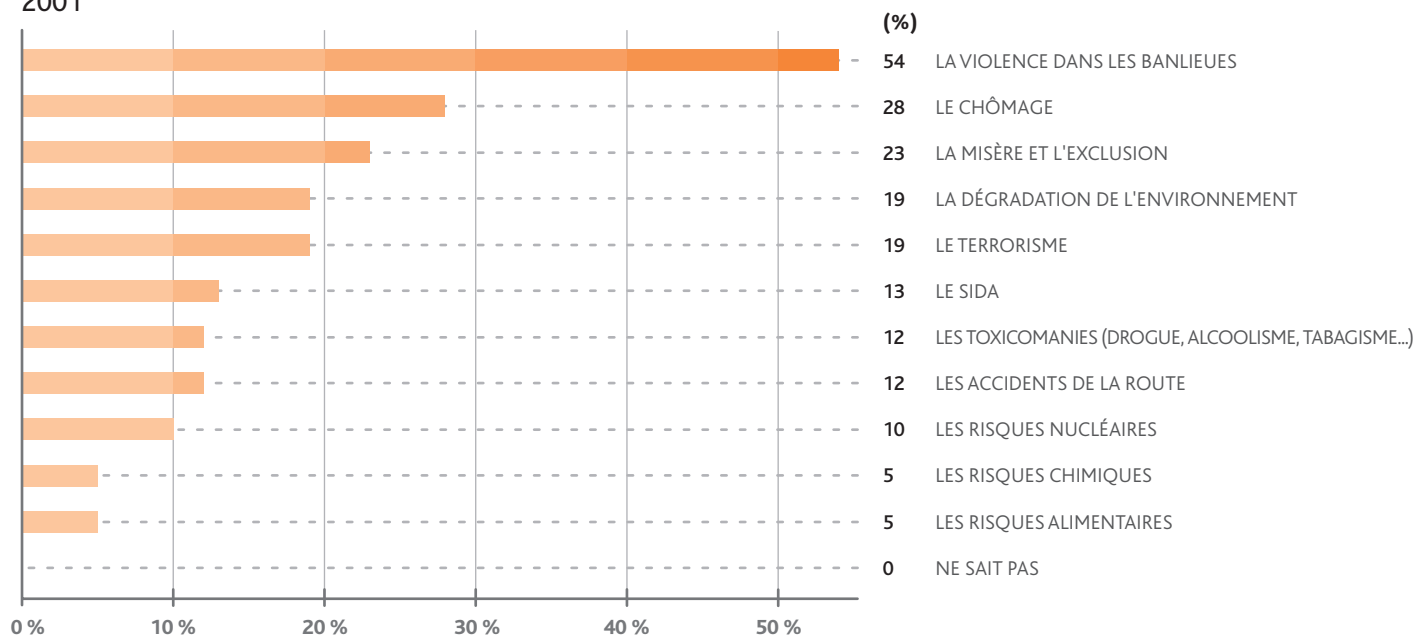
QUESTION

N°1 (suite)

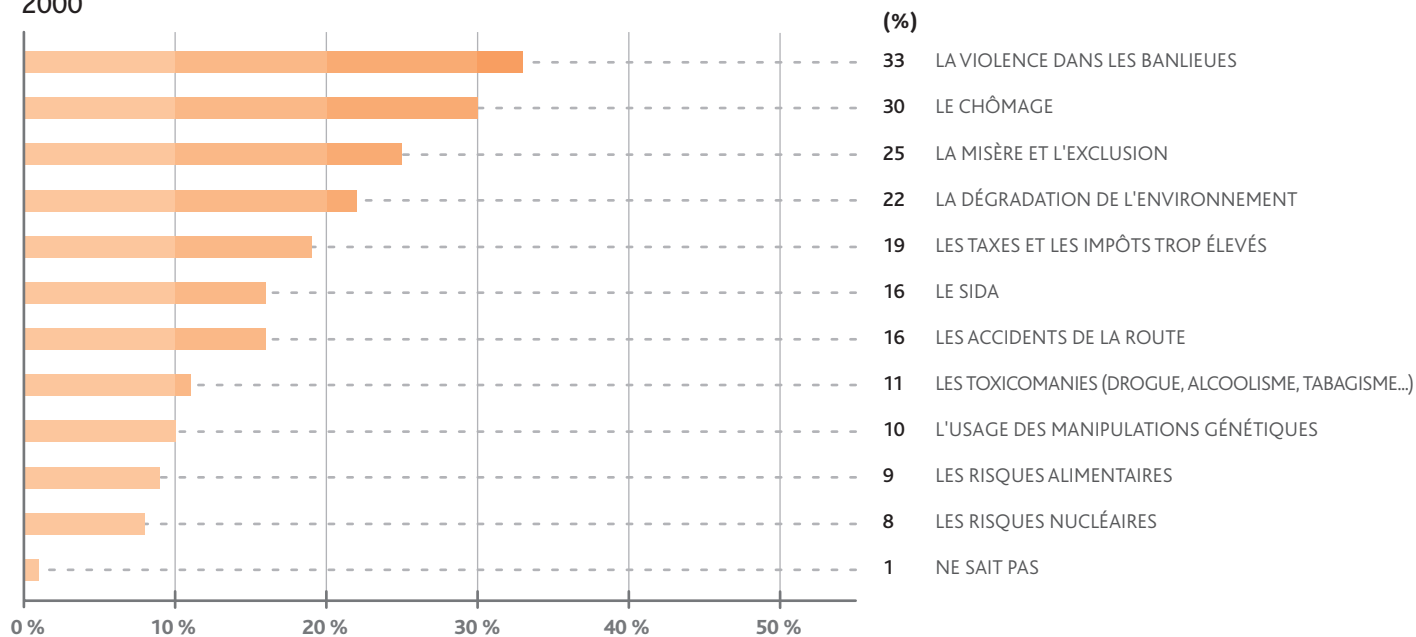
En France, parmi les problèmes actuels suivants, lequel est pour vous le plus préoccupant ?
(2 réponses possibles)

ÉVOLUTIONS SUR LES RÉSULTATS CUMULÉS 1998 À 2010

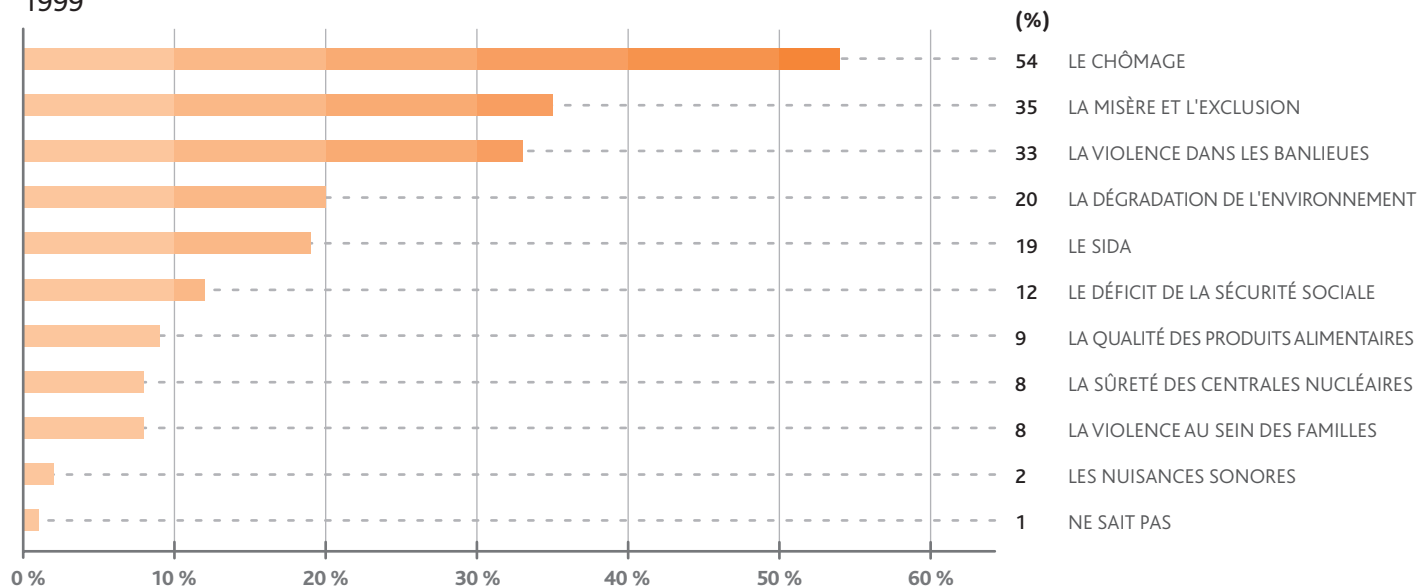
2001



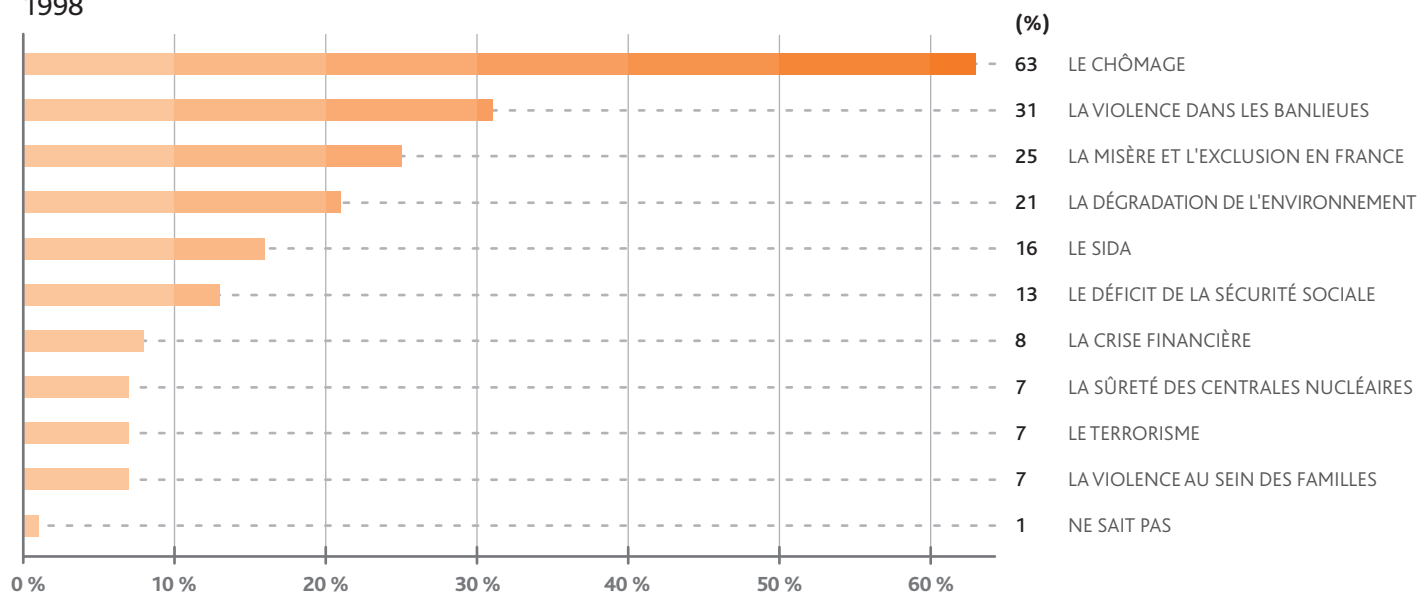
2000



1999



1998



LE PLUS PRÉOCCUPANT POUR L'ENVIRONNEMENT



QUESTION N°2

Je vais vous citer un certain nombre de problèmes d'environnement. Quel est celui qui vous semble le plus préoccupant ?
(2 réponses possibles)

La pollution de l'eau (37 %), la pollution de l'air (33 %) et l'effet de serre (25 %) restent le trio de tête des préoccupations environnementales des Français, comme elles le sont depuis plus de 10 ans au-delà des variations annuelles.

Cette année, l'effet de serre reste encore dans le trio de tête des préoccupations environnementales malgré une forte baisse depuis 2 ans qui l'amène à son plus faible score (25 %) et l'éloigne nettement des deux premières préoccupations de tête : la pollution de l'eau (37 %) et la pollution de l'air (33 %). Il faut remonter à 2006 pour rencontrer son taux de réponse le plus élevé (40 %), qui le mettait alors au sommet des préoccupations environnementales. Cette évolution est cohérente avec la forte baisse des bouleversements climatiques dans la préoccupation des Français observée au chapitre précédent. La diminution de la couche d'ozone suit un mouvement analogue depuis 2006, mais ce mouvement semble se stabiliser depuis 2009 : 26 % en 2006, 19 % cette année, tout comme l'an passé (soit une baisse de 7 points sur 5 ans).

En 2011, la pollution de l'eau inquiète le plus les Français (37 %, +8 points), qui la placent au premier rang de leurs préoccupations environnementales. Depuis 2000, c'est la première fois que cette préoccupation se détache autant de celles concernant la pollution de l'air et l'effet de serre.

La pollution de l'air obtient des taux de réponse stables, avec en moyenne 33 % de réponses, et occupe régulièrement la 1^{re} ou la 2^e place du classement. C'est le seul sujet qui connaît aussi peu de variations depuis une décennie.

Malgré une baisse cette année (20 % en 2010 ; 17 % en 2011), les dommages liés aux catastrophes naturelles restent à un niveau plus élevé que dans les 10 années précédentes. L'an passé, les Français leur avaient manifesté plus d'inquiétudes après avoir été témoins d'une année 2010 noire où les forces de la nature avaient été particulièrement meurtrières (séisme en Haïti, canicule en Russie, inondations au Pakistan). En 2011, leur sensibilité reste vive suite au séisme dévastateur de magnitude 9 au Japon qui a provoqué un tsunami de plusieurs mètres sur la côte nord-est du pays, avec plus de 20 000 morts et disparus, et la catastrophe nucléaire qui en a découlé.

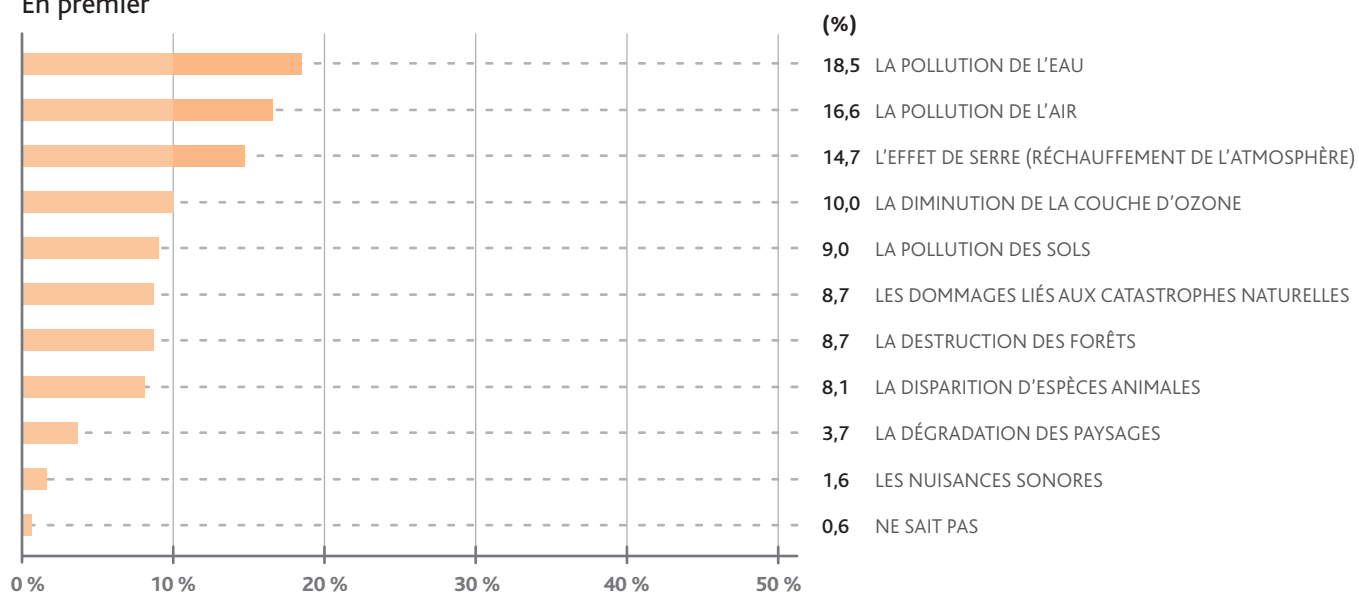
QUESTION N°2

Je vais vous citer un certain nombre de problèmes
d'environnement. Quel est celui qui vous semble
le plus préoccupant ?

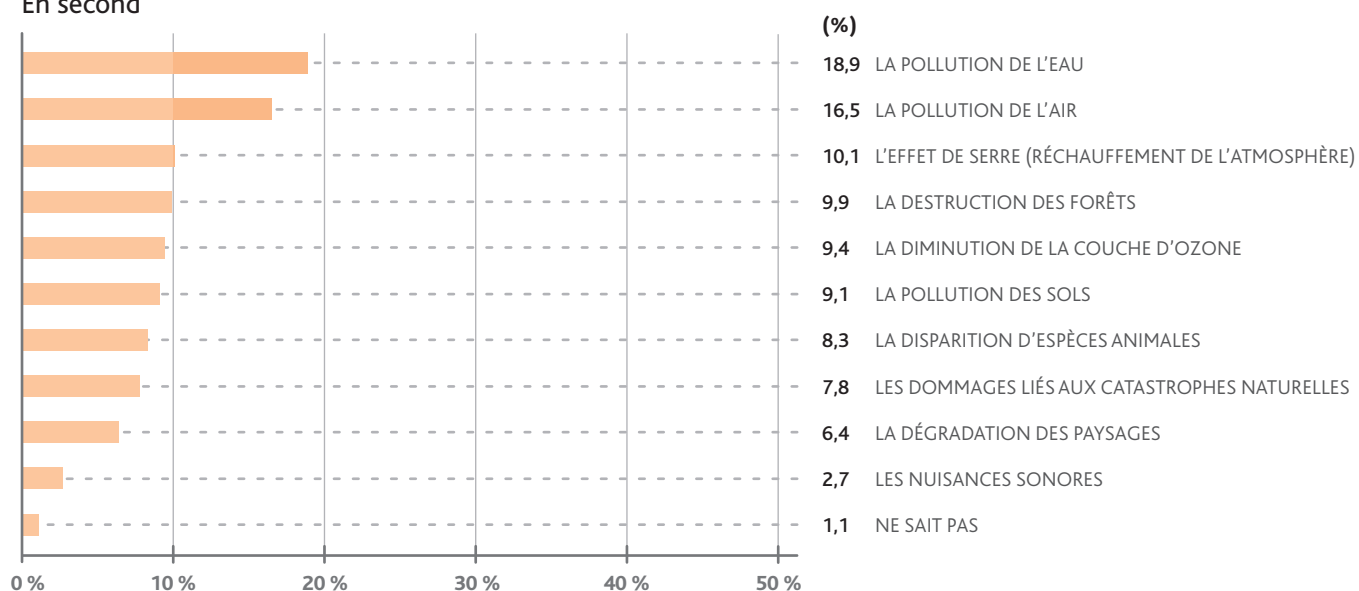
(2 réponses possibles)

OCTOBRE 2011

En premier

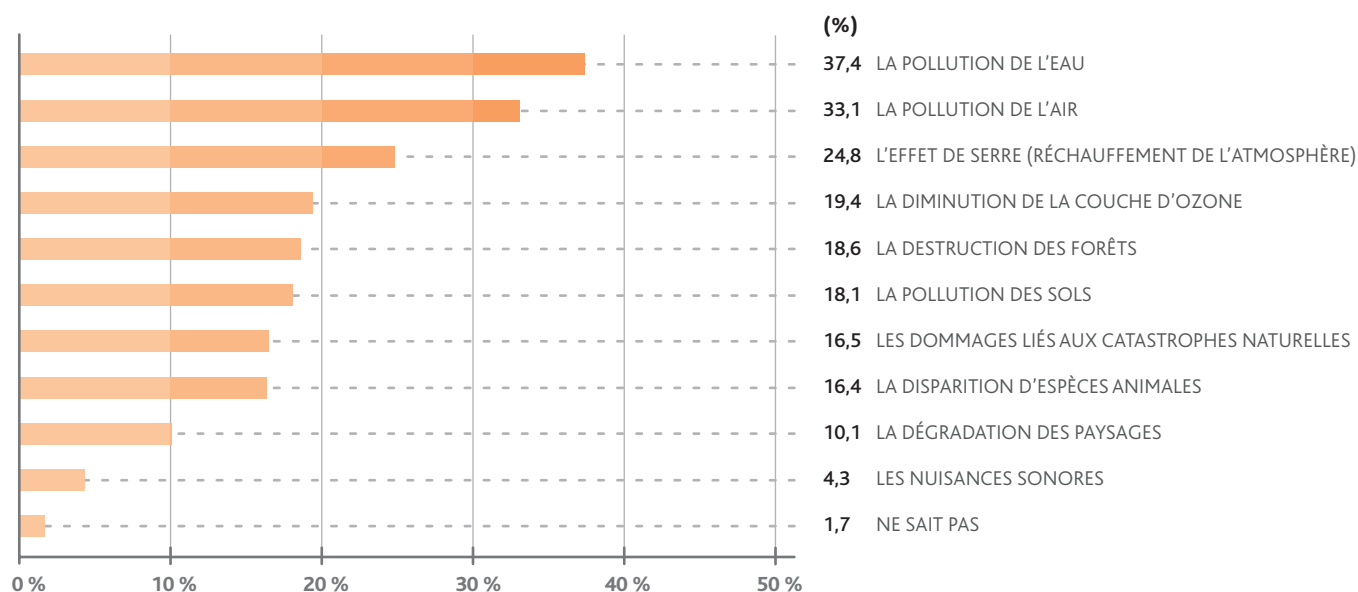


En second



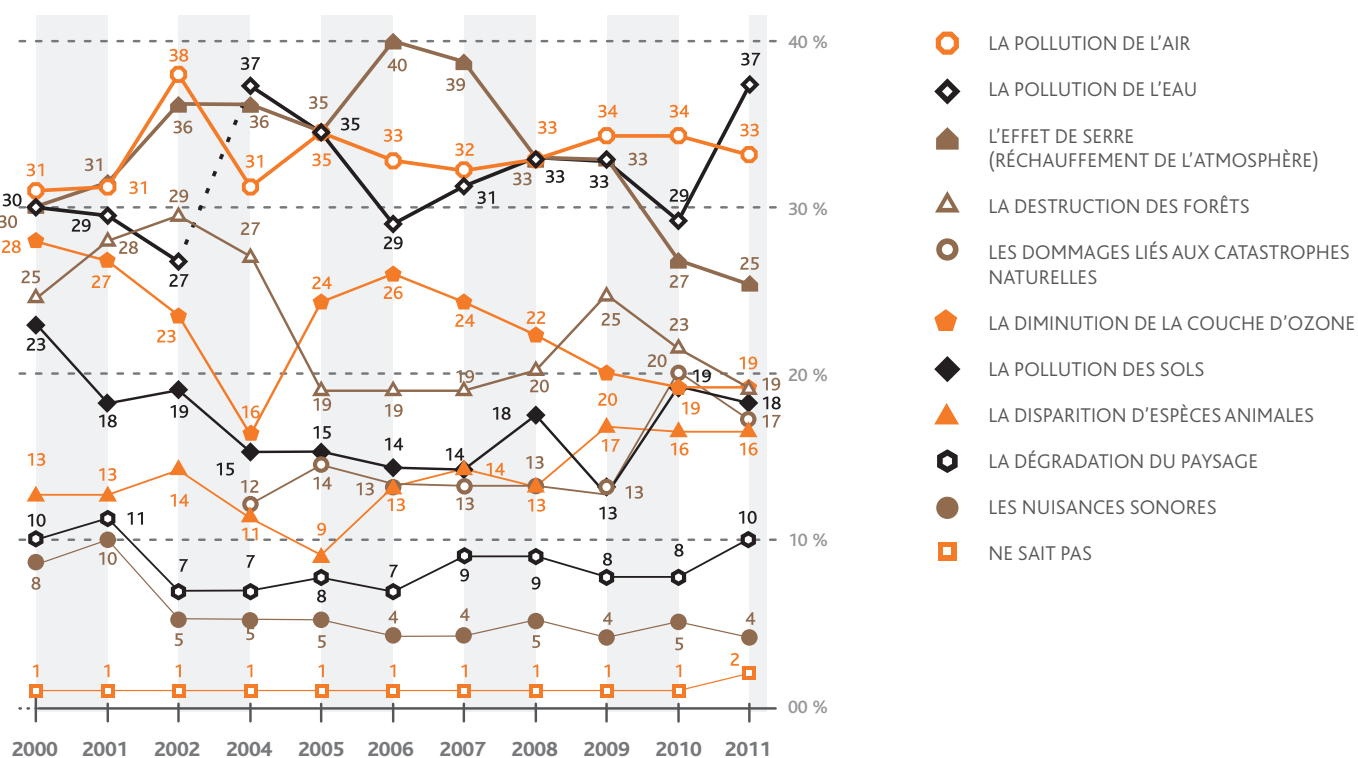
RÉSULTATS CUMULÉS OCTOBRE 2011

Les résultats cumulés correspondent à la somme des premier et second choix. C'est pourquoi le total des pourcentages de réponse est supérieur à 100.



ÉVOLUTIONS SUR LES RÉSULTATS CUMULÉS 2000 À 2011

En 2004, les intitulés des modalités de réponse ont été modifiés : «la pollution de l'air» au lieu de «la pollution de l'air dans les agglomérations» ; «l'effet de serre (réchauffement de l'atmosphère)» au lieu du «réchauffement de l'atmosphère» ; «la pollution de l'eau» au lieu de «la pollution des lacs, des rivières et des mers».



LA SCIENCE DANS LES PRÉOCCUPATIONS DES FRANÇAIS

QUESTION N°3

Je vais vous citer 2 propositions relatives au rôle de la science et des technologies. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle proposée :

- le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfices que d'effets néfastes,
- le développement de la science et des technologies crée plus de risques qu'il n'en supprime.

QUESTION N°4

Diriez-vous qu'aujourd'hui vous faites plus confiance ou moins confiance à la science qu'il y a une dizaine d'années ?

Les pourcentages enregistrés tous les ans depuis 1998 montrent combien les Français sont fortement attachés à la science. En 2011, 76 % des Français font plus confiance ou autant confiance à la science qu'il y a une dizaine d'années.

La confiance des Français pour la science est élevée. Lorsqu'il s'agit de s'exprimer sur ses avantages et ses inconvénients, ils sont partagés, même si les avantages l'emportent sur les inconvénients : 42 % pensent que le développement de la science crée plus de bénéfices que d'effets néfastes et 32 % pensent que la science crée plus de risques qu'elle n'en supprime.

Mais la confiance peut varier au cours du temps, sans doute en réaction à l'actualité. Quatre années enregistrent des creux de moindre confiance : 1999 (72 %, niveau historiquement le plus faible), 2005 (74 %), 2008 (77 %) et 2011 (76 %). Entre ces pics, la confiance remonte plus ou moins rapidement pour atteindre des scores de plus de 80 %. En 1999, l'enquête ayant lieu au mois d'octobre, les Français voyaient s'approcher le passage à l'an 2000 avec le risque de défaillance des systèmes informatiques, en particulier dans le secteur des hôpitaux. L'année 2005 a vu surgir des polémiques autour des connaissances scientifiques (antennes réseau pour téléphones portables, OGM, etc.). Depuis 2008, les années sont marquées par la crise financière et économique. Fin 2009, c'est l'échec des négociations sur le climat à Copenhague.

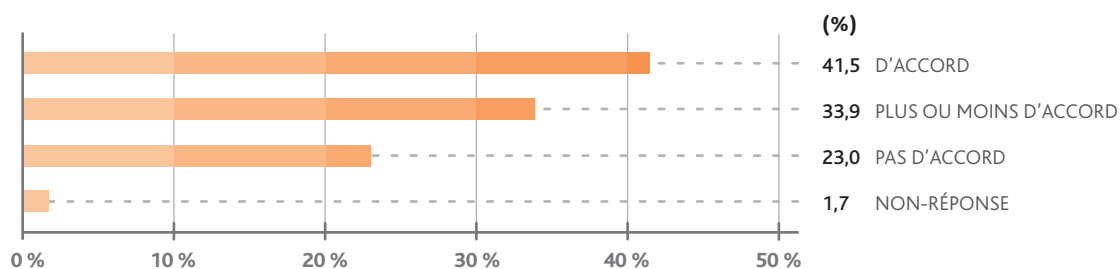
Malgré ces crises qui se succèdent, les Français font toujours confiance à la science. Néanmoins 2011 confirme la tendance observée depuis 2000 qui voit la modalité « *autant confiance* » prendre le pas sur la modalité « *plus confiance* », tandis que les modalités « *moins confiance* » évoluent peu. Sans doute les Français s'interrogent-ils sur la capacité de la science à répondre aux besoins actuels de la société.

QUESTION N°3

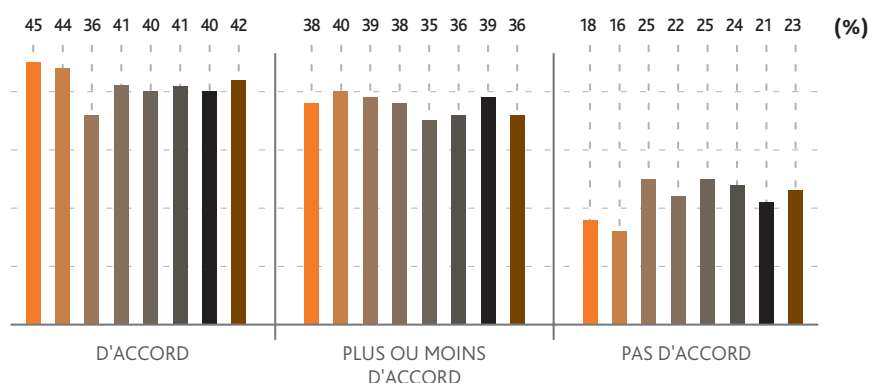
Je vais vous citer 2 propositions relatives au rôle de la science et des technologies. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle proposée.

Le développement de la science et des technologies
génère plus de bénéfices que d'effets néfastes.

OCTOBRE 2011

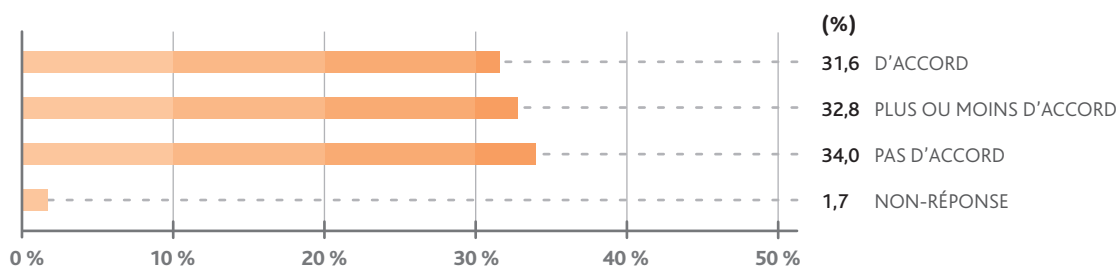


ÉVOLUTIONS 2002 À 2011

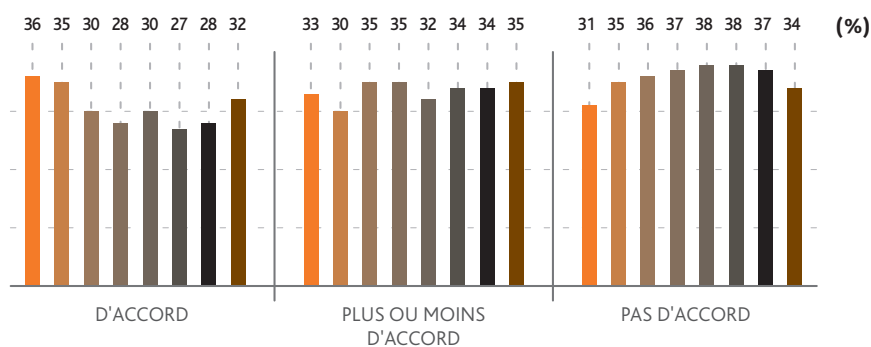


Le développement de la science et des technologies crée plus de risques qu'il n'en supprime.

OCTOBRE 2011

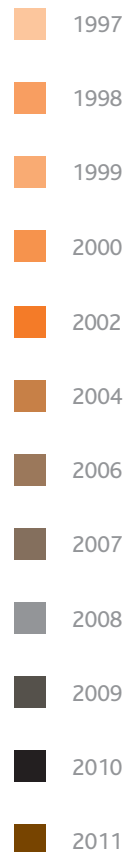
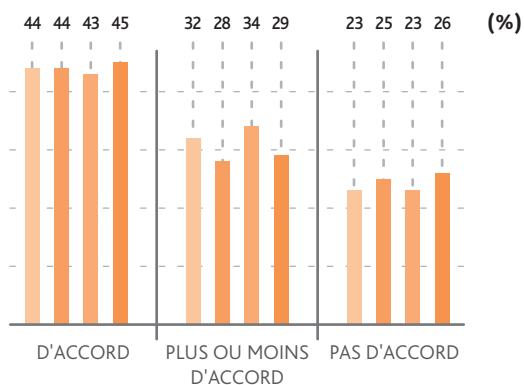


ÉVOLUTIONS 2002 À 2011



Auparavant, la question était posée isolément :

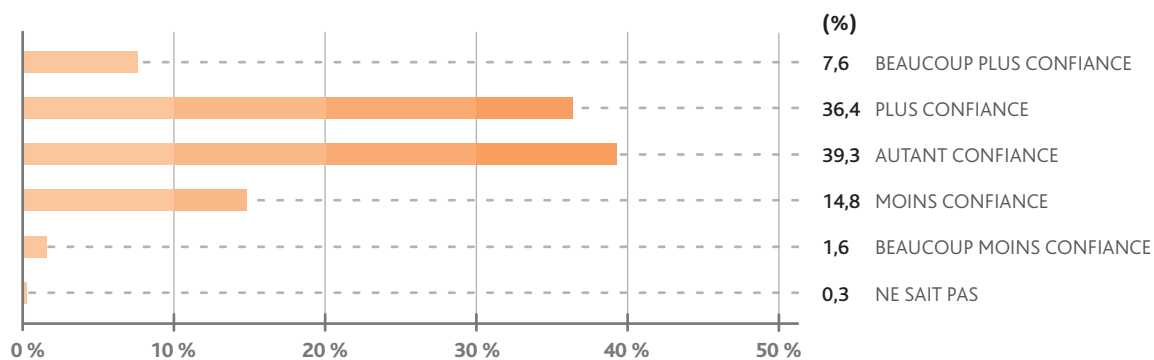
Finalement, le développement de la science et des technologies crée plus de risques qu'il n'en supprime.



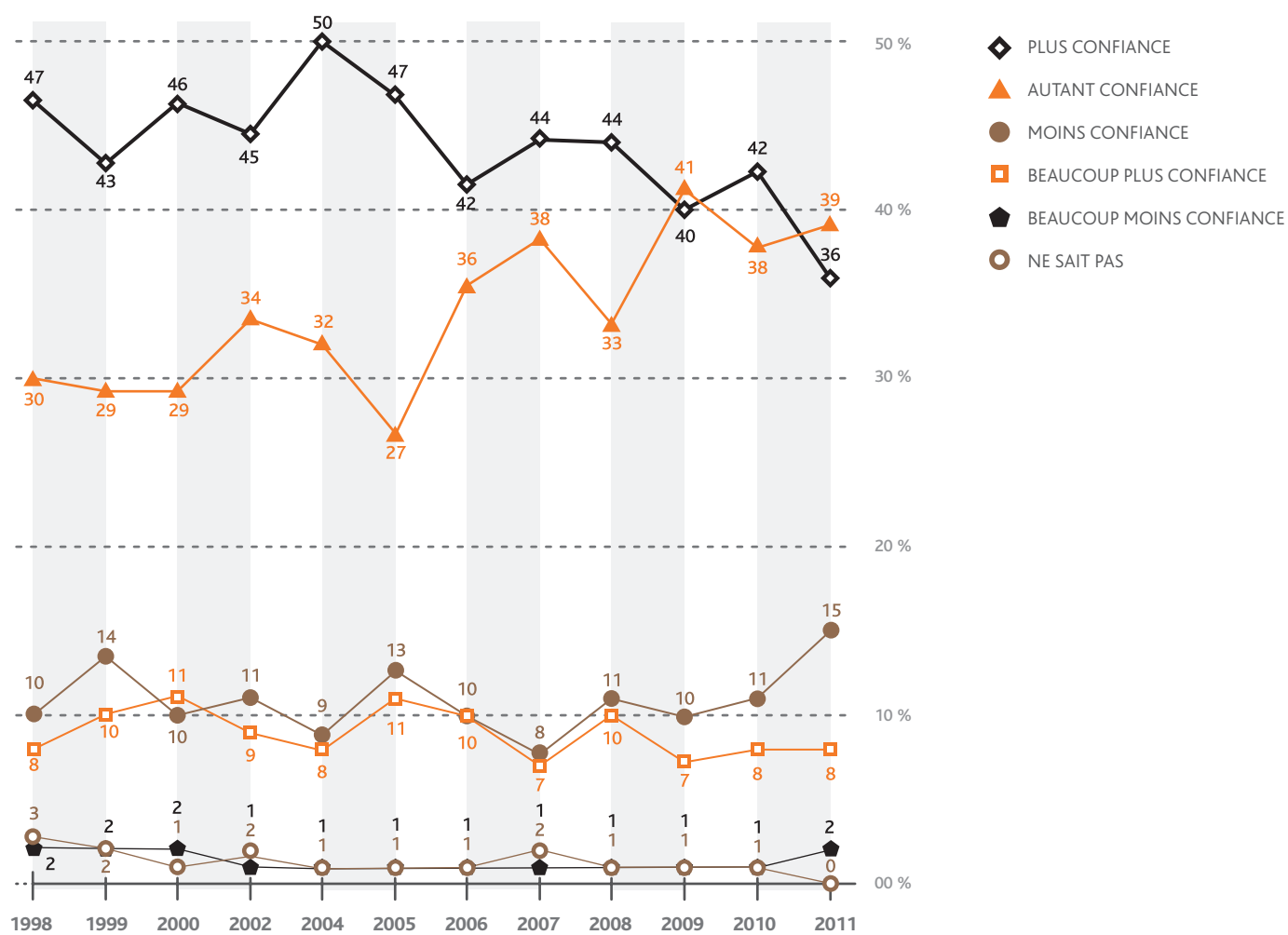
QUESTION N°4

Diriez-vous qu'aujourd'hui vous faites plus confiance ou moins confiance à la science qu'il y a une dizaine d'années ?

OCTOBRE 2011



ÉVOLUTIONS 1998 À 2011



REGARDS DES L'EXPERTISE

—

PARTIE 2

FRANÇAIS SUR

2.1 — QUI DOIT CONTRÔLER UNE INSTALLATION À RISQUES ?	34 - 37
2.2 — LE RÔLE ET L'IMAGE DES EXPERTS SCIENTIFIQUES	38 - 49
2.3 — L'ACCÈS AUX DOSSIERS D'EXPERTISE	50 - 59
2.4 — LA PERCEPTION DES STRUCTURES PLURALISTES	60 - 65

QUI DOIT CONTRÔLER UNE INSTALLATION À RISQUES ?

QUESTION N°1

Pour une installation qui présente des risques pour l'environnement et les populations avoisinantes, qui doit, selon vous, contrôler ce qui se passe à l'extérieur de l'installation ?
(1 seule réponse possible)



Les Français souhaitent s'assurer de la robustesse du contrôle d'une installation à risques en s'appuyant sur les connaissances apportées par des experts scientifiques, sur la vigilance des élus locaux et des associations plus proches des populations et sur l'autorité des pouvoirs publics.

Depuis 2002, environ 30 % des personnes interrogées expriment leur confiance à un comité d'experts scientifiques pour contrôler l'impact d'une installation qui présente des risques pour l'environnement et les populations avoisinantes. Ce résultat est en cohérence d'une part avec la confiance très forte qu'ont les Français pour la science observée dans la partie précédente et d'autre part, comme les résultats le démontreront dans la suite de cette partie, avec leur exigence d'obtenir des avis transparents et indépendants de la part des experts. De manière cohérente, c'est probablement du fait de son manque de connaissances scientifiques que le comité local de citoyens ne recueille que très peu d'approbation pour participer au contrôle (7 %) malgré sa proximité avec la population. Mais la légitimité technique ne leur suffit pas pour une bonne gestion du risque d'une installation. Preuve en est lorsqu'ils manifestent leur désaccord pour que l'exploitant participe au contrôle (8 % «*pour*»). Même si c'est l'acteur qui détient les meilleures connaissances de l'installation, il doit aussi en être jugé trop proche pour avoir un avis objectif.

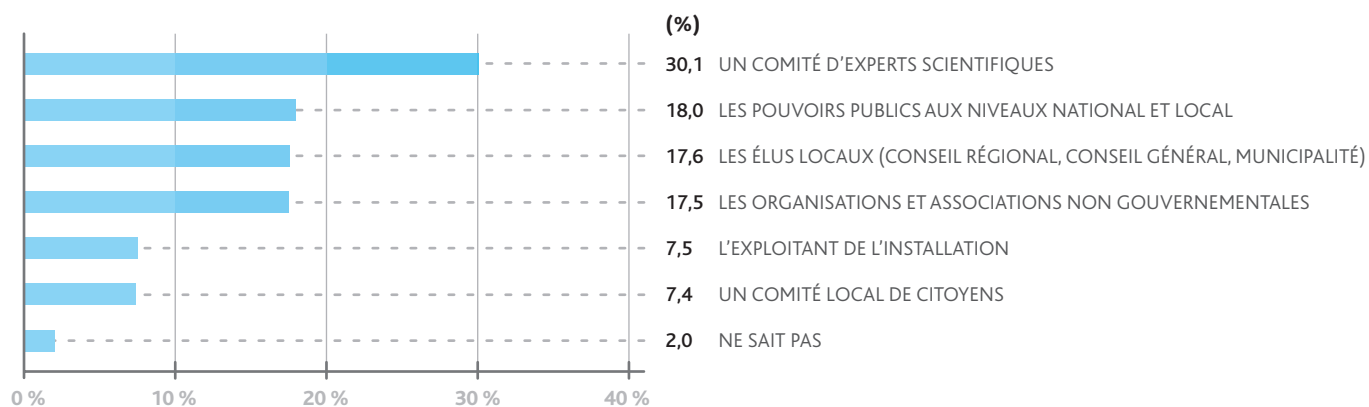
Pour contrôler une installation à risques, les Français souhaitent que les experts scientifiques soient rejoints par les élus locaux, les pouvoirs publics et les associations non gouvernementales qui, pour la première fois depuis 2002, recueillent autant d'opinions favorables (18 % chacun). Cette convergence en 2011 résulte d'une baisse des réponses favorables aux pouvoirs publics, avec 18 % cette année contre 22 % l'an passé. Elle bénéficie à la fois aux élus locaux (+3 points) et aux associations non gouvernementales (+4 points).

QUESTION N°1

Pour une installation qui présente des risques pour l'environnement et les populations avoisinantes, qui doit, selon vous, contrôler ce qui se passe à l'extérieur de l'installation ?

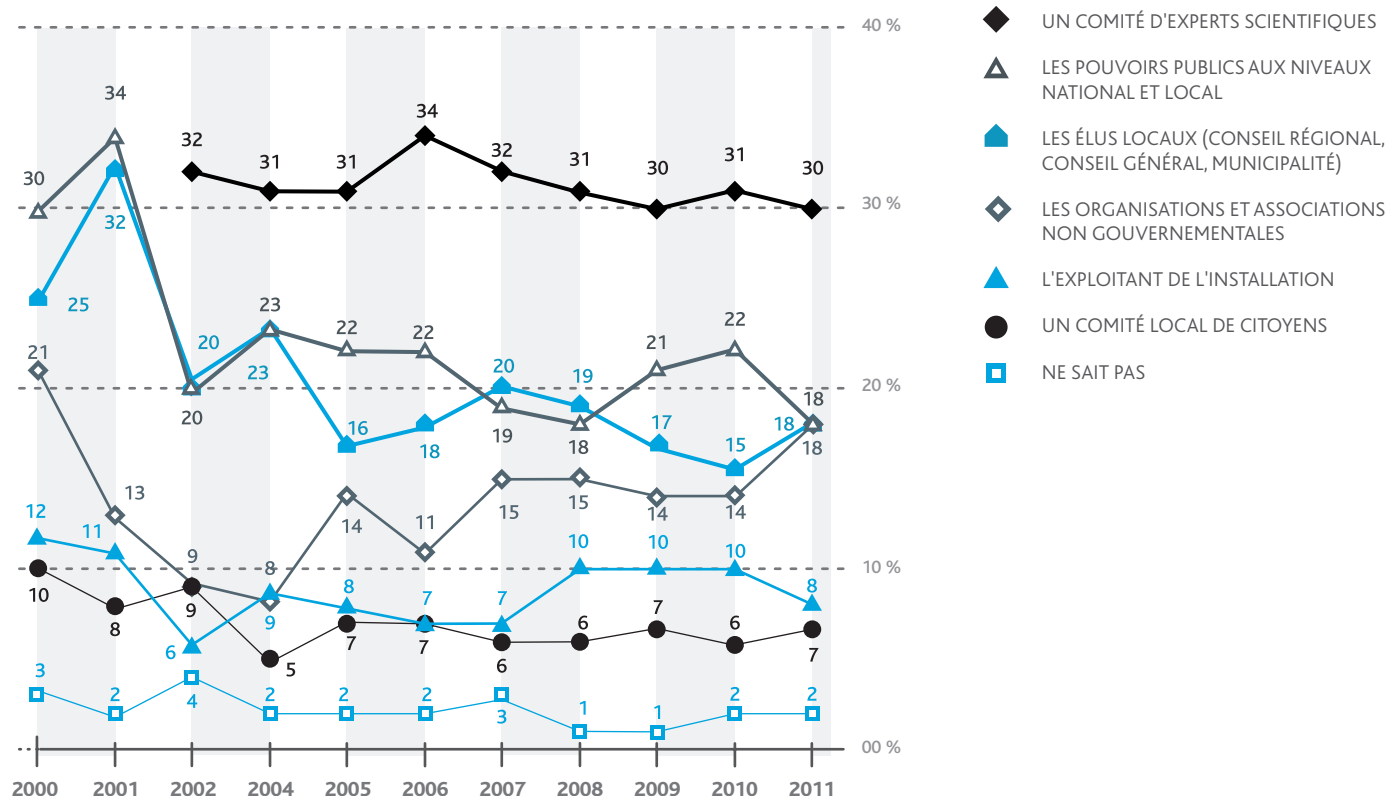
(1 seule réponse possible)

OCTOBRE 2011



ÉVOLUTIONS 2000 À 2011

La modalité de réponse «un comité d'experts scientifiques» n'apparaît que depuis novembre 2002.



LE RÔLE ET L'IMAGE DES EXPERTS SCIENTIFIQUES



QUESTION N°2

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

QUESTION N°3

Quelles sont pour vous les deux principales qualités d'un expert scientifique ?
(2 réponses possibles)

QUESTION N°4

De manière générale, avez-vous une bonne ou une mauvaise opinion des experts scientifiques ?

Depuis de nombreuses années, en France, les sujets de préoccupations sanitaires (sida, amiante, sang contaminé, vache folle, retombées radioactives de l'accident de Tchernobyl, OGM, grippe H1N1...) montrent le niveau de sensibilité, voire d'aversion face au risque des sociétés développées, même si certains de ces sujets ne s'associent pas à une crise sanitaire. Tous ont conduit à critiquer sévèrement les processus d'expertise et de décision et plus particulièrement leur manque d'indépendance. À ce jour, avec le récent scandale du Mediator, doit-on renforcer cette indépendance ? Est-ce la seule réponse à apporter aux Français ? Quelles sont leurs attentes spécifiques vis-à-vis de l'expertise ?

Tout d'abord, la parole de l'expert est-elle en rupture avec la société ? En 2011, malgré l'affaire du Mediator et son très fort impact médiatique, les Français continuent à avoir une bonne ou une très bonne opinion des experts (54 %). Toutefois, leurs attentes n'en sont pas moins fortes vis-à-vis de l'expertise, et ils les décomposent en trois questions distinctes qu'ils souhaiteraient sans nul doute voir prises en compte : la mise à disposition de l'information, le caractère contradictoire de l'expertise ainsi que sa traçabilité et la légitimité des experts.

L'importance que les Français accordent à la disponibilité de l'information se traduit dans le Baromètre IRSN d'abord par les 88 % de réponses « d'accord » à la proposition « *Il faut mettre à la portée de tous une information compréhensible sur les risques des installations* » (sur les 11 propositions posées sur l'expertise, tous les ans depuis 2004, cette proposition remporte le plus d'adhésion), ensuite par le faible pourcentage de réponses obtenu à la proposition « *Les avis scientifiques ne peuvent pas être compris par le public* » (seulement 28 % sont d'accord). Les Français souhaitent la transparence des résultats d'expertise : la majorité (55 %) ne pense pas qu'il soit « *normal que les avis des experts scientifiques ne soient pas tous rendus publics* ».

Concernant le caractère contradictoire de l'expertise, il se traduit par le souhait du public de rendre visibles les différences d'avis entre experts et donc les éléments d'incertitude. Parmi les personnes interrogées, 79 % sont d'accord pour dire que « *dans leurs avis, les experts scientifiques doivent aussi présenter les points de désaccord* », même si la proposition « *Il faut être certain des avis des experts scientifiques avant d'informer les populations* » recueille encore 68 % d'adhésion en 2011 mais de moins en moins (80 % en 2004). Ce principe du contradictoire et de la traçabilité des divergences ou incertitudes impose aux experts de prendre en compte dans leurs avis la pluralité des points de vue : 45 % sont favorables à ce que « *les experts scientifiques doivent davantage tenir compte de l'opinion de la population avant de rendre un avis* ».

La troisième question est celle de la légitimité de l'expert. À la question « *Quelles sont pour vous les deux principales qualités d'un expert scientifique ?* », la compétence est toujours citée en premier (67 % des réponses) depuis que cette question est posée. Mais ce n'est pas la seule qualité attendue. Viennent ensuite son indépendance (49 %) et son honnêteté à dire comment il est arrivé à ses conclusions (45 %). Derrière ces réponses, les Français souhaitent que les experts soient en mesure de résister aux pressions (économiques, politiques) tout en permettant à un regard externe de revenir sur le contenu de leur expertise.

QUESTION N°2

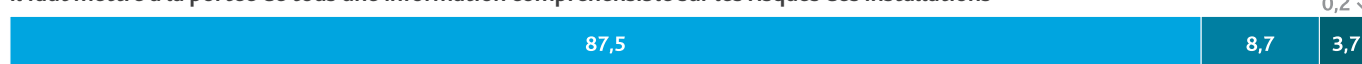
Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques.

Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante :
pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

OCTOBRE 2011

Les réponses «pas du tout d'accord» et «pas tellement d'accord» ont été regroupées en «pas d'accord» ; les réponses «bien d'accord» et «entièrement d'accord» en «d'accord».

Il faut mettre à la portée de tous une information compréhensible sur les risques des installations



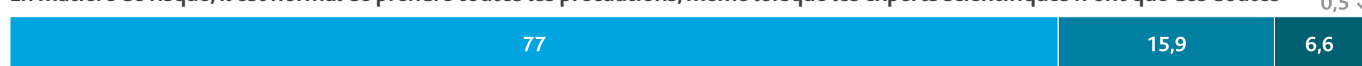
Respecter les règles, c'est le meilleur moyen de diminuer un risque



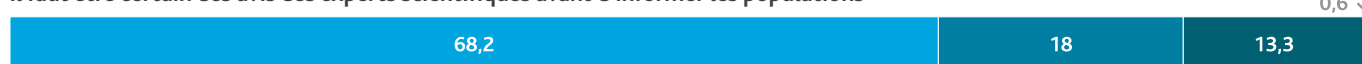
Dans leurs avis, les experts scientifiques doivent aussi présenter les points de désaccord



En matière de risque, il est normal de prendre toutes les précautions, même lorsque les experts scientifiques n'ont que des doutes



Il faut être certain des avis des experts scientifiques avant d'informer les populations



Les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques



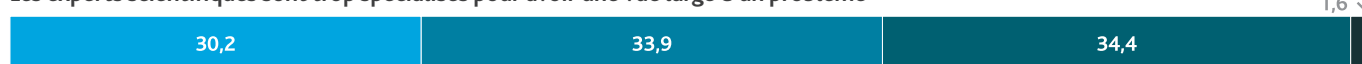
Les experts scientifiques doivent davantage tenir compte de l'opinion de la population avant de rendre un avis



Les experts scientifiques se cachent derrière la complexité de leurs études pour ne pas communiquer



Les experts scientifiques sont trop spécialisés pour avoir une vue large d'un problème



Les avis scientifiques ne peuvent pas être compris par le public



Il est normal que les avis des experts scientifiques ne soient pas tous rendus publics



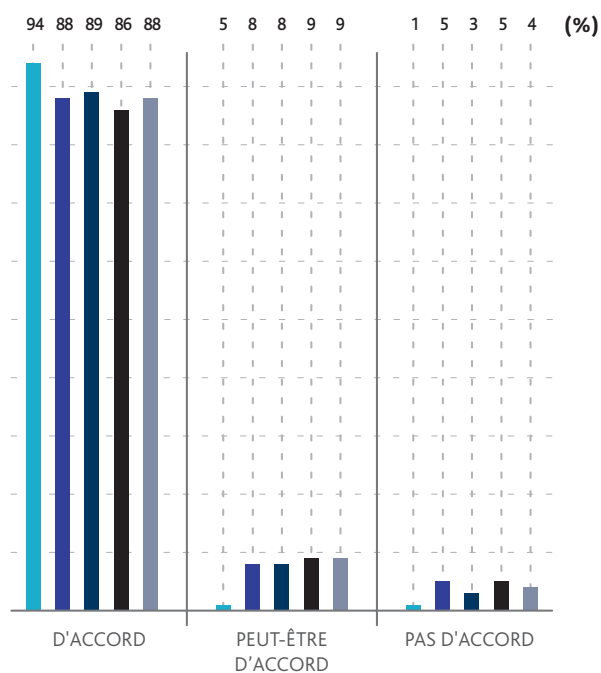
■ D'ACCORD ■ PEUT-ÊTRE D'ACCORD ■ PAS D'ACCORD ■ NE SAIT PAS

en %

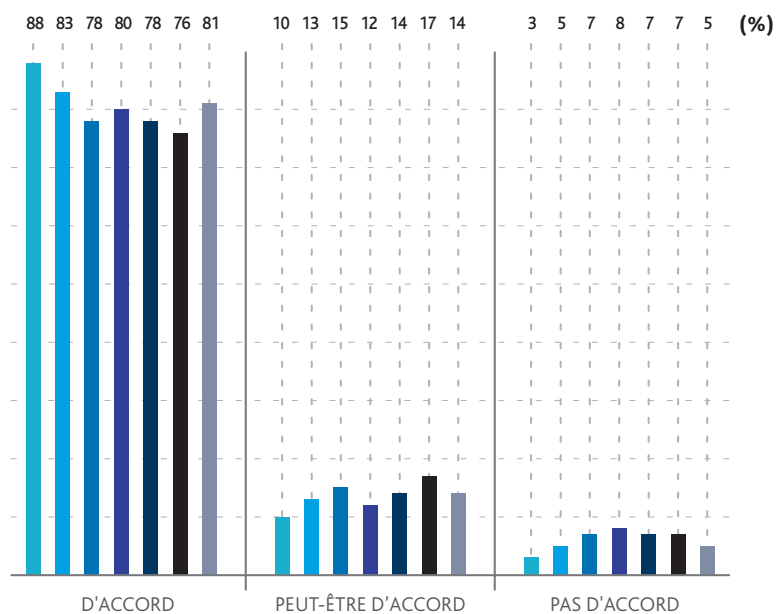
ÉVOLUTIONS 1997 À 2011

Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages. Elles ont été regroupées avec la modalité «peut-être d'accord».

Il faut mettre à la portée de tous une information compréhensible sur les risques des installations.



Respecter les règles, c'est le meilleur moyen de diminuer un risque.



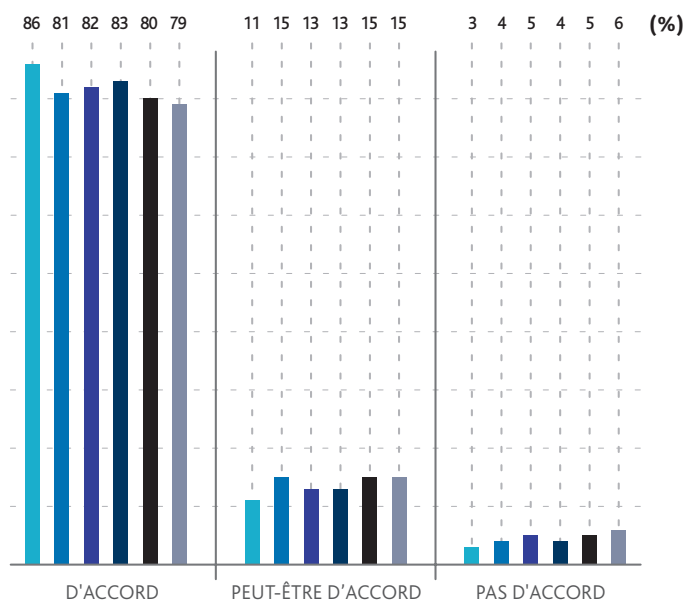
QUESTION N°2 (suite)

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques.
Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante :
pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

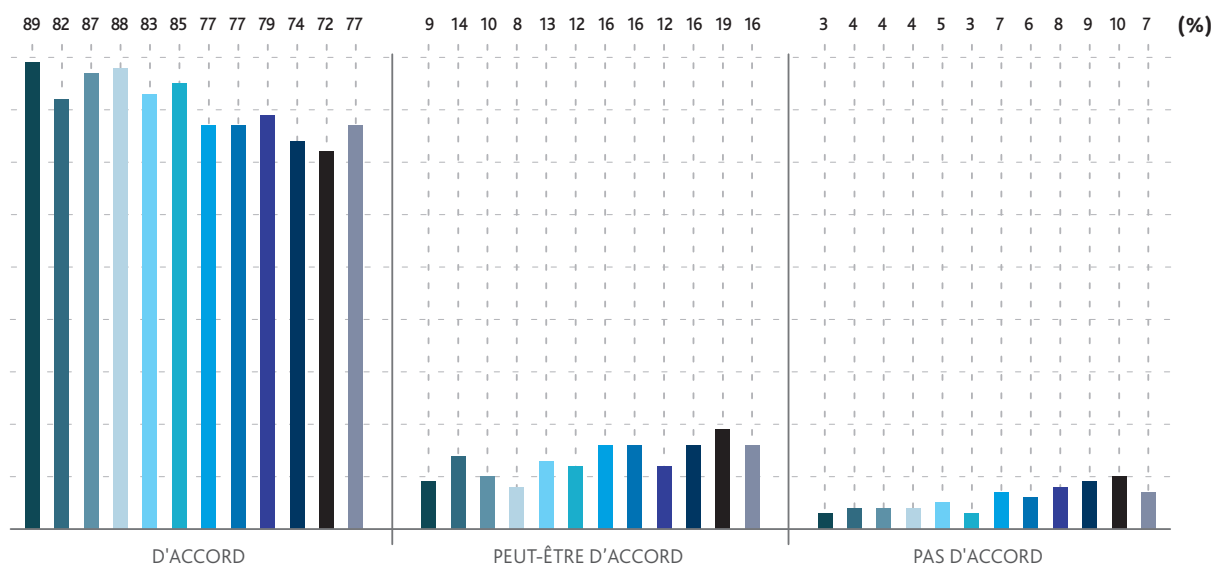
ÉVOLUTIONS 1997 À 2011

Les « non-réponses » représentent de très faibles pourcentages. Elles ont été regroupées avec la modalité « peut-être d'accord ».

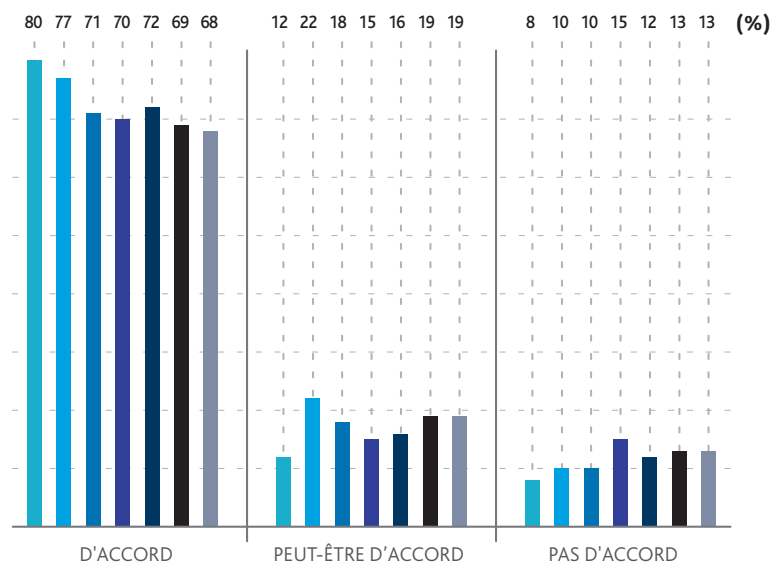
Dans leurs avis, les experts scientifiques doivent aussi présenter les points de désaccord.



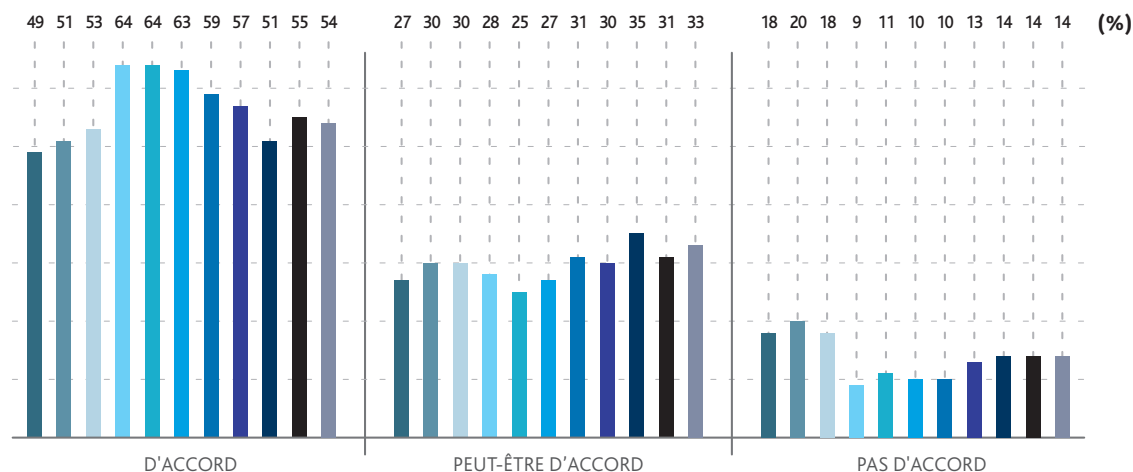
En matière de risque, il est normal de prendre toutes les précautions, même lorsque les experts scientifiques n'ont que des doutes.



Il faut être certain des avis des experts scientifiques avant d'informer les populations.



Les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques.



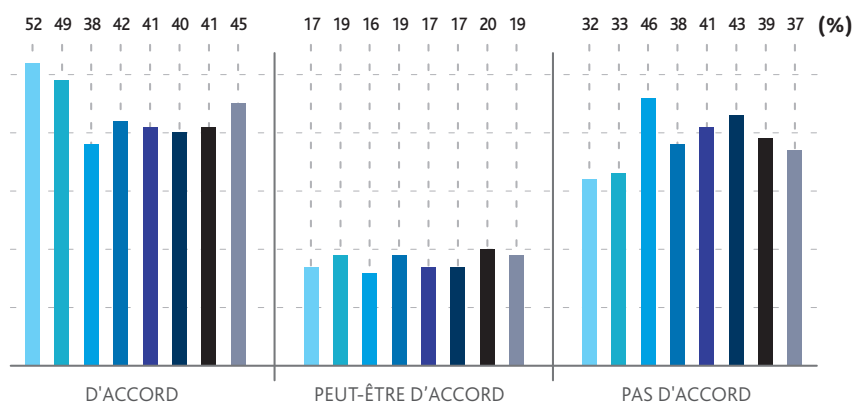
QUESTION N°2 (suite)

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques.
Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante :
pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

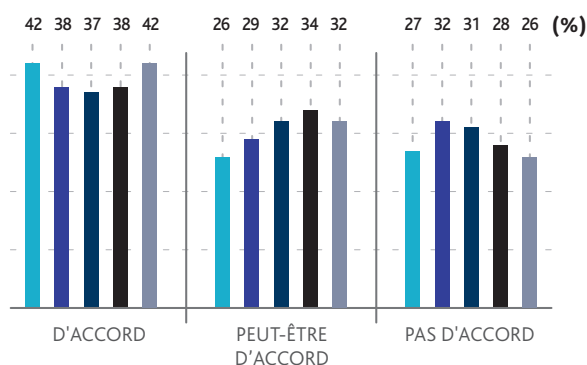
ÉVOLUTIONS 1997 À 2011

Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages. Elles ont été regroupées avec la modalité «peut-être d'accord».

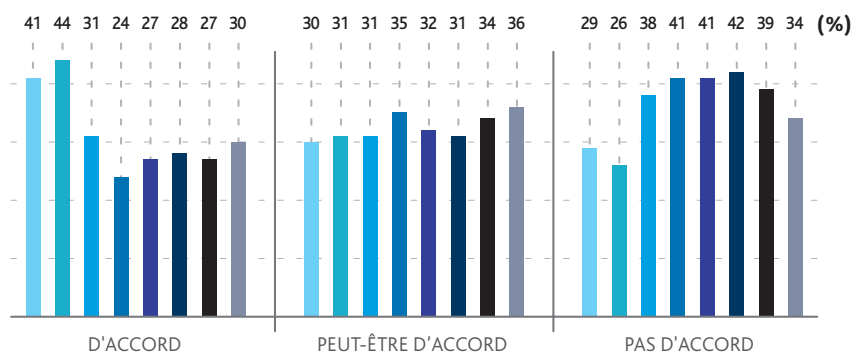
Les experts scientifiques doivent davantage tenir compte de l'opinion de la population avant de rendre un avis.



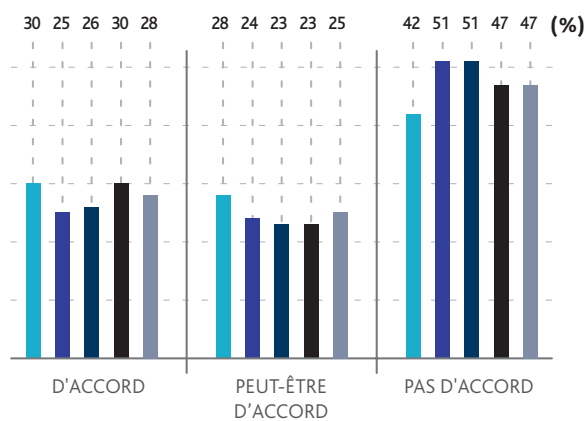
Les experts scientifiques se cachent derrière la complexité de leurs études pour ne pas communiquer.



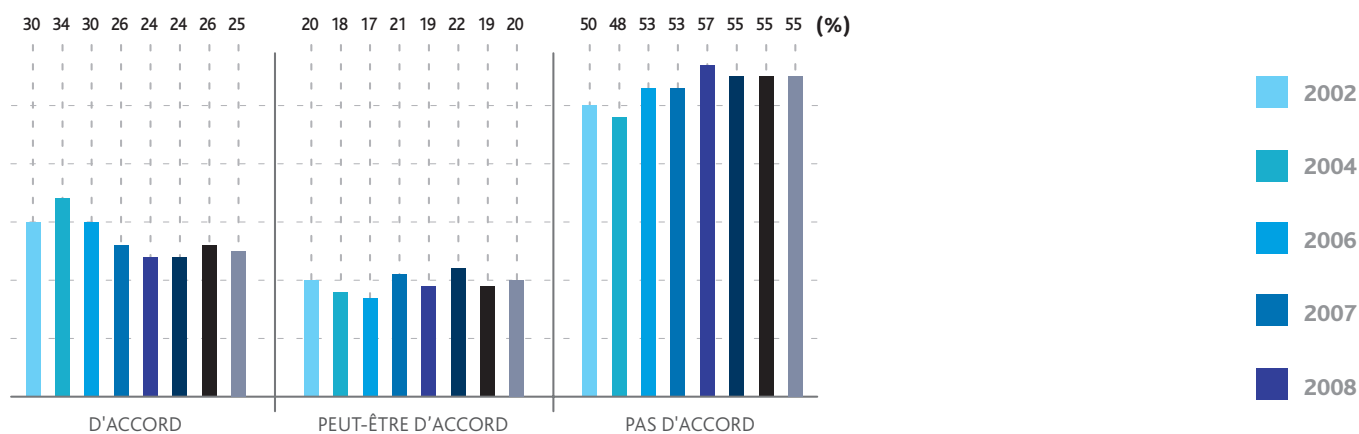
Les experts scientifiques sont trop spécialisés pour avoir une vue large d'un problème.



Les avis scientifiques ne peuvent pas être compris par le public.



Il est normal que les avis des experts scientifiques ne soient pas tous rendus publics.



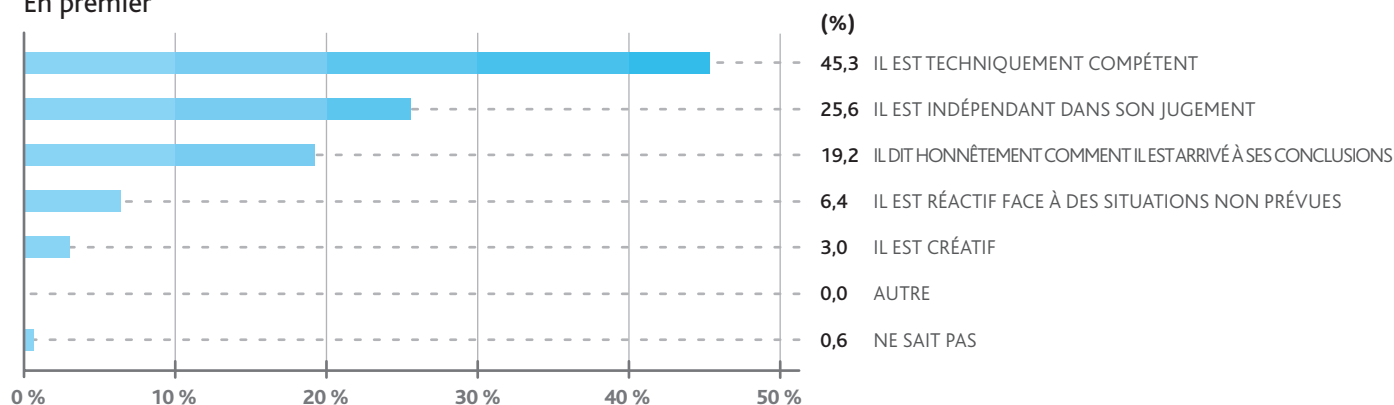
QUESTION N°3

Quelles sont pour vous les deux principales qualités
d'un expert scientifique ?

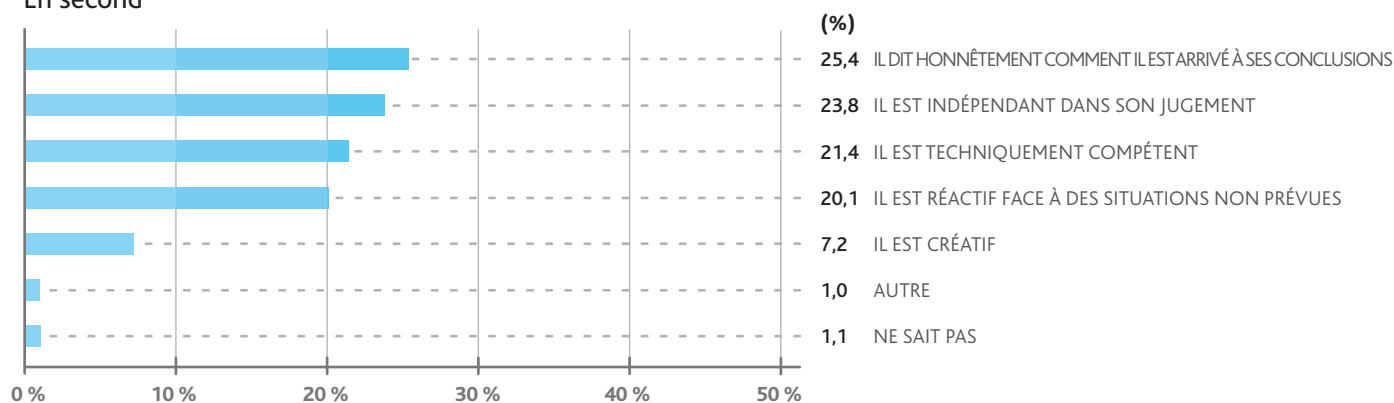
(2 réponses possibles)

OCTOBRE 2011

En premier

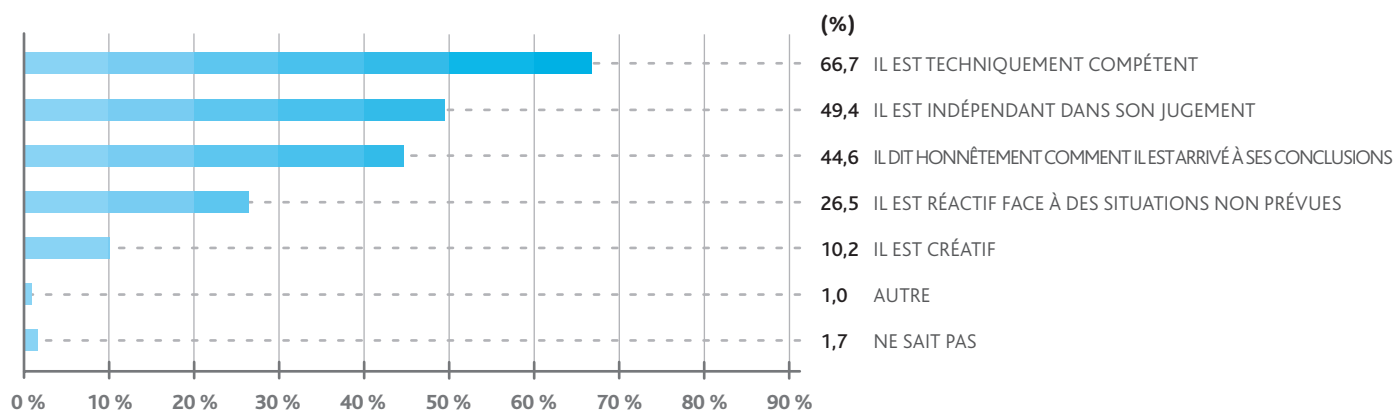


En second

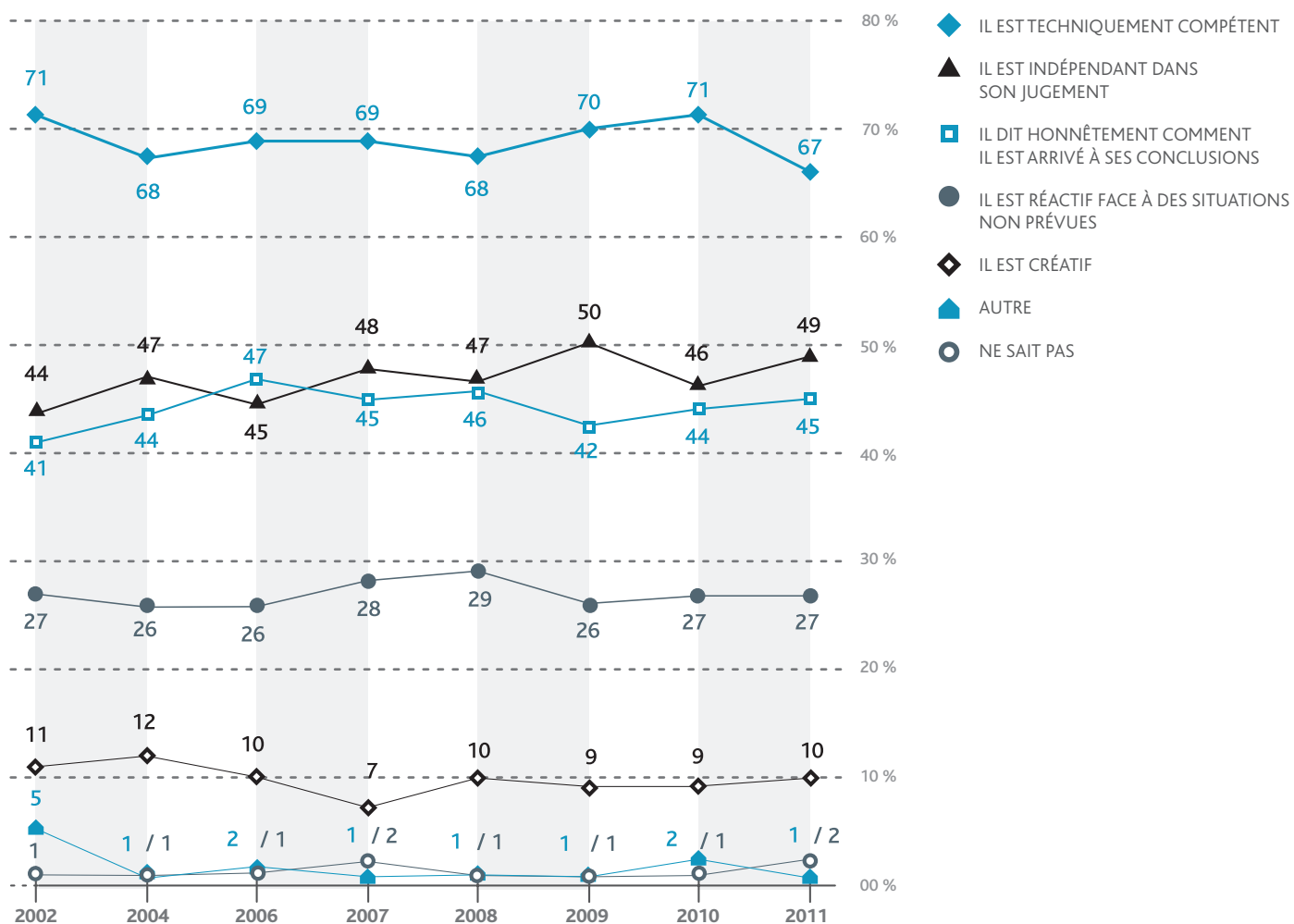


**RÉSULTATS CUMULÉS
OCTOBRE 2011**

Les résultats cumulés correspondent à la somme des premier et second choix. C'est pourquoi le total des pourcentages de réponse peut être supérieur à 100.

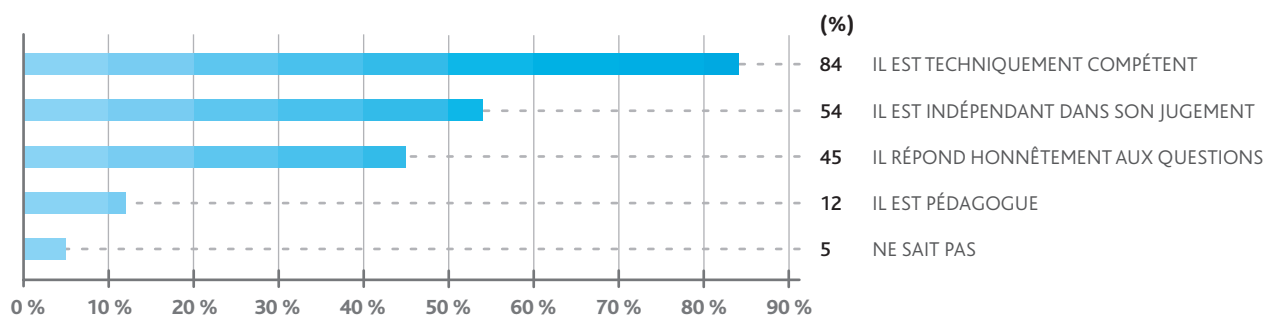


ÉVOLUTIONS 2002 À 2011



ÉVOLUTIONS 2000

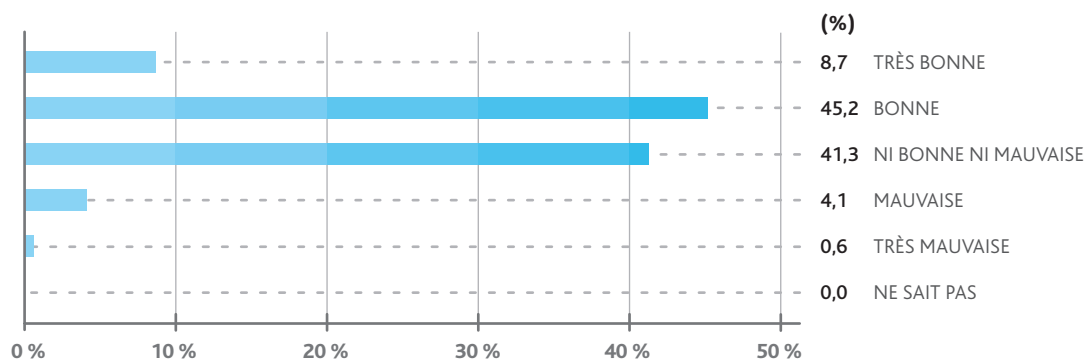
Les modalités de réponse étaient différentes en 2000.



QUESTION N°4

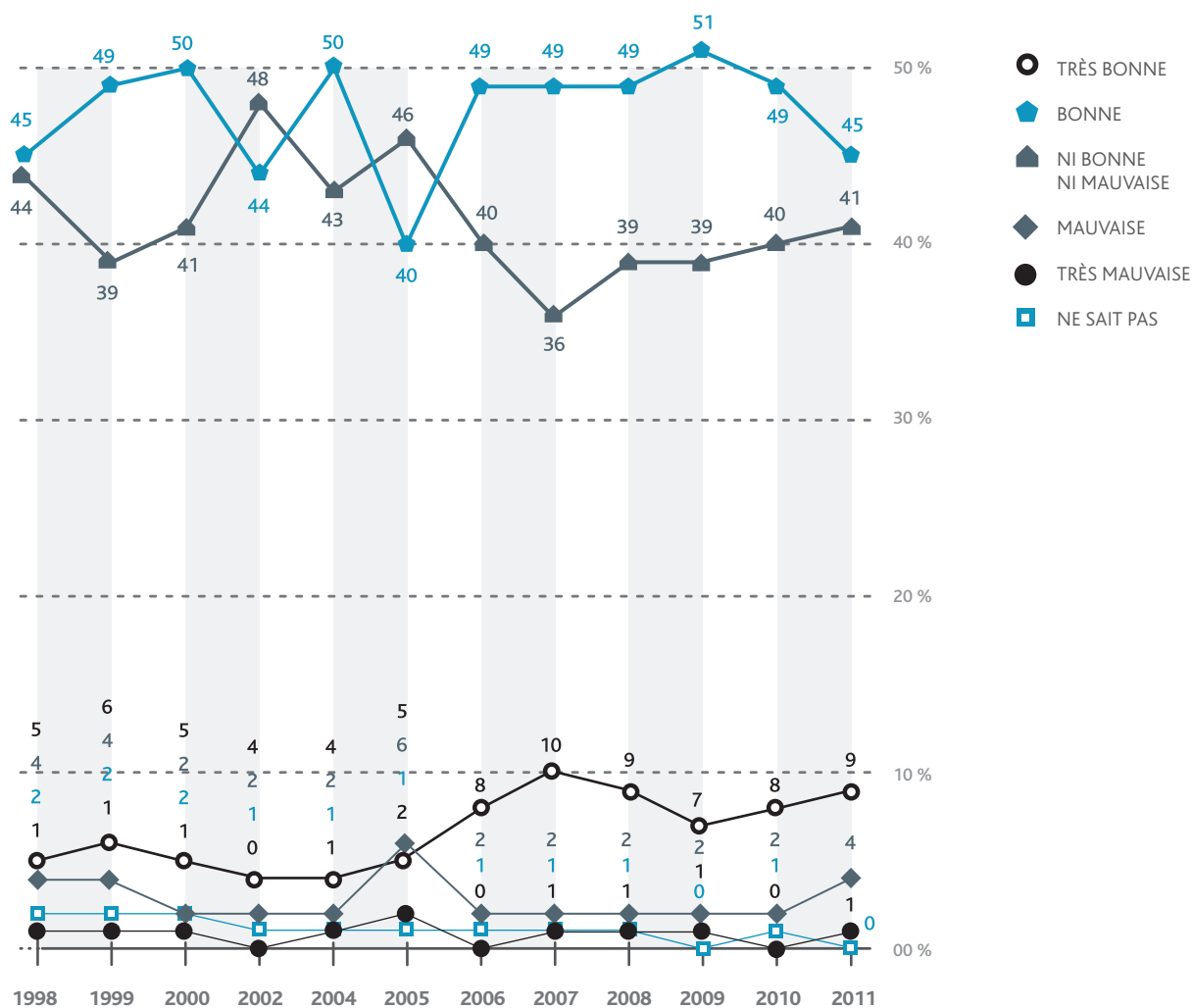
De manière générale, avez-vous une bonne ou une mauvaise opinion des experts scientifiques ?

OCTOBRE 2011



ÉVOLUTIONS 1998 À 2011

Le score plus faible en 2005 de «bonne opinion» s'explique sans doute par un biais introduit dans le questionnaire avec l'ordre dans lequel était posée la question. Cette année-là et pour la première fois, cette question était posée juste après les batteries de risques (risque, confiance, vérité) du Baromètre. Les années précédentes, l'interviewé donnait son opinion sur les experts après s'être prononcé sur le rôle de l'expertise ou sur les qualités d'un expert. Depuis, nous avons rétabli l'ordre de ces questions et celle portant sur l'opinion des experts a retrouvé son score habituel.



L'ACCÈS AUX DOSSIERS D'EXPERTISE

QUESTION N°5

Je vais vous citer des mesures que pourrait prendre un organisme d'expertise pour mieux rendre compte des résultats de ses expertises. Dites-moi, pour chacune d'elles, si elle vous paraît prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire.

QUESTION N°6

Voici un certain nombre de raisons qui pourraient empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. Pour chacun des cas suivants, dites-moi si c'est une bonne raison pour empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique.

QUESTION N°7

L'expertise des risques technologiques se traduit par des rapports aux autorités compétentes pour qu'elles puissent décider d'autoriser ou non l'exploitation des installations industrielles. Pour mieux comprendre les décisions, jugez-vous utile la diffusion, auprès du public, de tous ces rapports d'expertise ?

QUESTION N°8

Quelle est votre préférence entre les 2 propositions suivantes :

- Je préfère moi-même avoir accès à ces dossiers et construire ainsi ma propre opinion.
- Je préfère que l'accès à ces dossiers techniques soit uniquement réservé à d'autres, comme les médias, les élus, les associations.

Posées depuis 2006, les questions de ce chapitre, liées à la notion de transparence de l'expertise, n'offrent jamais de spectaculaires évolutions d'une année sur l'autre. C'est encore le cas dans cette édition, à trois exceptions près :

- les Français souhaitent de plus en plus que les rapports d'expertise soient rendus publics ;
- ils sont moins nombreux à trouver que la lutte contre le terrorisme soit une bonne raison pour ne pas les diffuser ;
- et l'incertitude scientifique l'est également de moins en moins.

Cette année, la mesure de « *rendre publics ses rapports d'expertise* » voit son importance s'accroître aux yeux des Français. Non seulement c'est celle qui domine quant à la priorité parmi les cinq mesures que pourrait prendre un organisme d'expertise pour mieux rendre compte des résultats de ses expertises, mais c'est la seule mesure qui voit son score progresser significativement entre 2006 et 2011, pour passer de 61 % de réponses « *prioritaire* » à 70 %, taux le plus élevé de ces cinq dernières années. L'autre mesure qui l'emporte est « *S'engager à répondre à toutes les questions posées par les associations et par les citoyens* », avec elle aussi 70 % de réponses mais une évolution moins notable au cours de ces cinq dernières années (+ ou -5 points).

Les trois autres mesures sont jugées moins prioritaires (autour de 45 %) mais elles n'en sont pas moins importantes puisqu'elles sont jugées à plus de 80 % comme « *prioritaires* » ou « *importantes mais pas prioritaires* ». La transparence de l'expertise, à laquelle le public demande de plus en plus de comptes, continue à être un sujet très sensible dans l'opinion publique. Ce qui frappe une nouvelle fois dans les résultats de 2011, c'est que 52 % jugent utile la diffusion de tous ces rapports d'expertise et ceci pour mieux comprendre les décisions face au risque. Et ils sont

encore plus nombreux (63 %) à préférer avoir eux-mêmes accès aux dossiers techniques pour construire leur propre opinion. Ce qui traduit probablement le fait que les Français souhaitent de plus en plus participer à la gestion des risques et mieux comprendre les décisions face au risque.

Quant aux raisons de ne pas diffuser les résultats d'expertise, si l'an dernier on avait assisté à un léger rebond de « *la lutte contre le terrorisme* » comme une bonne raison pour ne pas diffuser (+6 points), cette raison chute cette année de 69 % à 65 % et se rapproche des scores des années précédentes. Il faut se rappeler que, fin 2010, les peurs des Français face au terrorisme avaient été ravivées par l'enlèvement en septembre 2010 des cinq otages français du groupe Areva au Niger ; à Paris, par les fausses alertes à la bombe à la tour Eiffel et à la gare du RER de Saint-Michel. D'autres indicateurs du Baromètre avaient aussi évolué dans ce sens.

La troisième évolution concerne le recul progressif de 71 % en 2006 à 65 % cette année sur « *l'incertitude scientifique* » comme autre bonne raison de ne pas diffuser les résultats d'une expertise. Comme on l'a vu au chapitre précédent, le public souhaite que les experts mettent en visibilité les incertitudes dans leurs avis, ce qui là encore traduit une exigence de transparence et de traçabilité de l'expertise.

QUESTION N°5

Je vais vous citer des mesures que pourrait prendre un organisme d'expertise pour mieux rendre compte des résultats de ses expertises.
Dites-moi, pour chacune d'elles, si elle vous paraît prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire.

OCTOBRE 2011

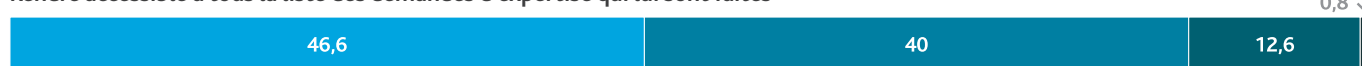
Rendre publics ses rapports d'expertise



S'engager à répondre à toutes les questions posées par les associations et par les citoyens



Rendre accessible à tous la liste des demandes d'expertise qui lui sont faites



Rendre accessible à tous la liste de l'ensemble de ses travaux en cours



Organiser des réunions publiques pour débattre de ses travaux

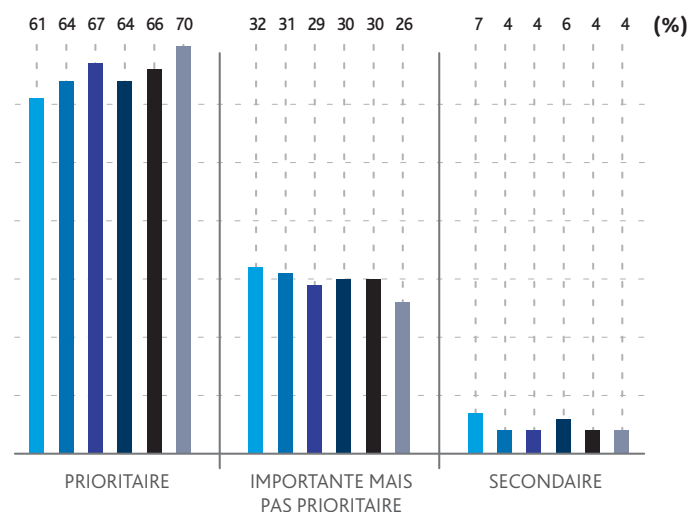


■ PRIORITAIRE ■ IMPORTANTE MAIS PAS PRIORITAIRE ■ SECONDAIRE ■ NE SAIT PAS en %

ÉVOLUTIONS 2006 À 2011

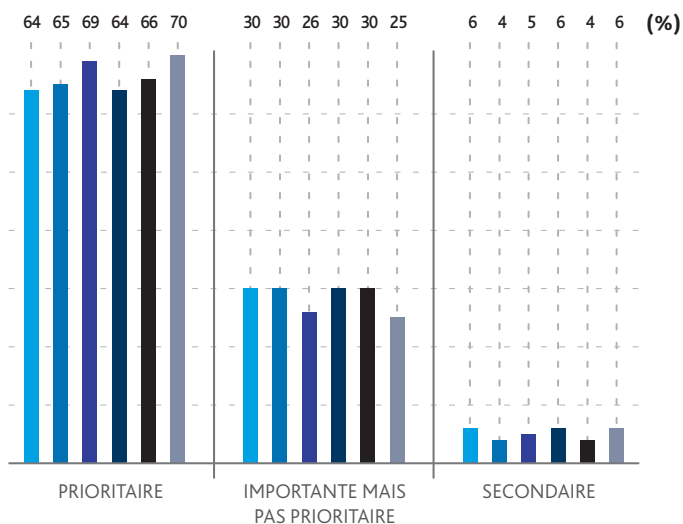
Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages. Elles ont été regroupées avec la modalité «importante mais pas prioritaire».

Rendre publics ses rapports d'expertise.

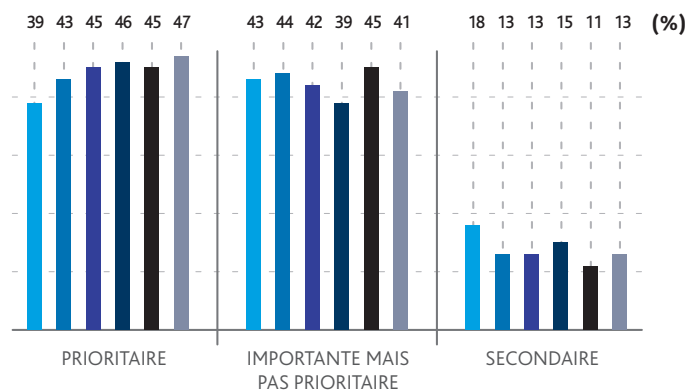


2006 2007 2008 2009 2010 2011

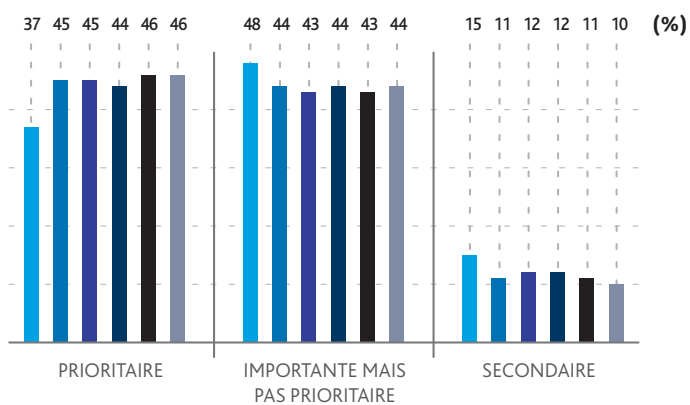
S'engager à répondre à toutes les questions posées par les associations et par les citoyens.



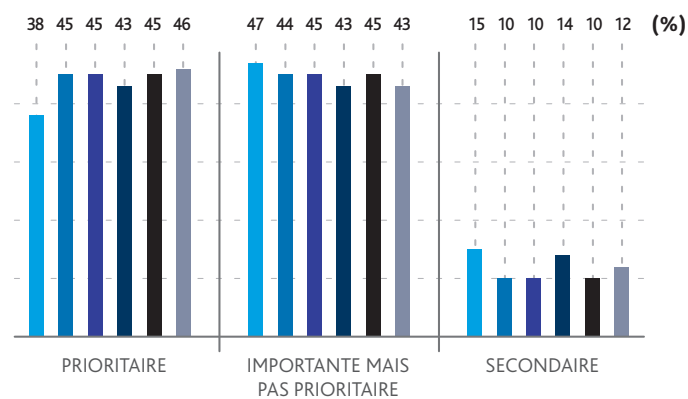
Rendre accessible à tous la liste des demandes d'expertise qui lui sont faites.



Rendre accessible à tous la liste de l'ensemble de ses travaux en cours.



Organiser des réunions publiques pour débattre de ses travaux.



QUESTION N°6

Voici un certain nombre de raisons qui pourraient empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. Pour chacun des cas suivants, dites-moi si c'est une bonne raison pour empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique.

■ OCTOBRE 2011

L'incertitude scientifique des résultats obtenus



La lutte contre le terrorisme



L'attente de la décision à prendre suite aux résultats de l'expertise



Le secret défense



L'impossibilité d'exprimer les résultats en des termes compréhensibles par le public



Les engagements contractuels de l'expert



Le droit de la personne qui a commandé les travaux de décider librement de la publication



La propriété industrielle

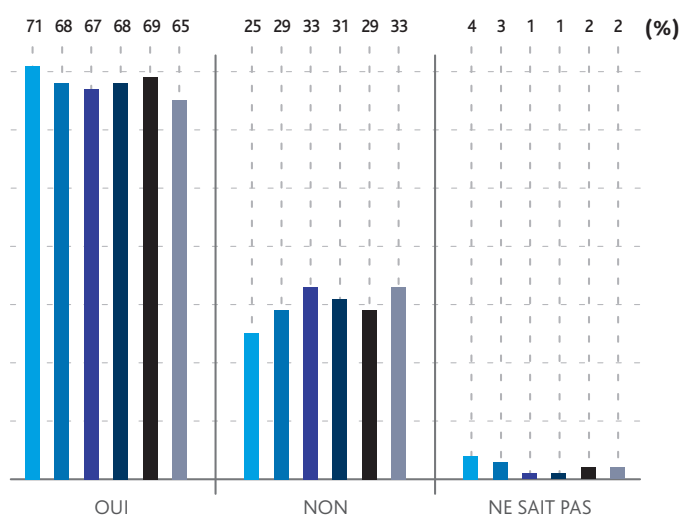


■ OUI ■ NON ■ NE SAIT PAS

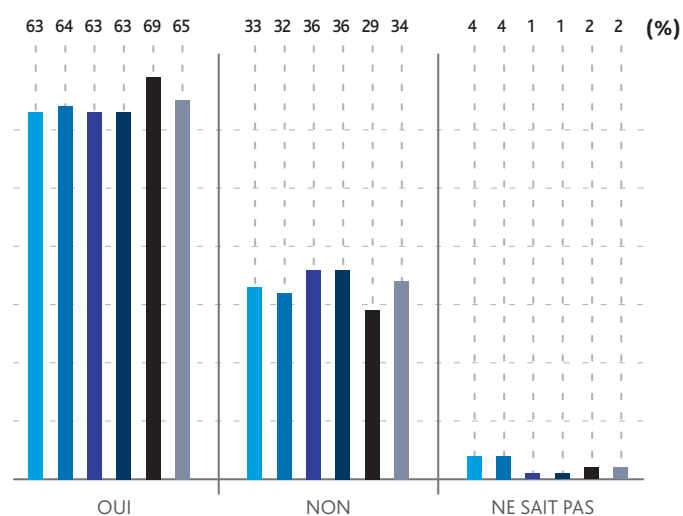
en %

ÉVOLUTIONS 2006 À 2011

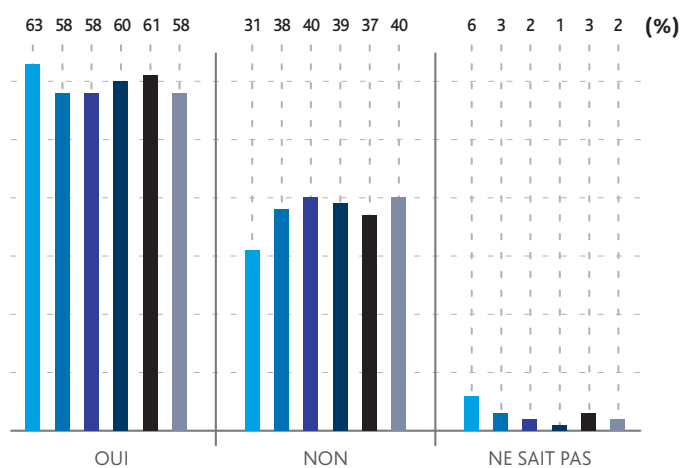
L'incertitude scientifique des résultats obtenus.



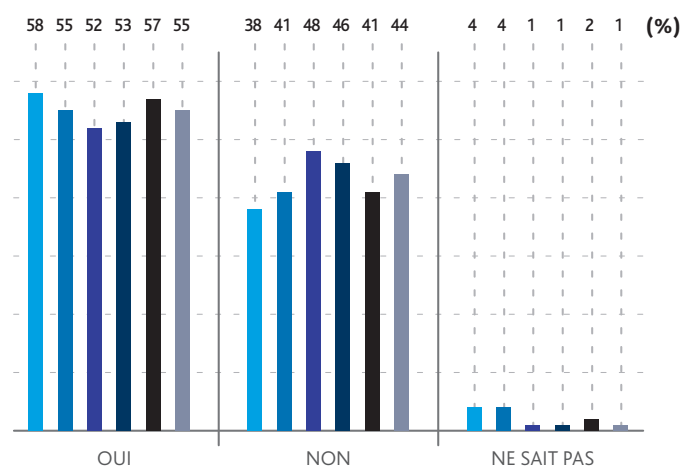
La lutte contre le terrorisme.



L'attente de la décision à prendre suite aux résultats de l'expertise.



Le secret défense.



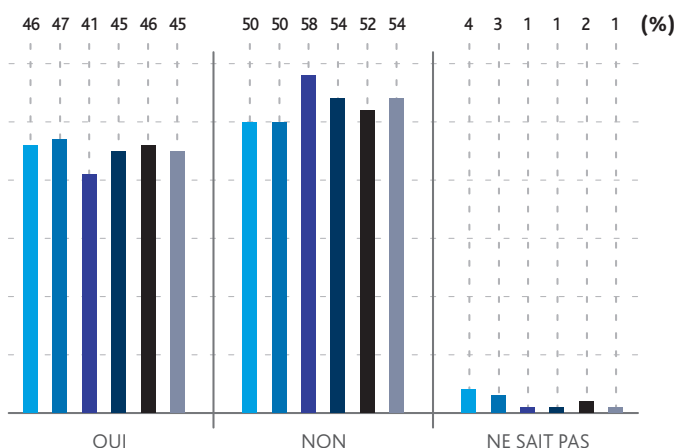
QUESTION

N°6 (suite)

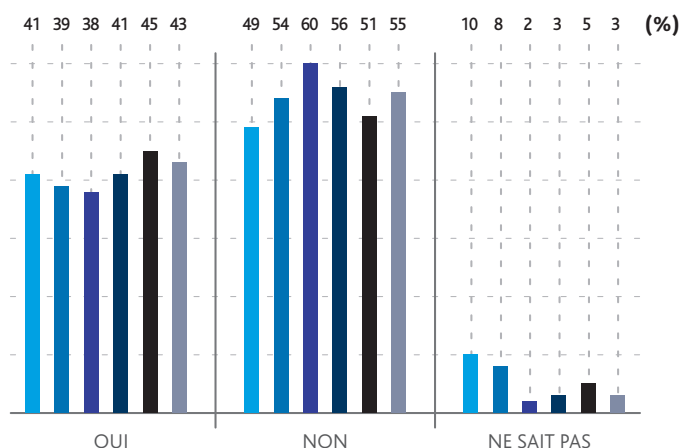
Voici un certain nombre de raisons qui pourraient empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. Pour chacun des cas suivants, dites-moi si c'est une bonne raison pour empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique.

ÉVOLUTIONS 2006 À 2011

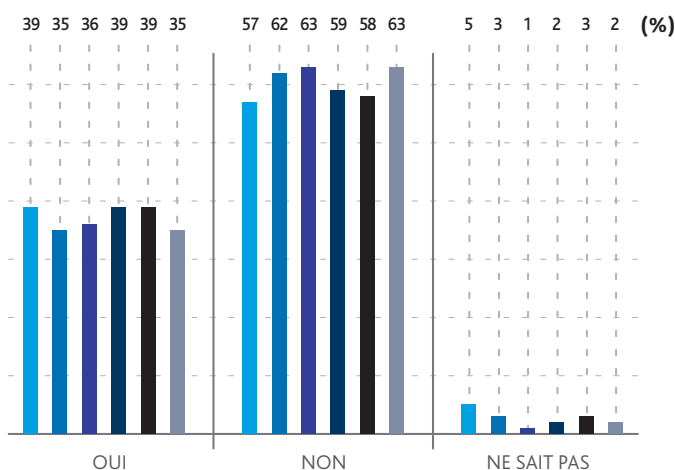
L'impossibilité d'exprimer les résultats en des termes compréhensibles par le public.



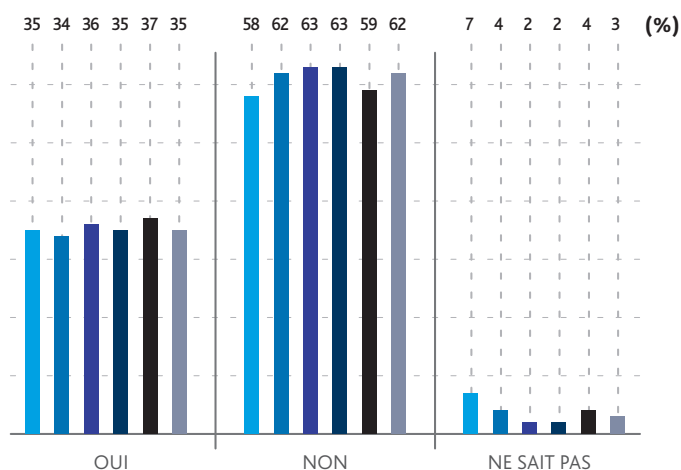
Les engagements contractuels de l'expert.



Le droit de la personne qui a commandé les travaux de décider librement de la publication.



La propriété industrielle.

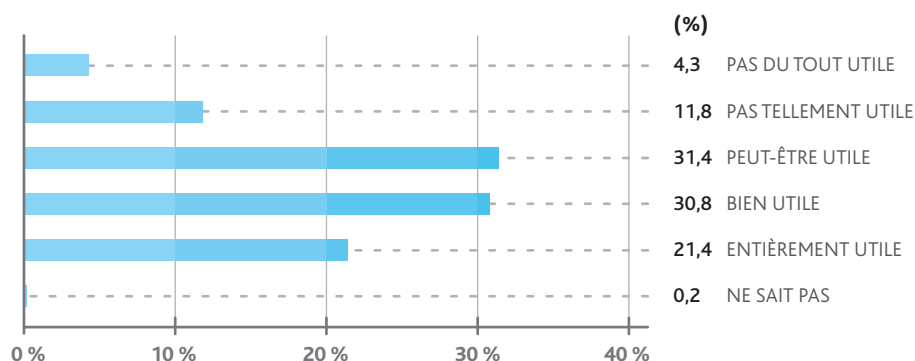


QUESTION N°7

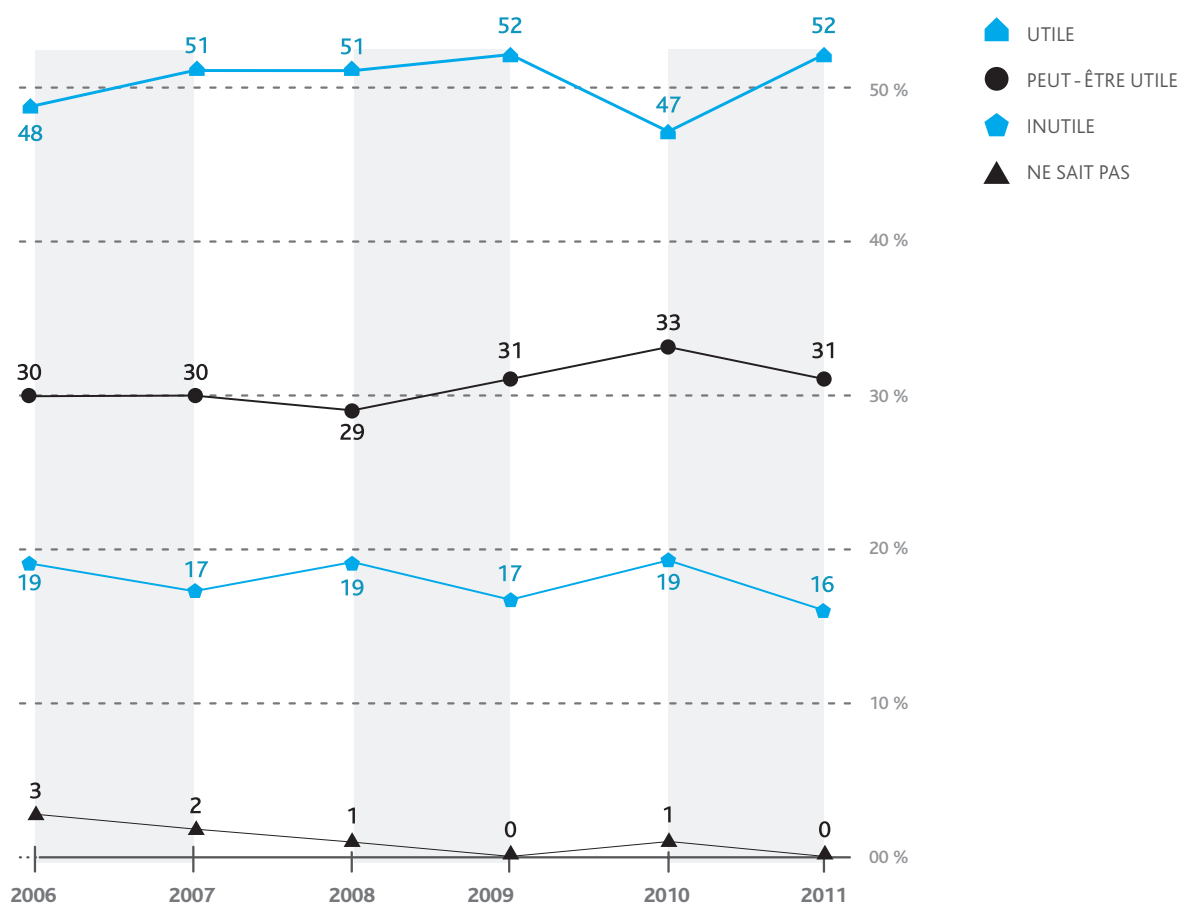
L'expertise des risques technologiques se traduit par des rapports aux autorités compétentes pour qu'elles puissent décider d'autoriser ou non l'exploitation des installations industrielles.

Pour mieux comprendre les décisions, jugez-vous utile la diffusion, auprès du public, de tous ces rapports d'expertise ?

OCTOBRE 2011



**ÉVOLUTIONS
2006 À 2011**

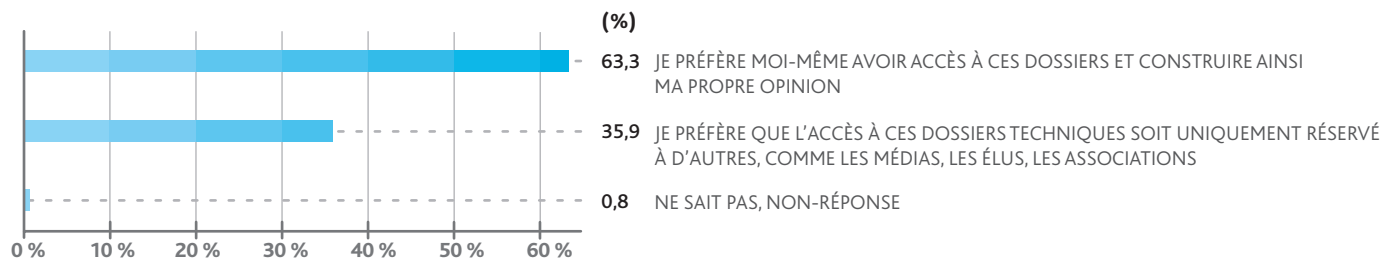


QUESTION N°8

Quelle est votre préférence entre les 2 propositions suivantes ?

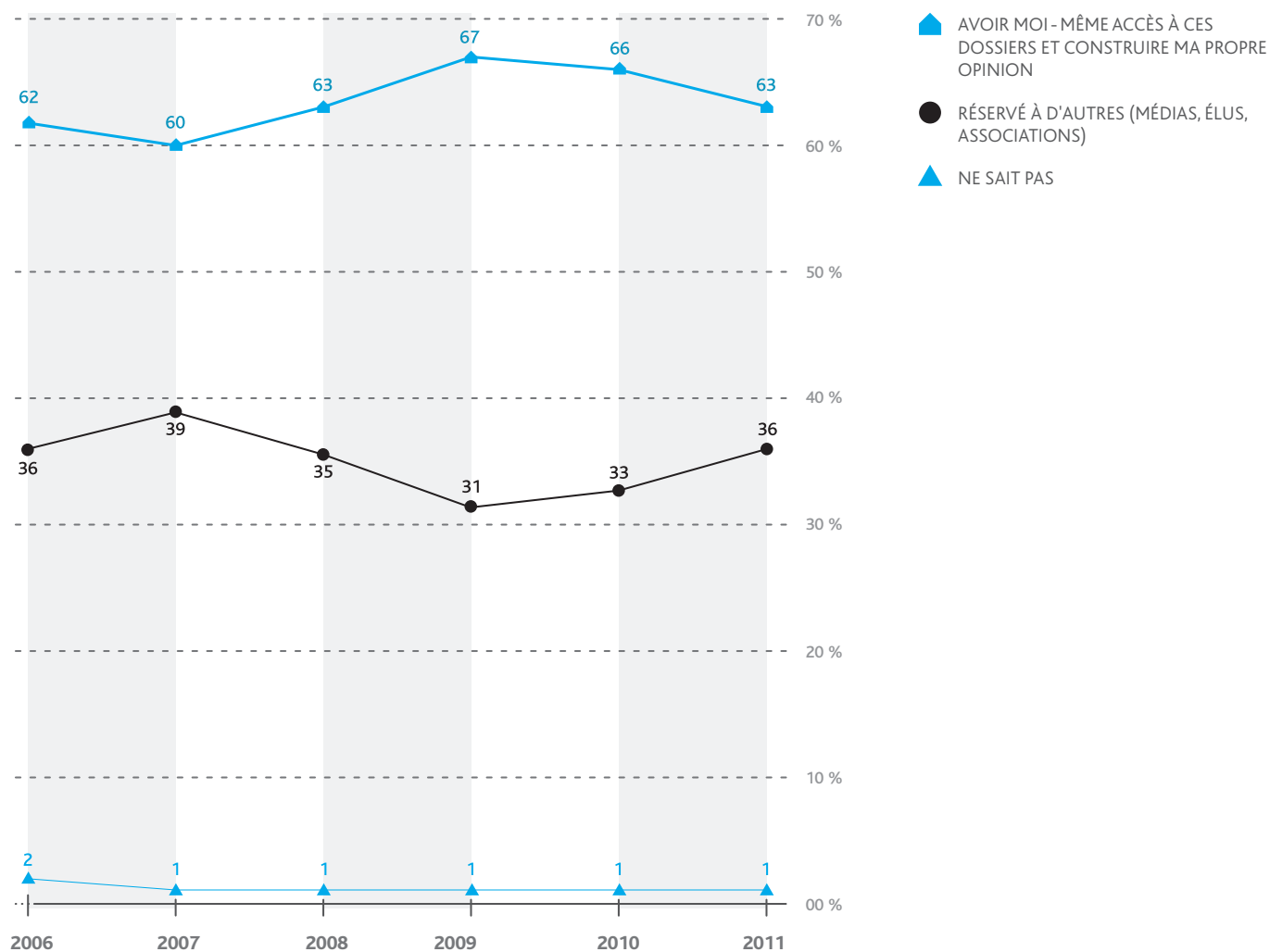
OCTOBRE 2011

Base : ceux qui avaient répondu « utile » à la question précédente.



ÉVOLUTIONS 2006 À 2011

Base : ceux qui avaient répondu « utile » à la question de l'utilité de diffuser les rapports d'expertise.



LA PERCEPTION DES STRUCTURES PLURALISTES

QUESTION N°9

Une structure réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens et dont le but serait de s'occuper des situations à risques serait, selon vous... ?

QUESTION N°10

Et quels seraient selon vous les avantages d'une telle structure ?

QUESTION N°11

Pensez-vous que les acteurs suivants doivent être invités à participer à cette structure avec les experts scientifiques officiels à qui il est fait habituellement appel pour juger d'un risque ?

QUESTION N°12

Seriez-vous prêt à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur les modes de gestion des installations à risques ?



L'expertise ne doit plus être monopolisée par les acteurs scientifiques. Il semble que ce soit le mot d'ordre du public, qui souhaite plus de transparence et de participation dans les procédures d'expertise ou de décision. Cette année encore, 89 % des Français jugent utile une structure réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens et dont le but serait de s'occuper des situations à risques.

Parmi ceux qui jugent utiles ces structures, 96 % souhaitent avant tout que ce soient les personnes exposées au risque qui dialoguent et participent à ces structures avec les experts scientifiques à qui il est fait habituellement appel pour juger d'un risque. Viennent ensuite, avec, pour chacun, 90 % de réponses, les médecins, les élus locaux, les pouvoirs publics, les scientifiques du monde universitaire et les associations écologistes locales. Puis ce sont, avec autour de 80 % de réponses, les associations écologistes nationales, les membres des commissions locales d'information, les industriels, les représentants de l'Académie des sciences. Et restant très en dessous des premiers, on trouve les juristes, les journalistes et les représentants des syndicats. Ces derniers voient leur score en net progrès : 59 % cette année contre 52 % l'an passé.

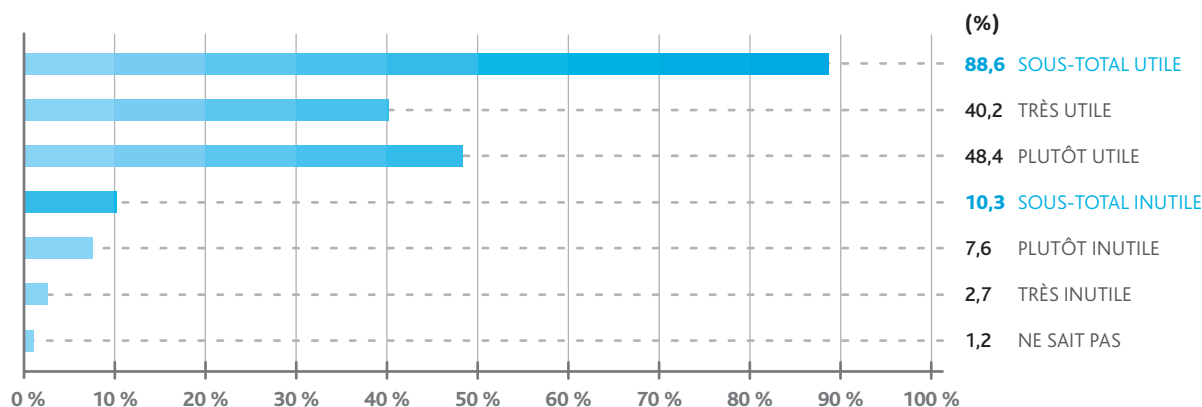
Pour ces mêmes personnes interrogées, c'est avant tout contribuer à réduire les risques (37 %), avoir accès à des informations fiables (27 %) et améliorer la qualité de l'expertise (23 %) qui sont cités. En gagnant 6 points sur son score de l'an passé, ce dernier avantage progresse nettement cette année et atteint ainsi son taux le plus élevé. Cela vient contredire l'idée que ces structures auraient pour unique intérêt aux yeux du public d'améliorer la communication des résultats : seulement 17 % citent cet avantage, et c'est le 7^e argument cité sur les 9 proposés.

Dans ce contexte, les Français sont-ils disponibles pour participer eux-mêmes à des réunions d'information et de concertation sur les modes de gestion des installations à risques ? Leur taux de réponses positives chute à 57 % en 2009, 52 % en 2010 et 49 % cette année. De 2004 à 2008, on était autour de 55 %. Cette baisse montre sans doute qu'ils font confiance à des groupes dont ils se sentent proches pour que l'expertise intègre la diversité des intérêts concernés.

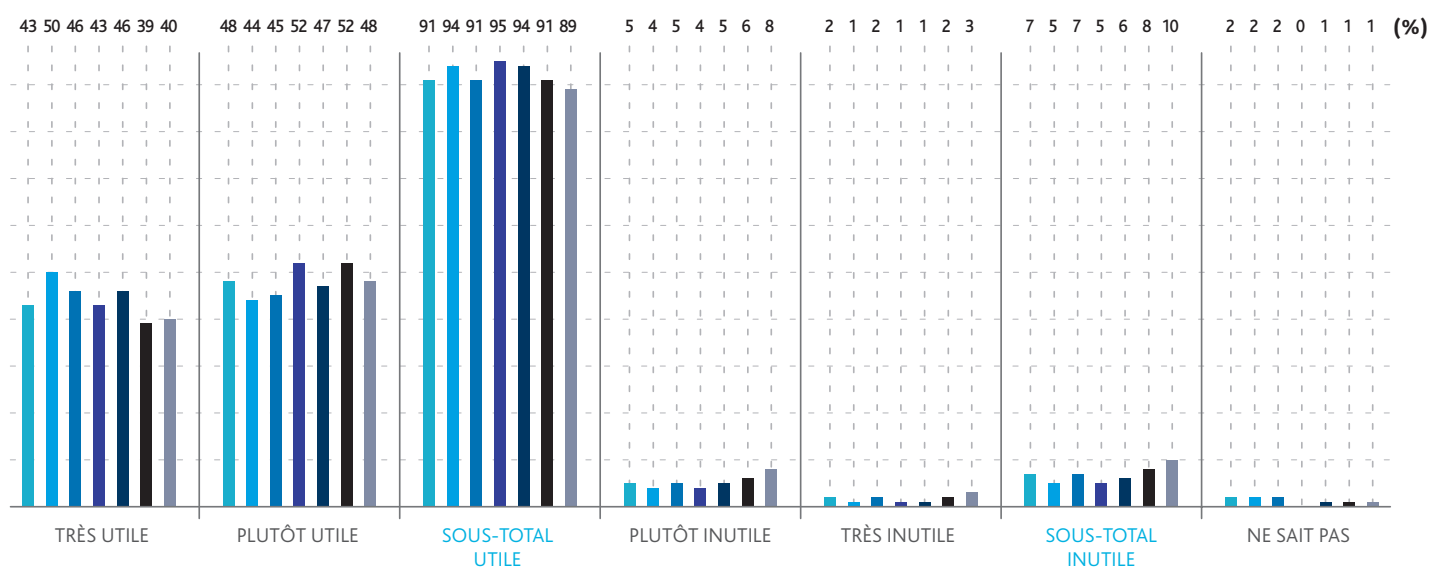
QUESTION N°9

Une structure réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens et dont le but serait de s'occuper des situations à risques serait, selon vous... ?

OCTOBRE 2011



ÉVOLUTIONS 2004 À 2011



QUESTION N°10

Et quels seraient selon vous les avantages d'une telle structure ?

Base : les 897 personnes qui trouvent utile une structure d'experts et de citoyens.

	1 ^{er} CITÉ (base 897)	2 ^e CITÉ (base 895)	CUMUL (base 897)					(%)
			2011	2010	2009	2008	2007	
Mieux identifier les risques	21,1	16,2	37,3	38,7	40,7	38,2	36,9	
Contribuer à réduire les risques	19,2	17,7	36,9	38,4	35,3	37,0	36,1	
Avoir accès à des informations fiables	13,5	13,5	27,0	25,7	23,7	25,3	23,9	
Améliorer la qualité de l'expertise	11,0	11,5	22,5	16,6	18,3	17,7	21,6	
Faire émerger de nouveaux points de vue et idées	10,3	9,3	19,6	20,2	19,7	21,7	20,3	
Rendre plus crédible l'expertise	7,8	8,8	16,6	15,9	18,1	15,9	15,9	
Améliorer la communication des résultats	6,4	10,1	16,5	16,8	18,2	18,5	13,5	
Éclairer le décideur sur les différentes options	5,4	6,6	12,0	14,0	15,5	14,6	13,9	
Mieux définir la question à étudier	5,2	5,7	10,9	12,3	9,3	10,2	11,0	
Ne sait pas	0,2	0,7	0,9	0,4	0,3	0,2	6,8	

QUESTION N°11

Pensez-vous que les acteurs suivants doivent être invités à participer à cette structure avec les experts scientifiques officiels à qui il est fait habituellement appel pour juger d'un risque ?

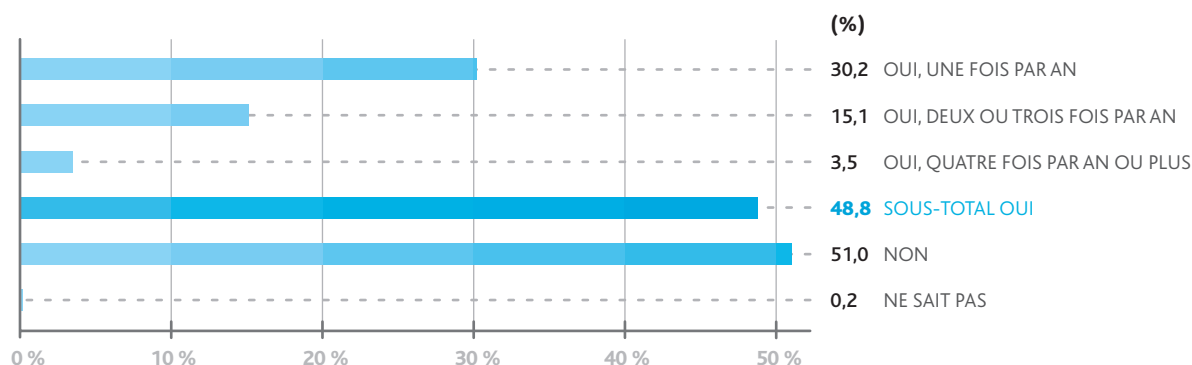
Base : les 897 personnes qui trouvent utile une structure d'experts et de citoyens.

	% DE OUI					(%)
	2011	2010	2009	2008	2007	
Des personnes exposées au risque	95,8	94,1	93,4	94,3	94,6	
Des médecins	91,3	93,5	91,9	92,7	92,9	
Des élus locaux (conseils régional / général, municipalités...)	89,6	88,9	88,3	88,3	89,9	
Des pouvoirs publics au niveau national ou local	87,4	87,5	88,4	89,8	90,8	
Des scientifiques du monde universitaire	86,0	88,4	87,2	87,1	86,6	
Des associations écologistes locales	85,8	84,2	85,6	85,0	84,7	
Des associations écologistes nationales	83,3	83,4	84,8	84,7	84,3	
Des membres des commissions locales d'information (CLI, CLIS, CLIC...)	82,3	84,9	83,6	82,5	82,4	
Des industriels	80,7	81,3	81,6	81,5	82,7	
Des représentants de l'Académie des sciences	76,4	78,7	75,6	78,5	77,2	
Des juristes	69,7	69,6	68,9	67,5	68,6	
Des journalistes	66,1	65,4	62,0	67,4	66,1	
Des représentants des syndicats	59,0	52,1	55,0	54,2	53,2	

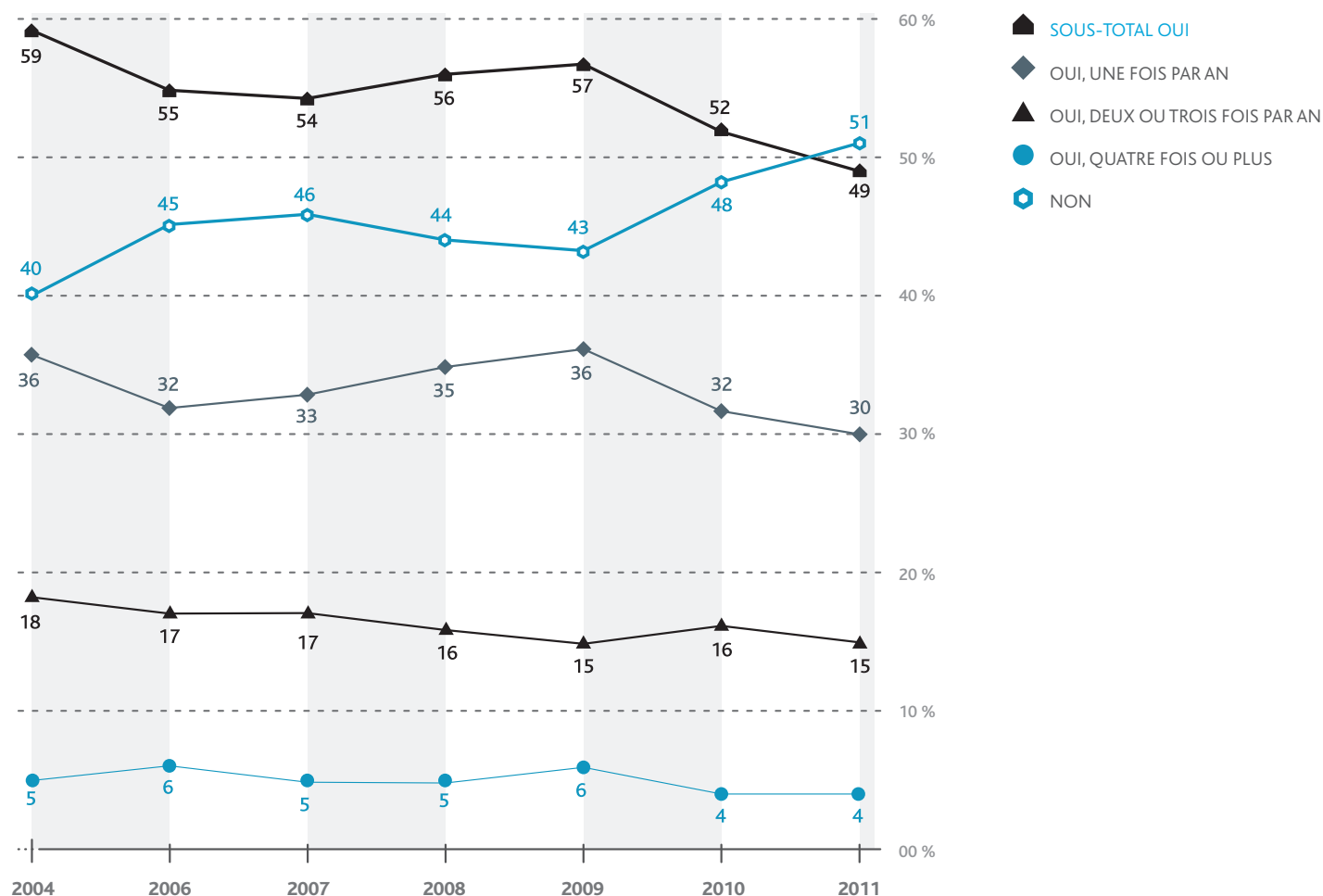
QUESTION N°12

Seriez-vous prêt à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur les modes de gestion des installations à risques ?

OCTOBRE 2011



ÉVOLUTIONS
2004 À 2011



LES FRANÇAIS SITUATIONS À

—

PARTIE 3

FACE À 33 RISQUES

3.1 — LES RISQUES AUXQUELS LES FRANÇAIS SE SENTENT EXPOSÉS 70 - 81

3.2 — LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER 82 - 93

3.3 — LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 94 - 109

3.4 — LA HIÉRARCHIE DES 33 SITUATIONS SELON LES 3 ASPECTS
ET LEUR LIEN AVEC L'ACCEPTABILITÉ DES INSTALLATIONS 110 - 123

33 risques ont été retenus pour l'édition 2012 du Baromètre IRSN. Ils correspondent à des situations largement médiatisées (comme les accidents de la route, le tabac, l'alcool...), mais aussi à des situations peu connues par le public (le radon dans les habitations) ou d'autres encore, perçues comme comportant peu de risques (les radiographies médicales, le bruit...).

Par rapport à l'an passé, une nouvelle situation a été introduite, les risques médicamenteux, et la grippe A a été supprimée du questionnaire.

Les 33 situations proposées sont :

- Les accidents domestiques
- Les accidents de radiothérapie
- Les accidents de la route
- L'alcoolisme
- Les antennes de réseau pour téléphones portables
- Le bruit
- La canicule
- Les centrales nucléaires
- Les déchets chimiques
- Les déchets radioactifs
- La drogue
- Les risques médicamenteux
- Les incendies de forêt
- Les incinérateurs de déchets ménagers
- Les inondations
- Les installations chimiques
- Les lignes à haute tension
- Les maladies professionnelles
- Les nanoparticules
- L'obésité des jeunes
- Les OGM (organismes génétiquement modifiés)
- Les pesticides
- La pollution atmosphérique
- La pollution des lacs, des rivières et des mers
- La pollution des sols
- Les produits alimentaires
- Les radiographies médicales
- Le radon dans les habitations
- Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl
- Le sida
- Le tabagisme des jeunes
- Le terrorisme
- Le transport des matières dangereuses

Les personnes interrogées jugent ces situations selon trois aspects.

- **L'importance perçue du risque** avec la question «*Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont quasi nuls, faibles, moyens, élevés ou très élevés ?*»
- **La confiance accordée aux autorités** : «*Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?*» (5 modalités de réponse allant de «*non, pas du tout*» à «*oui, tout à fait*»).
- **La vérité des informations communiquées sur ces risques** : «*Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?*» (5 modalités de réponse de «*non, pas du tout*» à «*oui, tout à fait*»)¹.

La hiérarchie des dangers perçus selon ces trois angles varie très peu d'une année sur l'autre ; les évolutions sont lentes. Cette impression de très forte stabilité d'ensemble qui se dégage rend remarquables celles des situations qui viennent à changer. Ce sont sur ces situations que l'accent sera mis dans les commentaires des chapitres qui suivent.

¹. Cette question est présente depuis 1991 dans le Baromètre IRSN. Elle a été conçue à partir d'une question élaborée par Anne Lalo, chercheur au LASAR, université de Caen, dans différents sondages régionaux (Bouches-du-Rhône, Communauté urbaine de Lyon, département de l'Isère...) sur la perception des risques.

LES RISQUES AUXQUELS LES FRANÇAIS SE SENTENT EXPOSÉS



QUESTION N°1

Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont...

Comparativement aux résultats du dernier Baromètre IRSN, la quasi-totalité des situations est perçue comme légèrement plus dangereuse. Cette tendance est loin d'être d'une ampleur importante pour chaque situation (+ 1 ou 2 points en moyenne) mais elle traduit globalement une plus grande inquiétude des Français en octobre 2011. On notera que les inondations sont une des rares situations qui voient leur niveau d'inquiétude sensiblement diminuer (- 10 points), avec quelques autres, de manière plus marginale (pollution atmosphérique, incinérateurs de déchets ménagers).

L'accident de la centrale nucléaire de Fukushima marque l'opinion des Français

Dans ce contexte de croissance des inquiétudes, les centrales nucléaires se distinguent à plusieurs titres. Comparativement à l'an passé, non seulement leur risque perçu est en nette augmentation (+ 7 points), ce qui les amène à atteindre leur niveau le plus élevé depuis 1997 (55 % en 2011), mais c'est aussi la plus forte hausse observée cette année. Ce constat est cohérent avec la forte hausse, observée au chapitre 1 de la partie 1, des « risques nucléaires », qui se hissent cette année au 4^e rang des préoccupations des Français. Sur le long terme, c'est la première fois que le Baromètre IRSN enregistre une variation sur cette modalité. En 2008, l'accident du Tricastin avait ravivé les craintes vis-à-vis des conséquences de la production nucléaire pour l'environnement ou pour l'homme, mais sans affecter le niveau de risque perçu des centrales. Sans surprise, l'accident

nucléaire de Fukushima, qui s'est produit 6 mois plus tôt, a marqué les Français en affectant spécifiquement la perception du risque lié aux centrales.

Quant aux autres situations nucléaires, déchets nucléaires ou retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl, elles sont peu affectées cette année. Considérées sur plusieurs années, elles enregistrent pourtant des évolutions notables : les déchets radioactifs continuent à augmenter lentement (+ 2 points par an pour la quatrième année) et atteignent leur maximum à 62 %. Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl voient leur niveau de risque augmenter de 4 points cette année qui marque le 25^e anniversaire de l'accident, après une baisse de 9 points entre 2006 et 2010.

L'accident de Fukushima marquera-t-il durablement l'opinion des Français ?

Cette évolution sera-t-elle durable ou s'estompera-t-elle au cours des années à venir ? Sans apporter de réponse à cette question, nous avons analysé les situations qui ont connu un décrochement dans le Baromètre IRSN sur un intervalle d'un ou deux ans (+ ou - 7 points) depuis 1997. Premier constat : peu de situations sur les 33 proposées enregistrent de telles évolutions, que ce soit par une baisse ou par une hausse de leur niveau de risque. Second constat : ce type d'évolution est plus fréquemment à la hausse du niveau de risque perçu : 9 situations sont dans ce cas contre seulement 3 qui voient leur score diminuer brutalement sur 2 ans.

Dans le premier cas, les situations qui voient leur risque perçu accru brutalement sont : l'alcoolisme (+ 23 points

entre 1998 et 2000), les installations chimiques (+ 14 % entre 2001 et 2002), les antennes de réseau pour téléphones portables (+ 11 points entre 2006 et 2008), la canicule (+ 11 points entre 2004 et 2006), les produits alimentaires (+ 11 % entre 1999 et 2000), les accidents domestiques (+ 8 points entre 2004 et 2006), les maladies professionnelles (+ 7 points entre 2006 et 2007). Deux situations subissent une seconde fois ce type d'augmentation après une phase de baisse mais sans retrouver leurs niveaux les plus élevés : les inondations (+ 12 points entre 2001 et 2002, puis + 8 points entre 2009 et 2010) et le terrorisme (+ 10 points entre 2001 et 2002, puis + 9 points entre 2009 et 2011).

ÉVOLUTIONS DURABLES		ÉVOLUTIONS PEU DURABLES	
CONSERVE LE NIVEAU ATTEINT	BAISSE BRUTALE MAIS SANS REDESCENDRE AU NIVEAU ANTÉRIEUR	BAISSE BRUTALE POUR ATTEINDRE LE NIVEAU ANTÉRIEUR OU MOINDRE	
		MÊME NIVEAU	NIVEAU MOINDRE
Antennes de réseau pour téléphones portables Alcoolisme	Installations chimiques Maladies professionnelles	Canicule Accidents domestiques	Produits alimentaires Inondations Terrorisme

Tableau n° 1 : comparaison par rapport au niveau de risque atteint suite à un décrochement

Globalement, ce tableau montre que l’opinion réagit fortement aux sinistres médiatisés, qu’ils soient synonymes de catastrophes ou non, mais rarement de manière très durable. Le plus souvent, les situations rejoignent plus ou moins rapidement leur niveau d’avant la période médiatisée ou de crise ; ce sont celles où les politiques publiques sont fortes pour prévenir le risque : la canicule, les accidents domestiques et même, à un niveau moindre, les produits alimentaires, les inondations et le terrorisme. Mais certaines situations subissent des évolutions durables qui, en règle générale, sont celles qui génèrent des débats et controverses dans la société, comme les antennes de réseau pour téléphones portables, ou des situations de fatalité, comme l’alcoolisme. Entre les deux, les installations chimiques (+ 14 points entre 2001 et 2002, puis - 8 points jusqu’en 2005) baissent mais restent supérieures à la période antérieure avant l’explosion de l’usine AZF à Toulouse du 21 septembre

2001. Les maladies professionnelles montrent une évolution analogue. Ce résultat traduirait-il une attente des Français pour une action publique renforcée dans ces domaines ? Le Baromètre ne peut que poser la question.

Second cas de figure : les situations qui décrochent pour atteindre des niveaux de risque moins élevés : les accidents de radiothérapie (des accidents avaient eu lieu entre 2004 et 2007 à Épinal, puis ailleurs) et les radiographies médicales (- 9 points entre 2006 et 2007) et enfin les accidents de la route (- 17 points entre 2002 et 2004). Les deux premières se stabilisent au niveau atteint par la suite ; seuls les accidents de la route poursuivent leur baisse les deux années qui suivent, pour atteindre 57 %, puis opèrent une légère remontée, sans retrouver leur score d’avant 2002.

Le palmarès des risques reste globalement inchangé

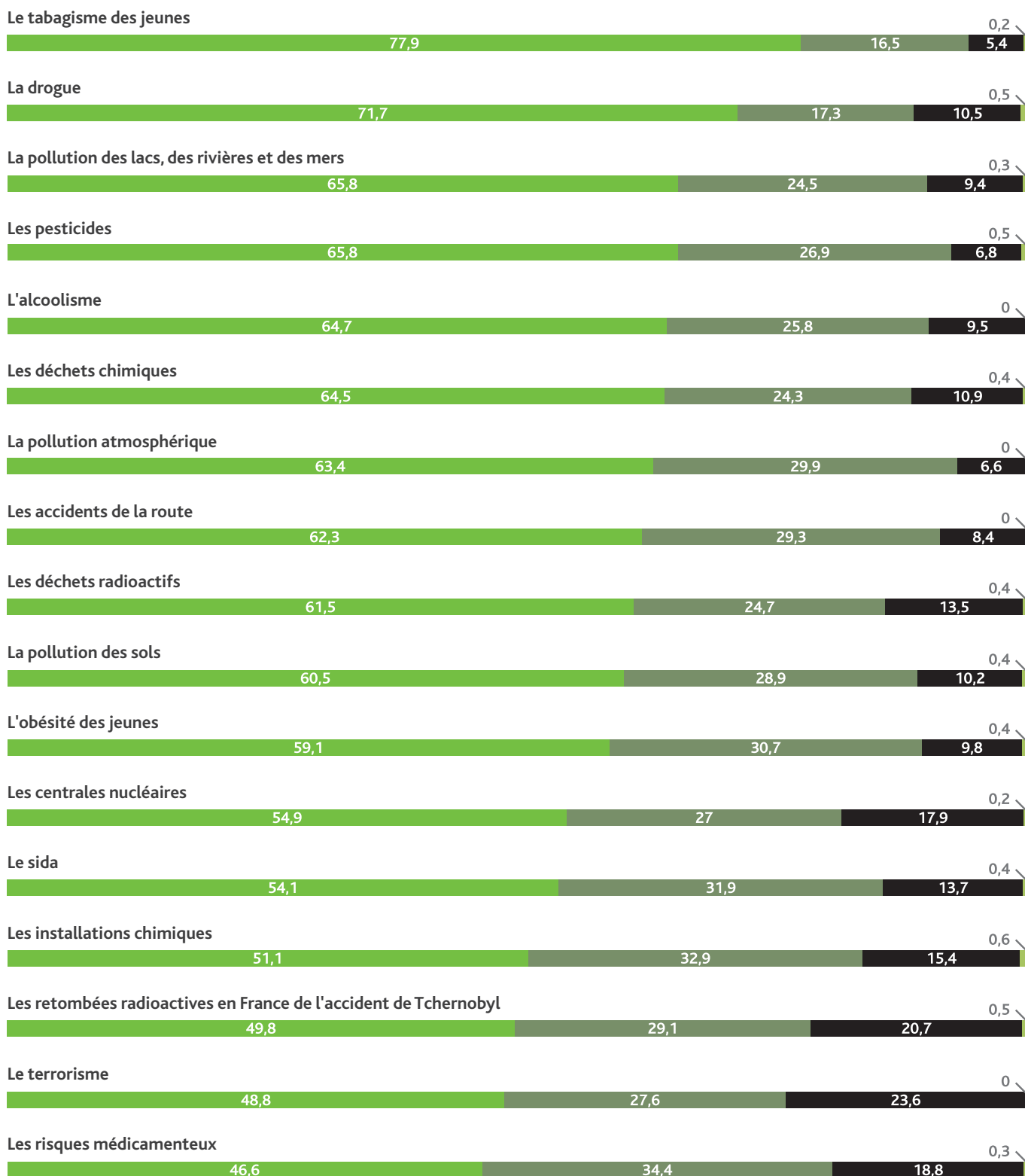
Pour clore par le palmarès 2011 des risques perçus, il reste globalement inchangé. En tête de ce palmarès, on trouve encore cette année le tabagisme des jeunes, considéré par 78 % des personnes interrogées comme la situation comportant les risques les plus élevés. Viennent ensuite la drogue (72 %), la pollution des lacs, des rivières et des

mers (66 %), les pesticides (66 %), l’alcoolisme (65 %), les déchets chimiques (65 %) et la pollution atmosphérique (63 %). Comme l’an passé, les accidents de radiothérapie, les radiographies médicales, le radon dans les habitations viennent en dernier (respectivement 18 %, 17 % et 16 %), avec la canicule (21 %) et les nanoparticules (22 %).

QUESTION N°1

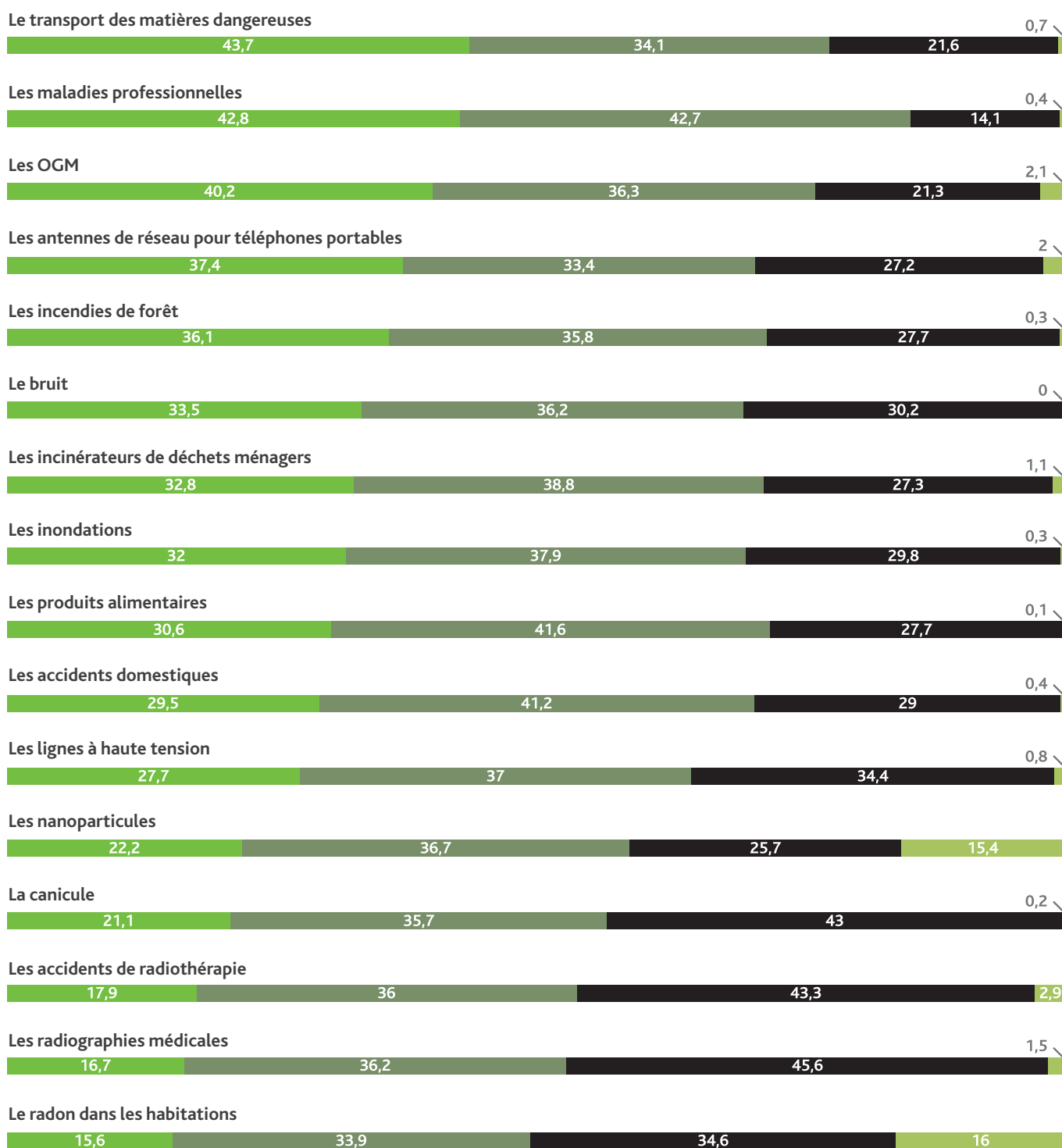
Dans chacun des domaines suivants, considérez - vous
que les risques pour les Français en général sont...

OCTOBRE 2011



ÉLEVÉS MOYENNEMENT ÉLEVÉS FAIBLES NON-RÉPONSE

en %



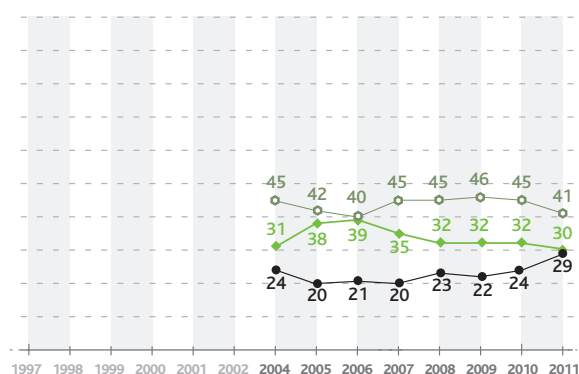
QUESTION

N°1 (suite)

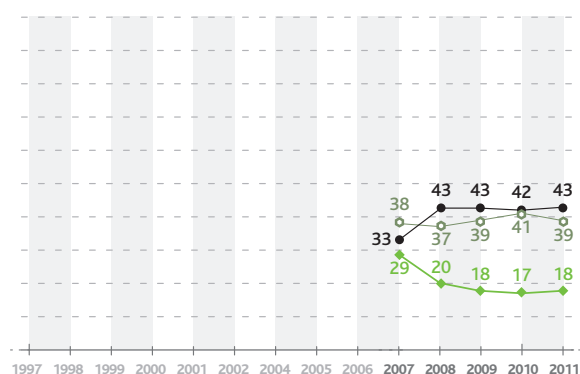
Dans chacun des domaines suivants, considérez - vous que les risques pour les Français en général sont...

ÉVOLUTIONS DES RISQUES POUR LA SOCIÉTÉ 1997 à 2011

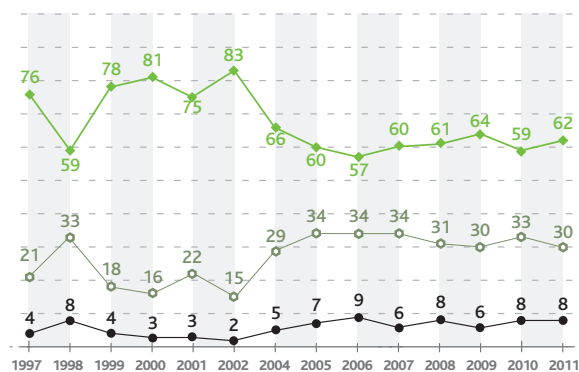
Les accidents domestiques



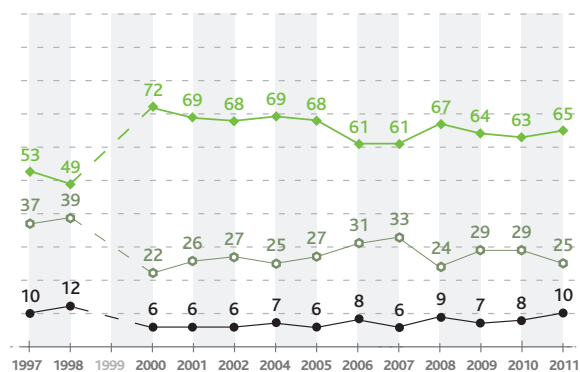
Les accidents de radiothérapie



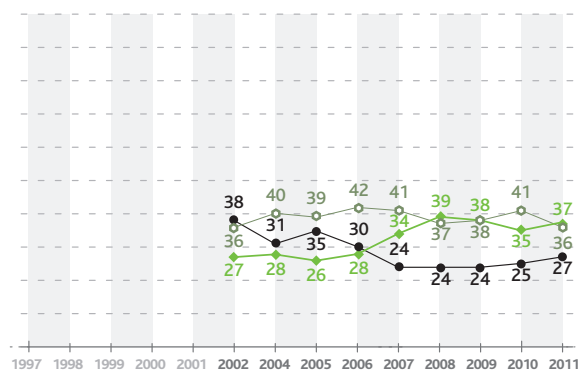
Les accidents de la route



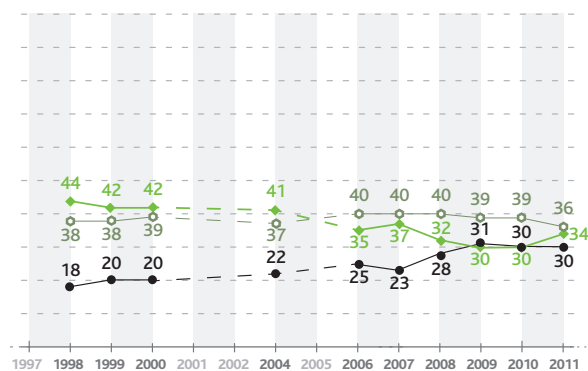
L'alcoolisme



Les antennes de réseau pour téléphones portables depuis 2004 (téléphones portables en 2002)

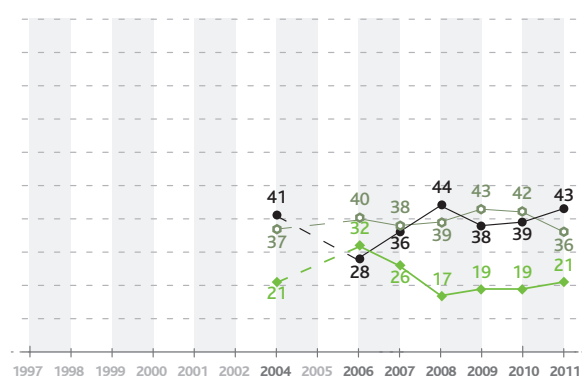


Le bruit

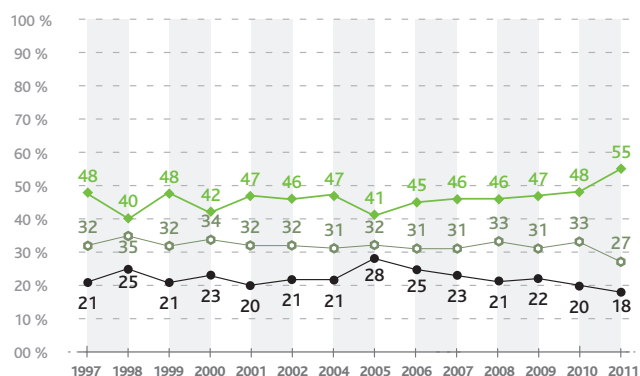


Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages sauf pour le radon dans les habitations et les nanoparticules. Elles ont été regroupées avec la modalité «moyens». En conséquence, pour le radon et les nanoparticules, la modalité «moyens» n'est pas pertinente.

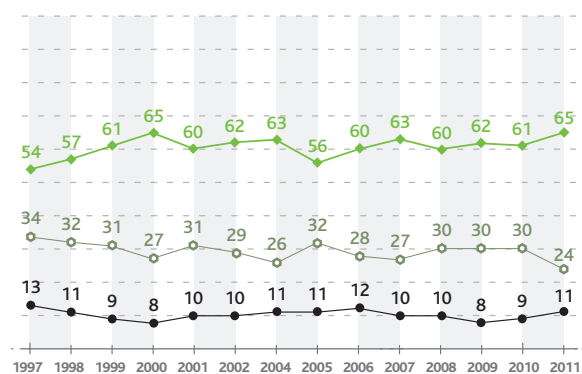
La canicule



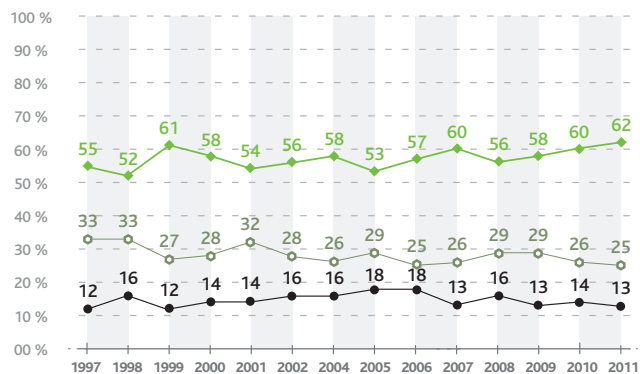
Les centrales nucléaires



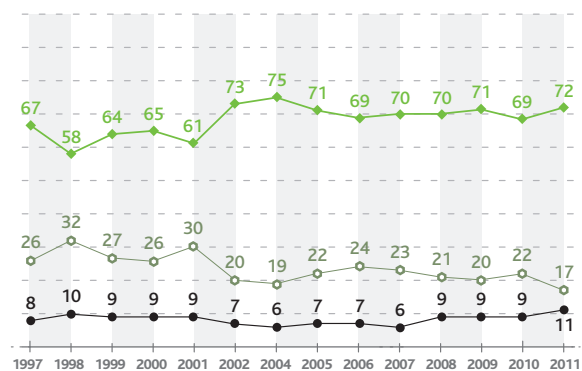
Les déchets chimiques



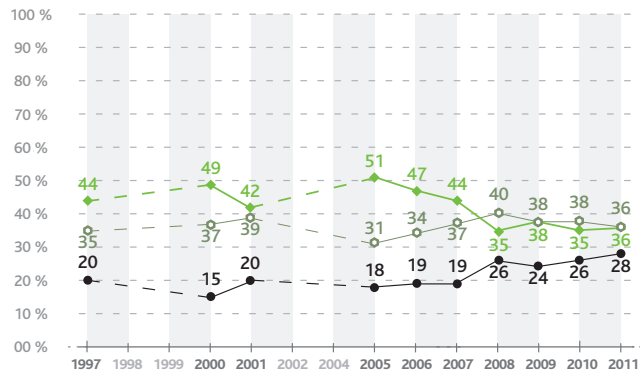
Les déchets radioactifs



La drogue

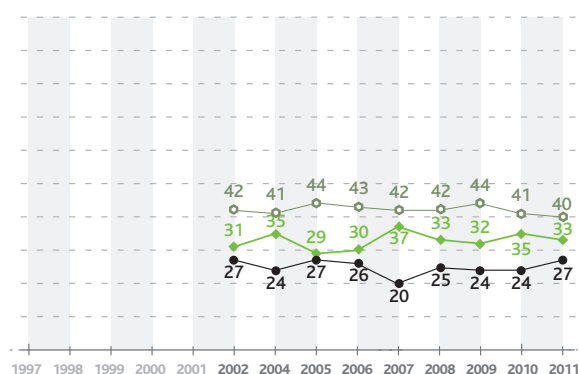


Les incendies de forêt

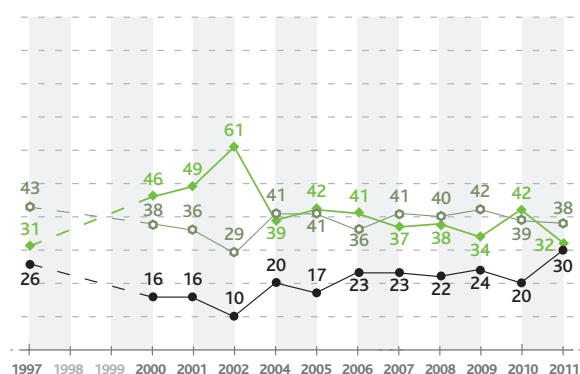


ÉVOLUTIONS DES RISQUES POUR LA SOCIÉTÉ 1997 à 2011

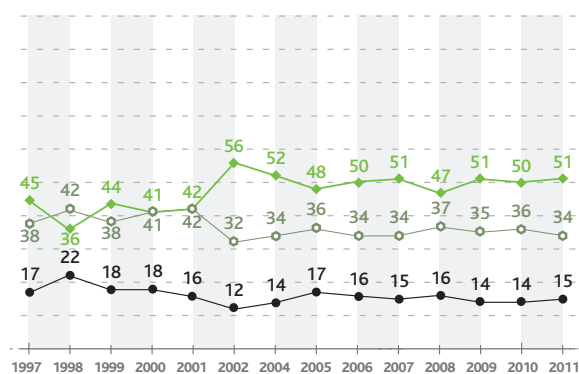
Les incinérateurs de déchets ménagers



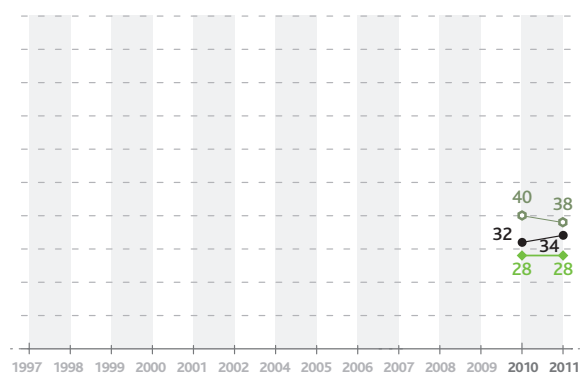
Les inondations



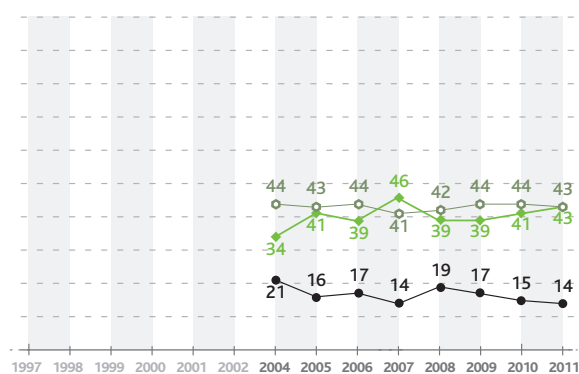
Les installations chimiques



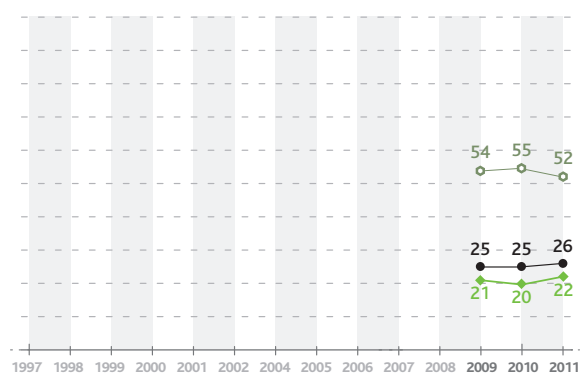
Les lignes à haute tension



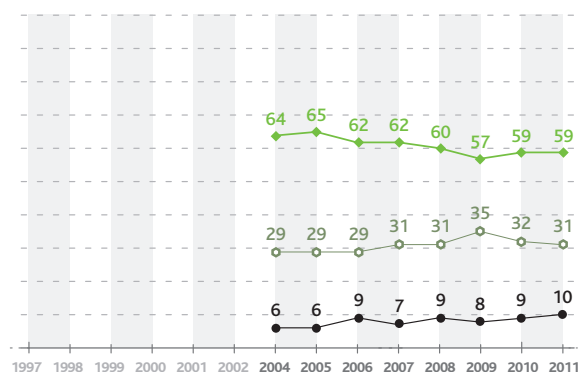
Les maladies professionnelles



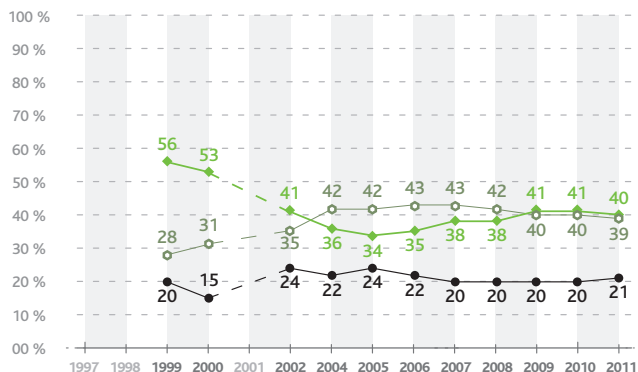
Les nanoparticules



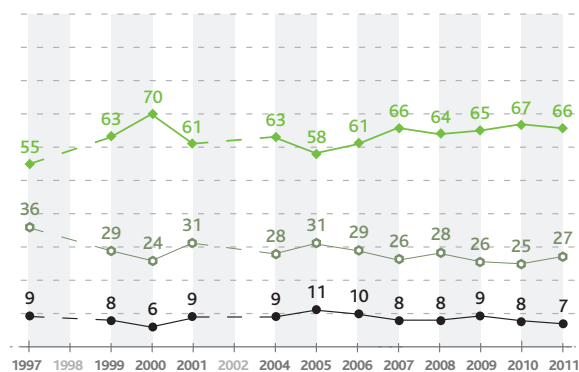
L'obésité des jeunes



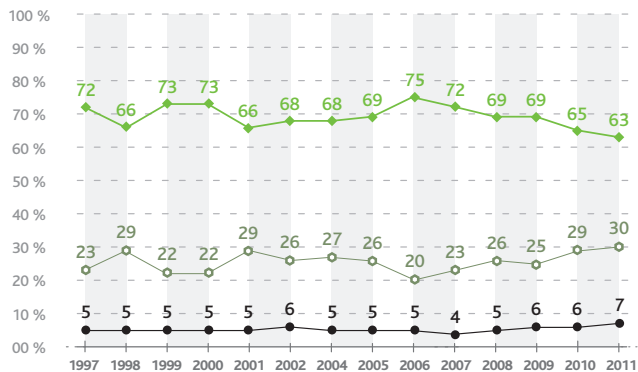
Les OGM depuis 2004 (manipulations génétiques jusqu'en 2002)



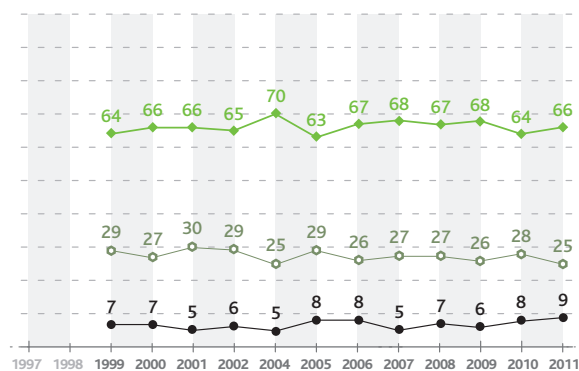
Les pesticides depuis 2004 (les nitrates et pesticides jusqu'en 2001)



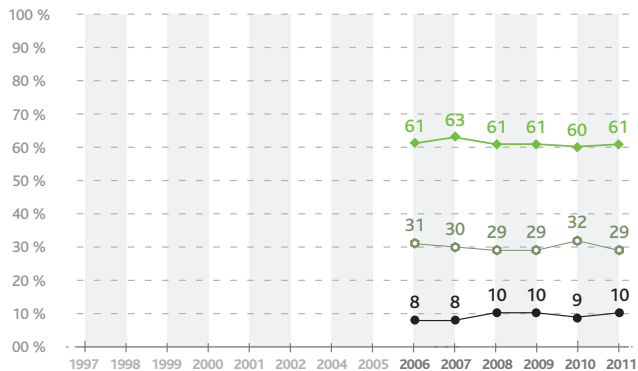
La pollution atmosphérique



La pollution des lacs, des rivières et des mers

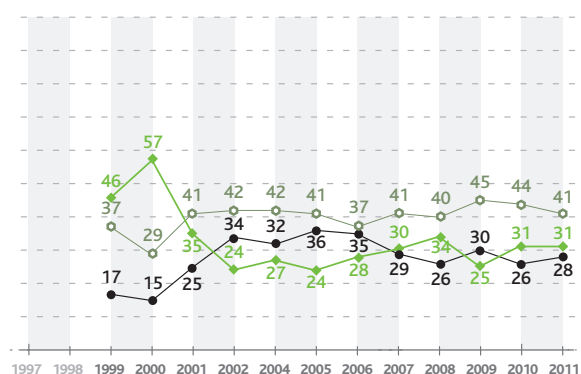


La pollution des sols

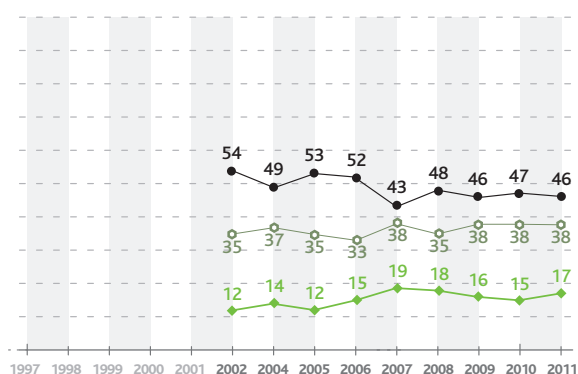


ÉVOLUTIONS DES RISQUES POUR LA SOCIÉTÉ 1997 à 2011

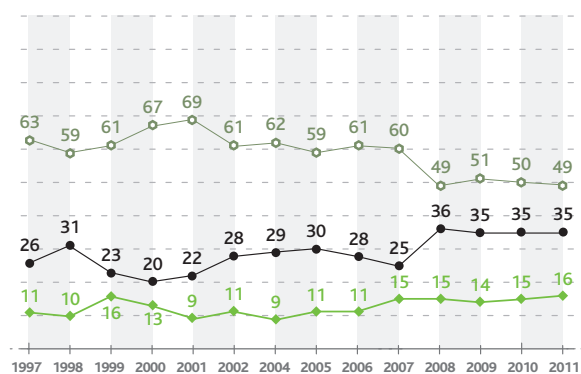
Les produits alimentaires



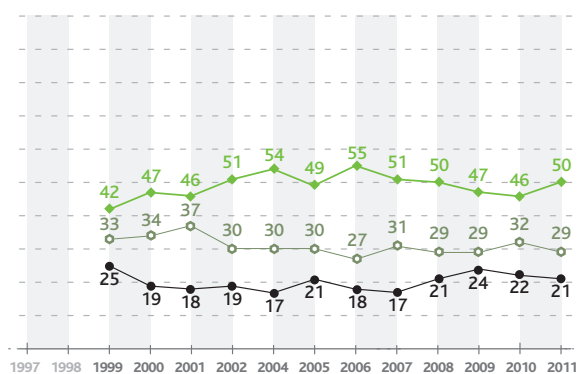
Les radiographies médicales



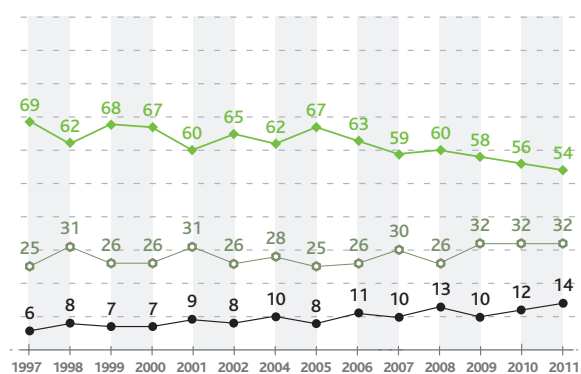
Le radon dans les habitations



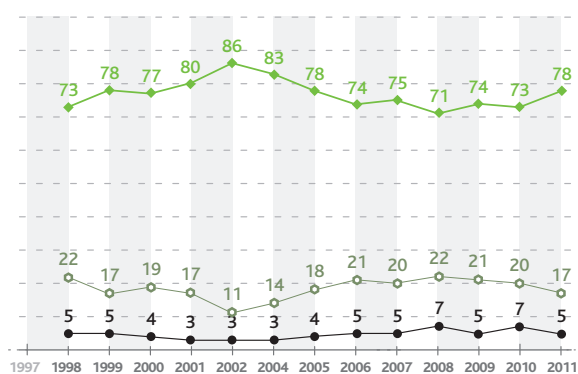
Les retombées radioactives en France
de l'accident de Tchernobyl



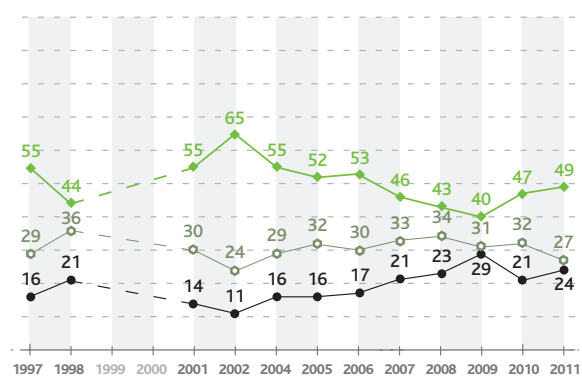
Le sida



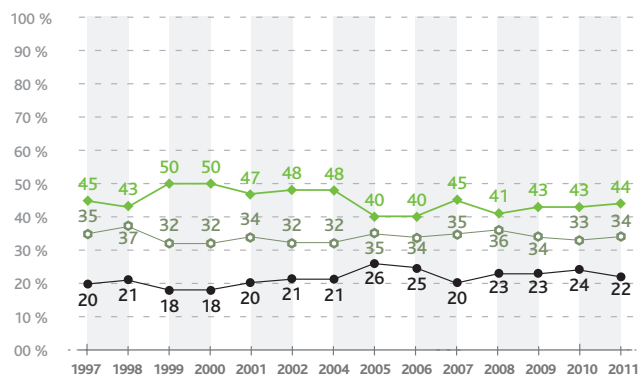
Le tabagisme des jeunes



Le terrorisme



Le transport des matières dangereuses



LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER

—

—

QUESTION N°2

Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?



Depuis 1997, une minorité des Français répond à l'affirmative à la question « Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ? »

Cette année encore, les pourcentages associés à la confiance se situent en dessous de 40 % et en moyenne autour de 25 %. Pour un faible nombre de situations seulement, la confiance l'emporte significativement sur la suspicion. En 2011, il s'agit de la canicule, du terrorisme, du sida, des accidents

de la route et des incendies de forêt¹, qui occupent la tête du classement. À l'opposé, la dernière place est détenue par les nanoparticules, aux côtés des retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl, avec seulement, pour chacun, 11 % de confiance.

Pour les actions de protection contre les accidents de la route, le capital confiance reste élevé mais s'érode sur le long terme

Depuis 2004 et jusqu'à l'an passé, seuls les accidents de la route suscitaient une confiance aux autorités supérieure à 50 %. Ce n'est plus le cas cette année : les accidents de la route poursuivent la tendance à la baisse qui les a amenés à 52 % l'an passé et passent sous la barre des 50 % avec 6 points en moins de confiance, perdant ainsi la tête du classement qu'ils détenaient depuis 7 ans. La mesure visant à remplacer les avertisseurs de radar par des « radars pédagogiques » au printemps 2011 ou les débats sur

l'évolution du permis à points qui ont suscité des polémiques ne sont sans doute pas étrangers à cette baisse de confiance. Pourtant, lors de l'installation des radars automatiques en 2004, le Baromètre IRSN enregistrait le taux record de confiance pour les accidents de la route, avec 60 % de « oui » à la confiance. Ils restent toutefois à la 2^e place du classement, juste derrière les incendies de forêt, qui ont gagné 6 points pour atteindre 48 % de confiance.

Sensibilisés par l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima, les Français accordent moins leur confiance aux actions menées par les autorités sur les centrales nucléaires, les déchets radioactifs et les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl

Trois situations attirent l'attention cette année en termes d'évolution : les centrales nucléaires, les déchets radioactifs et les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl. Par rapport à l'an passé, leurs variations de pourcentages sur les modalités « oui » ou « non » sont les plus importantes parmi les 33 situations proposées, et ce mouvement brutal les pousse à un niveau de défiance qu'elles n'ont jamais atteint auparavant.

Les centrales nucléaires enregistrent une hausse de 10 points de suspicion vis-à-vis des actions menées par les autorités, accompagnée d'une baisse de 7 points sur la confiance. Le taux de suspicion sur les centrales nucléaires est ainsi porté à 49 % cette année et celui sur la confiance ramené à seulement 24 %. L'écart de 25 points entre ceux qui accordent leur confiance et les autres n'a jamais été aussi grand.

1. Respectivement 14 %, 15 %, 17 %, 21 % et 27 % de différence entre le « oui » et le « non ».

C'est la première fois, depuis 1997, que la confiance vis-à-vis des centrales nucléaires est aussi basse, ce qui rend les résultats d'autant plus significatifs. Par le passé, une seule fois, cette confiance avait baissé brutalement : en 2008, année marquée par les événements dans la zone du Tricastin, avec - 8 points sur la confiance par rapport à l'année précédente ; puis elle avait regagné trois points pour atteindre 31 % de confiance mais sans retrouver son niveau antérieur qui était autour de 35 %. La baisse cumulée sur la confiance est donc de 11 points depuis 2007.

S'agissant des déchets radioactifs et des retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl, les actions

menées par les autorités sont encore plus dévalorisées que l'an passé : respectivement + 7 points et + 6 points sur les réponses « *non* ». Leurs pourcentages de « *oui* » sont stables et restent très bas : respectivement 18 % et 11 %. Tout comme pour les centrales nucléaires, ces deux situations avaient suscité plus de méfiance suite aux incidents du Tricastin mais, à la différence des centrales, elles étaient proches de retrouver leur situation d'avant les incidents.

On voit donc ici que si seules les centrales nucléaires sont touchées par une hausse significative du risque perçu, toutes les dimensions du risque nucléaire voient la confiance dans les actions des autorités fortement affectée.

D'autres situations évoluent lentement mais significativement dans la durée, pour la plupart du temps vers une baisse de confiance

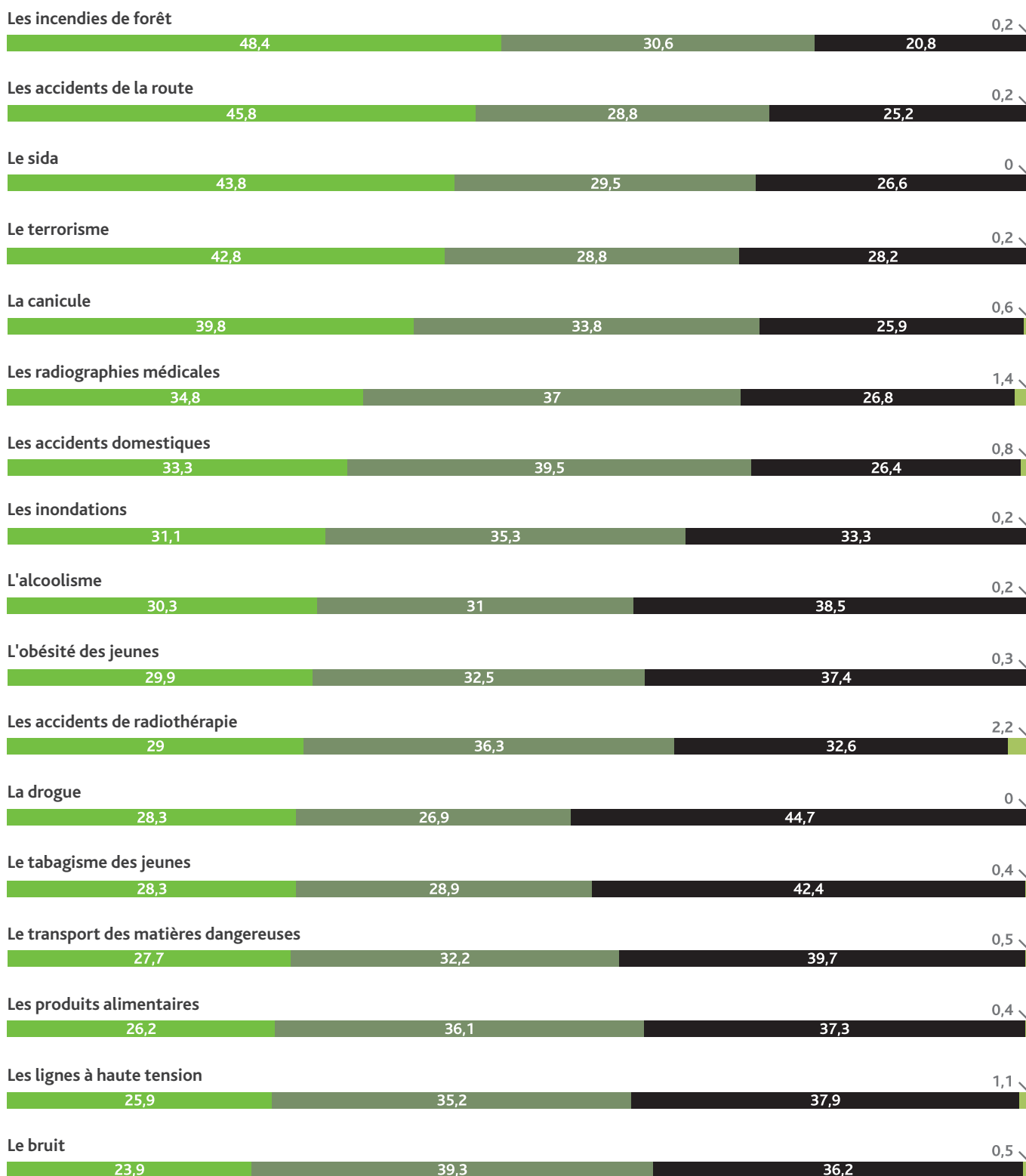
Dans l'édition 2011 du Baromètre, nous avons attiré l'attention sur les situations qui subissaient des évolutions lentes traduisant une baisse de confiance, comme les antennes de réseau pour téléphones portables (+ 10 points de défiance en 7 ans), la pollution atmosphérique (+ 14 points de défiance en 11 ans), la pollution des lacs, des rivières et des mers (+ 9 points en 10 ans) et les radiographies médicales (-10 points

de confiance en 7 ans). Cette année, toutes continuent à se dégrader d'environ 2 points, à l'exception des antennes de réseau pour téléphones portables qui, se dégradent brutalement : 6 points en plus sur la défiance et une majorité (52 %) qui n'accorde pas de crédit aux autorités dans leurs actions de protection.

QUESTION N°2

Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

OCTOBRE 2011



OUI PLUS OU MOINS NON NE SAIT PAS

en %

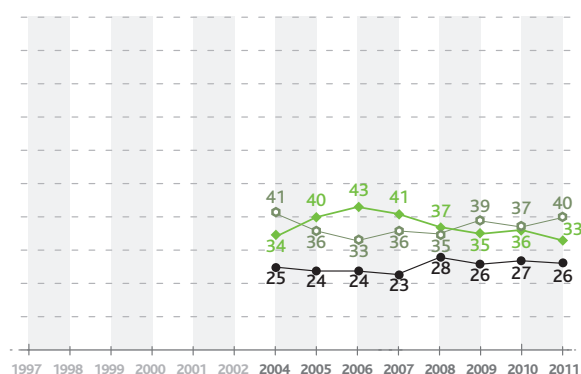


QUESTION N°2 (suite)

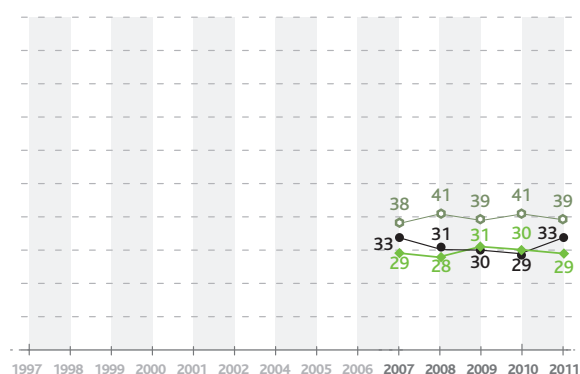
Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

ÉVOLUTIONS DE LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER 1997 à 2011

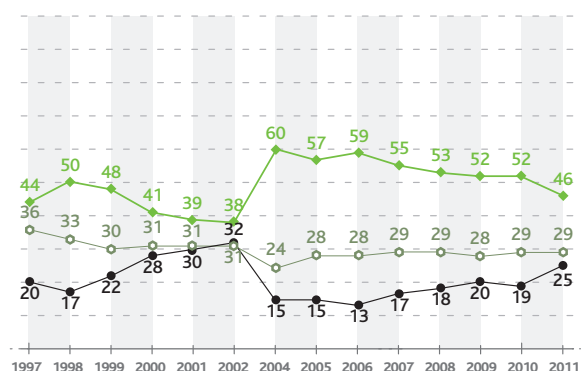
Les accidents domestiques



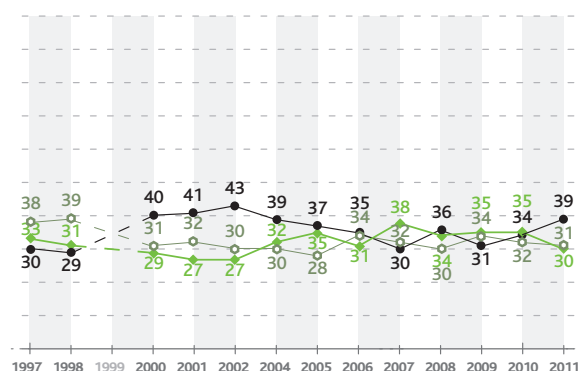
Les accidents de radiothérapie



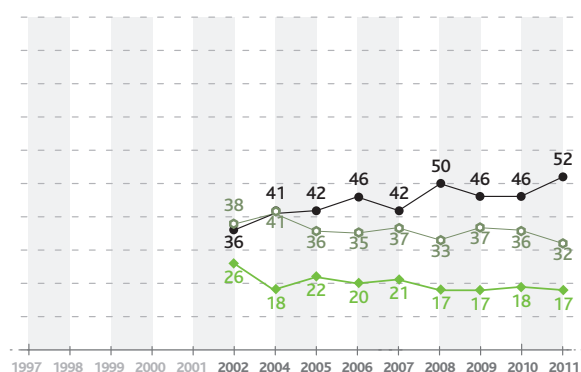
Les accidents de la route



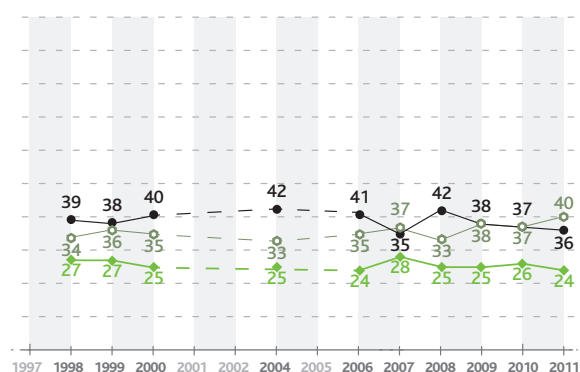
L'alcoolisme



Les antennes de réseau pour téléphones portables depuis 2004 (téléphones portables en 2002)

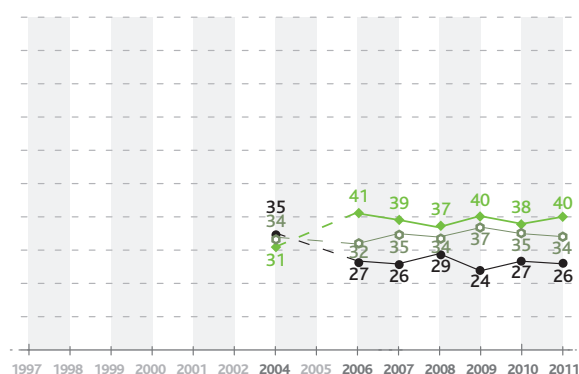


Le bruit

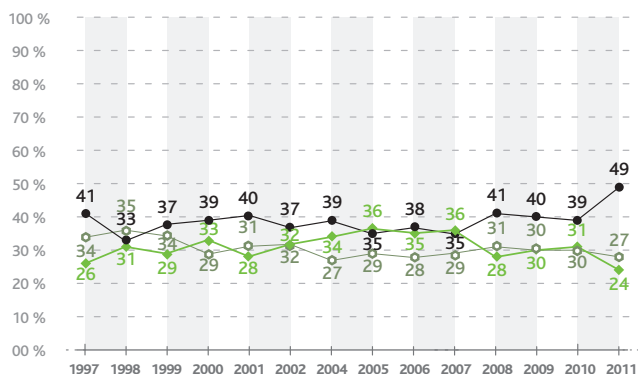


Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages sauf pour le radon dans les habitations et les nanoparticules. Elles ont été regroupées avec la modalité «moyens». En conséquence, pour le radon et les nanoparticules, la modalité «moyens» n'est pas pertinente.

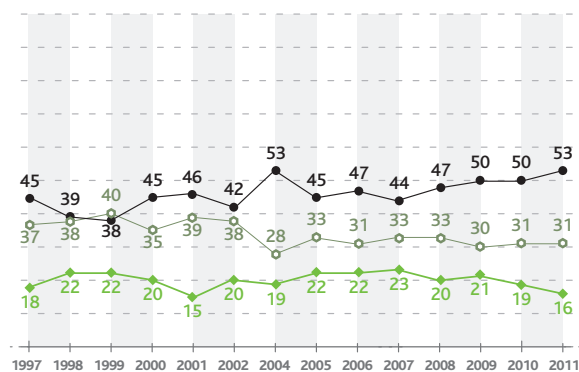
La canicule



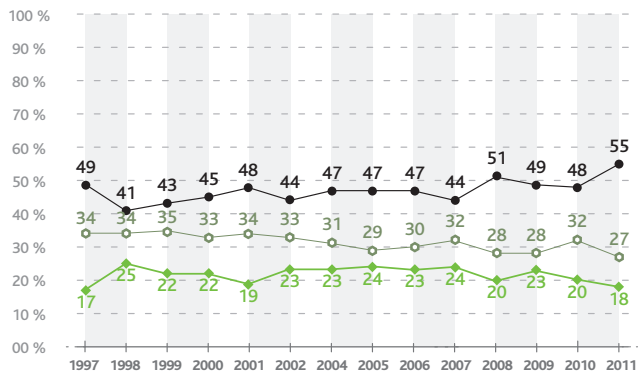
Les centrales nucléaires



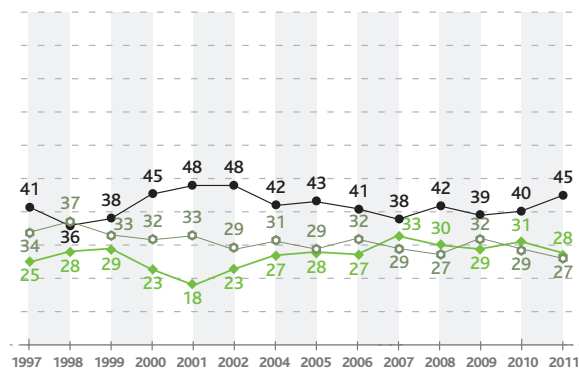
Les déchets chimiques



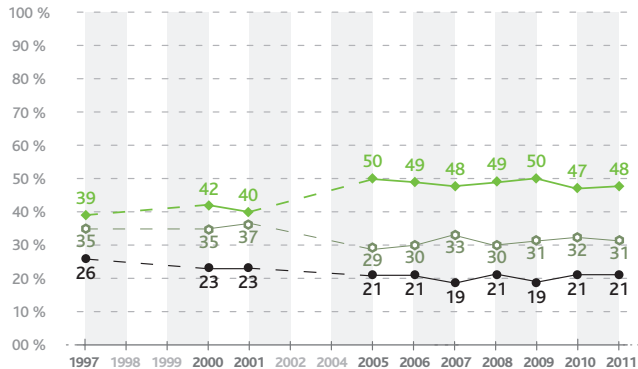
Les déchets radioactifs



La drogue



Les incendies de forêt



QUESTION

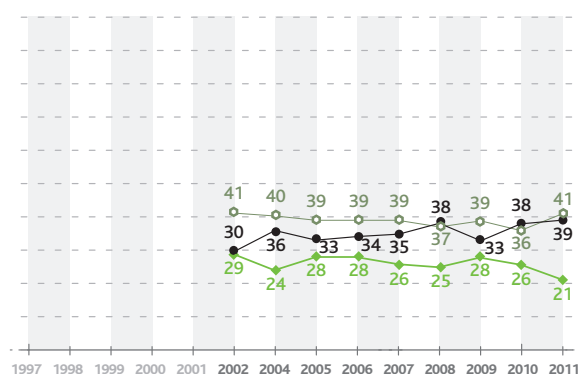
N°2 (suite)

Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

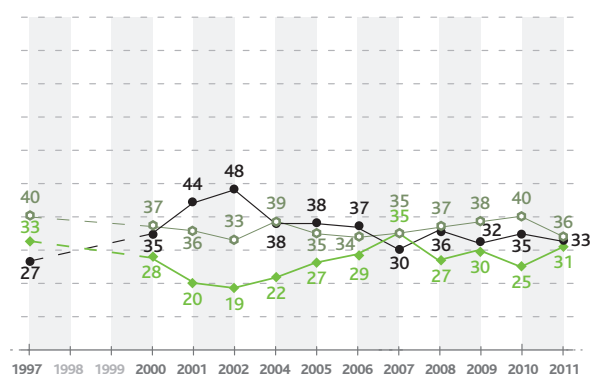
ÉVOLUTIONS DE LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER

1997 à 2011

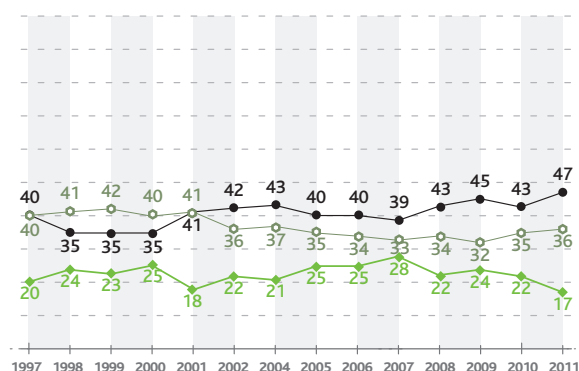
Les incinérateurs de déchets ménagers



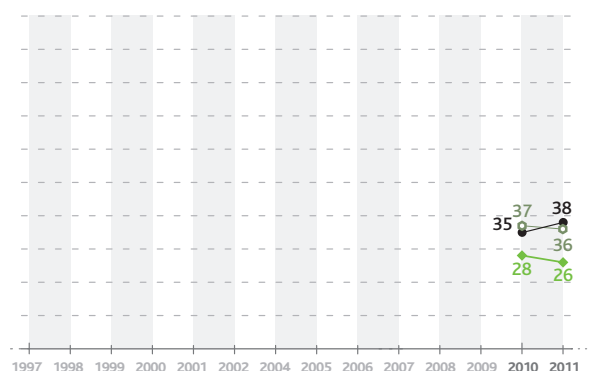
Les inondations



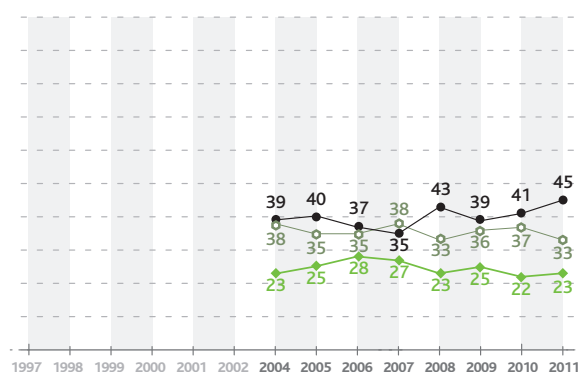
Les installations chimiques



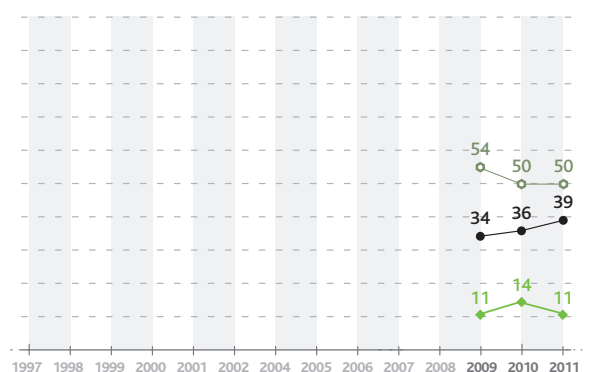
Les lignes à haute tension



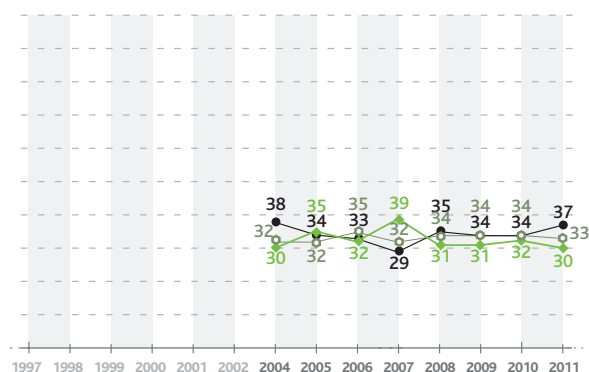
Les maladies professionnelles



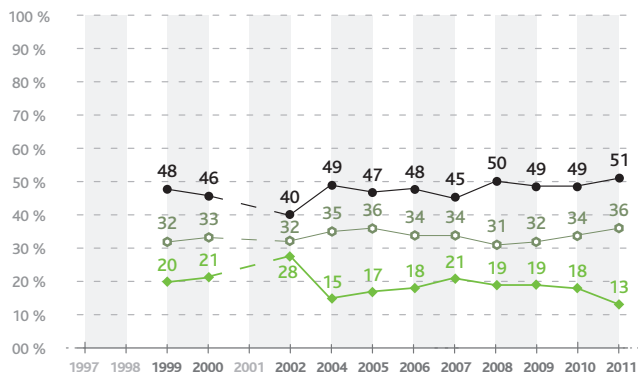
Les nanoparticules



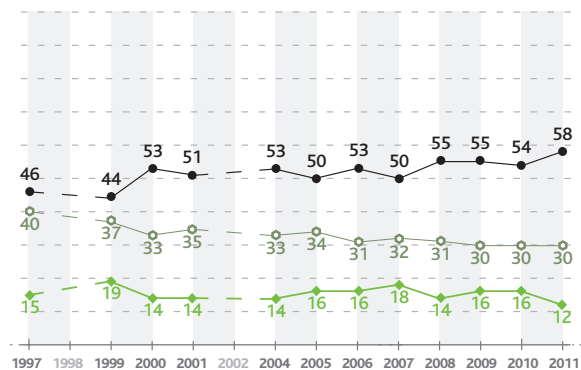
L'obésité des jeunes



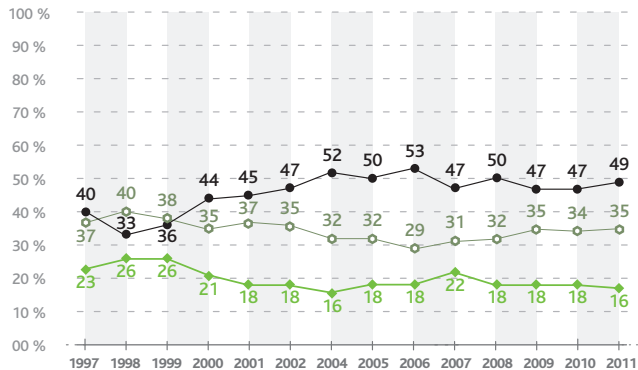
Les OGM depuis 2004 (manipulations génétiques jusqu'en 2002)



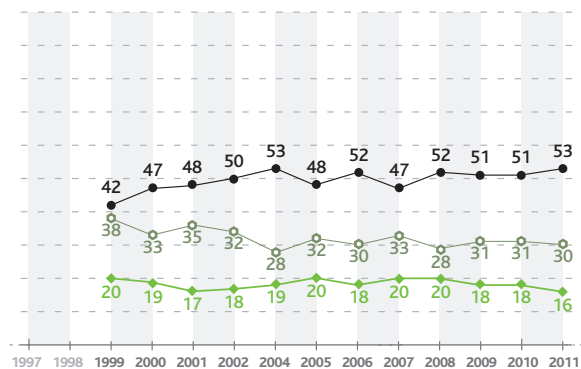
Les pesticides depuis 2004 (les nitrates et pesticides jusqu'en 2001)



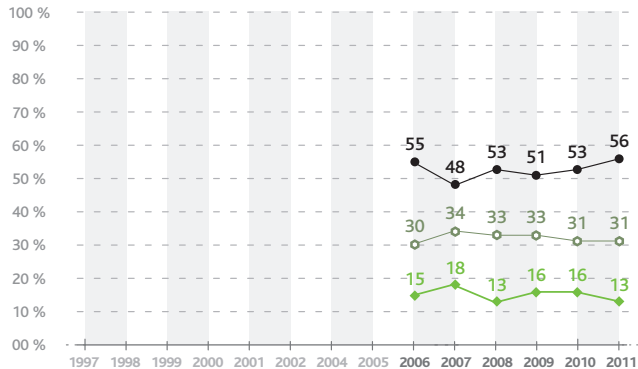
La pollution atmosphérique



La pollution des lacs, des rivières et des mers



La pollution des sols



QUESTION

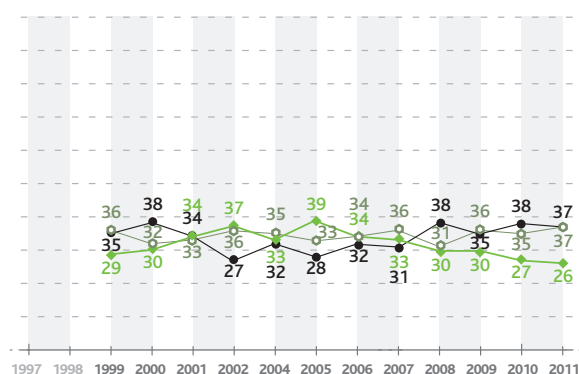
N°2 (suite)

Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

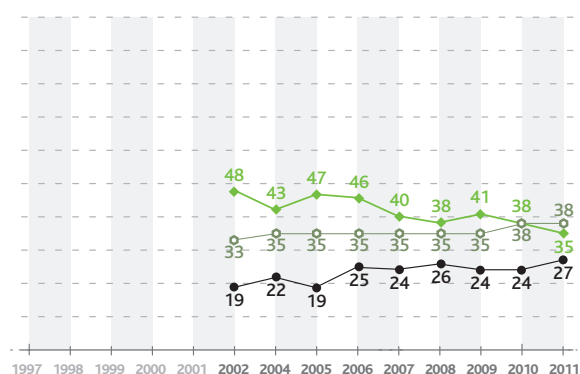
ÉVOLUTIONS DE LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER

1997 à 2011

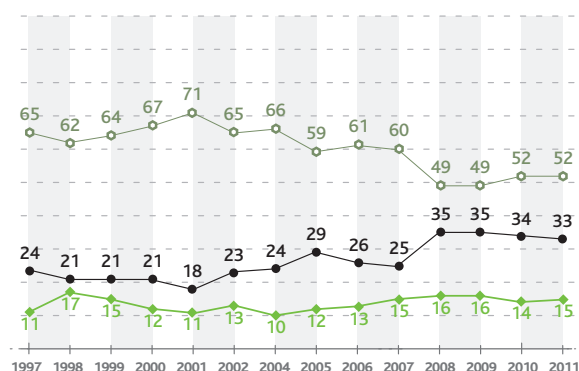
Les produits alimentaires



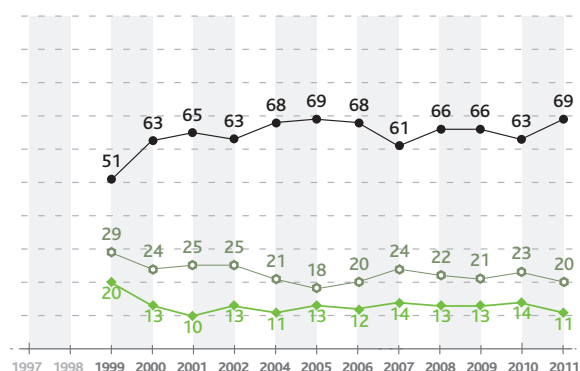
Les radiographies médicales



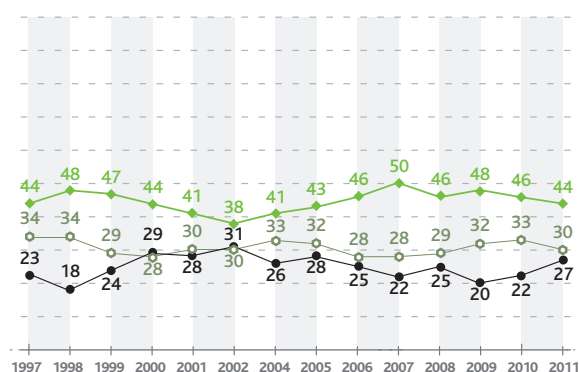
Le radon dans les habitations



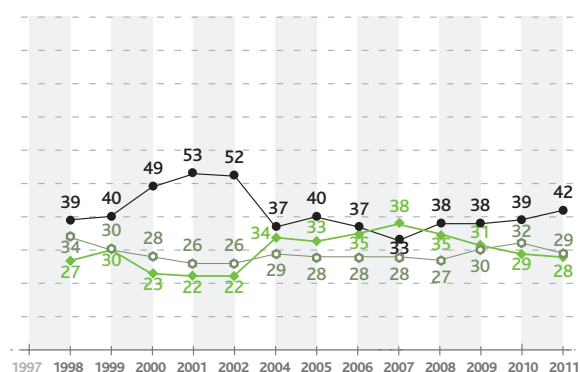
Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl



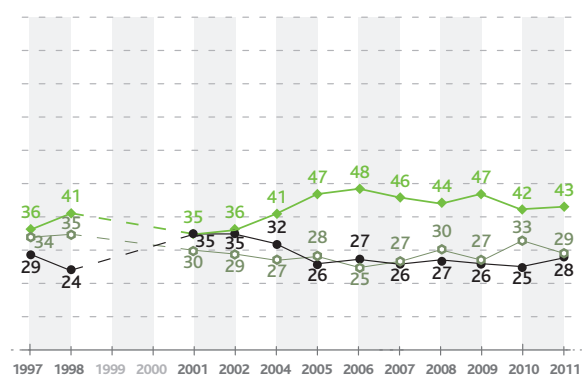
Le sida



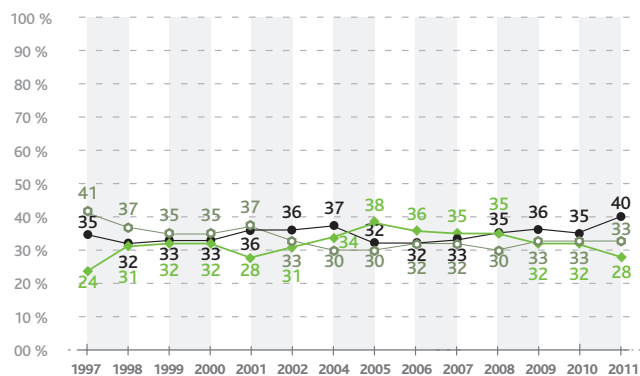
Le tabagisme des jeunes



Le terrorisme



Le transport des matières dangereuses



LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS

QUESTION N°3

Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

Depuis 20 ans, les accidents de la route occupent la tête du classement avec un taux élevé de réponses positives vis-à-vis de la vérité (59 %). Derrière, se positionnent le sida, les incendies de forêt, la canicule, l'alcoolisme et le tabagisme des jeunes, qui sont proches de 50 %. Pour toutes les autres situations citées, les Français jugent peu crédibles les informations données sur le danger (moins de 50 % pour le « oui »). Pour 19 situations, soit plus de la moitié, le score est même inférieur à 20 %. La hiérarchie des situations est sensiblement la même que celles des autres années.

Seule la canicule enregistre une hausse

Lorsque l'on compare ces résultats avec ceux de l'année précédente, la vérité sur l'information fournie ne progresse que pour un seul risque, la canicule (+ 6 points).

Depuis 1992, une minorité de situations enregistrent des évolutions significatives. Il s'agit des antennes de réseau

pour téléphones portables et du radon dans les habitations, qui perdent en crédibilité sur le long terme. D'autres situations telles que les accidents de la route, les inondations et le tabagisme des jeunes montrent une succession de hausses ou de baisses.

Les situations liées au nucléaire varient peu cette année en matière de vérité perçue

Tous les Français ont ressenti fortement l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima. Comme le montrent les résultats des chapitres précédents, les centrales nucléaires sont perçues comme une activité à risques plus élevés et avec une confiance accordée aux autorités nettement diminuée. C'est clairement leur plus mauvais score sur ces deux indicateurs depuis de nombreuses années. Les déchets radioactifs et les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl suivent aussi ce mouvement en ce qui concerne la confiance. Mais la crédibilité de l'information sur les dangers de ces trois situations varie très peu.

Cette absence de dégradation de la vérité perçue sur les activités nucléaires après l'accident de Fukushima peut sembler paradoxale. On observe toutefois une légère hausse des réponses « non » à la question pour les centrales (+ 4 points) qui les amènent à 64 % de « non » à la vérité dite mais elles ne font que retrouver le niveau des années antérieures, niveau atteint en 2008, suite aux événements qui se sont produits dans la région de Tricastin, après un plateau de plus de 10 ans en dessous de 60 %. Les centrales

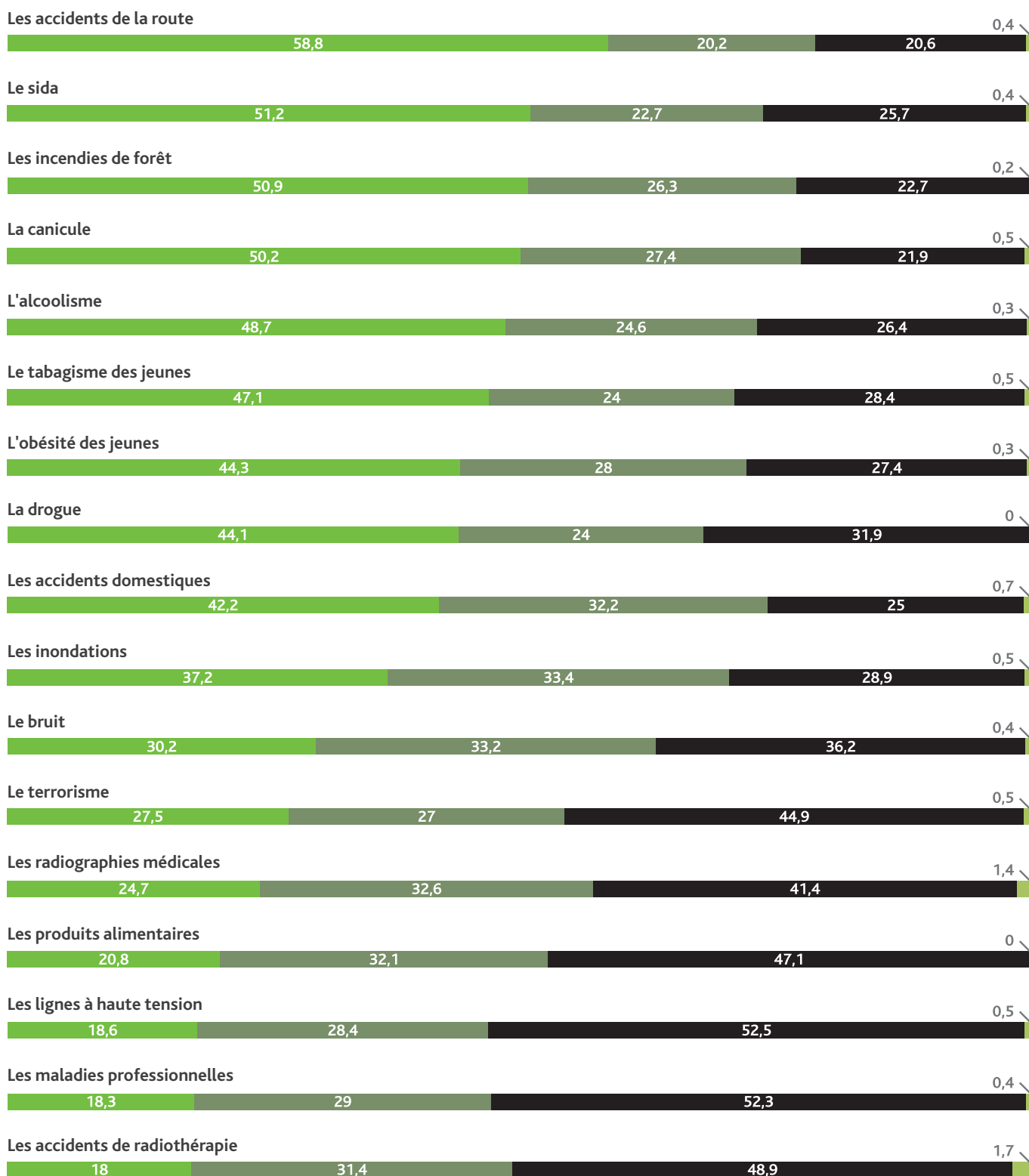
nucléaires perdaient alors 7 points de crédibilité de l'information. Par ailleurs, ce score de crédibilité avait atteint son minimum en 1996 au moment où les médias faisaient écho aux 10 ans de l'accident de Tchernobyl, ravivant dans l'opinion le souvenir de l'accident. À cette époque, les Français ont pris conscience que toute la vérité ne leur avait pas été dite sur l'accident, découvrant des informations qui jusqu'à ne leur avaient pas été communiquées. On aurait donc pu s'attendre à un nouveau discrédit sur les activités nucléaires après Fukushima, mais il n'a pas eu lieu. La qualité de l'information diffusée au moment de l'accident est peut-être à mettre au crédit de cette absence d'évolutions, et les Français se sont rendu compte des efforts effectués depuis de nombreuses années sur le sujet : loi sur la transparence nucléaire, accès plus facile à l'information...

Les Français sont plus inquiets au sujet des risques liés aux centrales, ils font moins confiance à l'action des autorités mais ils ne montrent pas cette année de défiance accrue sur l'information fournie.

QUESTION N°3

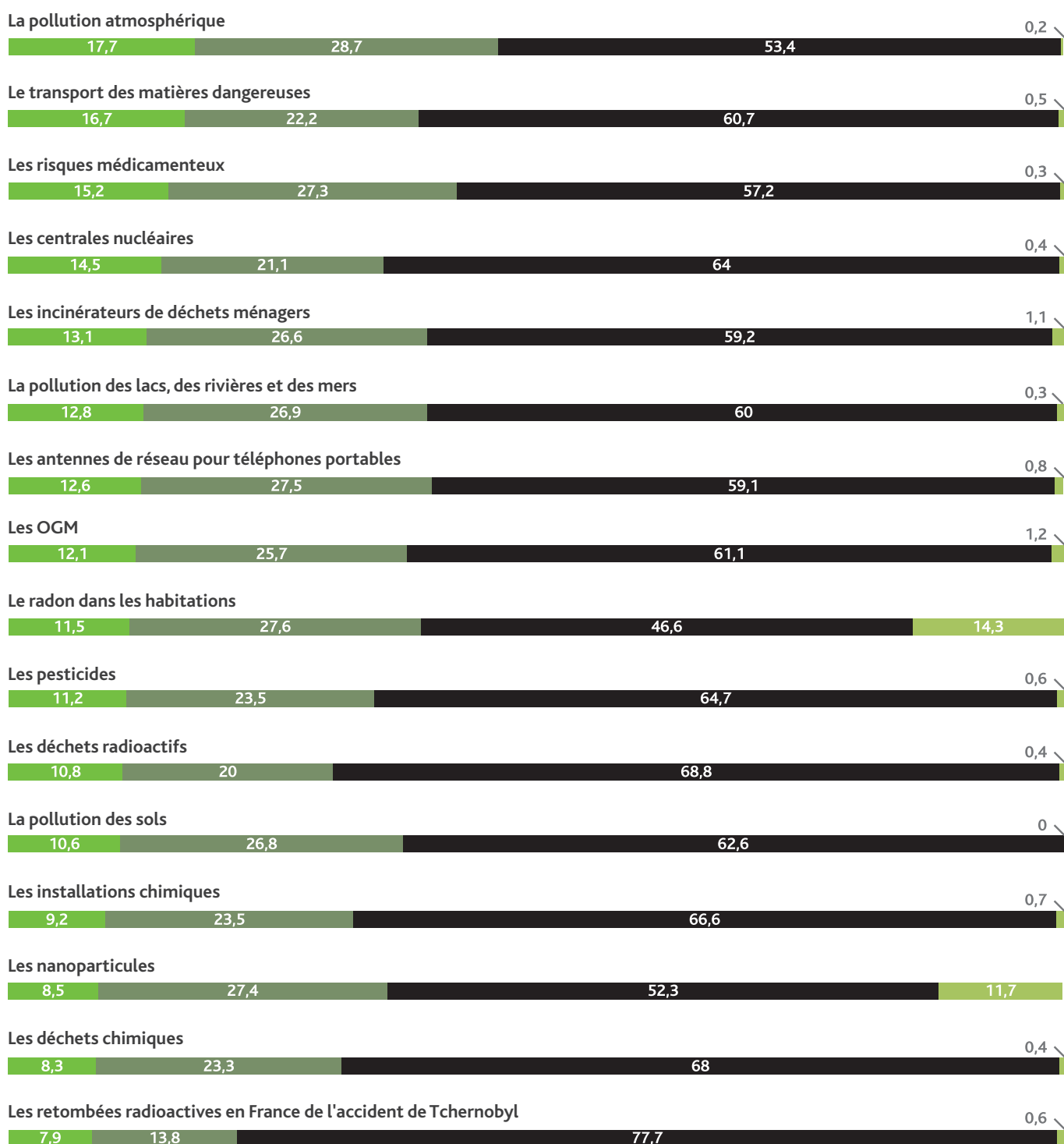
Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

OCTOBRE 2011



OUI PLUS OU MOINS NON NE SAIT PAS

en %

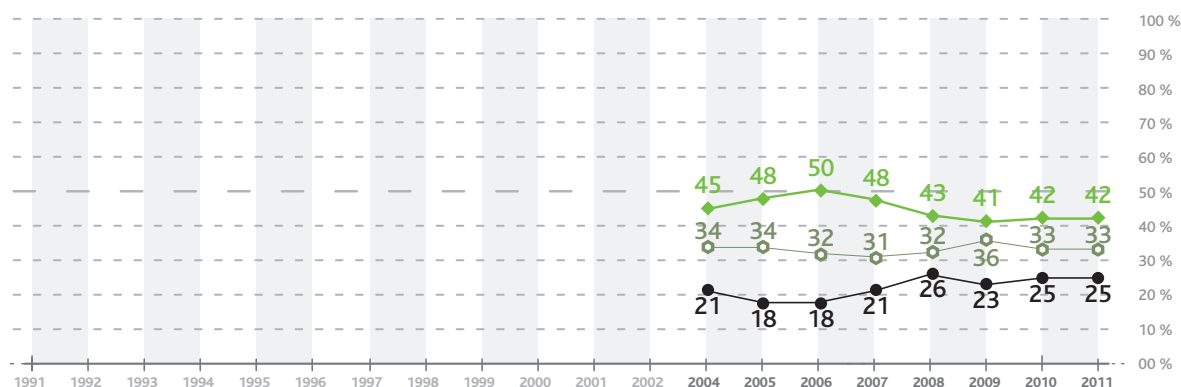


QUESTION N°3 (suite)

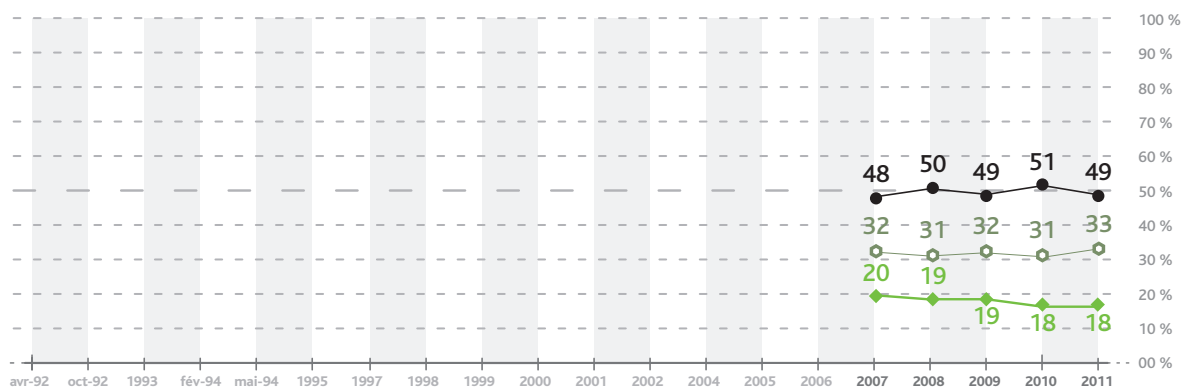
Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2011

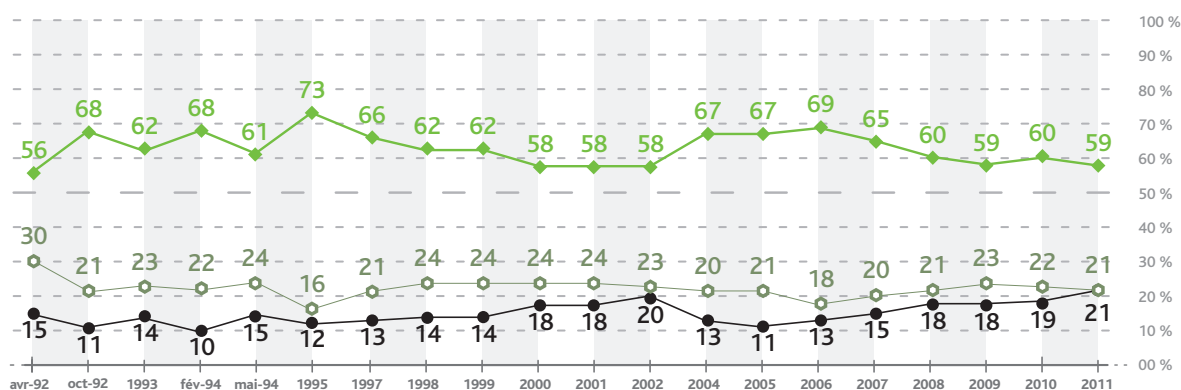
Les accidents domestiques



Les accidents de radiothérapie



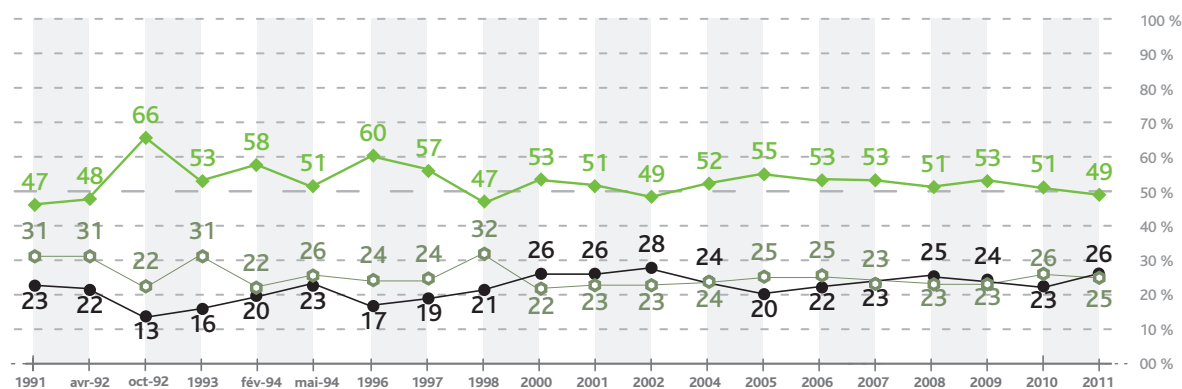
Les accidents de la route



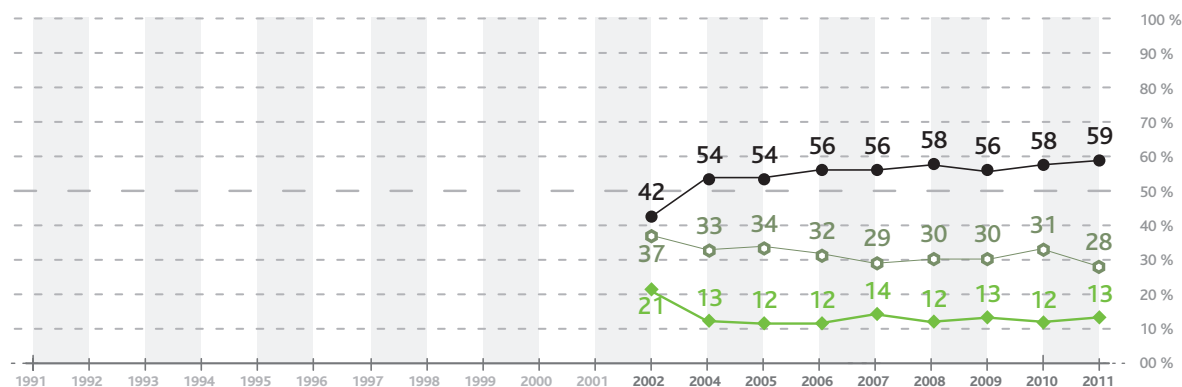
◆ OUI ● NON ⬡ + OU -

Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages sauf pour le radon dans les habitations et les nanoparticules. Elles ont été regroupées avec la modalité «moyens». En conséquence, pour le radon et les nanoparticules, la modalité «moyens» n'est pas pertinente.

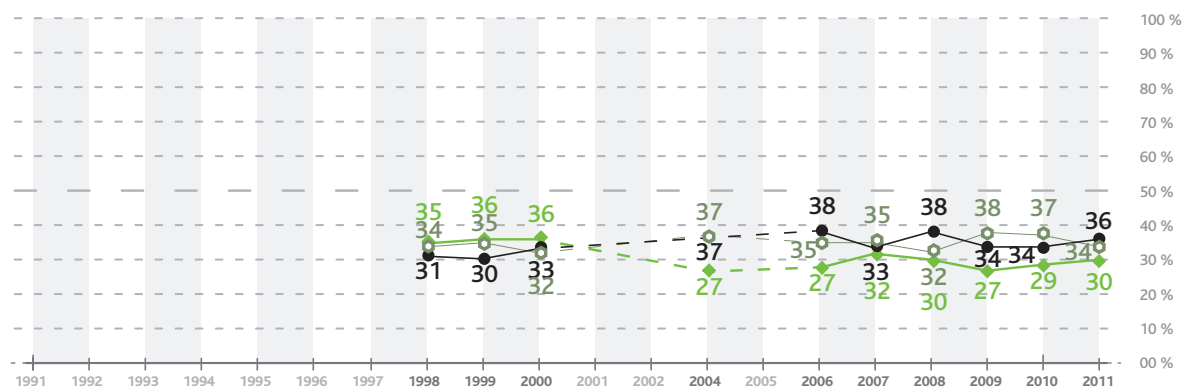
L'alcoolisme



Les antennes de réseau pour téléphones portables depuis 2004 (téléphones portables en 2002)



Le bruit



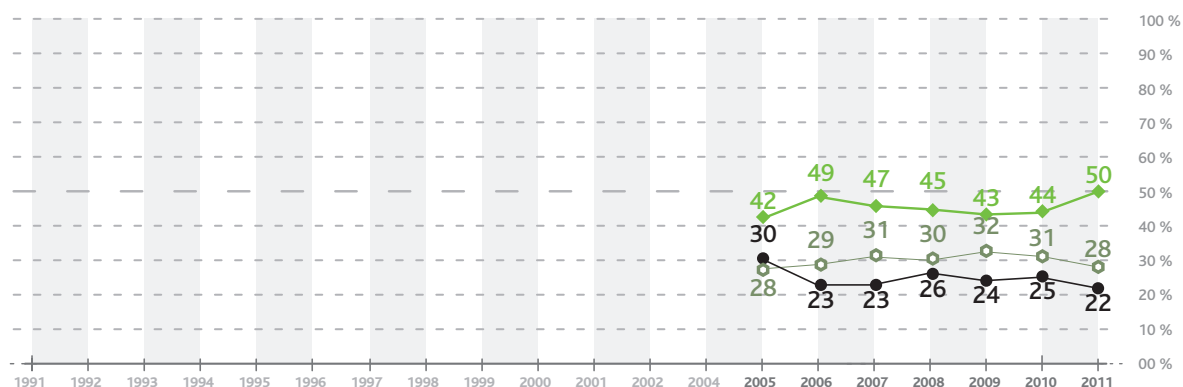
QUESTION

N°3 (suite)

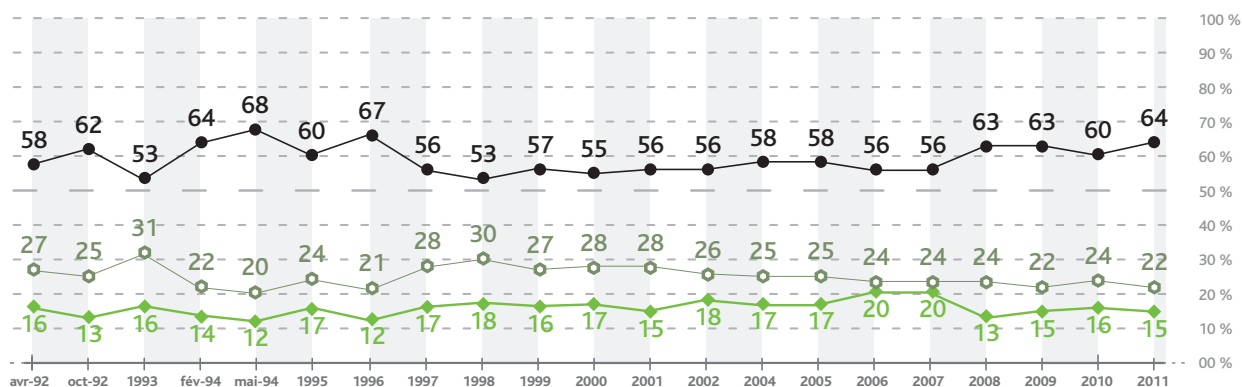
Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2011

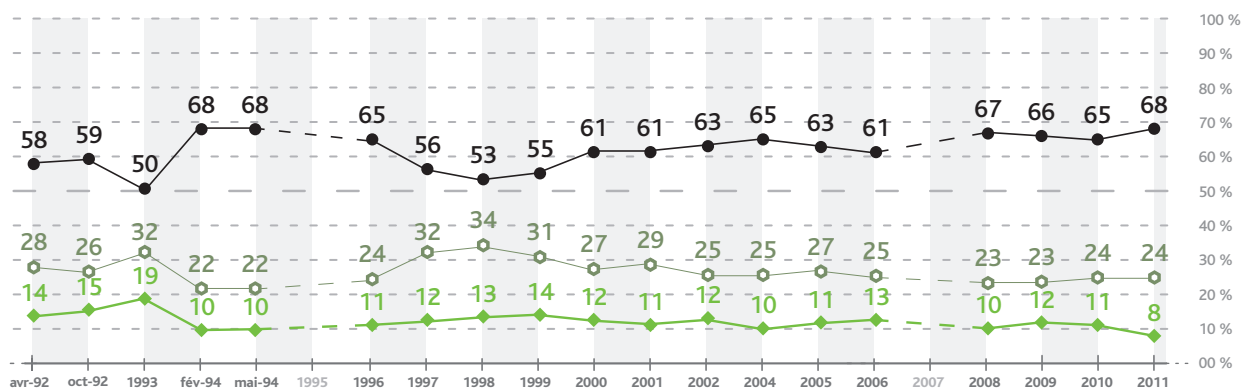
La canicule



Les centrales nucléaires

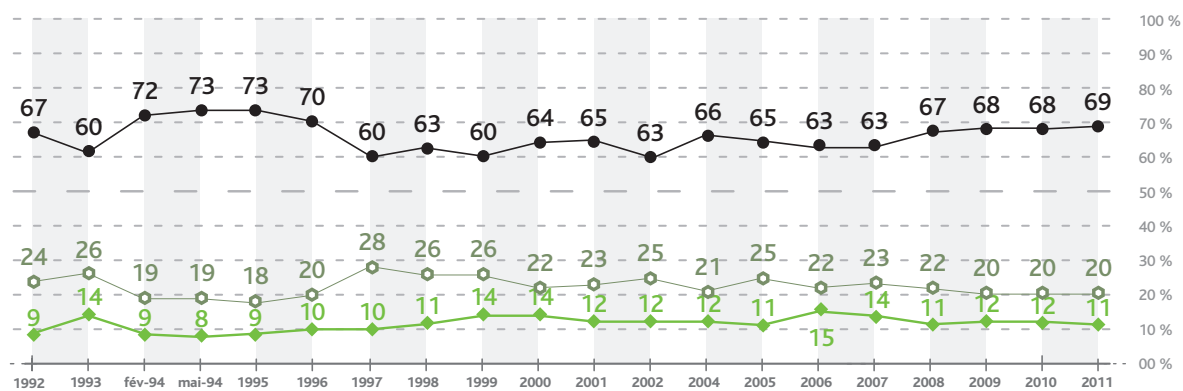


Les déchets chimiques

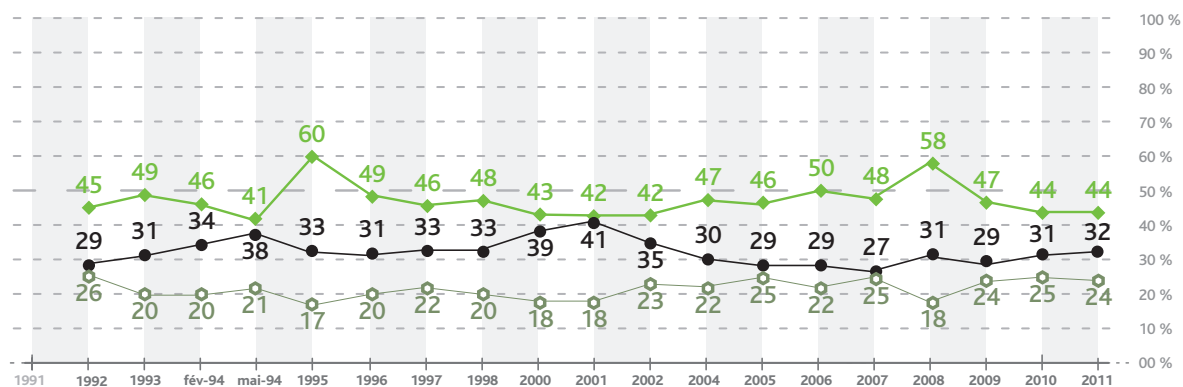


◆ OUI ● NON ⬡ + OU -

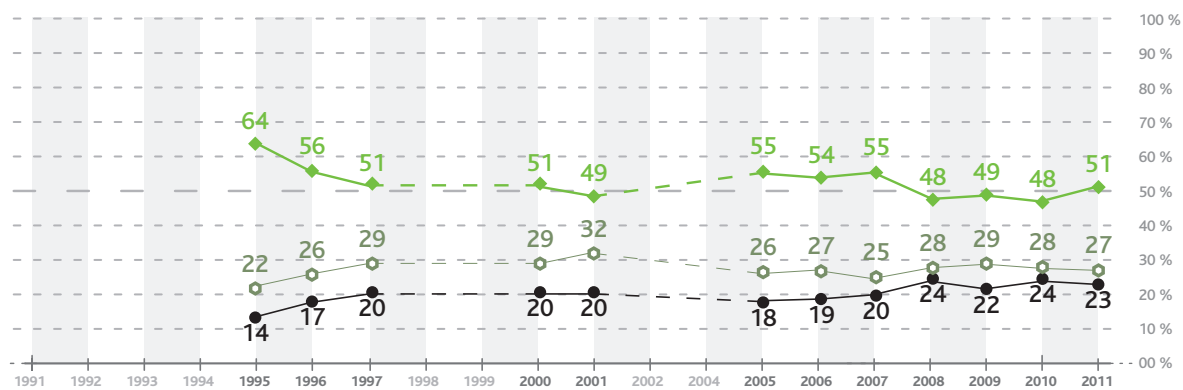
Les déchets radioactifs



La drogue



Les incendies de forêt



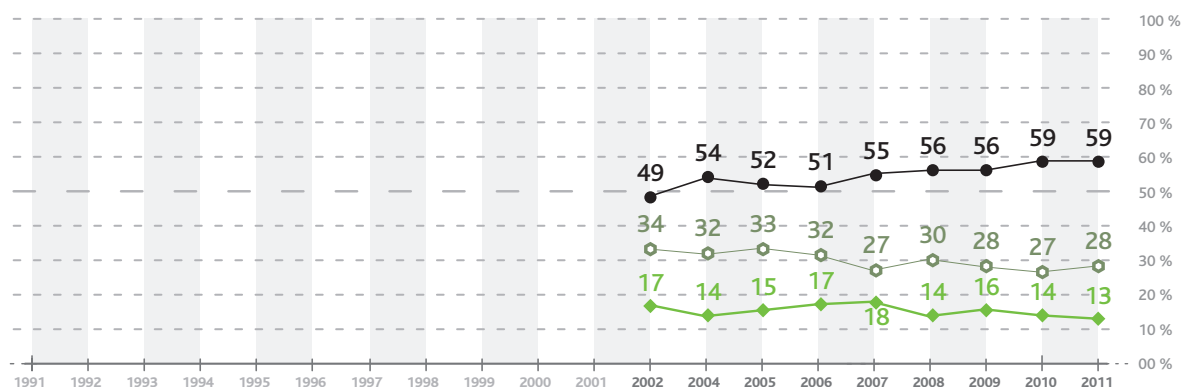
◆ OUI ● NON ⬡ + OU -

QUESTION N°3 (suite)

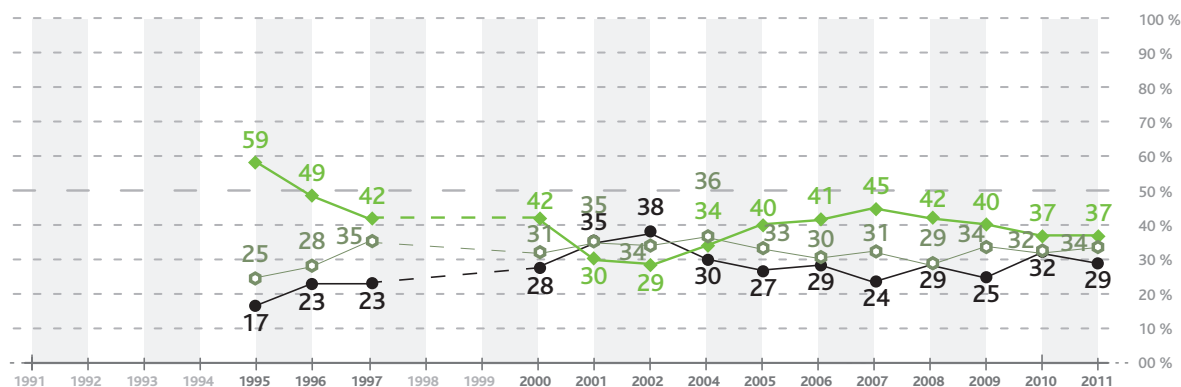
Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2011

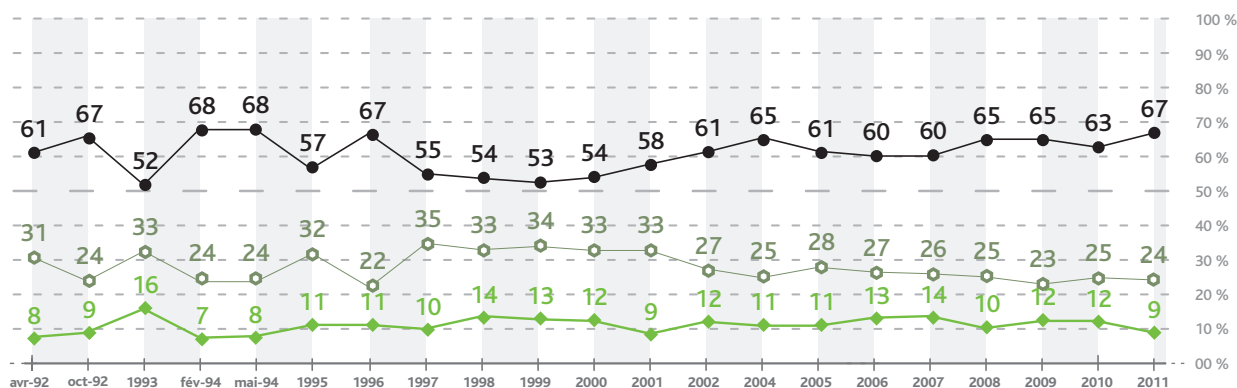
Les incinérateurs de déchets ménagers



Les inondations

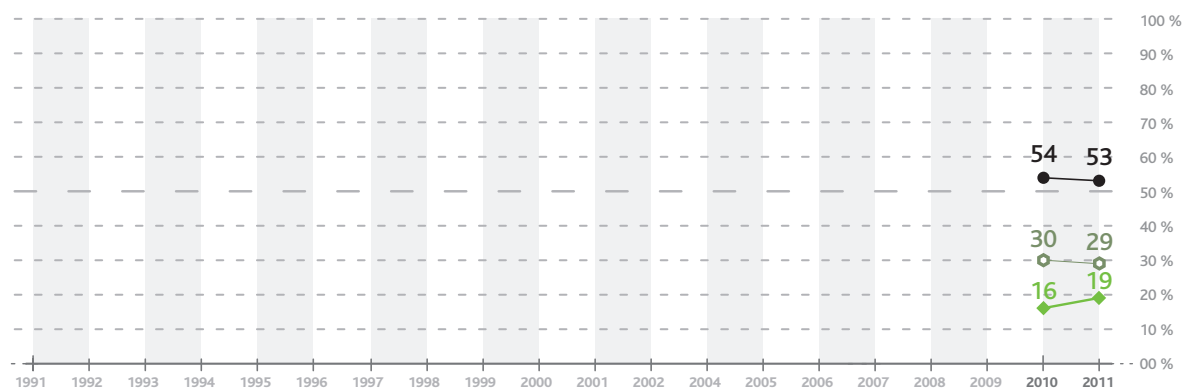


Les installations chimiques

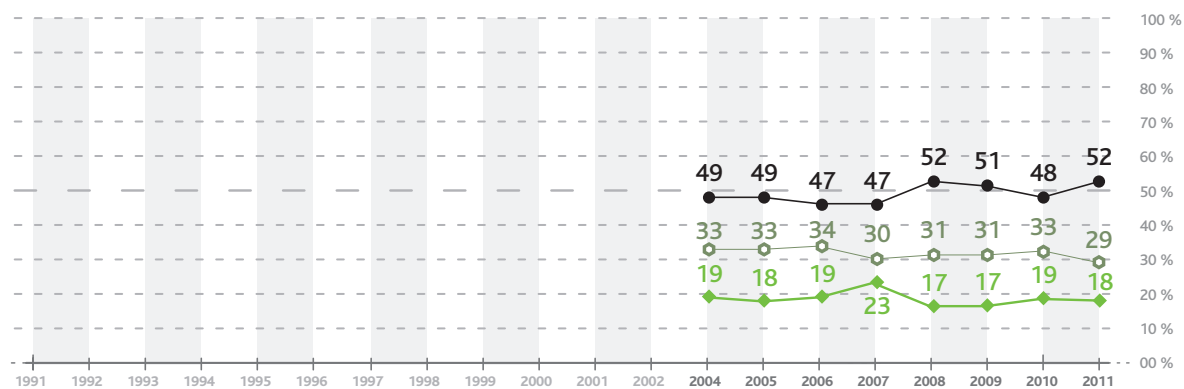


◆ OUI ● NON ⬡ + OU -

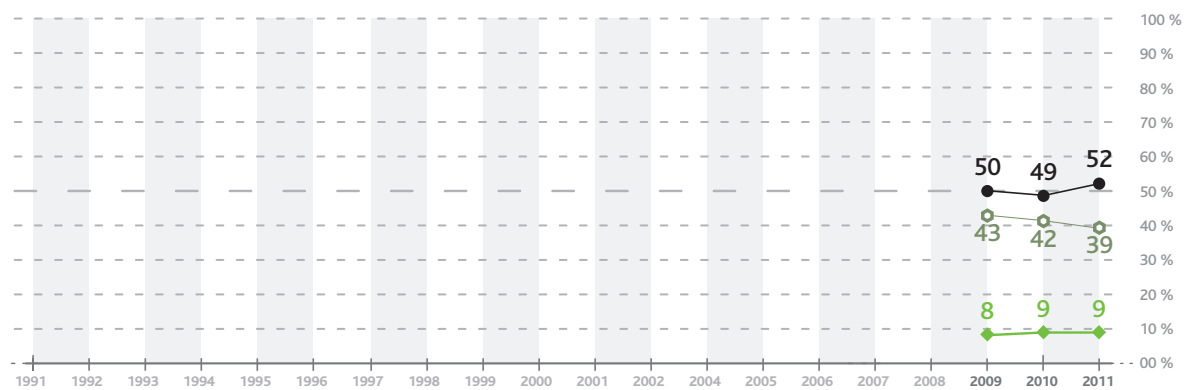
Les lignes à haute tension



Les maladies professionnelles



Les nanoparticules

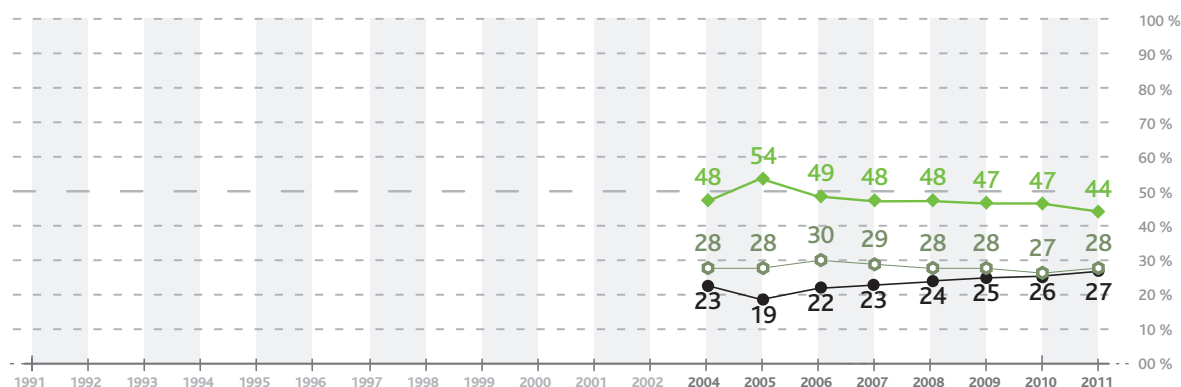


QUESTION N°3 (suite)

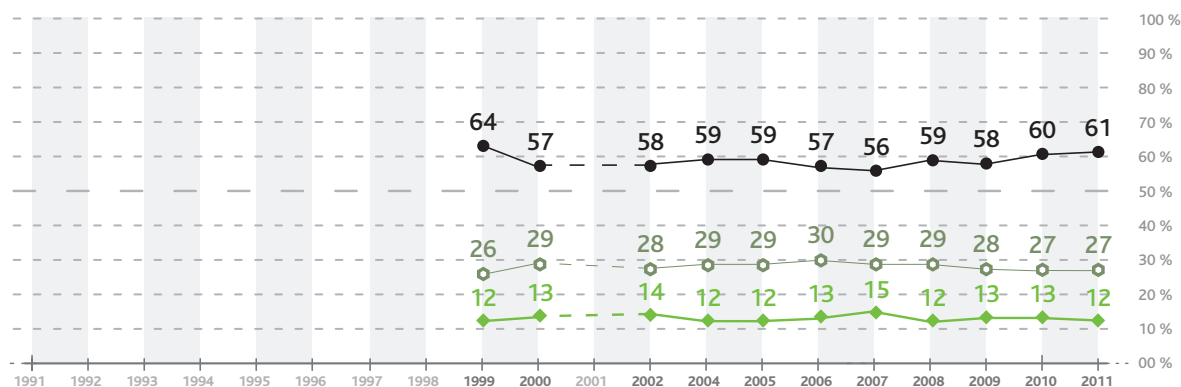
Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2011

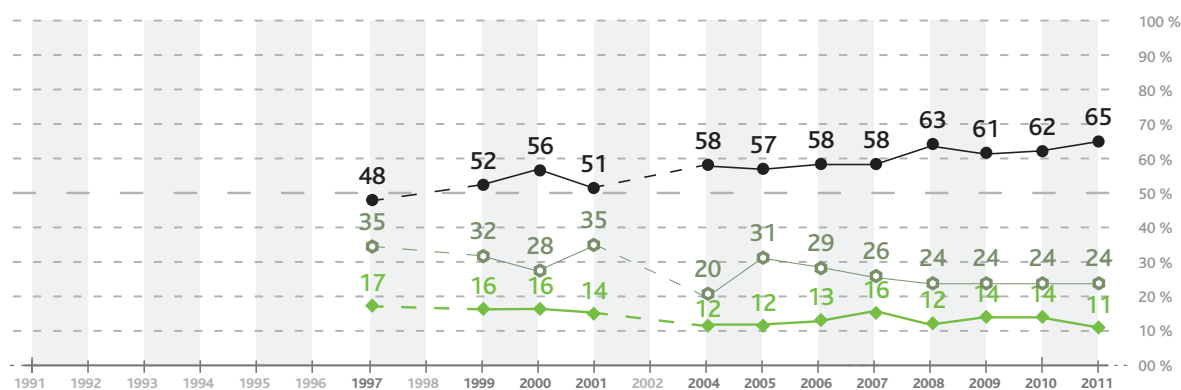
L'obésité des jeunes



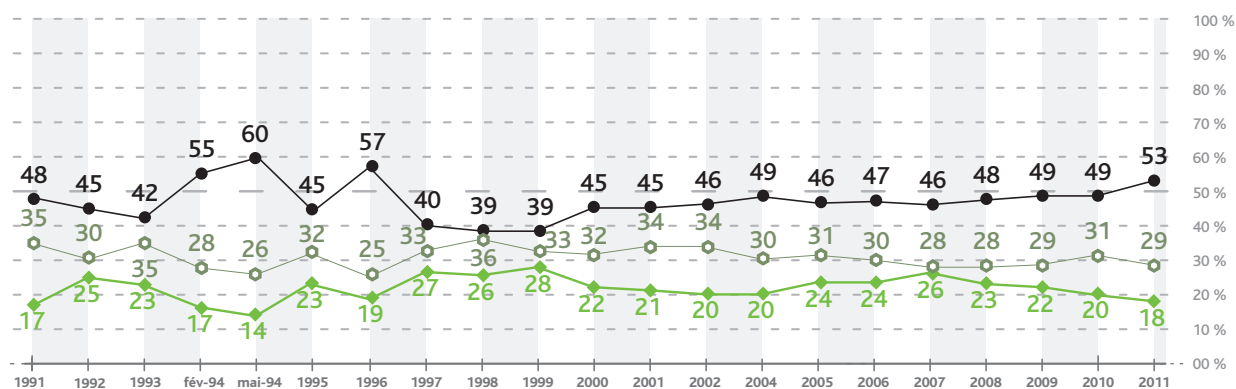
Les OGM depuis 2004 (manipulations génétiques jusqu'en 2002)



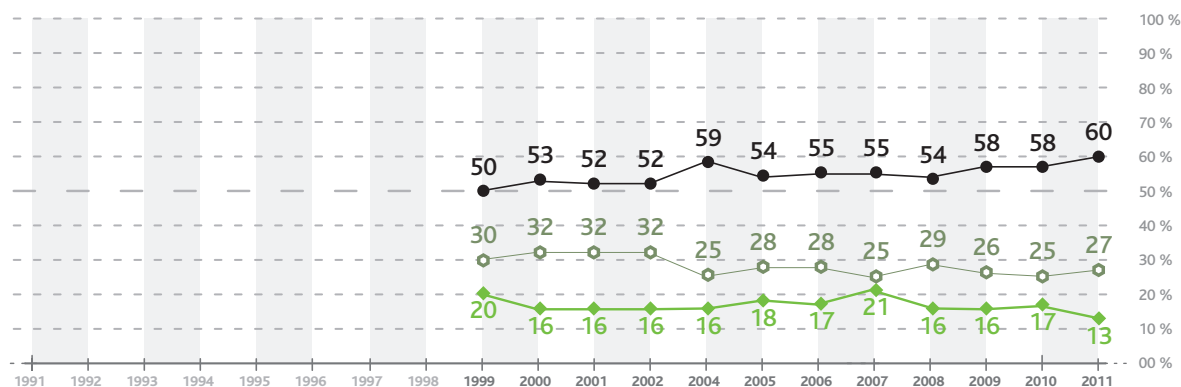
Les pesticides depuis 2004 (les nitrates et pesticides jusqu'en 2001)



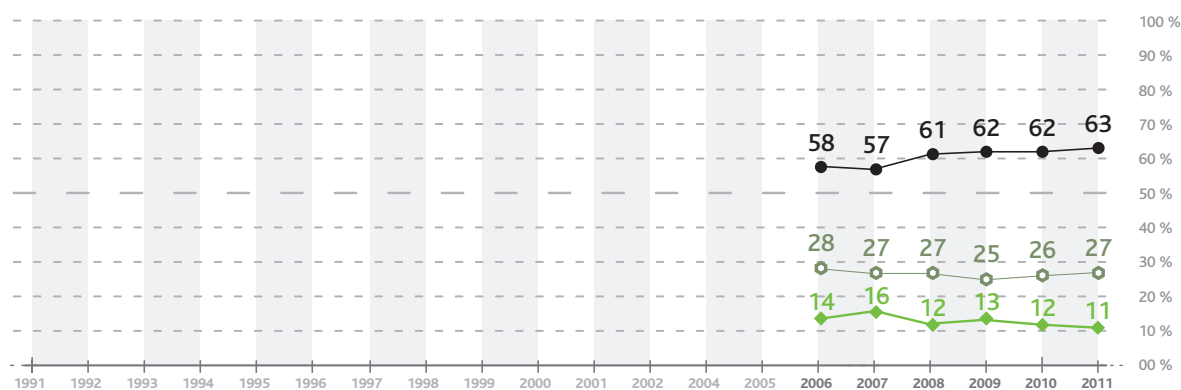
La pollution atmosphérique



La pollution des lacs, des rivières et des mers



La pollution des sols

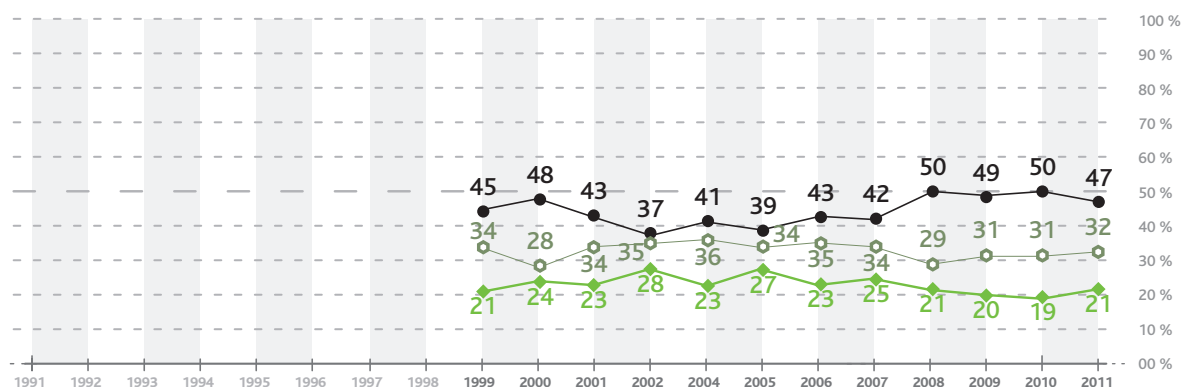


QUESTION N°3 (suite)

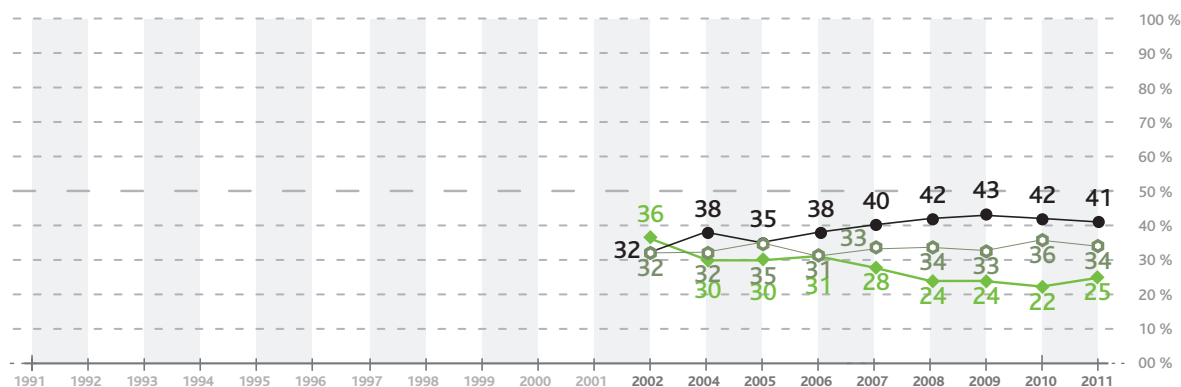
Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2011

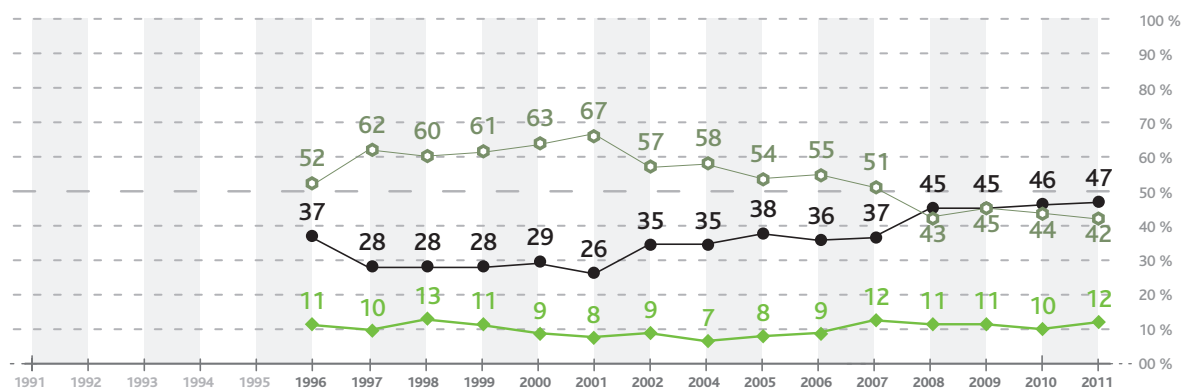
Les produits alimentaires



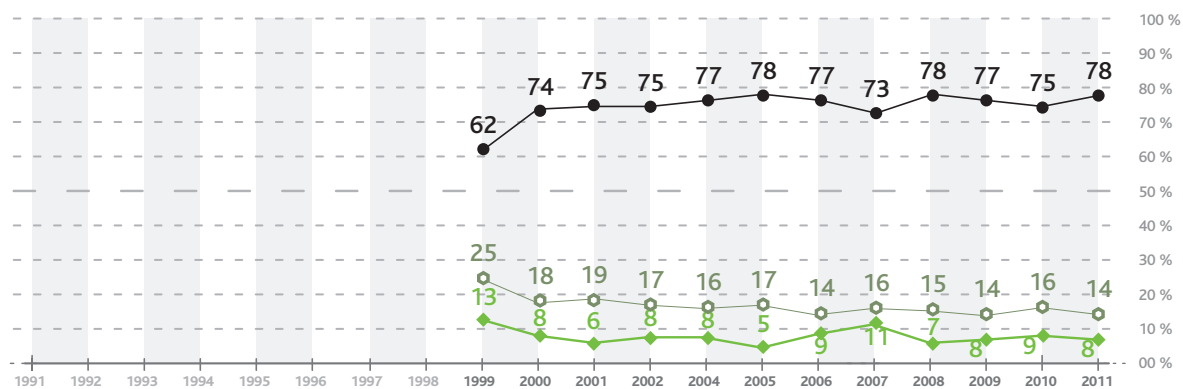
Les radiographies médicales



Le radon dans les habitations



Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl



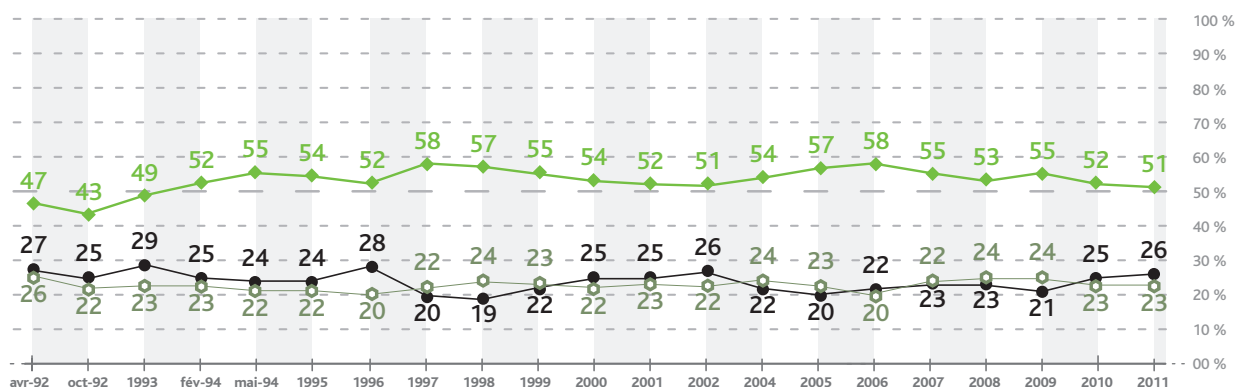
QUESTION

N°3 (suite)

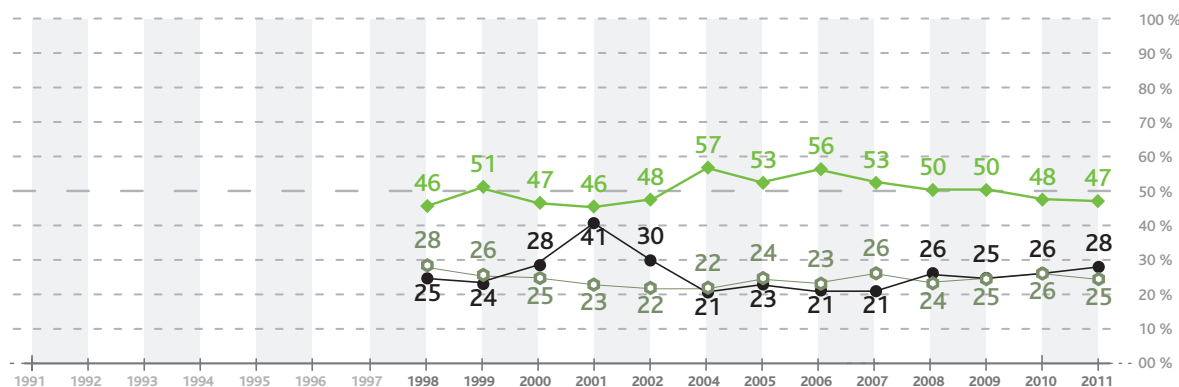
Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2011

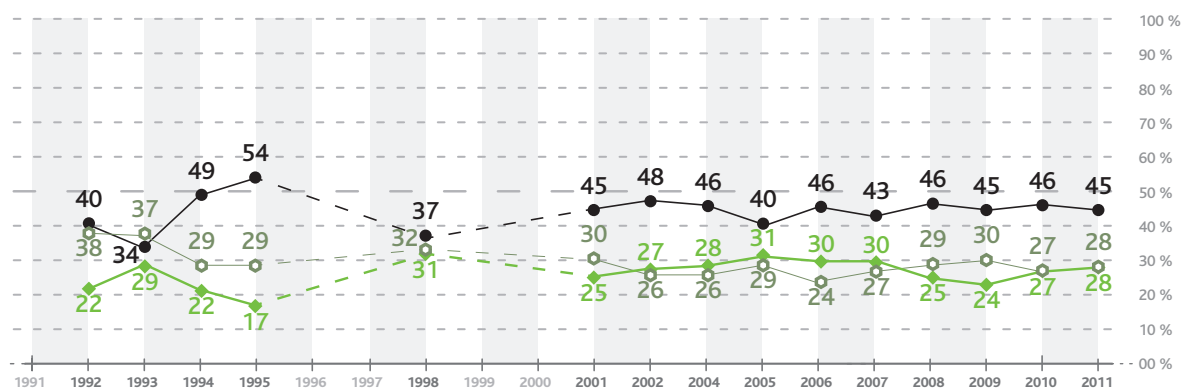
Le sida



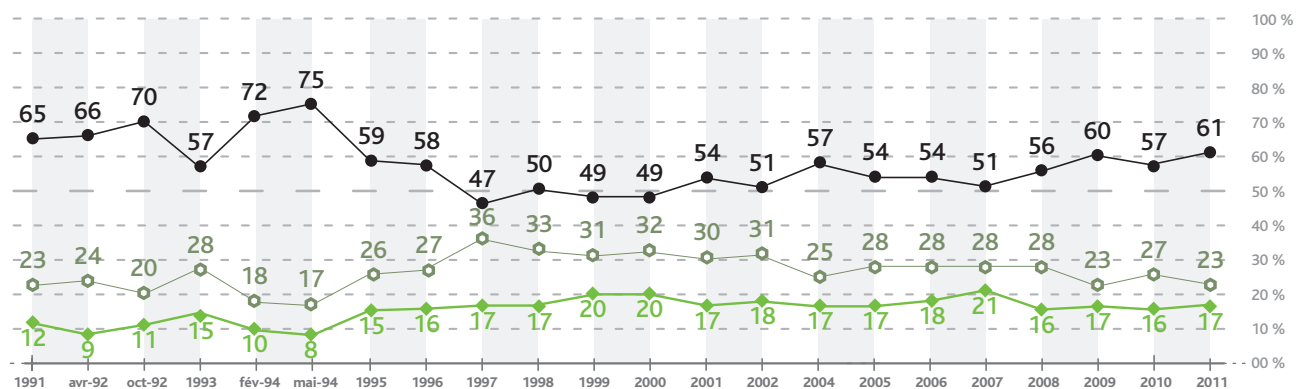
Le tabagisme des jeunes



Le terrorisme



Le transport des matières dangereuses



LA HIÉRARCHIE DES 33 SITUATIONS SELON 3 ASPECTS ET LEUR LIEN AVEC L'ACCEPTABILITÉ DES INSTALLATIONS

—

—

QUESTION
N°4

Accepteriez-vous de vivre près...



Le risque perçu, la confiance accordée aux autorités et la crédibilité des informations diffusées ont des perceptions intimement liées qui contribuent à la formation des opinions sur les risques. Comme tous les ans, nous analysons les 33 situations selon ces 3 facteurs.

Le tableau de la page 112 montre que les scores obtenus par les 33 situations se situent sur des échelles présentant des amplitudes distinctes selon le facteur : de 16 % à 78 % pour le risque perçu, de 11 % à 48 % pour la confiance.

Pour la « vérité dite », les situations peuvent être réparties en deux catégories :

- celle où l’information est jugée crédible, avec des scores de 30 % à 60 %, comme pour les inondations, les accidents domestiques ou les accidents de la route ;
- celle où elle est jugée peu crédible, avec des scores inférieurs à 30 % : de la grippe A aux nanoparticules en passant par les centrales nucléaires.

Cela signifie qu’un même taux de pourcentage n’a pas la même signification selon les trois aspects. Les pourcentages du « *risque perçu* » sont en général plus importants que ceux de la « *confiance* » ou de la « *vérité dite* » et sont plus dispersés.

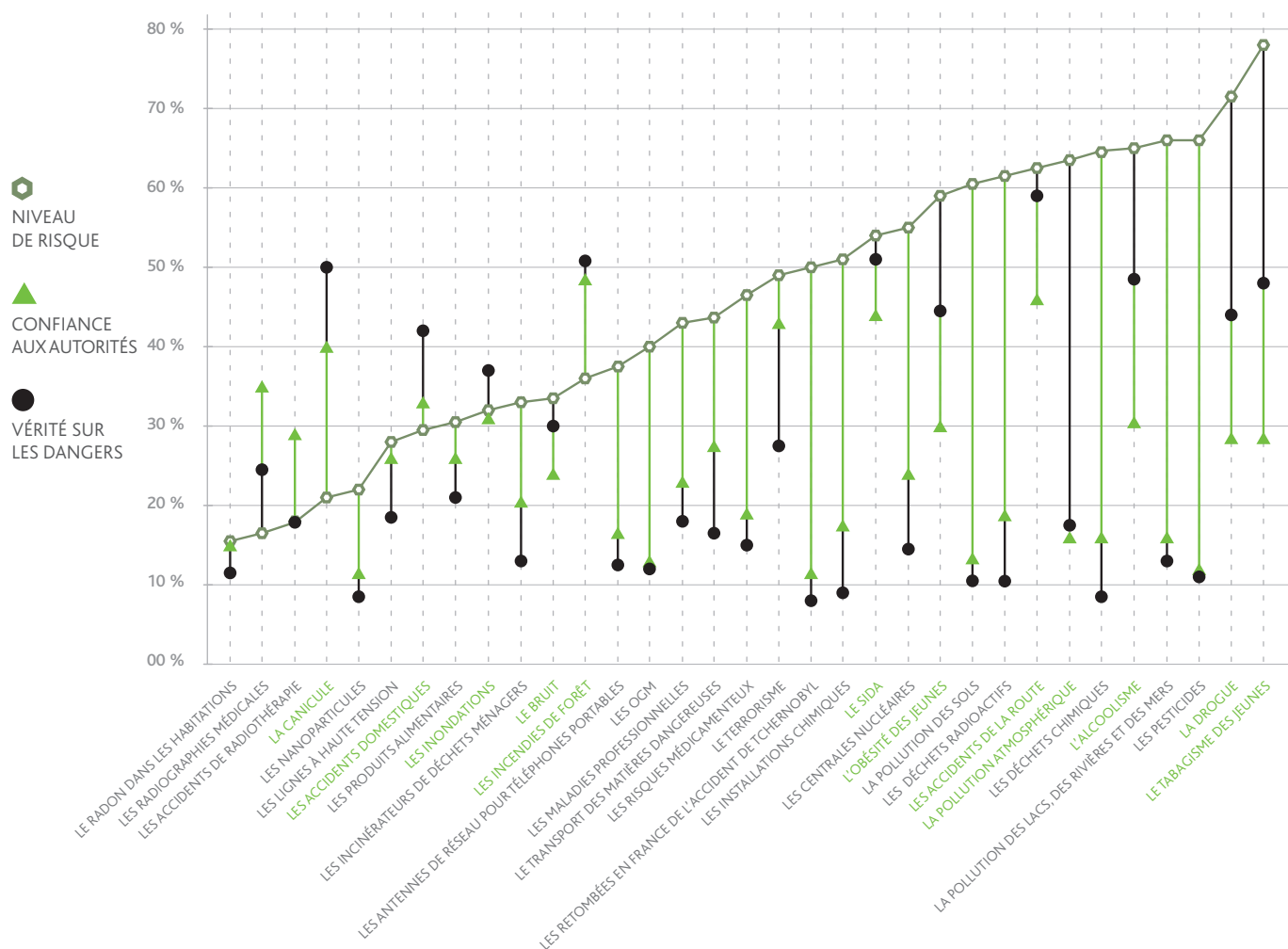
Aussi les graphiques des pages 113 et 115 sont-ils utilisés pour mieux comparer entre elles les 33 situations en intégrant la contribution des 3 aspects tout en veillant à les homogénéiser.

PERCEPTION DES 33 SITUATIONS À RISQUES SELON 3 ASPECTS	NIVEAU DE RISQUE (% de réponses « élevé »)	VÉRITÉ DITE (% de réponses « oui »)	CONFIANCE DANS LES AUTORITÉS (% de réponses « oui »)
% MAXIMUM	77,9	58,8	48,4
% MINIMUM	15,6	7,9	11,4
MOYENNE DES %	45,5	25,0	25,2
ÉCART TYPE	17,6	16,2	10,6

	NIVEAU DE RISQUE (% de réponses « élevé »)	VÉRITÉ DITE (% de réponses « oui »)	CONFIANCE DANS LES AUTORITÉS (% de réponses « oui »)
AUTOUR DE 80 %	1 LE TABAGISME DES JEUNES78		
AUTOUR DE 70 %	2 LA DROGUE72 3 LA POLLUTION DES LACS, DES RIVIÈRES ET DES MERS66 4 LES PESTICIDES66 5 L'ALCOOLISME65 6 LES DÉCHETS CHIMIQUES65		
AUTOUR DE 60 %	7 LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE63 8 LES ACCIDENTS DE LA ROUTE62 9 LES DÉCHETS RADIOACTIFS62 10 LA POLLUTION DES SOLS61 11 L'OBÉSITÉ DES JEUNES59 12 LES CENTRALES NUCLÉAIRES55	1 LES ACCIDENTS DE LA ROUTE59	
AUTOUR DE 50 %	13 LE SIDA54 14 LES INSTALLATIONS CHIMIQUES51 15 LES RETOMBÉES RADIOACTIVES EN FRANCE DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL50 16 LE TERRORISME49 17 LES RISQUES MÉDICAMENTEUX47	2 LE SIDA51 3 LES INCENDIES DE FORÊT51 4 LA CANICULE50 5 L'ALCOOLISME49 6 LE TABAGISME DES JEUNES47	1 LES INCENDIES DE FORÊT48 2 LES ACCIDENTS DE LA ROUTE46
AUTOUR DE 40 %	18 LE TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES44 19 LES MALADIES PROFESSIONNELLES43 20 LES OGM40 21 LES ANTENNES DE RÉSEAU POUR TÉLÉPHONES PORTABLES37 22 LES INCENDIES DE FORÊT36	7 L'OBÉSITÉ DES JEUNES44 8 LA DROGUE44 9 LES ACCIDENTS DOMESTIQUES42 10 LES INONDATIONS37	3 LE SIDA44 4 LE TERRORISME43 5 LA CANICULE40 6 LES RADIOGRAPHIES MÉDICALES35
AUTOUR DE 30 %	23 LE BRUIT34 24 LES INCINÉRATEURS DE DÉCHETS MÉNAGERS33 25 LES INONDATIONS32 26 LES PRODUITS ALIMENTAIRES31 27 LES ACCIDENTS DOMESTIQUES30 28 LES LIGNES À HAUTE TENSION28	11 LE BRUIT30 12 LE TERRORISME28 13 LES RADIOGRAPHIES MÉDICALES25	7 LES ACCIDENTS DOMESTIQUES33 8 LES INONDATIONS31 9 L'ALCOOLISME30 10 L'OBÉSITÉ DES JEUNES30 11 LES ACCIDENTS DE RADIOTHÉRAPIE29 12 LA DROGUE28 13 LE TABAGISME DES JEUNES28 14 LE TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES28 15 LES PRODUITS ALIMENTAIRES26 16 LES LIGNES À HAUTE TENSION26
AUTOUR DE 20 %	29 LES NANOPARTICULES22 30 LA CANICULE21 31 LES ACCIDENTS DE RADIOTHÉRAPIE18 32 LES RADIOGRAPHIES MÉDICALES17 33 LE RADON DANS LES HABITATIONS16	14 LES PRODUITS ALIMENTAIRES21 15 LES LIGNES À HAUTE TENSION19 16 LES MALADIES PROFESSIONNELLES18 17 LES ACCIDENTS DE RADIOTHÉRAPIE18 18 LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE18 19 LE TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES17 20 LES RISQUES MÉDICAMENTEUX15 21 LES CENTRALES NUCLÉAIRES15	17 LE BRUIT24 18 LES CENTRALES NUCLÉAIRES24 19 LES MALADIES PROFESSIONNELLES23 20 LES INCINÉRATEURS DE DÉCHETS MÉNAGERS21 21 LES RISQUES MÉDICAMENTEUX19 22 LES DÉCHETS RADIOACTIFS18 23 LES INSTALLATIONS CHIMIQUES17 24 LES ANTENNES DE RÉSEAU POUR TÉLÉPHONES PORTABLES17 25 LA POLLUTION DES LACS, DES RIVIÈRES ET DES MERS16 26 LES DÉCHETS CHIMIQUES16 27 LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE16 28 LE RADON DANS LES HABITATIONS15
AUTOUR DE 10 %		22 LES INCINÉRATEURS DE DÉCHETS MÉNAGERS13 23 LA POLLUTION DES LACS, DES RIVIÈRES ET DES MERS13 24 LES ANTENNES DE RÉSEAU POUR TÉLÉPHONES PORTABLES13 25 LES OGM12 26 LE RADON DANS LES HABITATIONS12 27 LES PESTICIDES11 28 LES DÉCHETS RADIOACTIFS11 29 LA POLLUTION DES SOLS11 30 LES INSTALLATIONS CHIMIQUES9 31 LES NANOPARTICULES9 32 LES DÉCHETS CHIMIQUES8 33 LES RETOMBÉES RADIOACTIVES EN FRANCE DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL8	29 LES OGM13 30 LA POLLUTION DES SOLS13 31 LES PESTICIDES12 32 LES RETOMBÉES RADIOACTIVES EN FRANCE DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL11 33 LES NANOPARTICULES11

GRAPHIQUE 1

Un premier classement des risques : du risque le plus faible au plus élevé



COMPARAISON DES 33 SITUATIONS À RISQUES SELON LES 3 ASPECTS ÉTUDIÉS

- En vert : les situations ayant un niveau de vérité en pourcentage d'adhésion plus élevé que celui de la confiance
- En gris : celles ayant un niveau de confiance plus élevé que celui de la vérité

Sur le graphique ci-dessus, chacun des 33 risques est représenté par 3 points : le danger, la confiance et la vérité. Les risques sont rangés selon leur perception du moins dangereux au plus dangereux (de 1 à 33). On voit que les scores de confiance et de vérité sont en général inférieurs au score du danger perçu. Ce n'est pas le cas pour les radiographies médicales, les accidents de radiothérapie, la canicule, les accidents domestiques, les inondations et les incendies de forêt.

Comme les autres années, cette comparaison des pourcentages sur les 3 aspects, danger, confiance et vérité, met en évidence deux types de risques.

- Les risques qui peuvent toucher l'intégrité physique de la personne et sur lesquels « on a le sentiment de pouvoir agir soi-même » : tabagisme, drogue, alcoolisme,

accidents de la route, obésité des jeunes, sida, incendies de forêt, bruit, inondations, accidents domestiques, canicule (libellés en vert sur le graphique). Leur point commun est de recueillir des scores de confiance moins élevés que ceux de vérité. C'est aussi le cas, de très peu, pour la pollution atmosphérique.

- Les risques plus collectifs et/ou industriels gérés par des spécialistes : pesticides, pollution de l'eau, déchets chimiques ou radioactifs, pollution des sols, centrales nucléaires, installations chimiques, retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl, terrorisme, etc. (libellés en gris sur le graphique). Qu'ils soient considérés à risques élevés ou faibles, l'aspect « vérité sur les dangers » recueille des pourcentages plus faibles que ceux de la confiance.

Même quand la confiance dans l'action publique est assez faible, l'information peut être jugée crédible et inversement, ce qui montre que ces deux aspects ne sont pas confondus

L'observation de ce graphique permet également de souligner les points suivants.

- Les inondations, les accidents domestiques et la canicule sont perçus comme présentant un risque faible, pour lequel une confiance assez forte est accordée à l'action publique. La vérité sur les dangers qu'ils représentent est considérée comme dite.
- Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl, les pesticides et les nanoparticules constituent les situations recueillant les plus faibles scores de confiance dans l'action publique et de crédibilité accordés à l'information donnée avec des risques perçus comme relativement forts pour les premières et faibles pour les secondes.
- Le terrorisme et le transport des matières dangereuses connaissent le plus grand écart entre leurs scores de confiance et de vérité, avec un score plus faible de vérité.
- Pour la drogue, l'obésité des jeunes, l'alcoolisme ou le tabagisme des jeunes, l'écart est aussi important mais en sens inverse : la vérité est considérée comme dite mais le score de la confiance dans les autorités est plus faible.

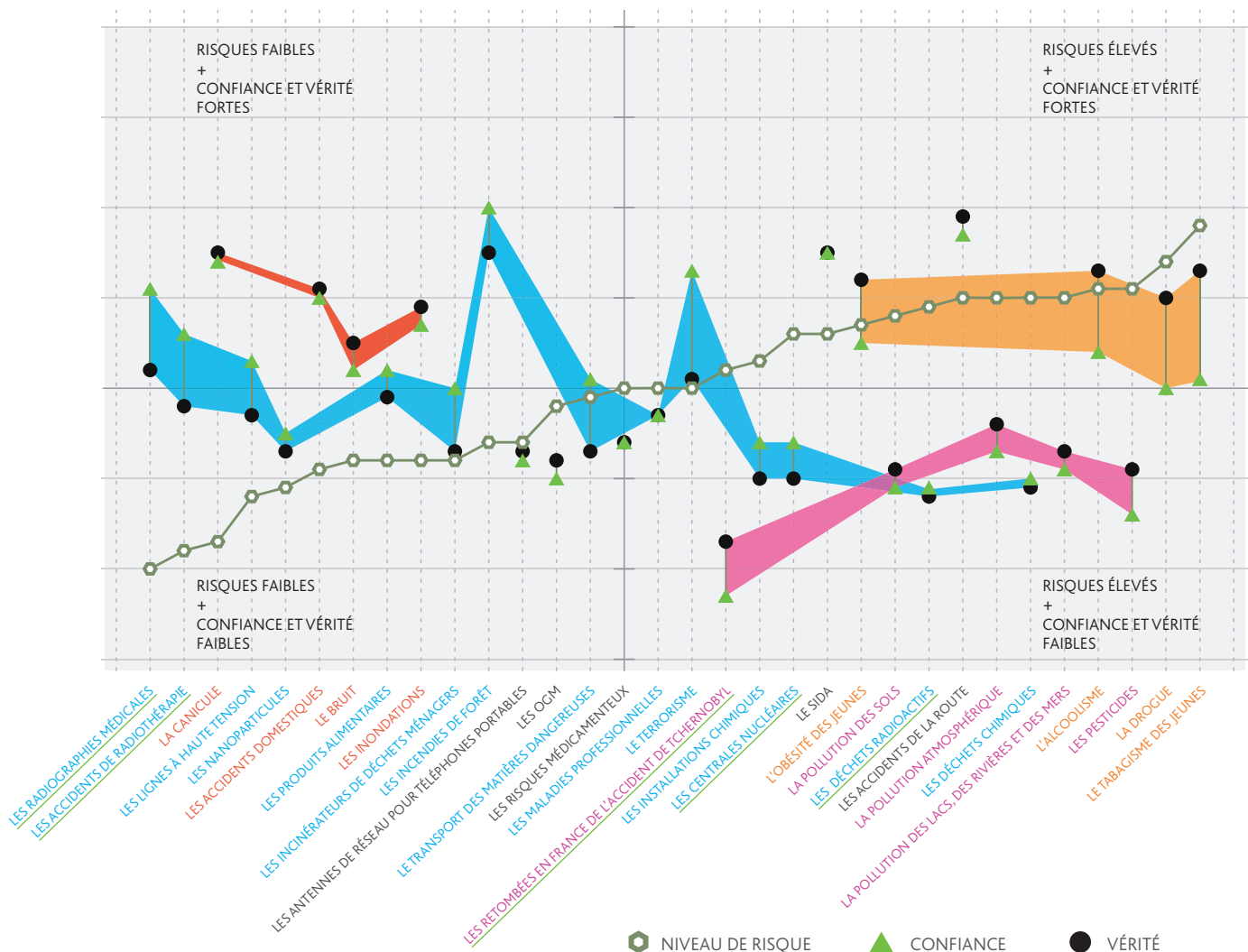
Les risques peuvent être regroupés en familles en fonction de leur perception

Cette analyse montre que la perception des risques par le public suit une logique d'ensemble qui s'appuie sur l'importance perçue du risque mais aussi sur la « confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection » et sur la vérité perçue de l'information donnée sur les dangers. Autrement dit, une image de l'opinion des Français qui ne s'appuierait que sur l'importance perçue des risques serait incomplète car unidimensionnelle. En effet, elle ignorerait des déterminants essentiels, à savoir la confiance dans l'action des autorités et la crédibilité de l'information, et par conséquent perdrait la profondeur d'appréciation qu'apportent ces dimensions.

Le graphique 2 permet une meilleure visualisation des grandes familles de risques selon la perception que les Français en ont. L'analyse conduite pour la première fois sur les résultats 2004 dégageait 4 grandes familles de risques qui ont été confirmées par les analyses *a posteriori* des années 1997-2002 (l'enquête n'a pas eu lieu en 2003) et 2005-2007.

GRAPHIQUE 2

Le graphique permet de juger de la proximité ou de l'éloignement d'une situation par rapport aux autres.



COMPARAISON DES 32 SITUATIONS À RISQUES SELON LES 3 ASPECTS ÉTUDIÉS

(Compte tenu du fort taux de non-réponses sur le radon dans les habitations, cette situation est exclue.)

Lecture du graphique 2

On utilise une technique statistique qui consiste à «centrer» et «réduire», ce qui revient, pour chaque situation, à en soustraire la moyenne obtenue sur l'aspect considéré et à la diviser par son écart type. Ces opérations permettent d'obtenir des données indépendantes de l'échelle choisie ayant une même moyenne et une même dispersion, et donc de faciliter la comparaison des trois aspects. Après avoir effectué ces opérations, si les niveaux de risque, de confiance et de vérité sont grands, leurs moyennes centrées et réduites seront positives et grandes. Les moyennes centrées et réduites se répartissent alors autour du zéro.

Les risques sont rangés comme sur le graphique 1. Les traits verts verticaux mesurent l'écart entre confiance et vérité.

À gauche de l'axe vertical (les radiographies médicales, la canicule, les produits alimentaires, le bruit) figurent les situations considérées à faible risque par la majorité des personnes interrogées. Les scores de confiance et/ou de vérité sont plus élevés que ceux relatifs au niveau de risque perçu. Les OGM et les antennes de réseau pour téléphones portables échappent à cette règle. Perçus comme étant à risque faible, les deux souffrent d'un manque de confiance et de crédibilité d'information. Globalement, lorsque le niveau de risque perçu augmente, la confiance et la vérité diminuent.

À droite de l'axe vertical se trouvent les risques plus élevés. Ils se répartissent en deux groupes séparés par l'axe horizontal :

> en dessous de l'axe horizontal : les maladies professionnelles, les installations chimiques, les déchets radioactifs, les déchets chimiques, les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl, la pollution des sols, les pesticides, la pollution des lacs, des rivières et des mers, la pollution atmosphérique, les centrales nucléaires. Ce sont les situations perçues comme présentant un risque élevé, pour lesquelles la confiance ne peut être accordée et où il existe un faible crédit à l'information sur les dangers représentés ;

> au-dessus de l'axe horizontal : le terrorisme, le sida, l'obésité des jeunes, le tabagisme des jeunes, la drogue, l'alcoolisme, les accidents de la route. Les risques associés sont perçus comme élevés mais la confiance dans les actions menées par les autorités reste élevée et l'information donnée sur les dangers qu'ils représentent est perçue comme satisfaisante. Les accidents de la route et le sida constituent une particularité dans le graphique (scores de confiance et de vérité très proches et assez élevés pour des risques eux-mêmes considérés comme élevés).

4 FAMILLES DE RISQUES, 4 TYPES D'ATTENTE DE LA PART DU PUBLIC

Globalement, des positionnements stables des familles de risques apparaissent sur les graphiques depuis 1997 : les Français discernent, de façon assez fine, les différents types de risques qu'ils perçoivent. **En 2011, les 4 familles de risques se redessinent légèrement.**

Les familles déjà identifiées les années précédentes sont encore identifiables, même si la forme des zones qui apparaissent sur le graphique varie un peu.

Les risques individuels (tabagisme des jeunes, drogue, alcoolisme, accidents de la route, sida, obésité des jeunes)

Ils sont toujours perçus comme relativement élevés. Ils bénéficient d'une information relativement crédible, avec des taux parfois très forts pour le sida et les accidents de la route. Pour cette famille, la confiance envers les pouvoirs publics est plutôt supérieure à la moyenne. Elle se

positionne donc toujours dans le quart supérieur droit du graphique 2. Au sein de cette famille globalement stable, l'ordre des risques peut varier selon les politiques publiques menées.

Les risques relatifs aux pollutions diffuses (pollution de l'air ou de l'eau, pesticides, pollution des sols, retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl)

Ils figurent dans le quart inférieur droit du graphique. Ils sont perçus comme présentant des risques élevés, mais se différencient des précédents par des scores très bas en termes de confiance dans l'action publique et de crédibilité

des informations mises à la disposition du public. La pollution atmosphérique opère un mouvement vers la gauche dû essentiellement à une perception d'un niveau de risque moins aigu.

Les risques technologiques attachés à des sites identifiables (déchets radioactifs ou chimiques, installations chimiques, centrales nucléaires, incinérateurs de déchets ménagers...)

Ils ont un point commun : leur score dans la catégorie de la confiance est toujours supérieur à celui de la vérité. À l'exception du terrorisme, les risques de cette famille souffrent d'un déficit de confiance dans l'information donnée. Ils forment une famille dont les niveaux de risque sont très variés/dispersés, du risque lié aux radiographies médicales (perçu comme le plus faible) à celui lié aux déchets chimiques (perçu en 2011 comme le 6^e plus élevé). Cette année encore on peut distinguer deux sous-familles.

La première se compose de risques « collectifs », tels que ceux liés aux produits alimentaires ou aux accidents de radiothérapie, perçus comme globalement moins dangereux que la moyenne, ce qui étend vers la gauche la position de cette famille sur le graphique.

La seconde sous-famille est constituée par des risques industriels qui vont du transport de matières dangereuses, assez proches du risque perçu moyen, aux installations chimiques, centrales nucléaires, déchets chimiques et déchets radioactifs, perçus comme présentant des risques nettement plus sérieux que la moyenne, ce qui étend vers la droite la position de cette famille sur le graphique.

À noter : les risques médicamenteux rejoignent cette famille. Par ailleurs, les centrales nucléaires qui, avec un taux de confiance dans l'action des autorités supérieur à la moyenne, constituaient depuis 2004 une exception relative, se situaient vers le centre mais plutôt à gauche de l'axe vertical du graphique et se déplacent depuis 2008 vers la droite dans le graphique, signe d'un risque perçu comme plus élevé.

Les risques collectifs non industriels (bruit, inondations, accidents domestiques, canicule)

Ils se situent en général dans le quart supérieur gauche (risques perçus comme faibles, confiance et vérité au-dessus de la moyenne). Ces risques sont réputés plutôt faibles, bénéficiant d'une bonne information et avec un niveau de confiance dans l'action conduite au-dessus de la

moyenne mais avec des scores plus faibles que ceux relatifs à la vérité dite. Les accidents domestiques et les inondations se déplacent vers la gauche du graphique, suite à une baisse du risque perçu.

QUESTION N°4

Accepteriez-vous de vivre près...

Comme l'an passé, les personnes interrogées acceptent plus de vivre près d'un parc éolien (47 %), que dans l'environnement d'une antenne de réseau pour téléphones portables (36 %).

Seulement 16 % des personnes interrogées se disent prêtes à vivre près d'une centrale nucléaire et 84 % s'y refusent. Ce score fait partie des plus mauvais enregistrés depuis 1990 pour les centrales nucléaires.

La proximité d'une centrale nucléaire reste néanmoins plus tolérable que celle d'un incinérateur de déchets ménagers (11 %), d'une installation chimique (8 %) et surtout que d'un site de stockage de déchets radioactifs ou chimiques (3 %).

Plus une installation est jugée dangereuse, moins les Français acceptent de vivre à proximité

C'est vrai pour tous les endroits cités sauf pour les incinérateurs de déchets ménagers et les lignes à haute tension, auprès desquelles on refuse de vivre malgré leur faible pourcentage de risque perçu.

Moins on accorde sa confiance aux autorités, moins les Français acceptent de vivre à proximité de l'installation

Là encore une seule exception à la règle : le risque lié aux antennes de réseau pour téléphones portables. Ce sont près d'elles que les personnes interrogées acceptent le plus de vivre, et pourtant la confiance dans l'action des autorités face aux risques potentiels présentés est faible.

Quant à la crédibilité des informations sur les dangers, il semble que ce critère ne soit pas un paramètre déterminant l'acceptation de vivre à proximité.

en %	ACCEPTÉ DE VIVRE PRÈS...	RISQUE		CONFIANCE		VÉRITÉ	
		«FAIBLE»	«ÉLEVÉ»	OUI	NON	OUI	NON
D'une antenne de réseau pour téléphones portables	36	27	37	17	52	13	59
De lignes à haute tension	25	35	28	26	38	19	53
D'une centrale nucléaire	16	18	55	24	49	15	64
D'une zone inondable	12	30	32	31	33	37	29
D'un incinérateur de déchets ménagers	11	27	33	21	39	13	59
D'une installation chimique importante	8	15	51	17	47	9	67
D'un site de stockage de déchets radioactifs	5	13	62	18	55	11	69
D'un site de stockage de déchets chimiques	3	11	65	16	53	8	68

OCTOBRE 2011

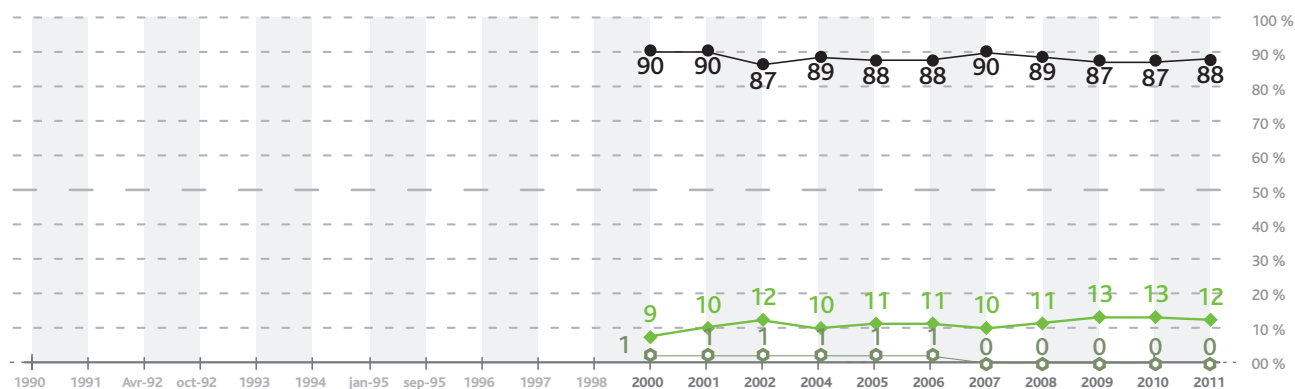


■ OUI
 ■ NON
 ■ PAS DE RÉPONSE

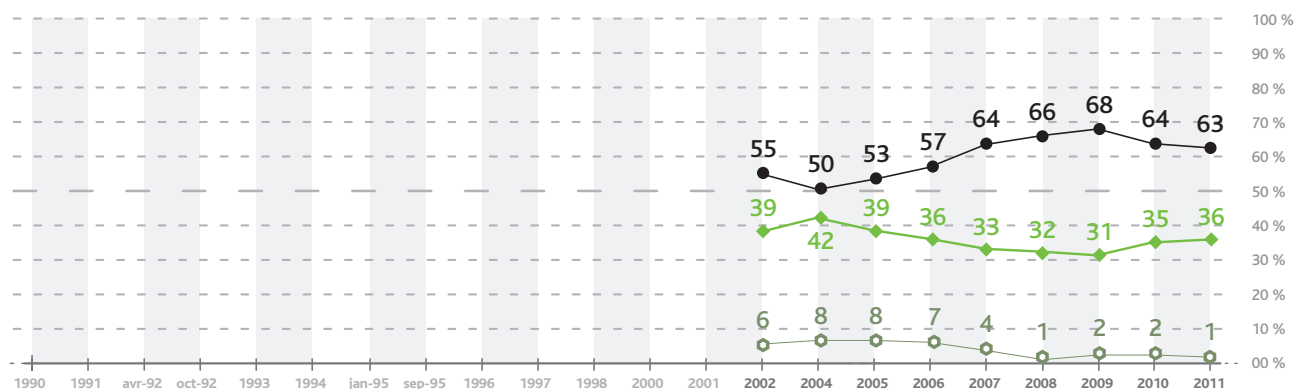
en %

ÉVOLUTIONS 1990 à 2011

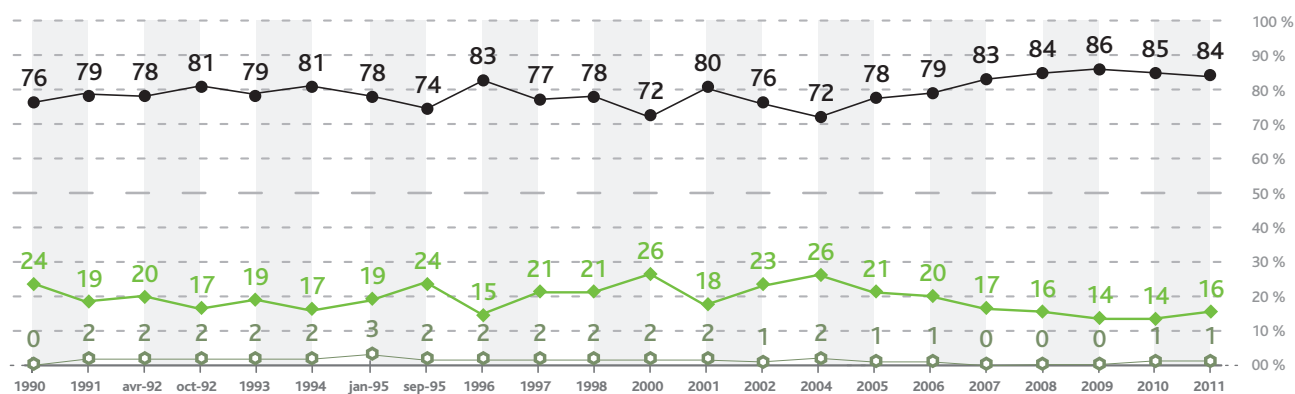
D'un aéroport



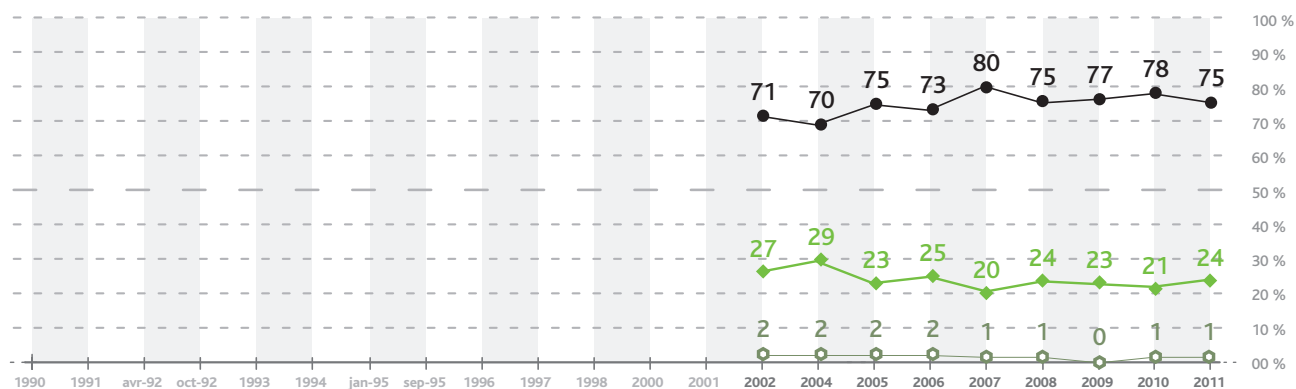
D'une antenne de réseau pour téléphones portables



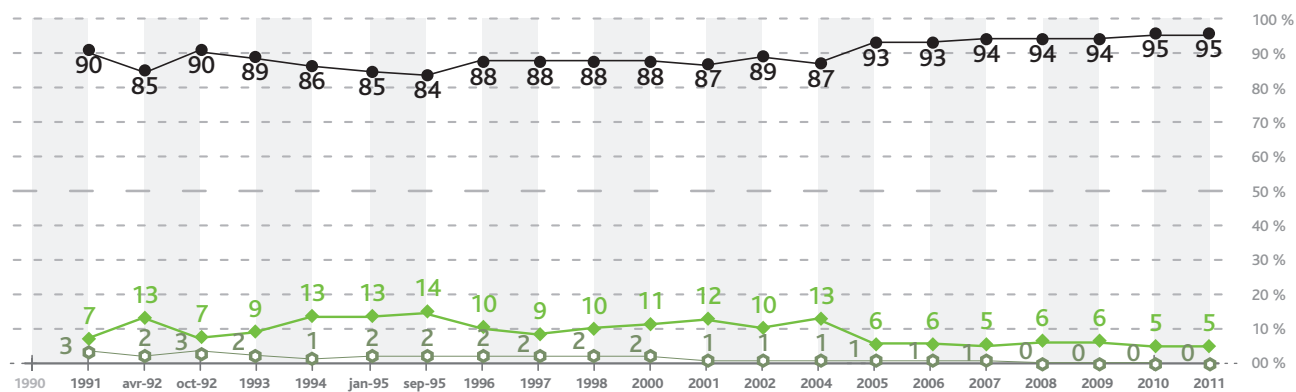
D'une centrale nucléaire



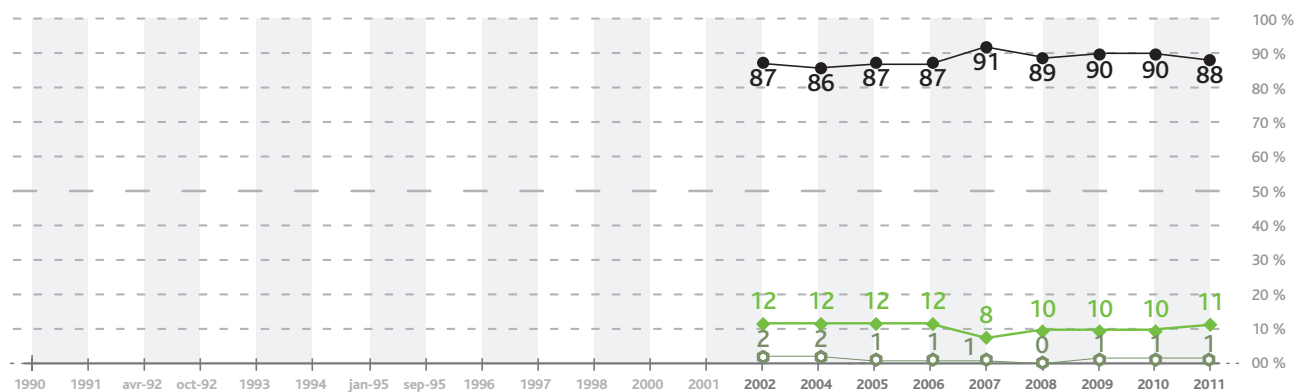
D'un centre de recherche nucléaire



D'une décharge d'ordures ménagères



D'un incinérateur de déchets ménagers



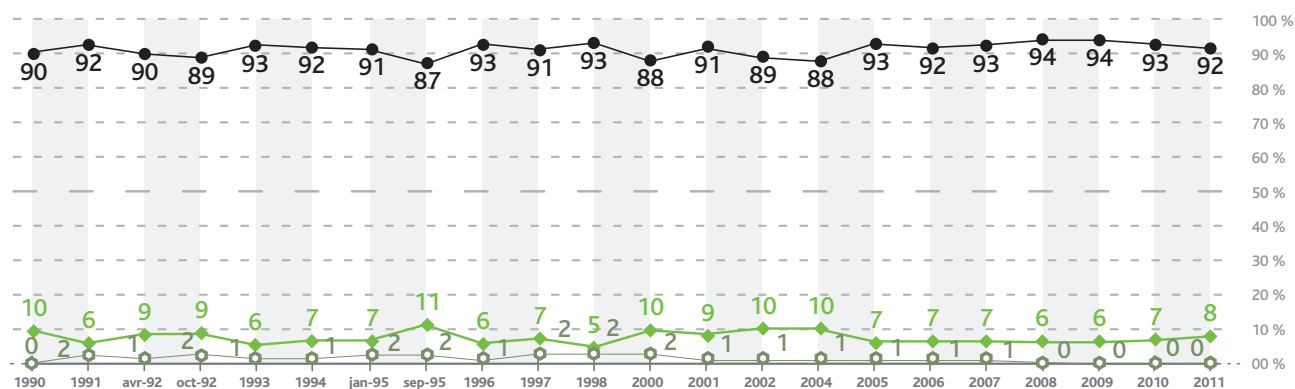
QUESTION

N°4 (suite)

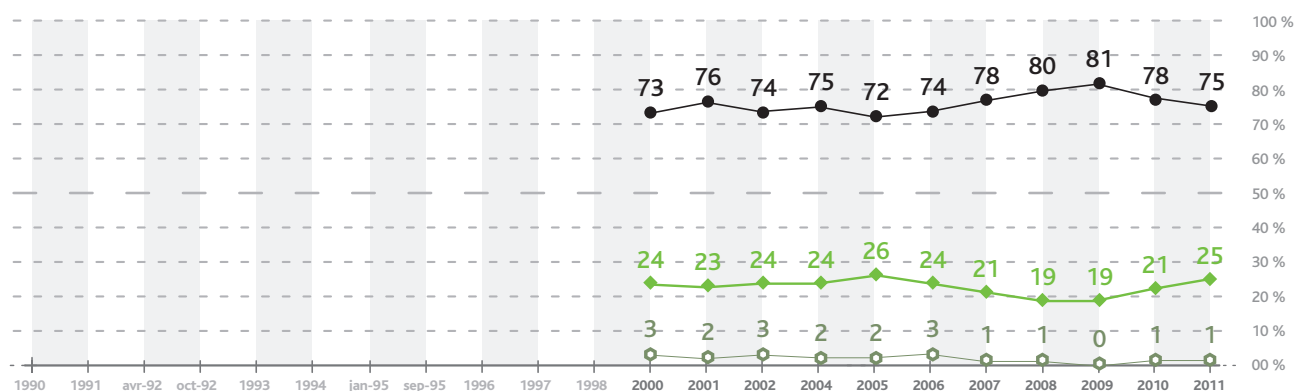
Accepteriez-vous de vivre près...

ÉVOLUTIONS 1990 à 2011

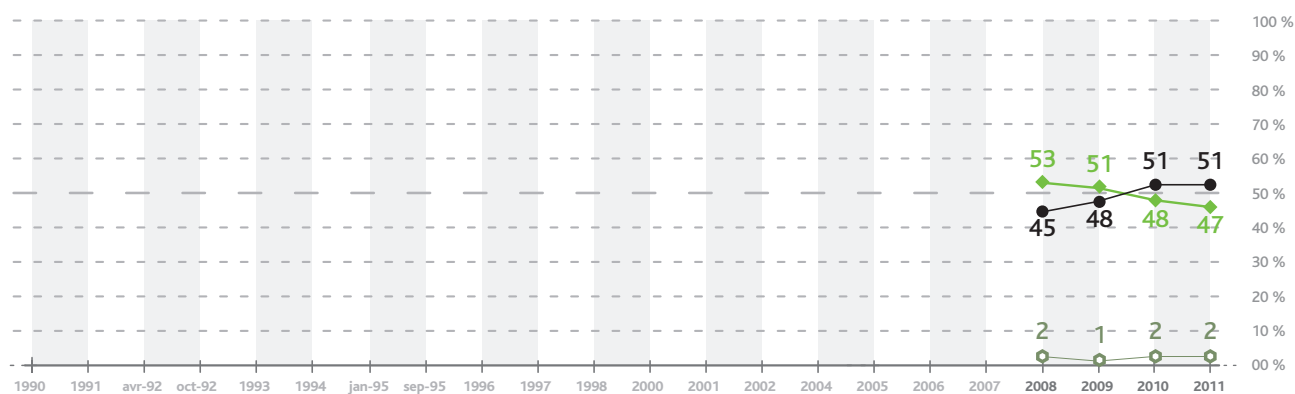
D'une installation chimique importante



De lignes à haute tension

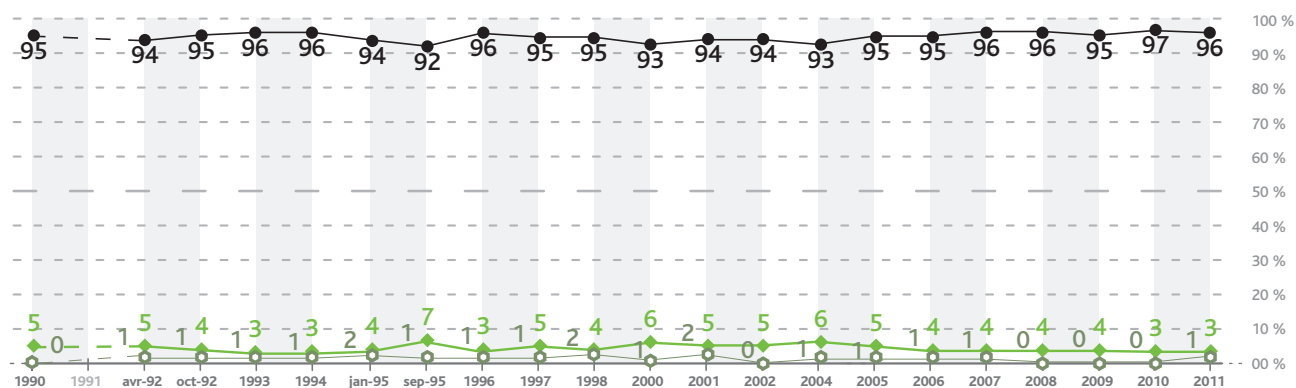


D'un parc éolien

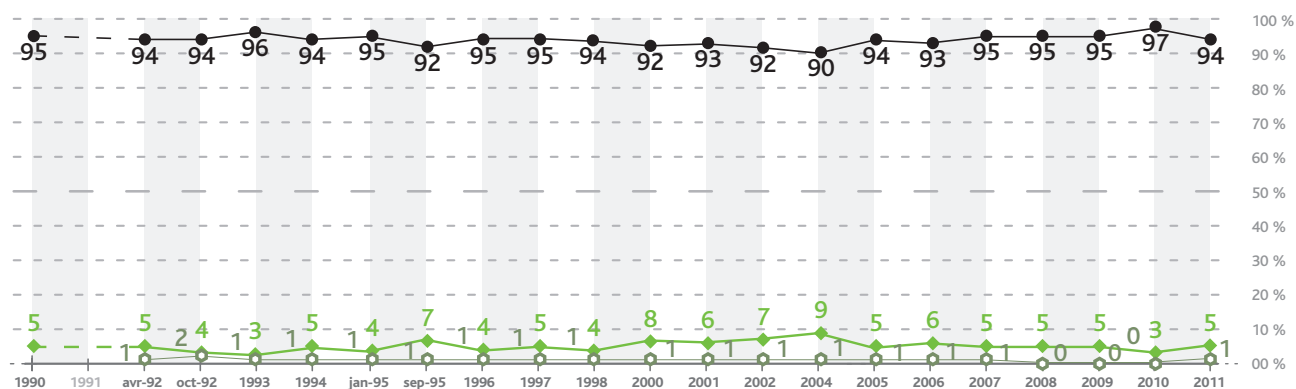


◆ OUI ● NON ◻ PAS DE RÉPONSE

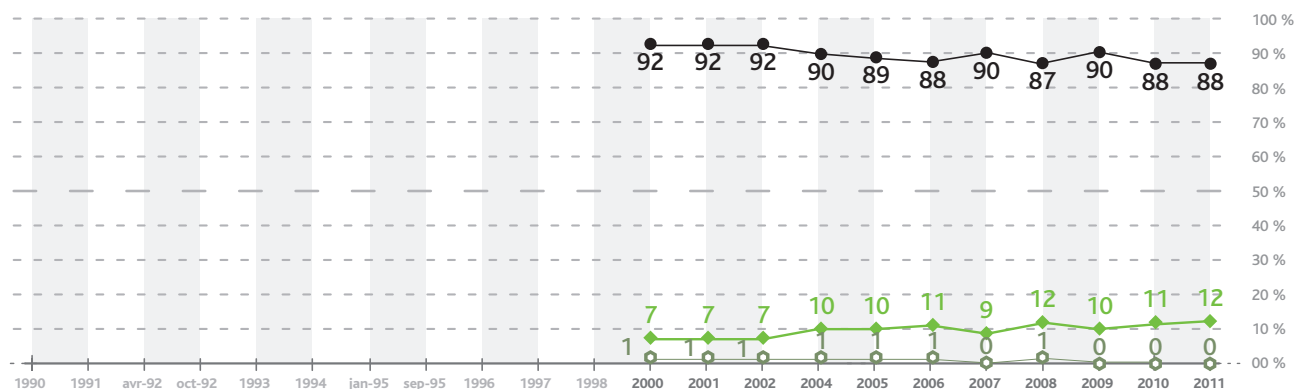
D'un site de stockage de déchets chimiques



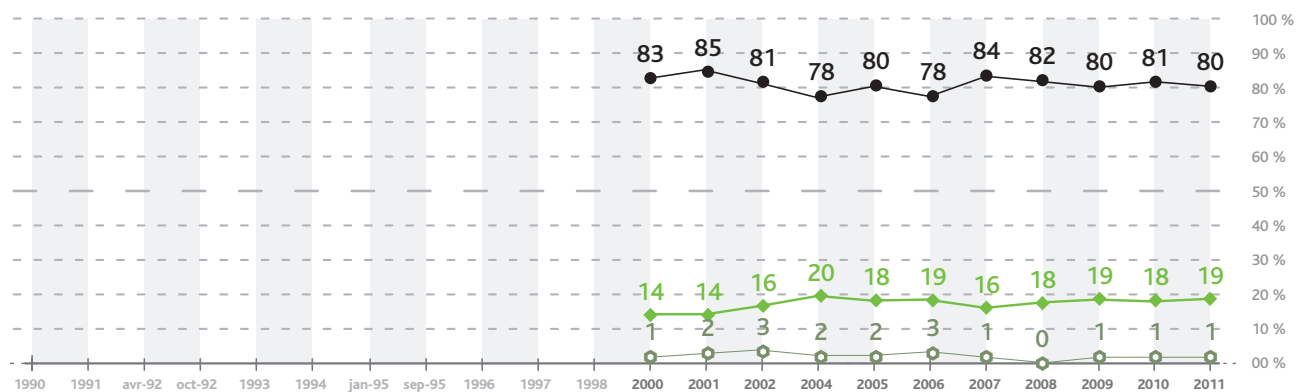
D'un site de stockage de déchets radioactifs



D'une zone inondable



D'une zone sismique



ZOOM SUR LE NUCLÉAIRE

—

PARTIE 4

DOMAINE

4.1 — LE RISQUE NUCLÉAIRE

126 - 143

4.2 — LA COMPÉTENCE ET LA CRÉDIBILITÉ DES INTERVENANTS DU NUCLÉAIRE

144 - 161

LE RISQUE NUCLÉAIRE

QUESTION N°1

Parmi les diverses activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ?

QUESTION N°2

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort pour le nucléaire ?

QUESTION N°3

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort contre le nucléaire ?

QUESTION N°4

En 2006, une loi a décidé de créer un stockage pour régler le problème du stockage des déchets radioactifs, quelle position vous semble la plus raisonnable ?

QUESTION N°5

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives aux installations nucléaires. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

QUESTION N°6

Je vais vous citer différentes mesures relatives au renforcement de la sûreté des sites nucléaires. Pour chacune des mesures suivantes, vous me direz si vous la jugez prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire pour renforcer la sûreté des sites nucléaires.

QUESTION N°7

Habitez-vous à moins de 20 km...
— d'une centrale nucléaire ?
— d'une autre installation nucléaire ?
— d'une installation chimique importante ?

Quel impact de l'accident de Fukushima sur la perception des risques nucléaires ? Quels types de débats l'accident va-t-il activer ou réactiver ? Les craintes suscitées par l'accident sont-elles nouvelles ? Centrales nucléaires, déchets radioactifs, retombées en France de l'accident de Tchernobyl : toutes ces situations connaissent-elles de brusques évolutions, conjointes ou distinctes, en ce qui concerne la confiance, la crédibilité des informations ? Les questions sont nombreuses et l'analyse des résultats des chapitres précédents, à la lumière des résultats antérieurs, apportent un début de réponse : pour la première fois, l'image des centrales nucléaires est fortement fragilisée.

Depuis de nombreuses années, les réponses relatives aux déchets radioactifs et aux déchets chimiques sont proches, et éloignées de celles relatives aux centrales nucléaires : les déchets sont globalement perçus comme présentant plus de risques que les installations. Le risque lié aux centrales nucléaires, comme d'autres activités industrielles, occupe une place intermédiaire parmi les risques perçus ; ceux des retombées en France de l'accident de Tchernobyl se situent dans le même groupe.

Cette hiérarchie qui apparaît au sein de ces risques technologiques vis-à-vis du niveau de risque perçu est corroborée par les réponses à une autre question posée lors de l'enquête. Lorsque l'on demande aux personnes interrogées si elles seraient prêtes à habiter à proximité d'un site perçu comme dangereux, la majorité refuserait. Celles qui accepteraient sont plus nombreuses quand il s'agit de la proximité d'une centrale nucléaire ou d'une installation chimique que de celle de sites de déchets radioactifs ou chimiques. L'ordre est donc le même que pour les risques perçus.

Si l'on prend comme critère de classement la crainte du risque d'accident grave, qui traduit en quelque sorte un potentiel de danger maximal, on n'aboutit plus à la même hiérarchie entre les différentes situations à risques. À la question posée depuis 2002 sur les activités industrielles ou technologiques risquant de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France, les centrales nucléaires sont la plupart du temps citées en premier, juste devant un site de stockage de déchets radioactifs et les installations chimiques.

Un autre aspect de la perception des risques nucléaires est la méfiance de la majorité des personnes interrogées vis-à-vis des actions des pouvoirs publics pour protéger ou prévenir les risques. On peut observer, là aussi, des différences selon les risques nucléaires ou radiologiques considérés. Ainsi, depuis 1999, c'est la confiance dans les actions menées par les autorités

pour les retombées en France de l'accident de Tchernobyl qui est souvent la plus faible. Les déchets radioactifs ne sont guère mieux perçus sur ce plan. À l'opposé, elle est la plus élevée à propos des radiographies médicales. Suivent certains domaines de l'action publique, qui jouissent d'indices de confiance relativement bons, dont les centrales nucléaires et les accidents de radiothérapie, qui obtiennent aussi des indices meilleurs que ceux observés pour les installations chimiques ou le tabagisme des jeunes. On observe globalement la même hiérarchie en ce qui concerne l'information sur le nucléaire.

En résumé, en distinguant plus finement les activités relevant du vocable « nucléaire », on observe une différenciation de perception des risques, ces activités ne sont donc pas perçues comme un tout : les centrales ont jusqu'en 2010 une image assez banalisée par rapport aux autres risques industriels (installations chimiques, transport des matières dangereuses). Elles n'ont jamais connu les mauvaises perceptions sur les déchets radioactifs ou des retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl.

Toutefois la problématique du risque d'accident tient une place particulière dans la perception des risques des centrales nucléaires. Toute occurrence réactive les craintes d'un accident majeur dans une centrale nucléaire et conduit à fragiliser la confiance du public. L'accident de Tchernobyl en est l'illustration avec le fort discrédit qu'il a jeté sur toute la filière nucléaire, sans toutefois remettre en cause durablement la confiance dans la sûreté des centrales nucléaires françaises. En 2008, les incidents sur le site du Tricastin, qui ne se sont pas produits sur une centrale, ont aussi provoqué une baisse de confiance dans la sûreté et une montée des préoccupations sur la santé, fragilisant ainsi l'image de fiabilité et de sécurité des centrales nucléaires sans toutefois ouvrir de débat sur le risque des centrales. Hormis ces deux sauts, les centrales nucléaires, au cours de ces années, n'enregistrent pas d'évolutions, qu'elles soient brutales ou lentes.

Après Fukushima, qu'en est-il de ces constats ?

Pour la première fois, tous les indices liés aux centrales nucléaires varient, pour atteindre parfois leur record historique. Les Français n'ont jamais été aussi nombreux à juger le risque des centrales nucléaires comme élevé (55 % cette année) et aussi peu à accorder leur confiance aux autorités (24 %). Seul échappe à cette dégradation l'indice de confiance sur la crédibilité des informations diffusées ; ils sont aussi nombreux que l'an passé à penser que la vérité est dite sur les dangers des centrales nucléaires. Quant à la différenciation de perception entre la nature des risques liés à la radioactivité, les déchets radioactifs et les retombées radioactives en France de l'accident nucléaire de Tchernobyl ne sont pas touchés par l'augmentation du risque perçu, mais la perte de confiance dans les actions des autorités les atteint également.

Les centrales nucléaires subissent donc de plein fouet l'impact de l'accident de Fukushima, dégradant ainsi leur image de fiabilité :

- 1 — dans la hiérarchie des catastrophes, elles conservent leur première place, avec un écart accru par rapport aux déchets radioactifs et aux installations chimiques dont elles étaient proches auparavant ;
- 2 — la sûreté nucléaire n'a jamais été aussi peu citée comme argument en faveur du nucléaire : 12 % cette année contre 21 % en 2002 ;
- 3 — les Français restent plus nombreux à penser (37 % cette année contre 33 % pensant le contraire) que toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises, mais de peu alors que l'écart était de 14 points l'an dernier (40 % d'accord contre 26 %) ;
- 4 — c'est sans surprise que « l'accident de Tchernobyl et de Fukushima » est l'argument majeur contre le nucléaire pour 42 % des personnes interrogées, mais il est cette année cité loin devant le manque de transparence (20 %) et les déchets (19 % en 2011 contre 30 % l'an passé) ;
- 5 — déjà l'an passé, avant l'accident de Fukushima, les Français traduisaient leur crainte en répondant majoritairement aux items suivants « *La radioactivité des centrales nucléaires provoquera des cancers* » (71 % d'accord) et « *Les sites nucléaires peuvent provoquer une contamination des nappes phréatiques* » (67 %). Les deux enregistrent des hausses respectives de 10 et 8 points par rapport à 2010, ce qui constitue leur plus haut score ;

- 6 — 93 % sont d'accord pour dire que « *si, malgré toutes les précautions, un accident survenait dans une centrale nucléaire, il pourrait avoir des conséquences très graves* ».

Seul élément de stabilité, les Français ne font pas évoluer leur opinion sur l'impact sanitaire des installations nucléaires : « *Autour des installations nucléaires, les habitants sont en aussi bonne santé qu'ailleurs* » (48 % en désaccord, stable sur deux ans) et « *Autour des installations nucléaires les produits agricoles sont aussi bons qu'ailleurs* » (18 % d'adhésion, stable sur deux ans).

Dans ce contexte, 90 % sont d'accord avec la proposition « *Les responsables de sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même ceux jugés très improbables* » et les 6 mesures proposées pour renforcer la sûreté des sites nucléaires sont très bien accueillies. Plus de 80 % les jugent « *prioritaires* » ou « *importantes mais pas prioritaires* ». Quatre d'entre elles remportent plus de 95 % de réponses :

- multiplier les inspections dans les installations nucléaires par les services de contrôle ;
- améliorer la sûreté des installations en prenant davantage en compte le facteur humain et l'organisation du travail ;
- développer la recherche pour améliorer la sûreté des réacteurs nucléaires existants ;
- améliorer la capacité de la France à gérer une éventuelle crise nucléaire.

Les deux autres en emportent légèrement moins, avec un score respectivement autour de 90 % et 80 % :

- renforcer les moyens favorisant la vigilance et la participation citoyenne ;
- développer la recherche pour mettre au point une nouvelle génération de réacteurs nucléaires.

Au-delà de cet impact très marqué de l'accident de Fukushima qui réactive le débat sur le risque d'accident dans les centrales nucléaires, d'autres évolutions peuvent être notées :

- l'argument d'absence d'émission de gaz carbonique pour défendre la filière, après avoir progressé dans l'opinion jusqu'en 2009 avec 28 % de citations, continue cette année à diminuer avec 17 %, après une chute brutale à 21 % l'an passé ;
- les aspects économiques s'invitent au débat : la baisse de points sur l'argument « énergie verte » bénéficie à l'indépendance énergétique, qui reste dans l'opinion l'argument le plus favorable au nucléaire et au coût du kilowattheure.

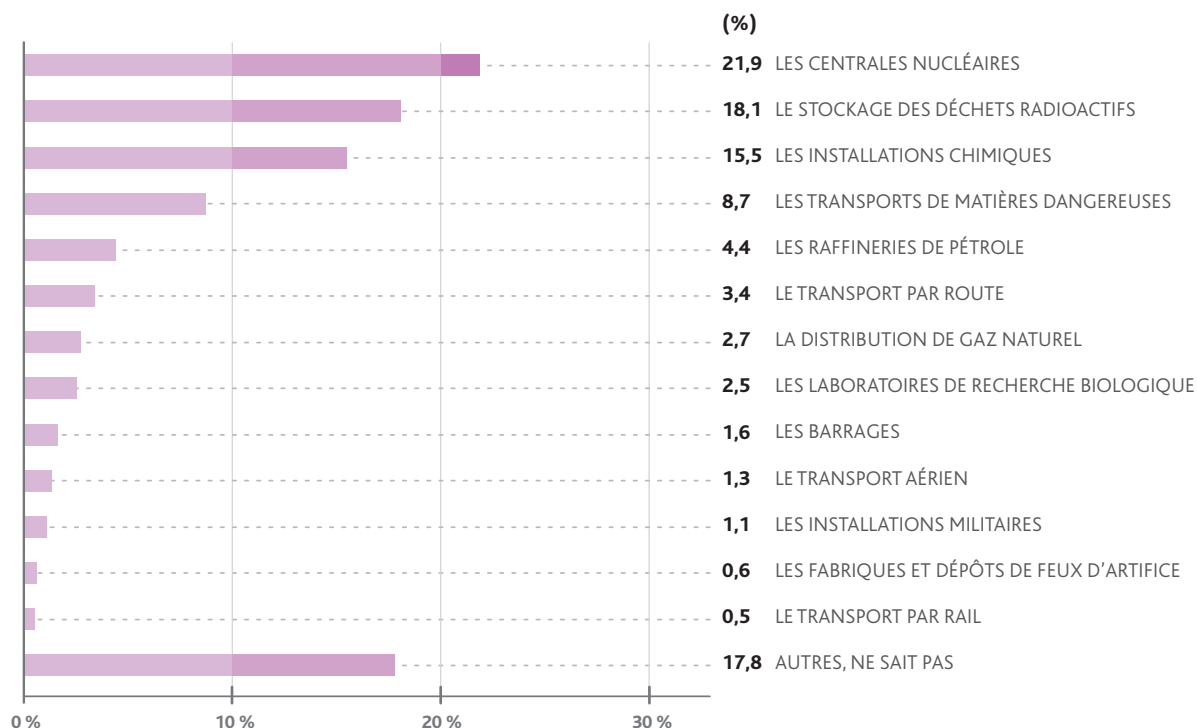
Ces évolutions sont cohérentes avec le déplacement des inquiétudes sur des sujets économiques et sociaux dû à la crise et/ou à l'érosion de l'enjeu environnemental constatés dans la première partie du Baromètre.

QUESTION N°1

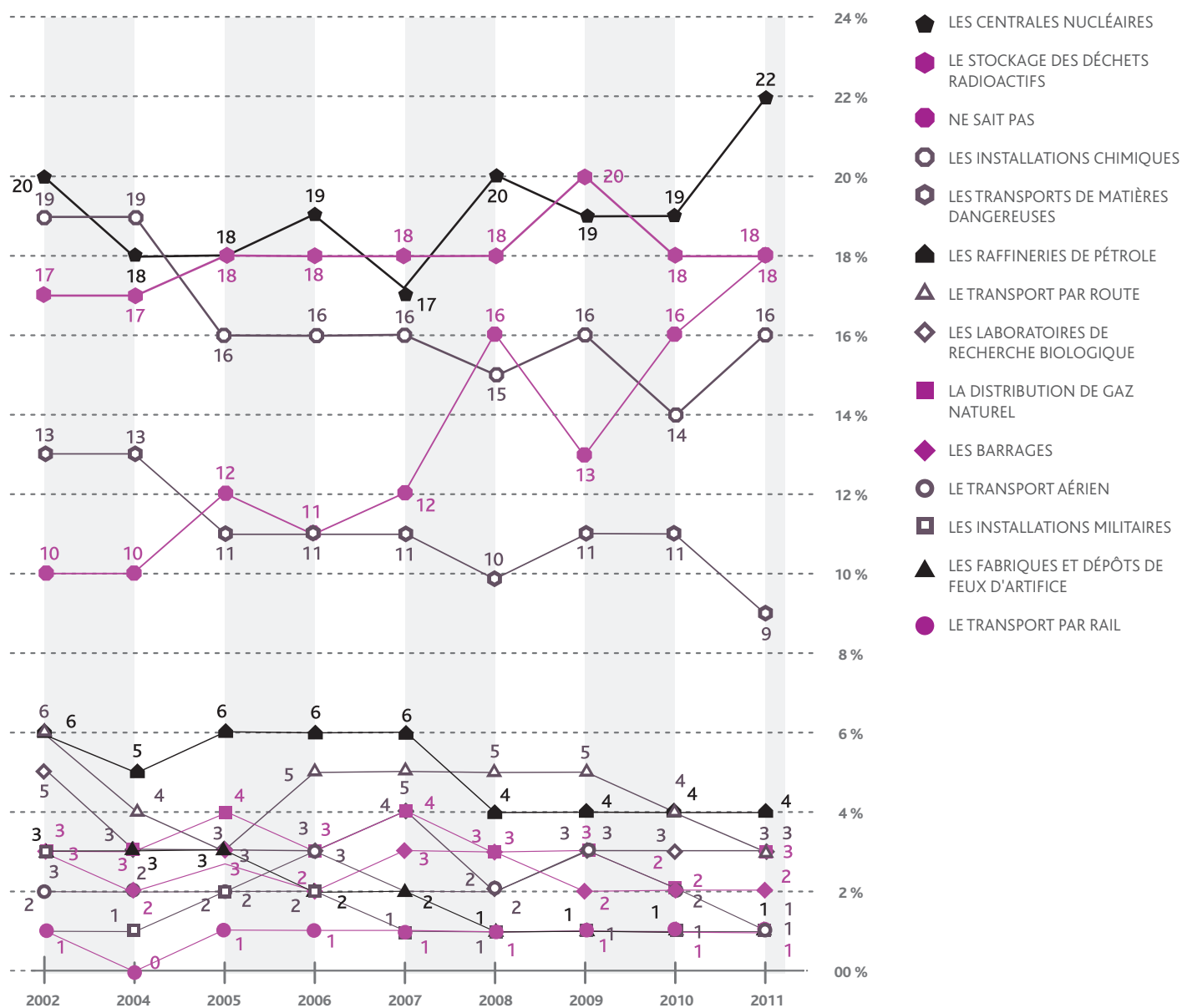
Parmi les diverses activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ?
(3 réponses possibles)

OCTOBRE 2011

Pour chaque item, le pourcentage correspond au nombre de réponses exprimées pour cet item par rapport au nombre total des réponses exprimées (soit 3 039 réponses).



ÉVOLUTIONS 2002 À 2011

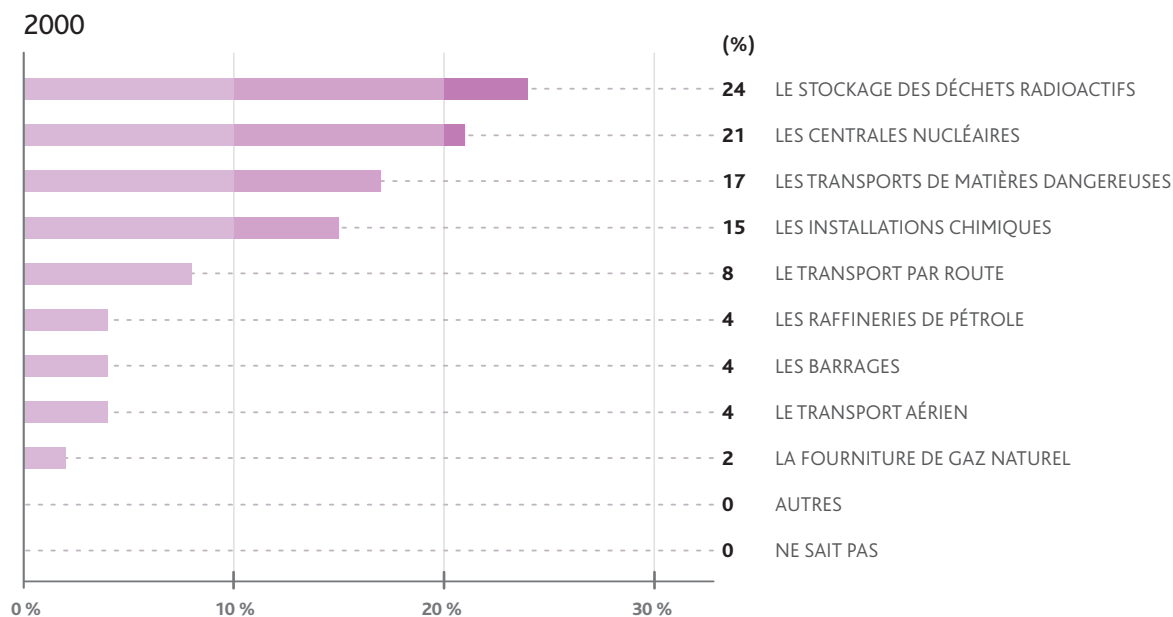


QUESTION N°1 (suite)

Parmi les diverses activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ?
(3 réponses possibles)

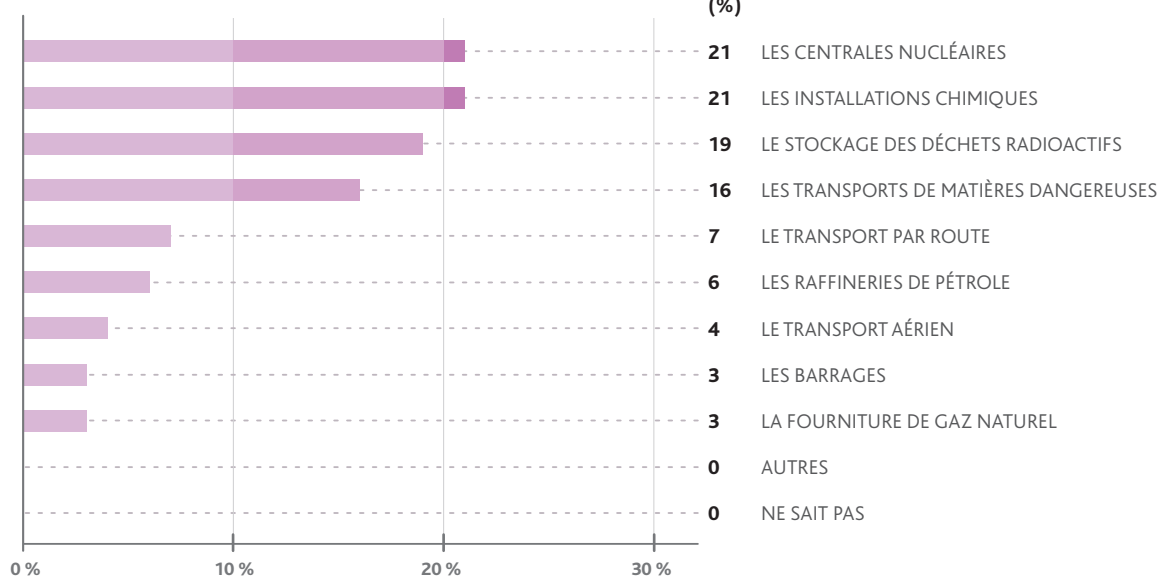
ÉVOLUTIONS 2000 À 2001

Pour chaque item, le pourcentage correspond au nombre de réponses exprimées pour cet item par rapport au nombre total des réponses exprimées.



2001

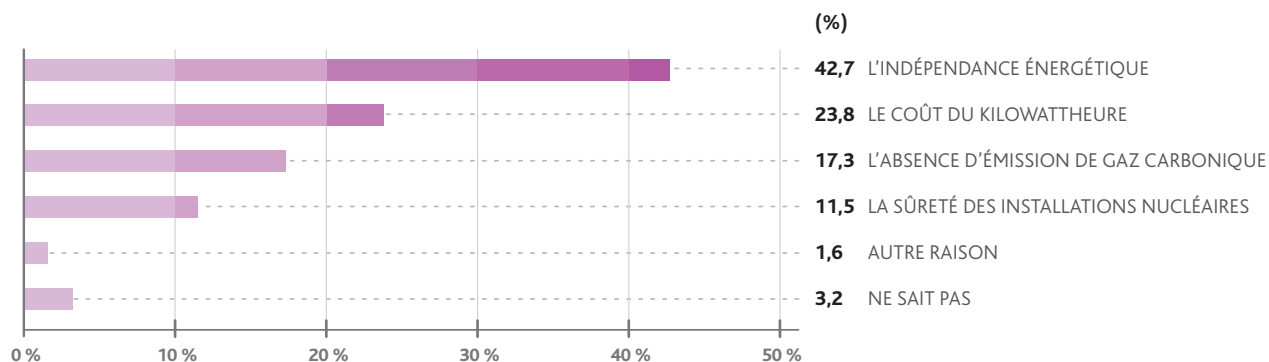
(%)



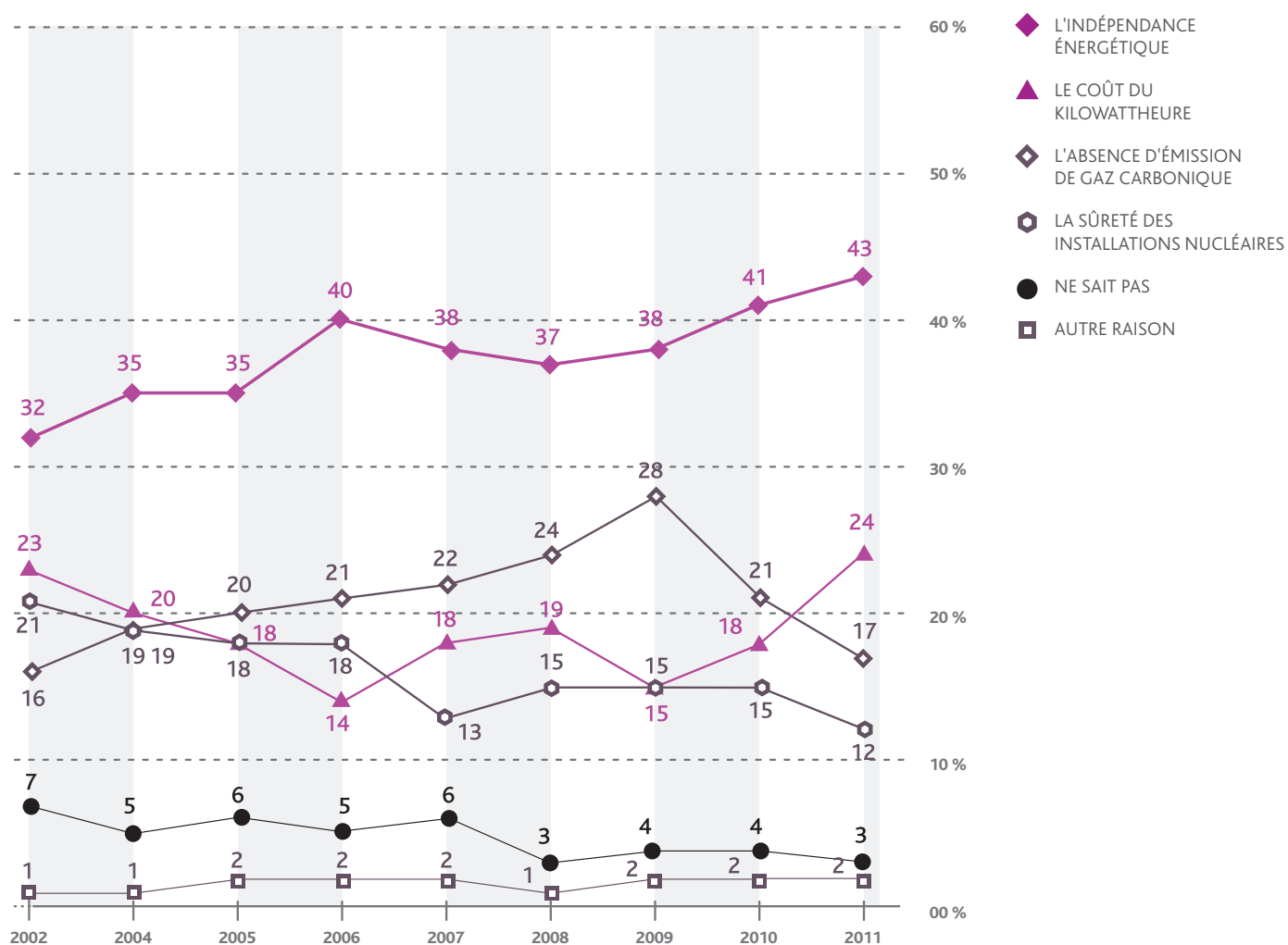
QUESTION N°2

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort pour le nucléaire ?

OCTOBRE 2011

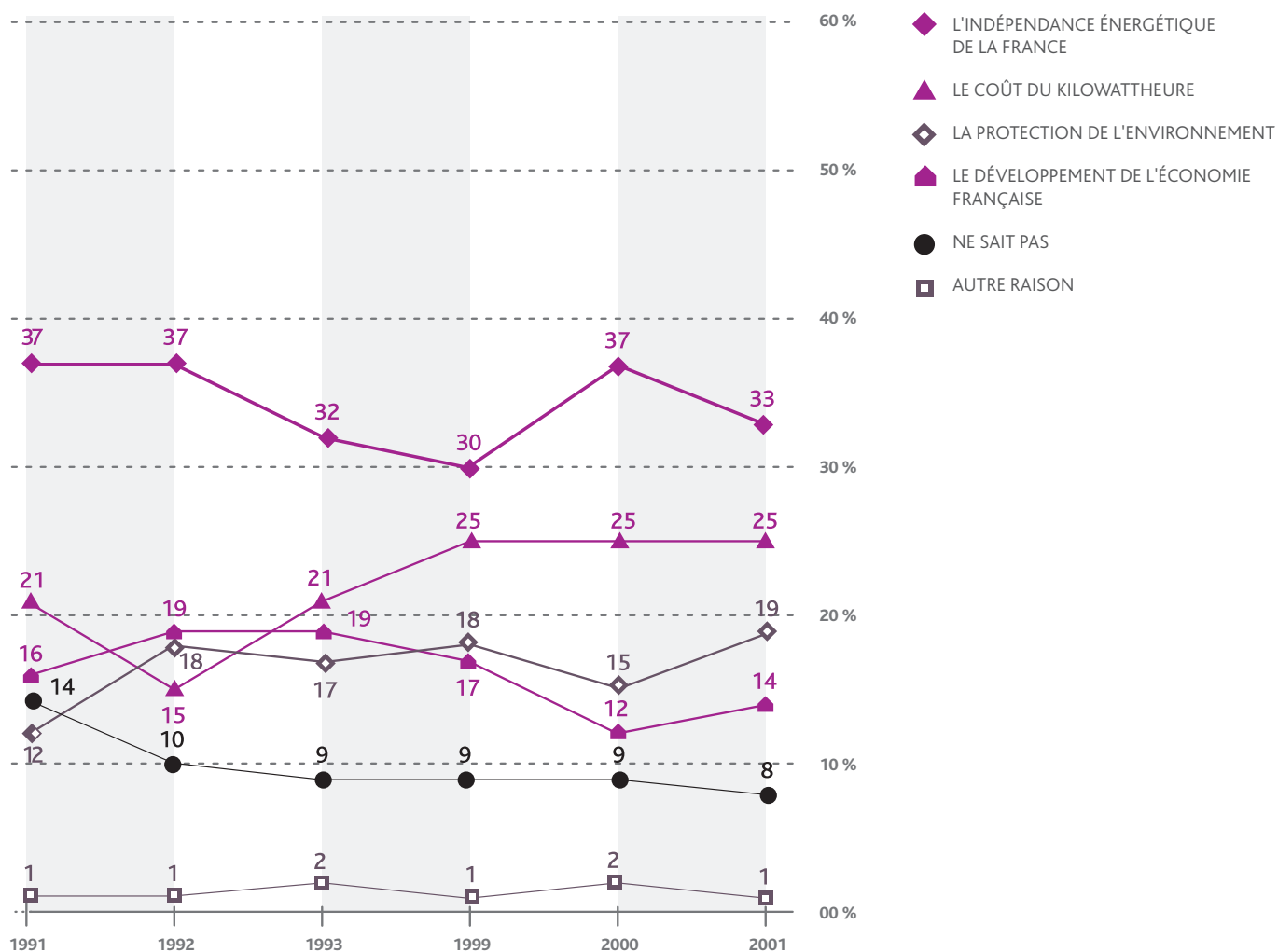


ÉVOLUTIONS 2002 À 2011



ÉVOLUTIONS 1991 À 2001

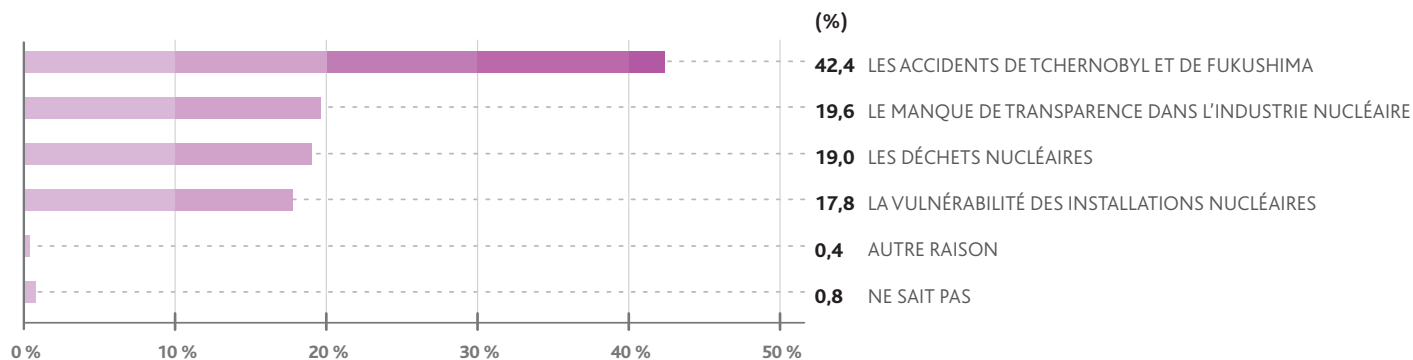
Modalités de réponse différentes.



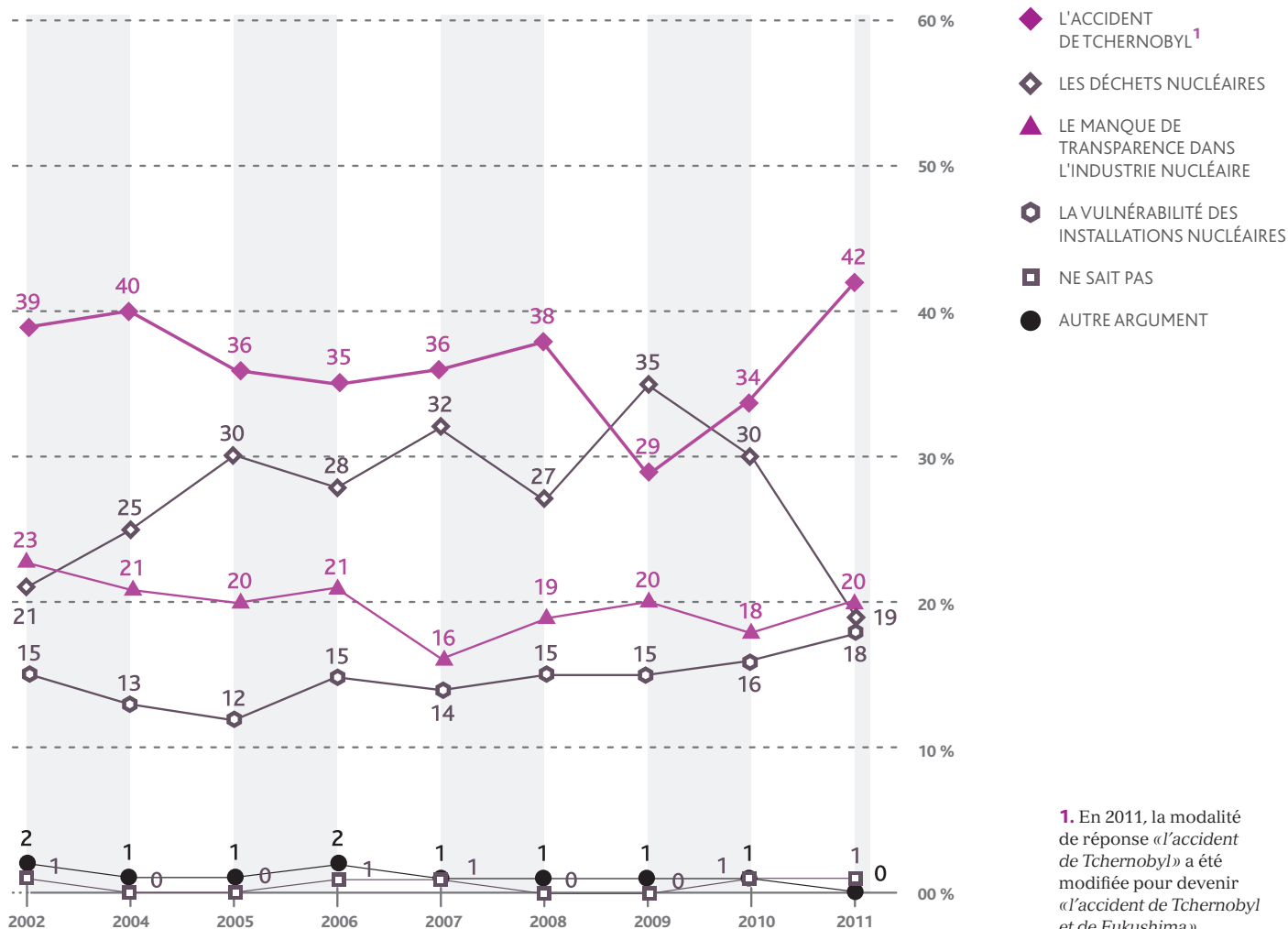
QUESTION N°3

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort contre le nucléaire ?

OCTOBRE 2011



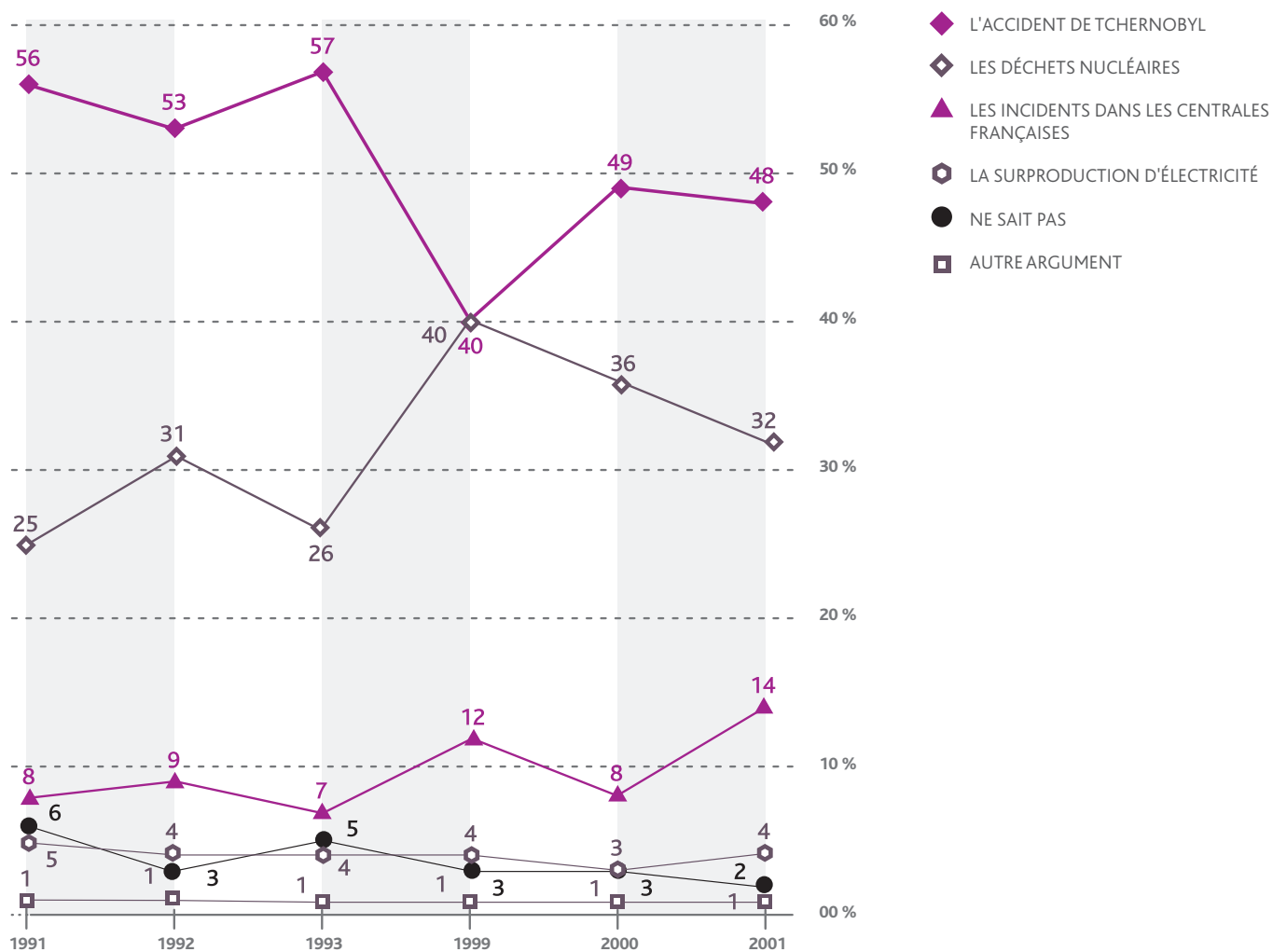
ÉVOLUTIONS 2002 À 2011



¹. En 2011, la modalité de réponse «l'accident de Tchernobyl» a été modifiée pour devenir «l'accident de Tchernobyl et de Fukushima».

ÉVOLUTIONS 1991 À 2001

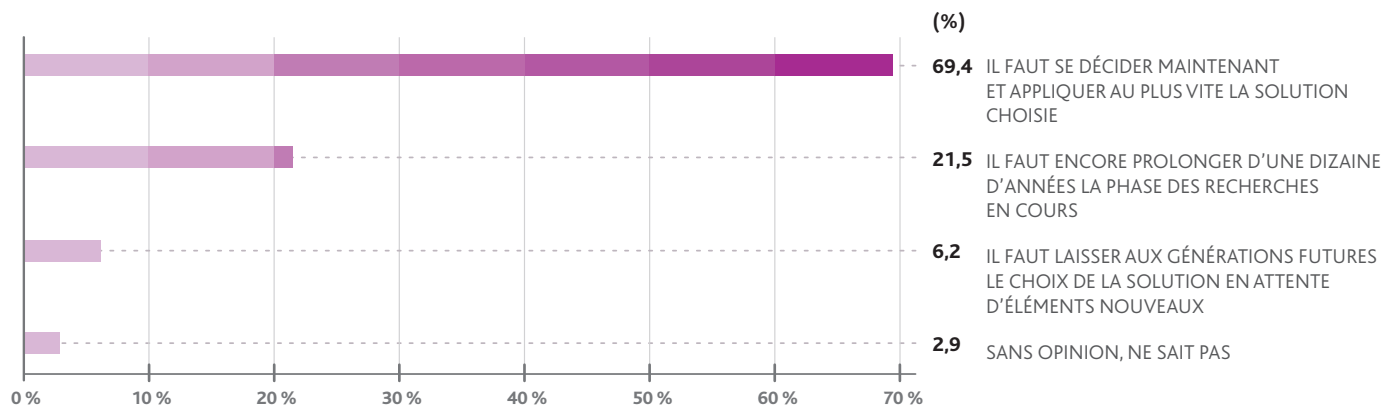
Modalités de réponse différentes.



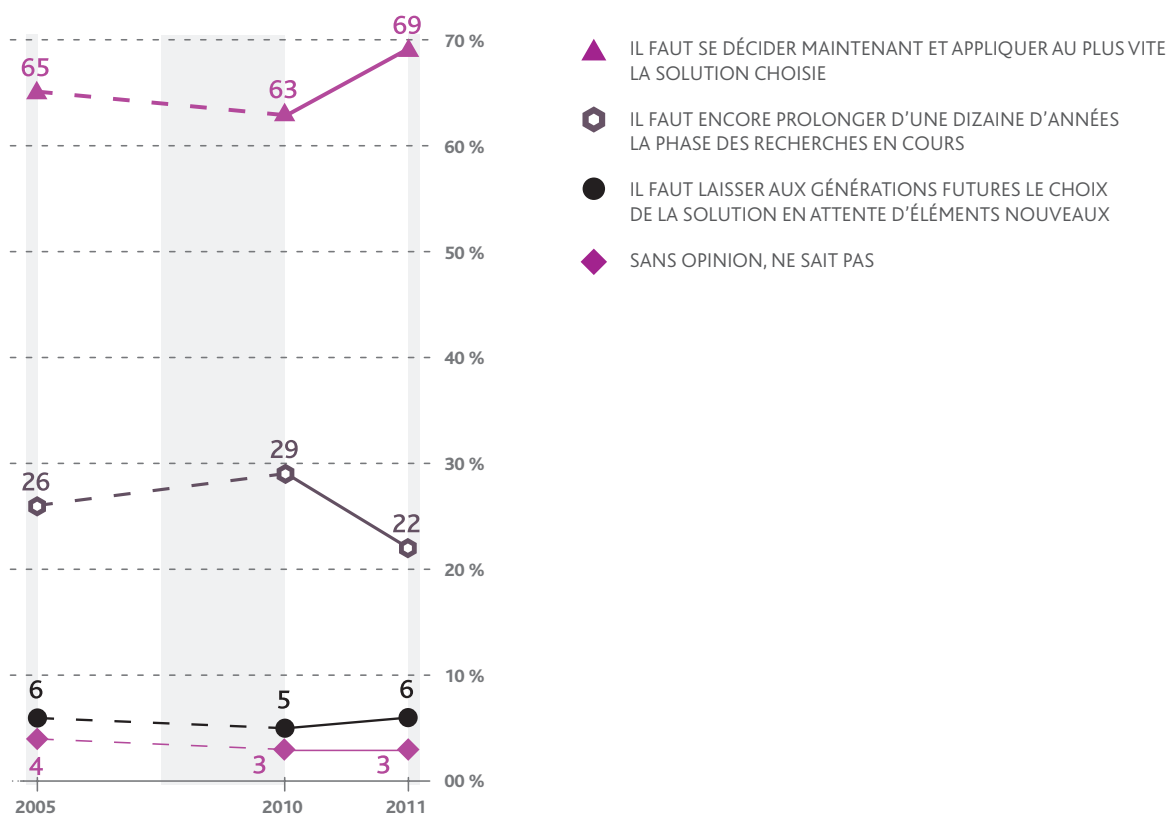
QUESTION N°4

En 2006, une loi a décidé de créer un stockage pour régler le problème du stockage des déchets radioactifs, quelle position vous semble la plus raisonnable ?

OCTOBRE 2001



ÉVOLUTIONS 2005, 2010 ET 2011

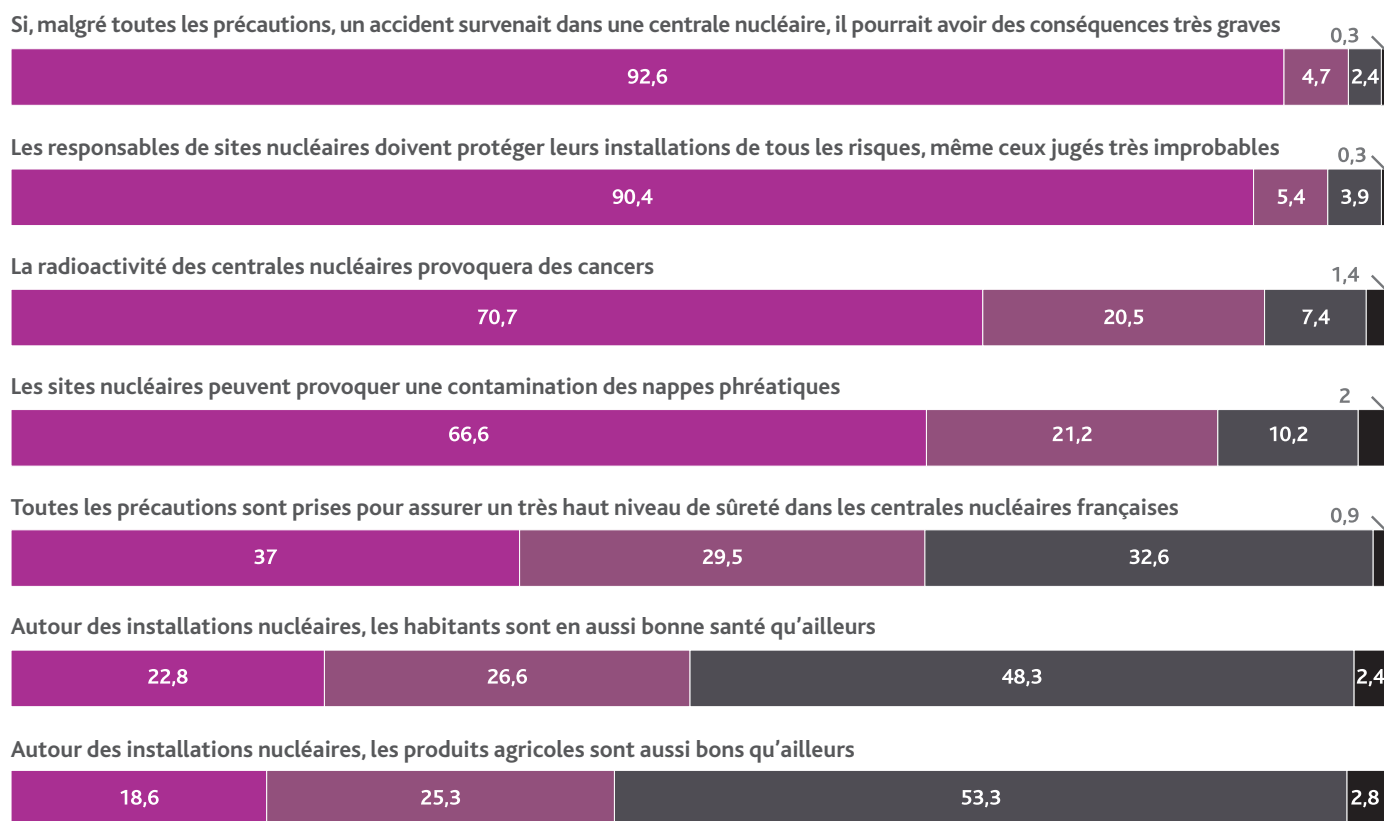


QUESTION N°5

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives aux installations nucléaires. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

OCTOBRE 2001

La modalité «adhésion» regroupe les modalités «bien d'accord» et «entièrement d'accord»; «désaccord» regroupe les «pas du tout d'accord» et «pas tellement d'accord».



ADHÉSION PEUT-ÊTRE D'ACCORD DÉSACCORD NON-RÉPONSE

en %

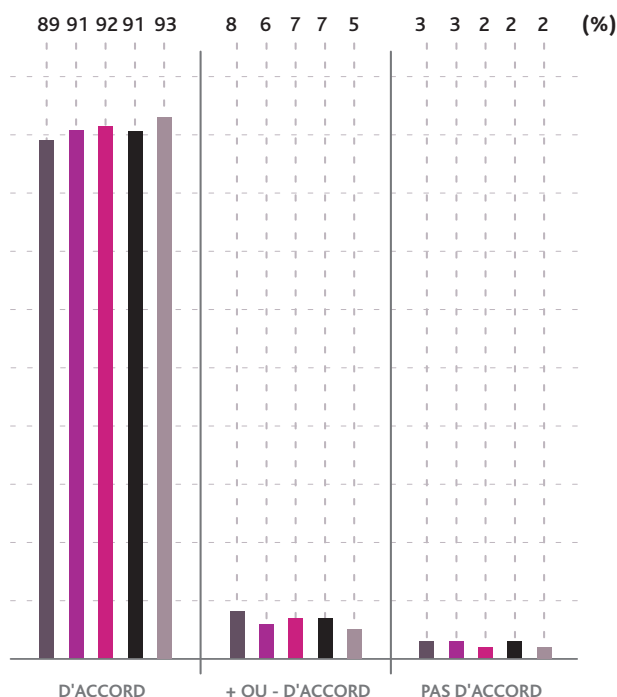
QUESTION N°5 (suite)

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives aux installations nucléaires. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

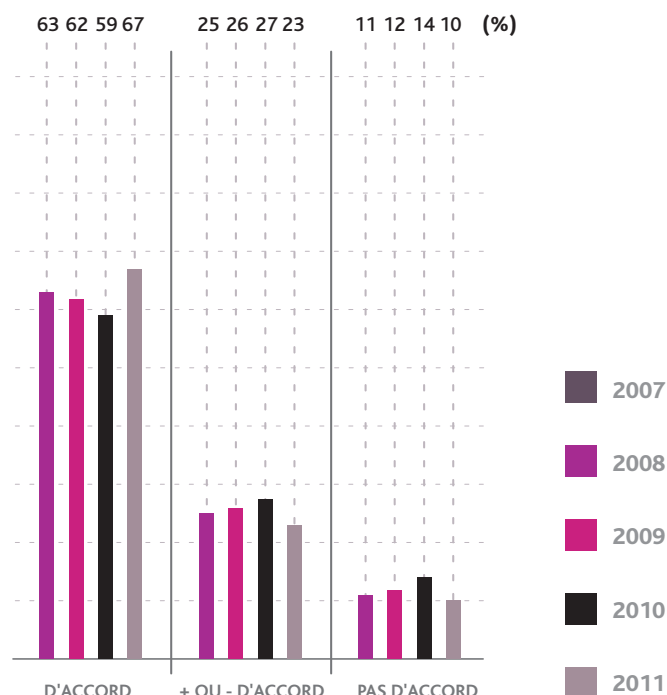
ÉVOLUTIONS 2007 À 2011

Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages. Elles ont été regroupées avec la modalité «+ ou - d'accord».

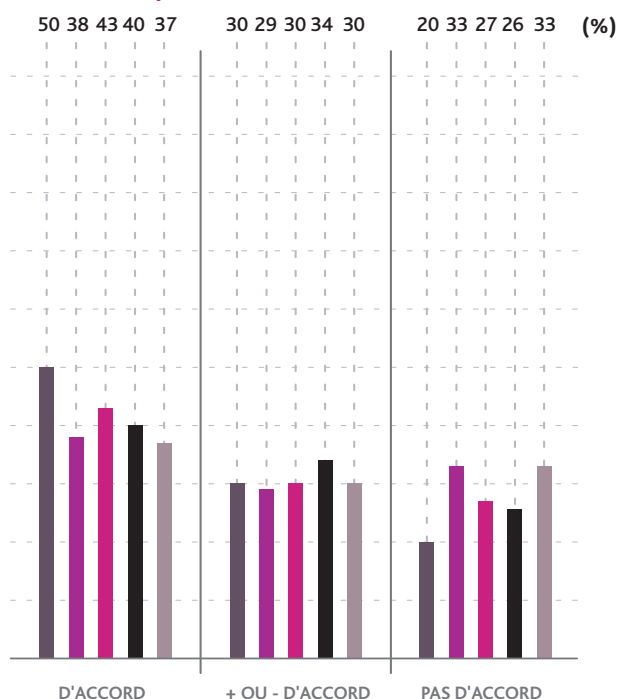
Si, malgré toutes les précautions, un accident survenait dans une centrale nucléaire, il pourrait avoir des conséquences très graves



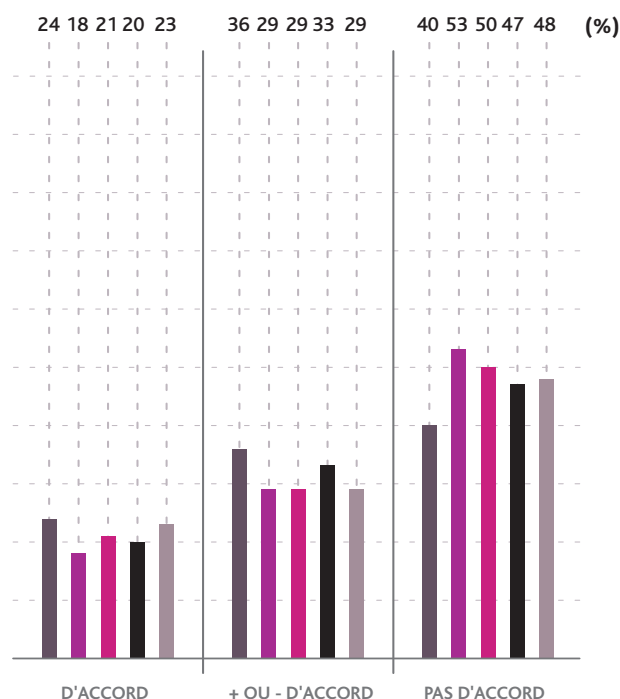
Les sites nucléaires peuvent provoquer une contamination des nappes phréatiques



Toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises

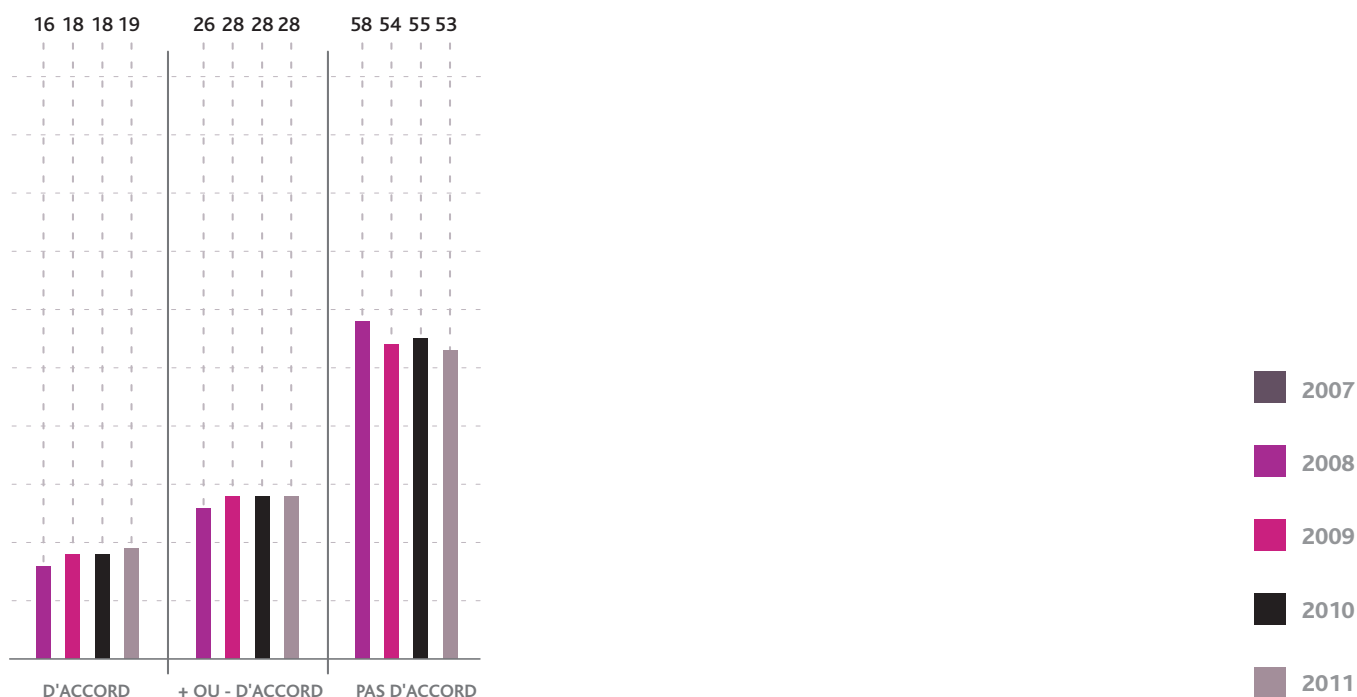


Autour des installations nucléaires, les habitants sont en aussi bonne santé qu'ailleurs



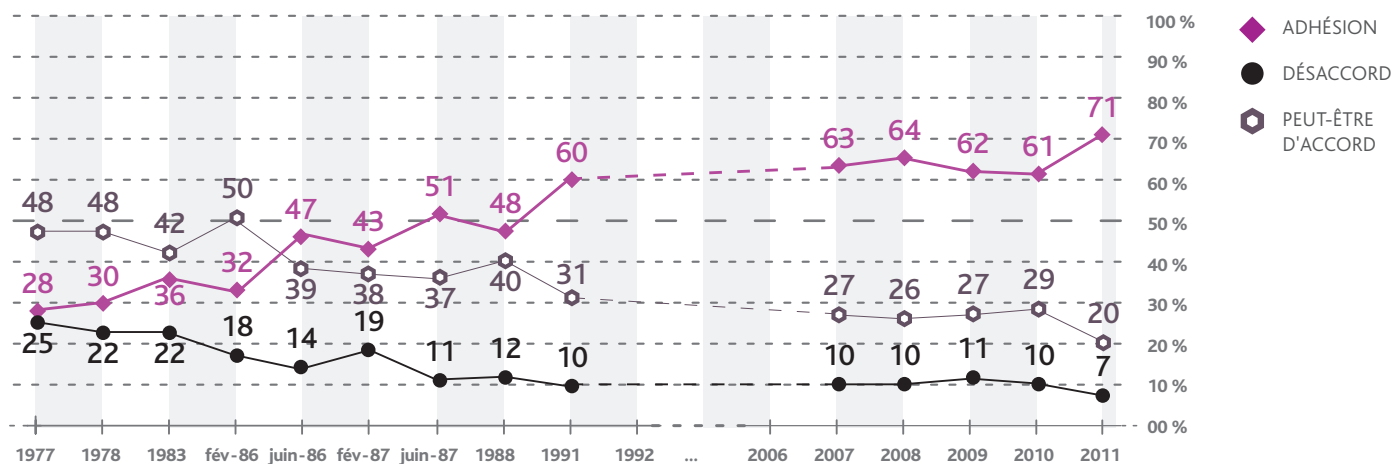
ÉVOLUTIONS 2008 À 2011

Autour des installations nucléaires, les produits agricoles sont aussi bons qu'ailleurs



ÉVOLUTIONS 1977 À 2011

La proposition «*La radioactivité des centrales nucléaires provoquera des cancers*» était posée dans les enquêtes Agoramétrie entre 1977 et 1991. On observe une augmentation des % d'accord après la survenue de l'accident de Tchernobyl. Le temps ne semble rien avoir changé. Ils sont toujours plus de 60 % à adhérer à cette proposition.



QUESTION N°6

Je vais vous citer différentes mesures relatives au renforcement de la sûreté des sites nucléaires. Pour chacune des mesures suivantes, vous me direz si vous la jugez prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire pour renforcer la sûreté des sites nucléaires.

OCTOBRE 2011

Multiplier les inspections dans les installations nucléaires par les services de contrôle



Améliorer la sûreté des installations en prenant davantage en compte le facteur humain et l'organisation du travail



Développer la recherche pour améliorer la sûreté des réacteurs nucléaires existants



Améliorer la capacité de la France à gérer une éventuelle crise nucléaire



Renforcer les moyens favorisant la vigilance et la participation citoyenne



Développer la recherche pour mettre au point une nouvelle génération de réacteurs nucléaires



PRIORITAIRE
 IMPORTANTE MAIS PAS PRIORITAIRE
 SECONDAIRE
 NON - RÉPONSE

en %

d'une centrale nucléaire ?

	2011	2010	2009	2008	2007	(%)
Oui	7,5	6,6	8,3	10,1	7,5	
Non	91,8	92,3	90,5	88,8	91,6	
Ne sait pas	0,7	1,1	1,2	1,1	0,9	

d'une autre installation nucléaire ?

	2011	2010	2009	2008	2007	(%)
Oui	7,4	7,8	6	7,2	8,5	
Non	91,7	90,2	92,4	91,5	89,8	
Ne sait pas	0,9	2	1,6	1,3	1,7	

d'une installation chimique importante ?

	2011	2010	2009	2008	2007	(%)
Oui	19,5	23,8	21,8	17,3	23,2	
Non	77,9	73,9	75,3	79,8	73,8	
Ne sait pas	2,6	2,3	2,9	2,9	3,1	

LA COMPÉTENCE ET LA CRÉDIBILITÉ DES INTERVENANTS DU NUCLÉAIRE

—

—

QUESTION N°8

Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

QUESTION N°9

Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

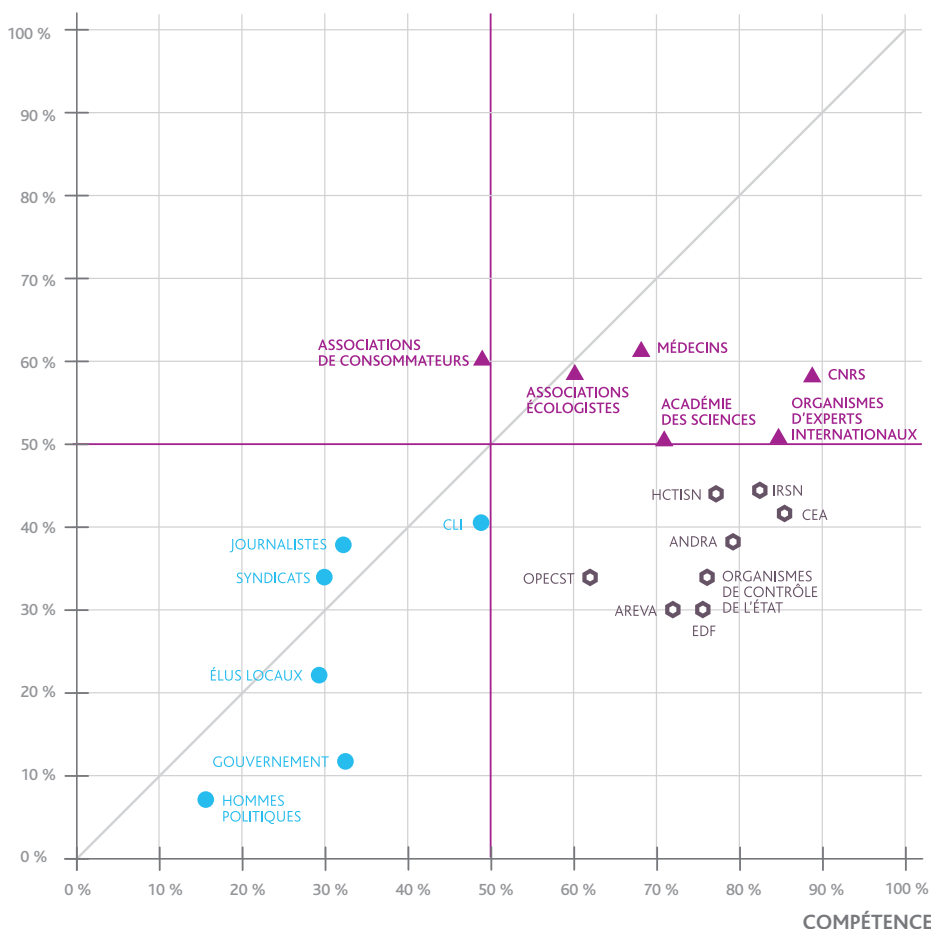
Dans le domaine du nucléaire, le Baromètre suit depuis plus de 20 ans les opinions des Français sur la compétence technique et la sincérité (« ... vous disent la vérité... ») de différents acteurs du débat sur le nucléaire, qu'ils aient ou non une responsabilité sur la sûreté et la radioprotection. Cette année encore, les évolutions sont faibles et les positions respectives des différents acteurs restent inchangées.

- Sur la compétence technique, le CNRS vient en tête (89 %). Ensuite, le CEA, les organismes d'experts internationaux, l'IRSN recueillent des opinions très majoritairement favorables et moins de 15 % des Français récusent leur compétence. Viennent ensuite le HCTISN et les organismes de contrôle de l'État (ASN...) et les opérateurs spécialistes (Andra, EDF, Areva), avec seulement 20 % des Français qui les récusent.
- Sur la crédibilité, le scepticisme est plus marqué, et la hiérarchie est différente. Les médecins, les associations de consommateurs et écologistes, le CNRS, les organismes d'experts internationaux et l'Académie des sciences sont les seuls dont les personnes interrogées jugent majoritairement qu'ils « disent la vérité » (plus de « oui » que de « non » à la question).

- Ensuite, l'IRSN et le HCTISN sont les premières institutions spécialisées françaises jouissant d'une relativement bonne crédibilité (45 % pensent que chacun d'eux « dit la vérité »). Suivent le CEA, les CLI, l'Andra, les journalistes, avec aussi une relativement bonne crédibilité, meilleure que celle accordée aux syndicats, aux organismes de contrôle de l'État, à EDF, à Areva et au gouvernement.

On peut seulement observer un léger effritement général aussi bien en matière de compétence que de crédibilité, à quelques exceptions près comme Areva, qui se rapproche d'EDF en matière de compétence. Mouvement léger cette année également mais qui poursuit une tendance observée ces dernières années, on peut enfin noter que la position des CLI s'améliore encore (près de 50 % les jugent compétents et 41 %, crédibles). Sur le long terme, on relève également une croissance de la compétence et de la crédibilité accordée aux organismes de contrôle.

CRÉDIBILITÉ



LE DIAGRAMME CRÉDIBILITÉ-COMPÉTENCE DES INTERVENANTS DU DOMAINE NUCLÉAIRE

Chaque intervenant étant rangé dans le diagramme selon son score de compétence et de crédibilité, on obtient le graphique suivant où apparaît nettement la position des différents intervenants. Sur la diagonale, sont positionnés ceux qui sont jugés au même niveau de compétence que de crédibilité. En dessous de la diagonale, ceux que le public juge plus compétents que crédibles et au-dessus de la diagonale, ceux à qui on accorde plus de crédibilité que de compétence.

DÉCEMBRE 2011

Les organismes ont été intégralement cités dans le questionnaire : EDF – Électricité de France, CEA – Commissariat à l'énergie atomique, CNRS – Centre national de la recherche scientifique, les organismes de contrôle de l'État (Autorité de sûreté nucléaire, etc.), IRSN – Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, Andra – Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, OPECST – Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques et les CLI – commissions locales d'information, HCTISN – Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.

QUESTION N°8 — COMPÉTENCE

Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

70 % et +	OUI	NON	NE SAIT PAS
Le CNRS	89,1	9,6	1,3
Le CEA	85,3	11,7	3,0
Les organismes d'experts internationaux	84,6	13,1	2,3
L'IRSN	82,4	12,8	4,7
L'Andra	79,5	16,4	4,1
Le HCTISN	77,3	18,0	4,7
Les organismes de contrôle de l'État (ASN, etc.)	76,6	20,8	2,6
EDF	75,9	22,9	1,2
Areva (ex - Cogema)	72,5	21,6	5,9
L'Académie des sciences	71,1	25,1	3,8
- de 70 %			
Les médecins	68,0	30,2	1,8
L'OPECST	62,2	27,3	10,5
Les associations écologistes	60,5	37,6	1,9
- de 50 %			
Les associations de consommateurs	49,2	48,6	2,3
Les CLI	49,2	42,3	8,6
Le gouvernement	32,9	65,6	1,5
Les journalistes	32,5	66,1	1,4
Les syndicats	30,6	68,0	1,4
Les élus locaux	29,5	69,5	1,0
Les hommes politiques	16,2	82,7	1,1

QUESTION N°9 — VÉRITÉ

Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

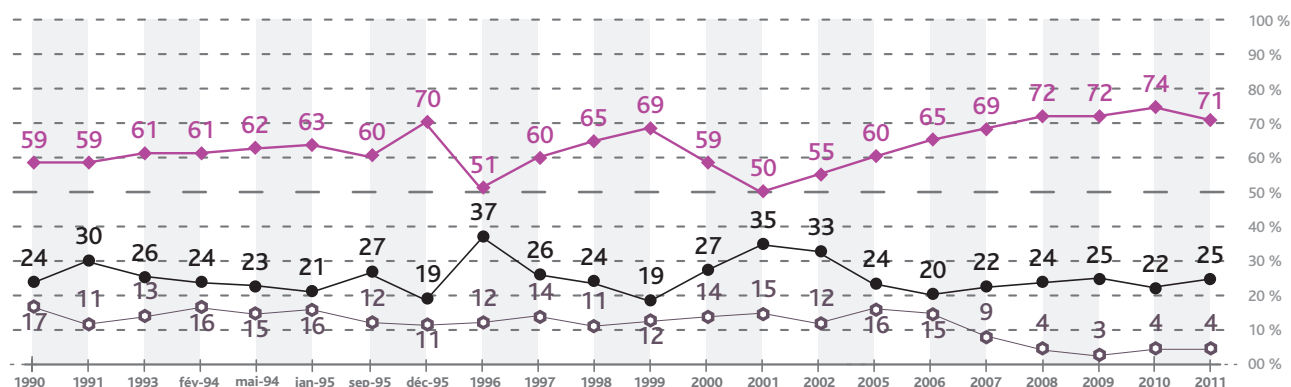
60 % et +	OUI	NON	NE SAIT PAS
Les médecins	61,3	34,8	3,8
Les associations de consommateurs	60,1	35,3	4,5
- de 60 %			
Les associations écologistes	58,9	37,8	3,3
Le CNRS	58,0	38,2	3,8
Les organismes d'experts internationaux	51,3	43,3	5,3
L'Académie des sciences	50,8	42,6	6,5
- de 50 %			
L'IRSN	44,6	49,5	5,9
Le HCTISN	44,0	50,2	5,7
Le CEA	42,9	52,4	4,6
Les CLI	40,8	50,1	9,1
- de 40 %			
L'Andra	38,0	57,1	4,9
Les journalistes	37,6	59,1	3,3
Les syndicats	34,6	61,0	4,3
L'OPECST	34,5	55,1	10,5
Les organismes de contrôle de l'État (ASN, etc.)	34,2	62,0	3,8
EDF	30,3	66,1	3,6
- de 30 %			
Areva (ex - Cogema)	29,9	63,4	6,7
Les élus locaux	22,7	73,9	3,4
Le gouvernement	11,9	85,6	2,5
Les hommes politiques	7,6	90,2	2,2

QUESTION N°8

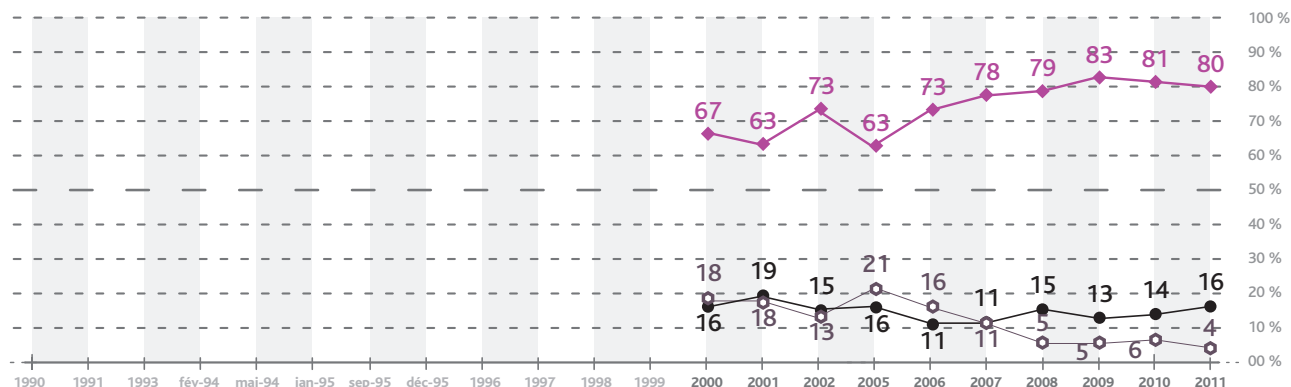
Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

ÉVOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE 1990 À 2011

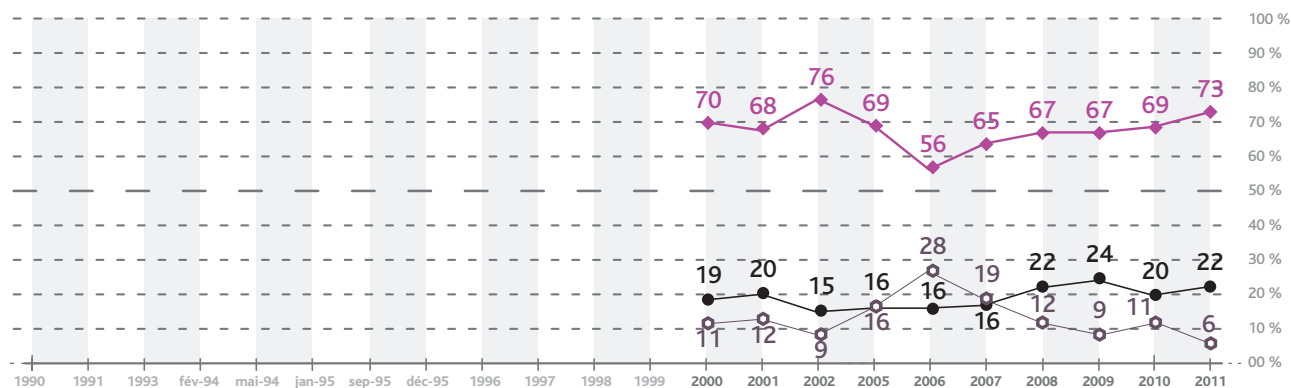
L'Académie des sciences



L'Andra



Areva (Cogema jusqu'en 2005)



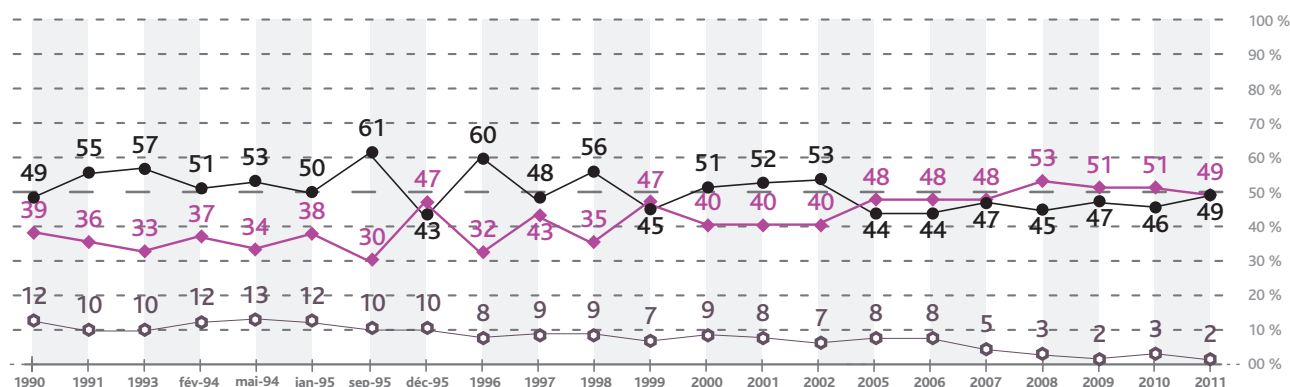
QUESTION

N°8 (suite)

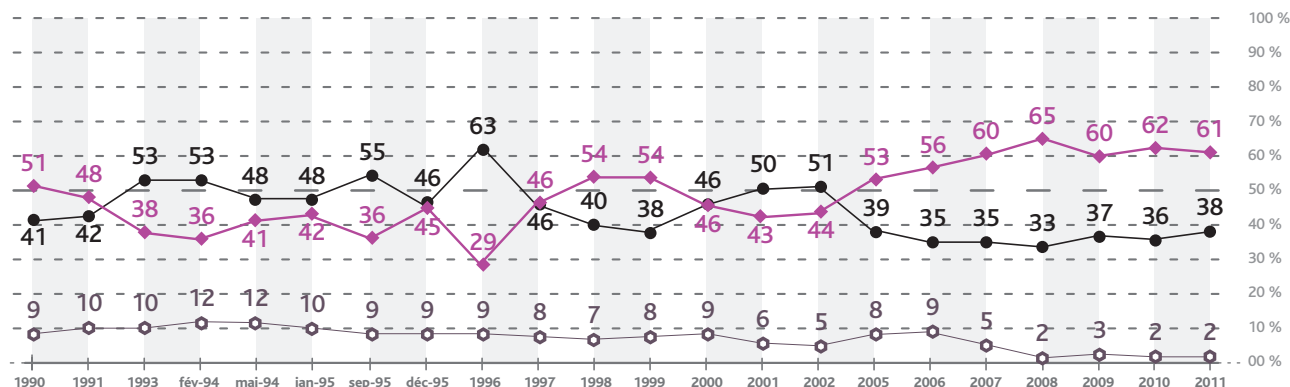
Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

ÉVOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE 1990 À 2011

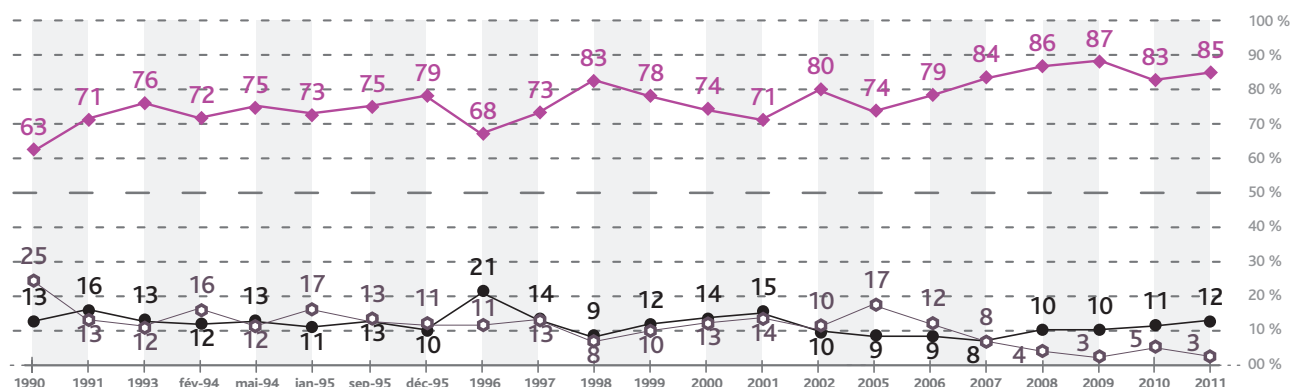
Les associations de consommateurs



Les écologistes (depuis 1998, il s'agit des associations écologistes)

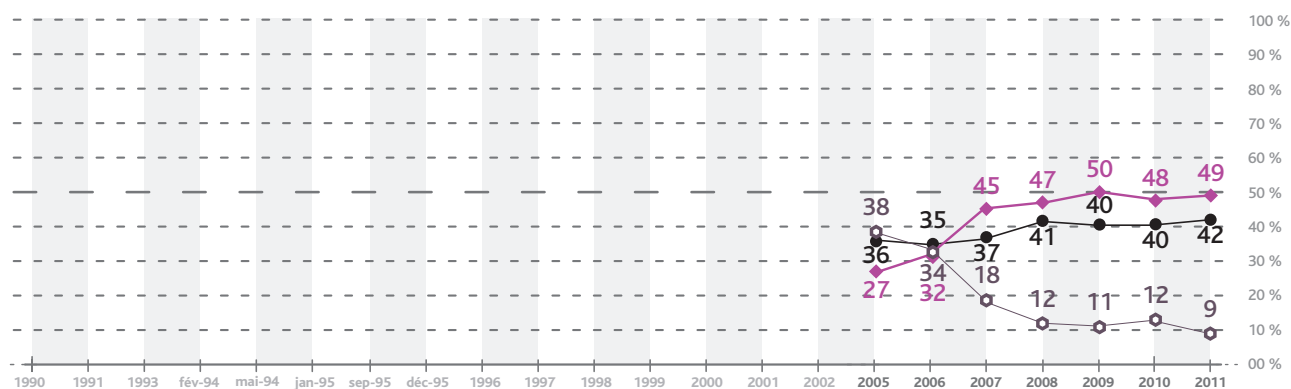


Le CEA

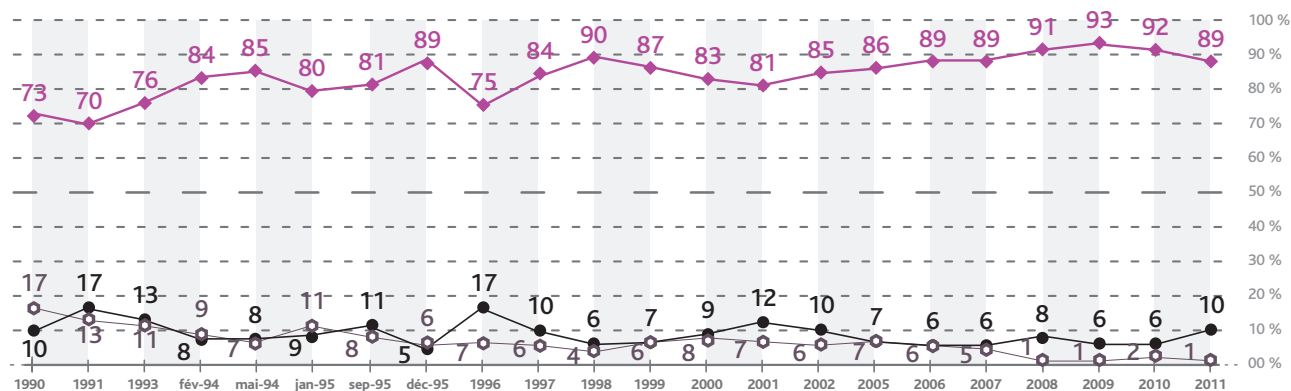


◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

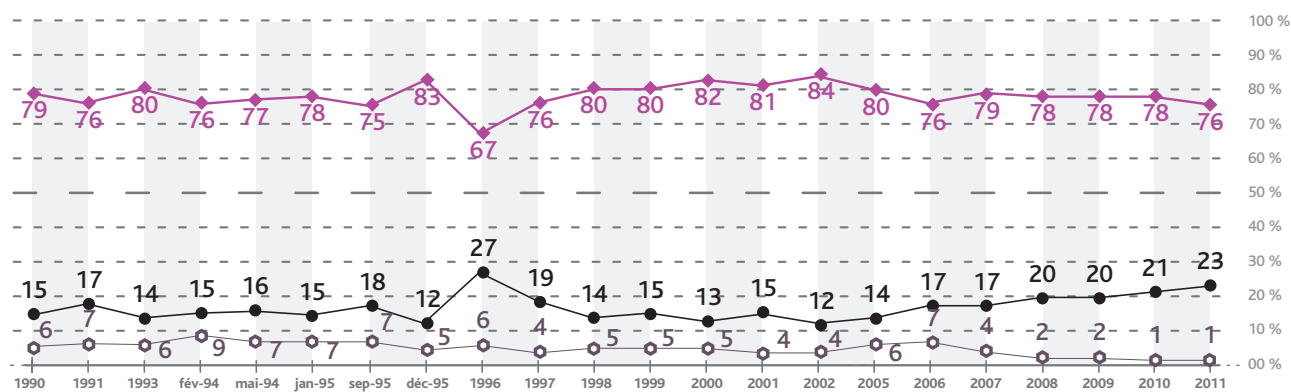
Les CLI



Le CNRS



EDF



◆ OUI ● NON ⬡ NE SAIT PAS

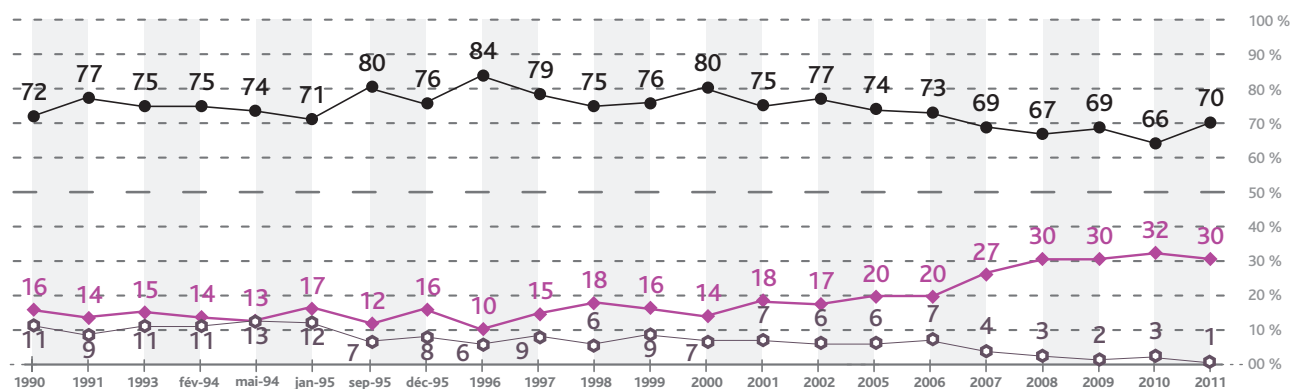
QUESTION

N°8 (suite)

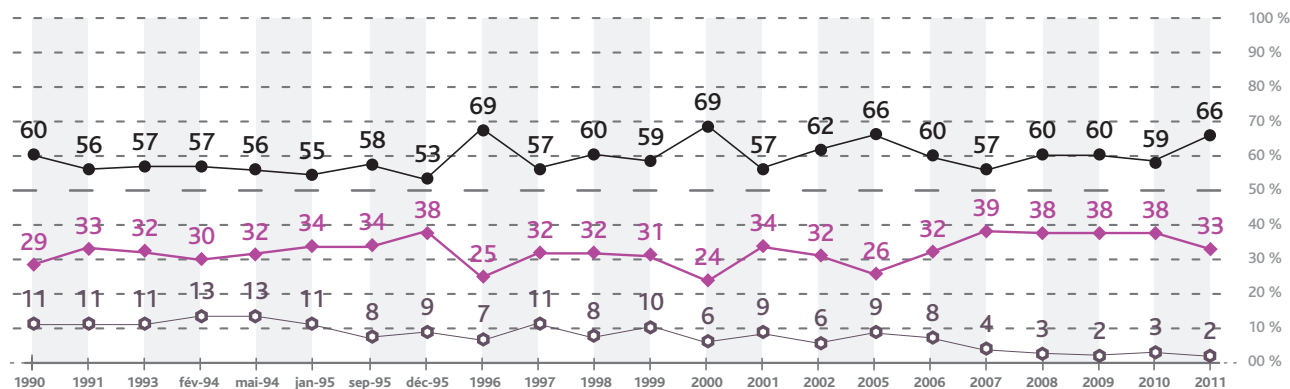
Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

ÉVOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE 1990 À 2011

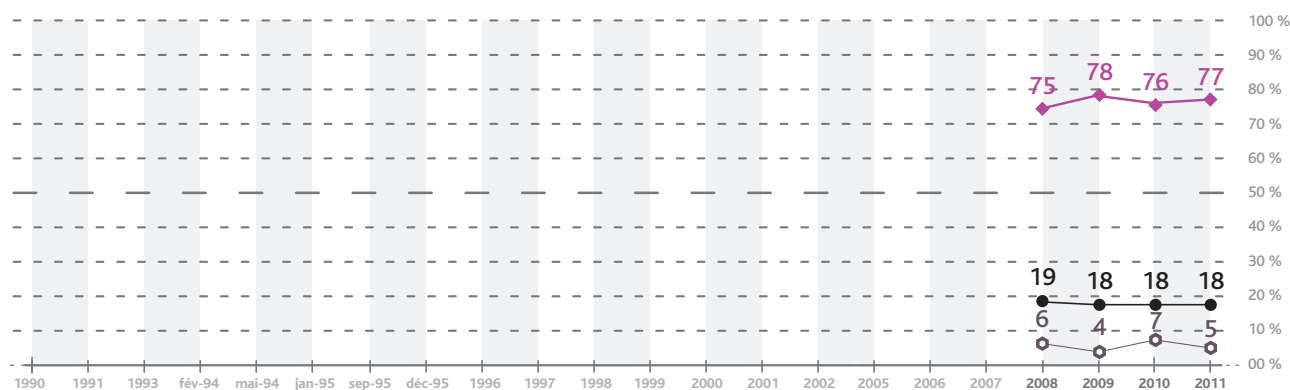
Les élus locaux



Le gouvernement

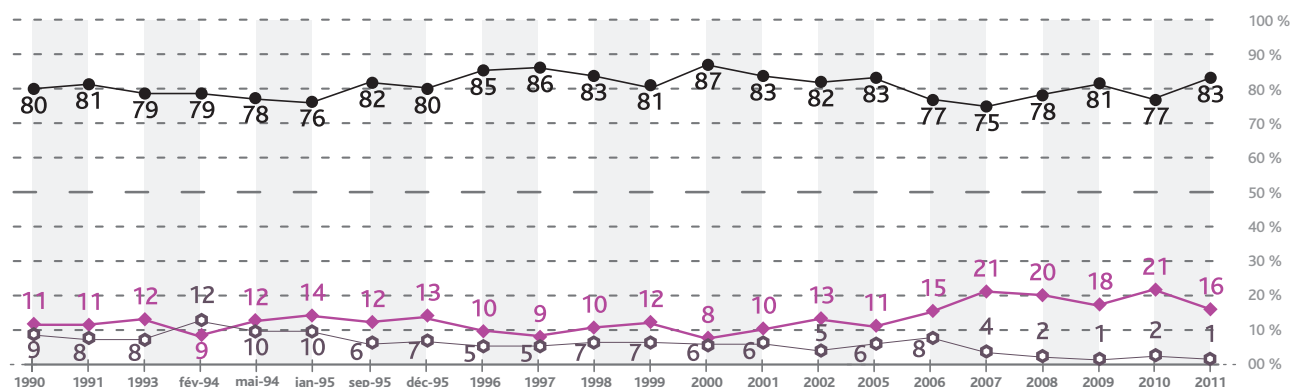


Le HCTISN

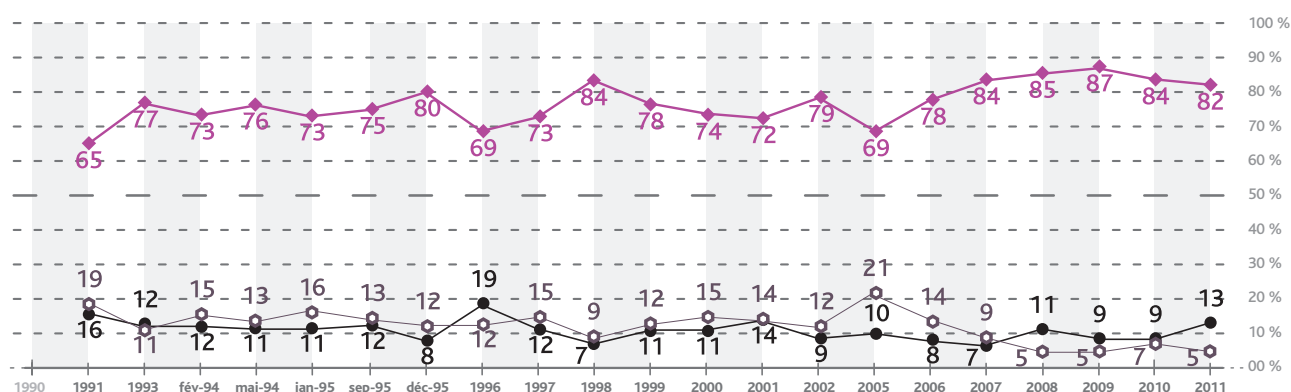


◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

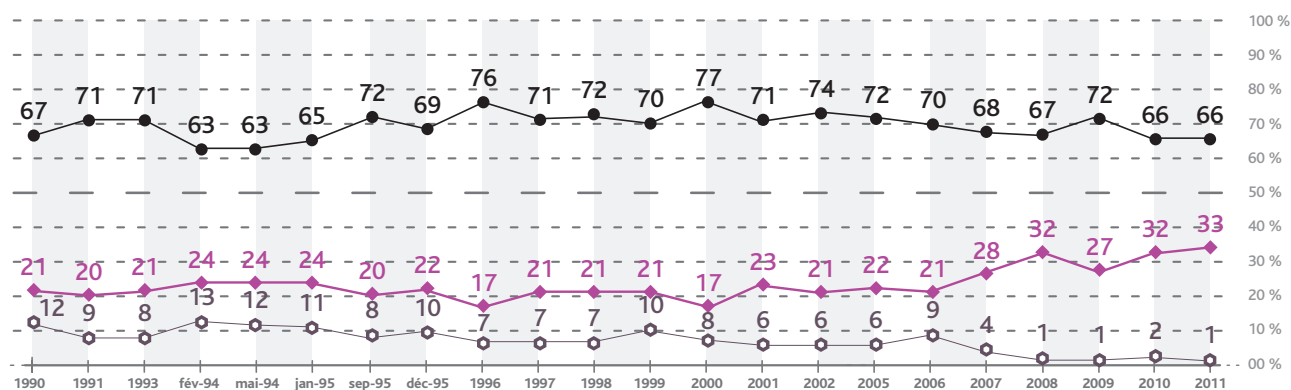
Les hommes politiques



L'IRSN¹



Les journalistes



1. En novembre 2002, l'intitulé «IPSN», Institut de protection et de sûreté nucléaire, a été remplacé par «IRSN», Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

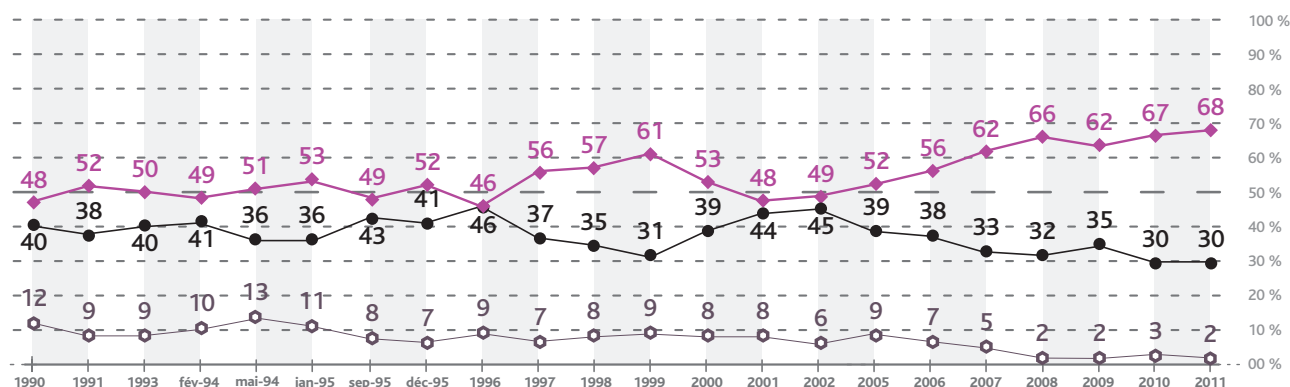
QUESTION

N°8 (suite)

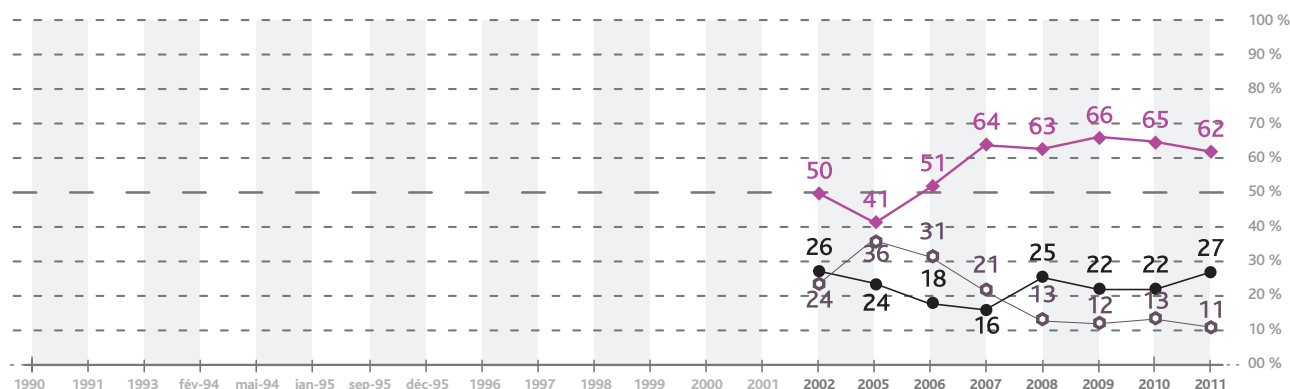
Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

ÉVOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE 1990 À 2011

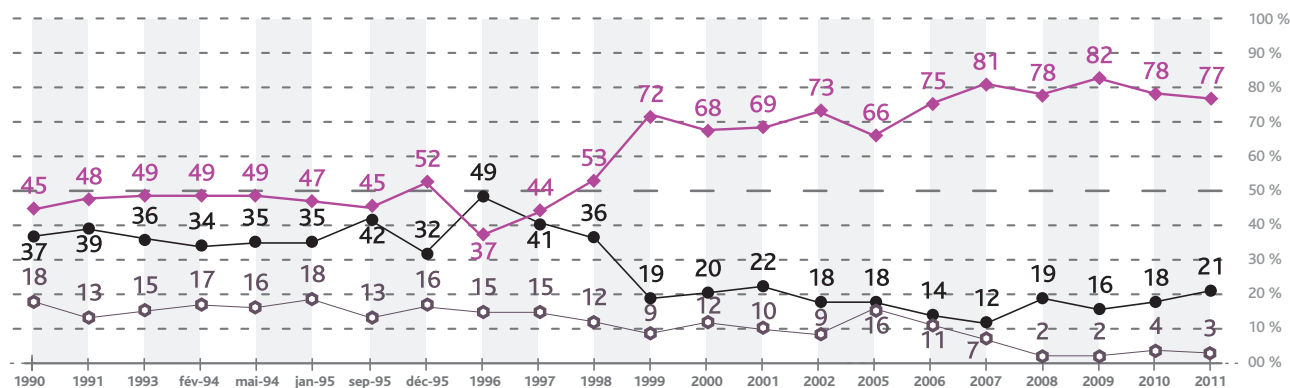
Les médecins



L'OPECST

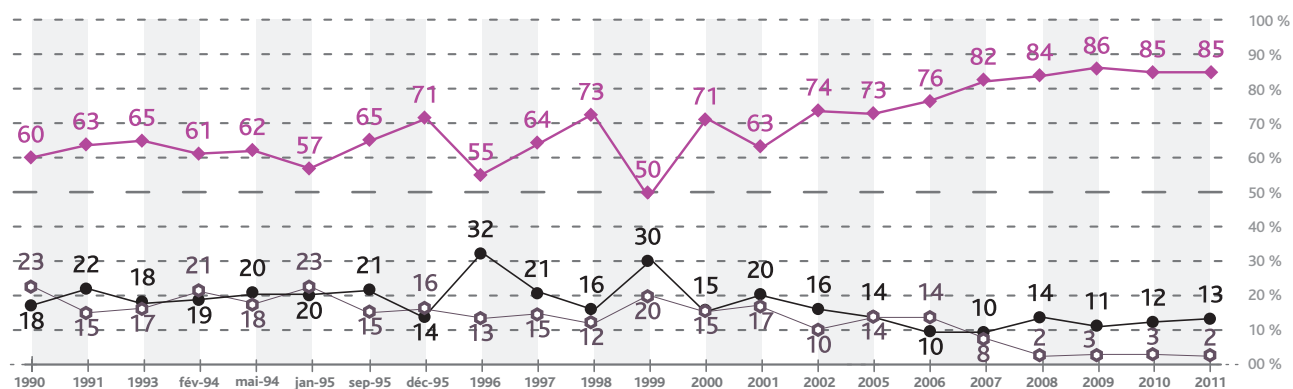


Les organismes de contrôle de l'État²

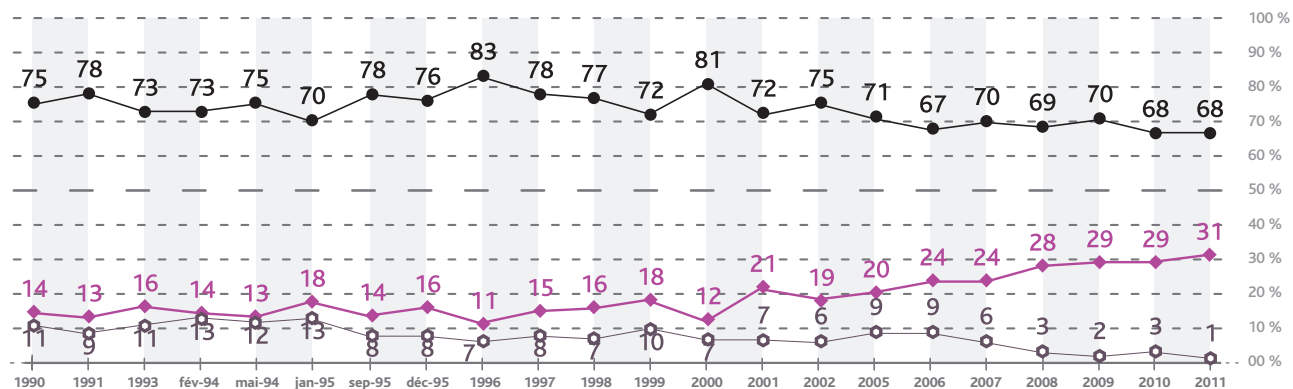


2. Depuis octobre 1999, il s'agit des organismes de contrôle de l'État « Direction de la sûreté des installations nucléaires, etc. ». En novembre 2002, cet intitulé a été remplacé par « Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection » ; en novembre 2006, par « Autorité de sûreté nucléaire ».

Les organismes d'experts internationaux³



Les syndicats



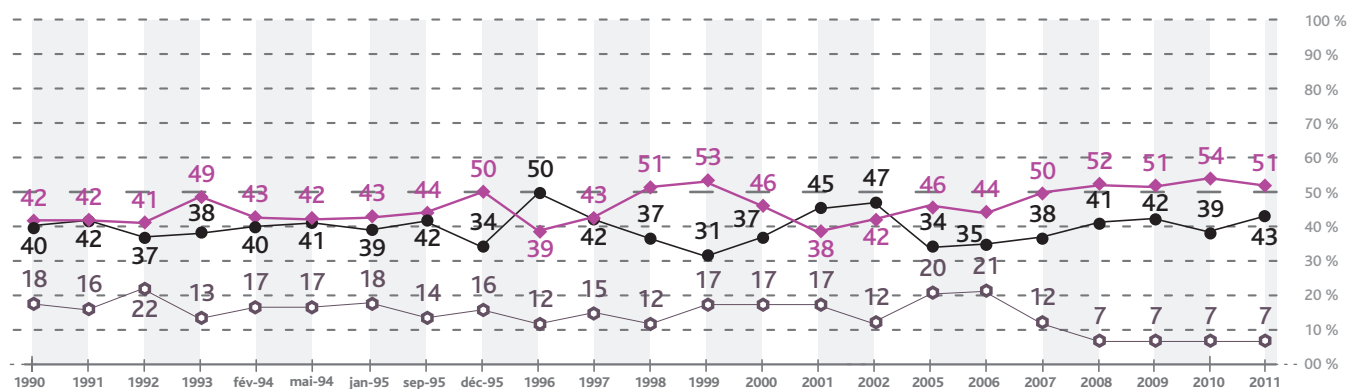
3. En octobre 1999, l'intitulé «les organismes d'experts internationaux» avait été remplacé par «les organismes internationaux».

QUESTION N°9

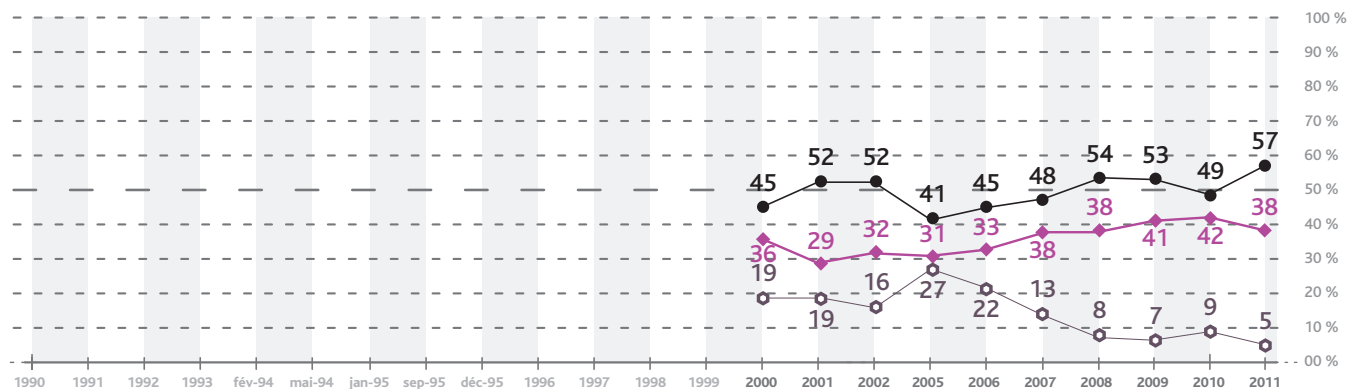
Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité
sur le nucléaire en France ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ 1990 À 2011

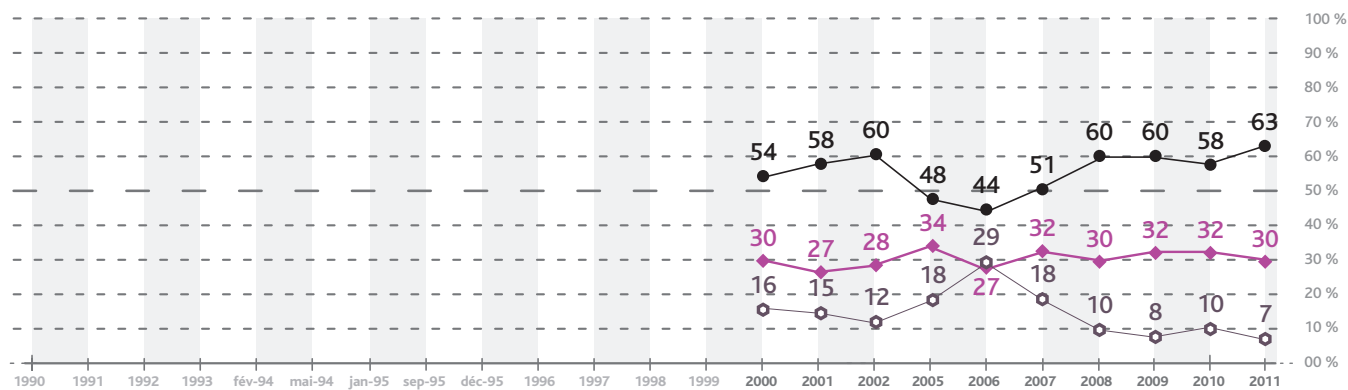
L'Académie des sciences



L'Andra

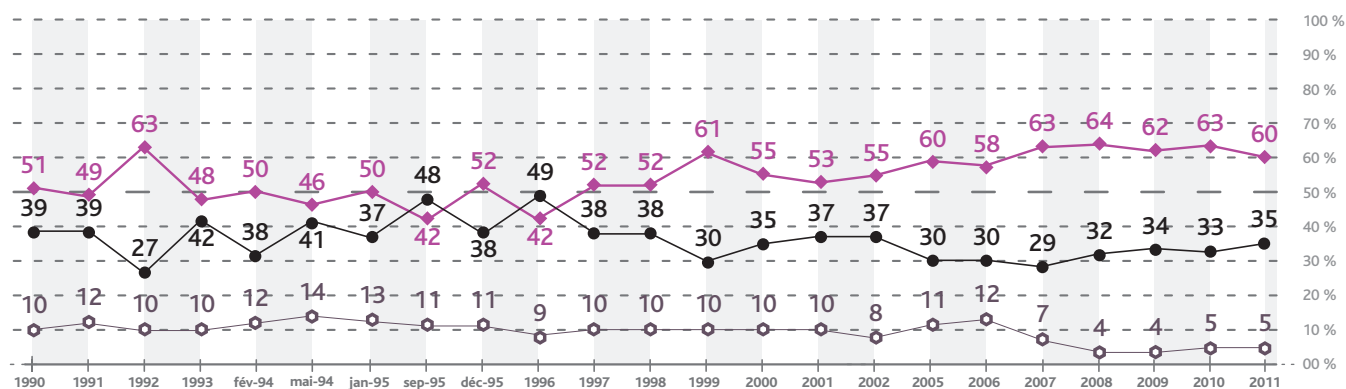


Areva (Cogema jusqu'en 2005)

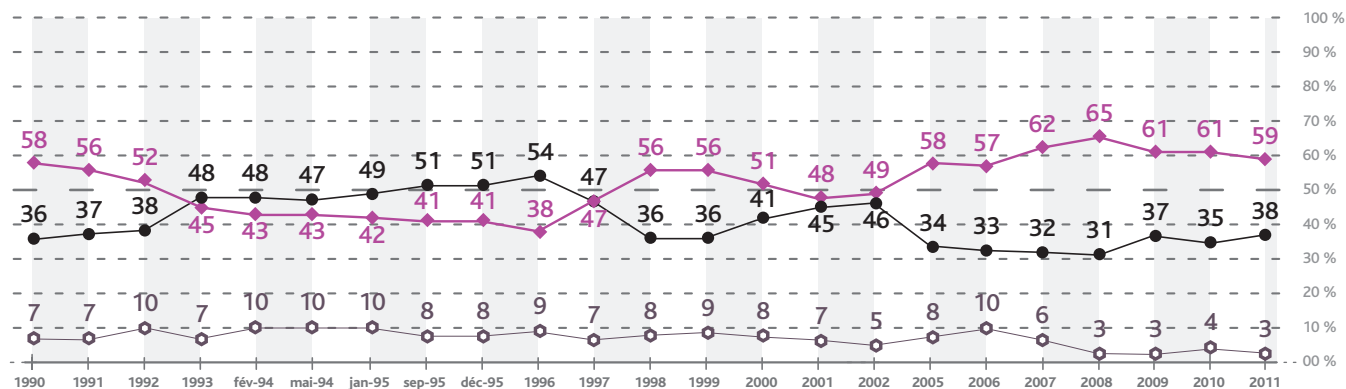


◆ OUI ● NON ⬢ NE SAIT PAS

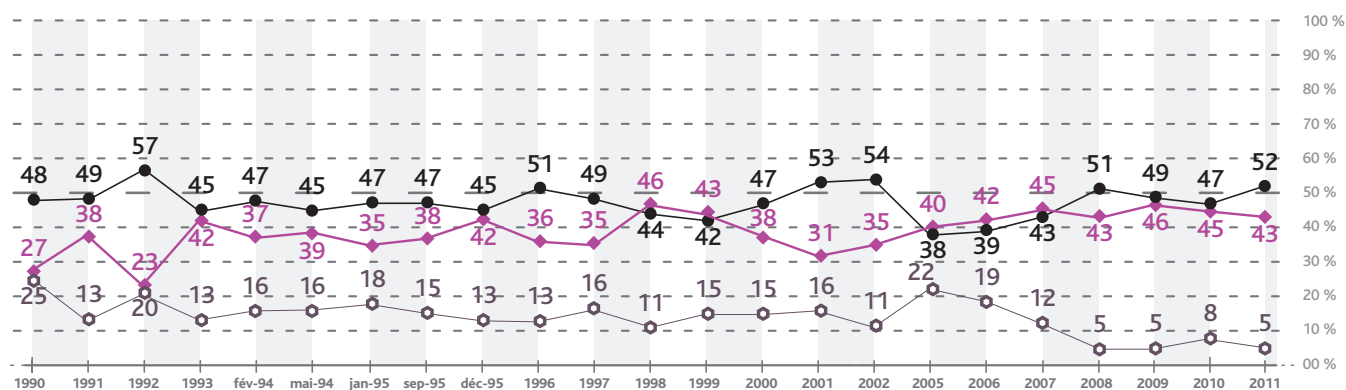
Les associations de consommateurs



Les écologistes (depuis 1998, il s'agit des associations écologistes)



Le CEA



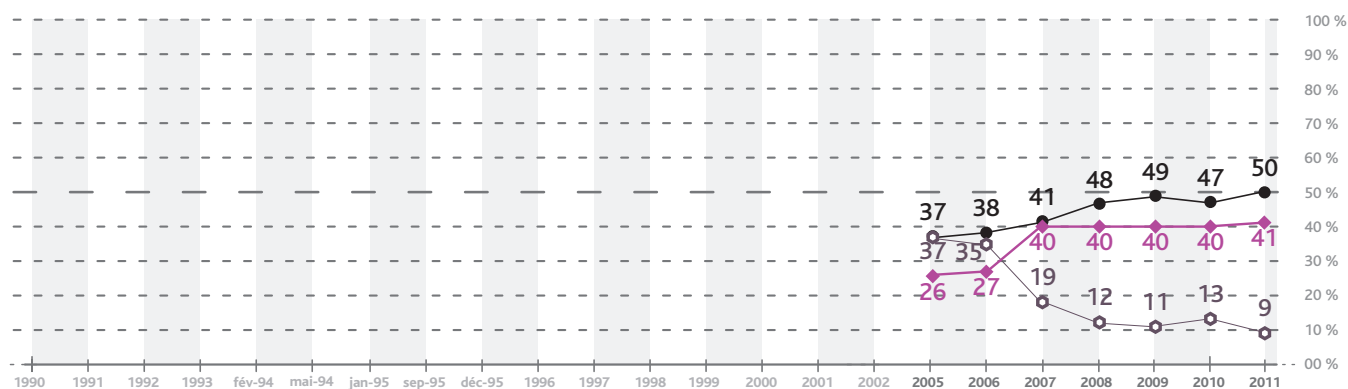
QUESTION

N°9 (suite)

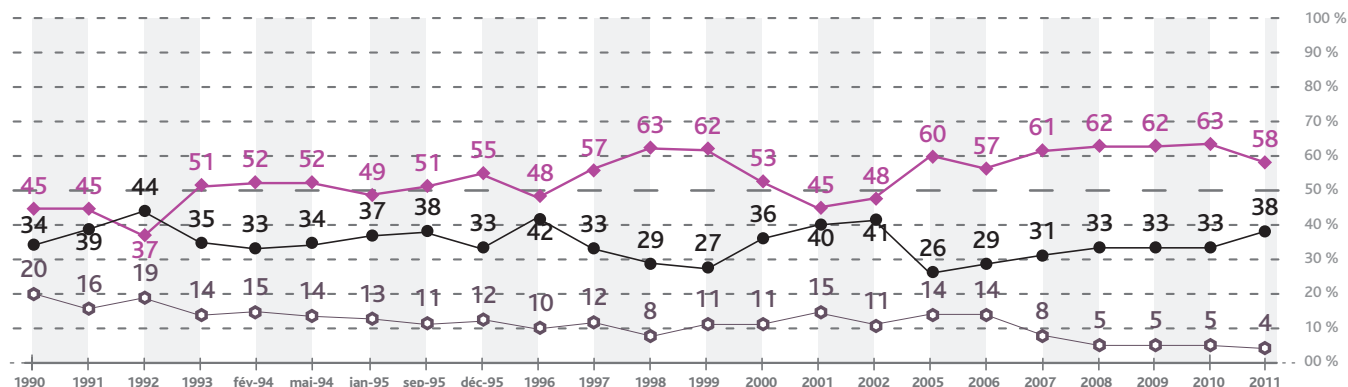
Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ 1990 À 2011

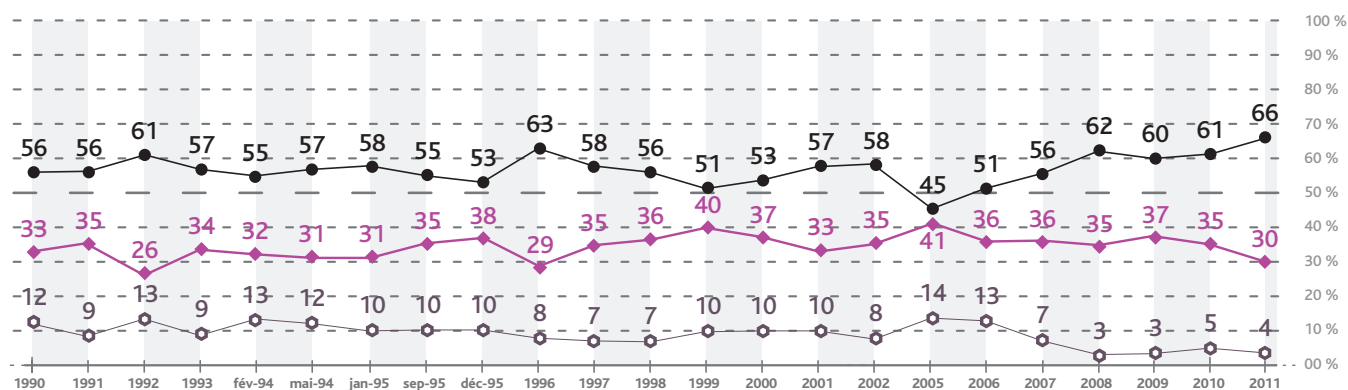
Les CLI



Le CNRS

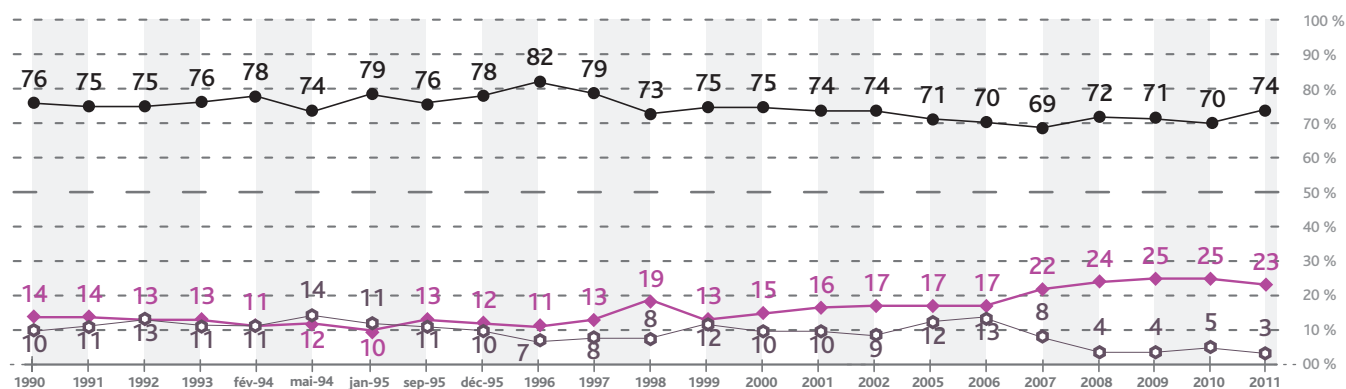


EDF

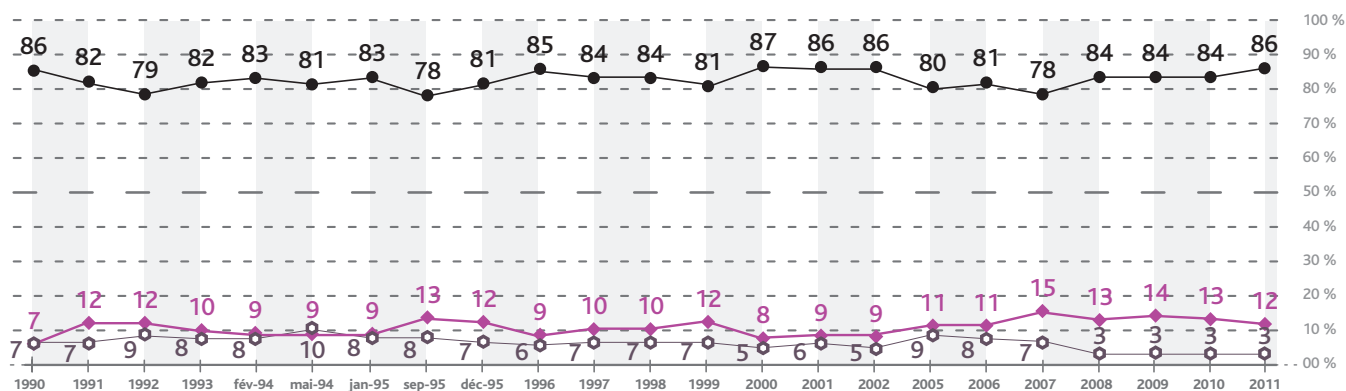


◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

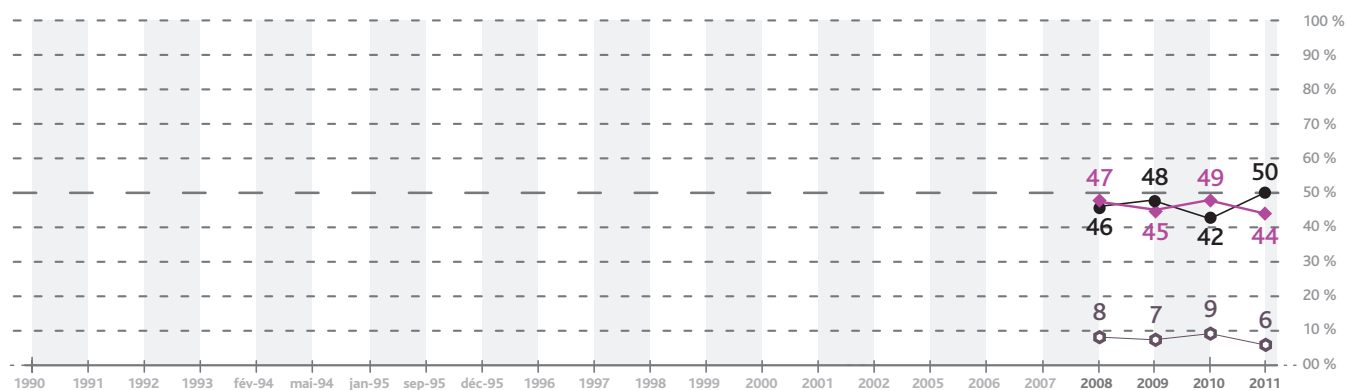
Les élus locaux



Le gouvernement



Le HCTISN



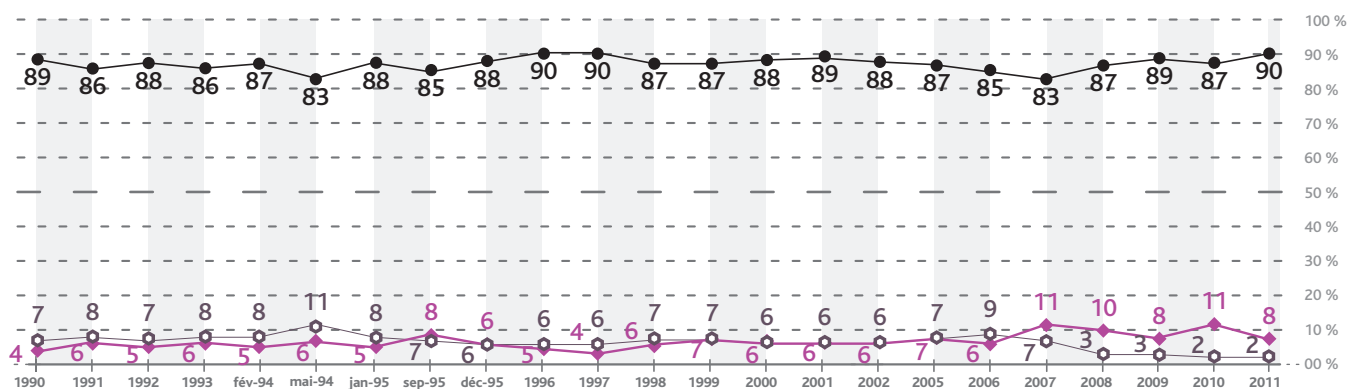
QUESTION

N°9 (suite)

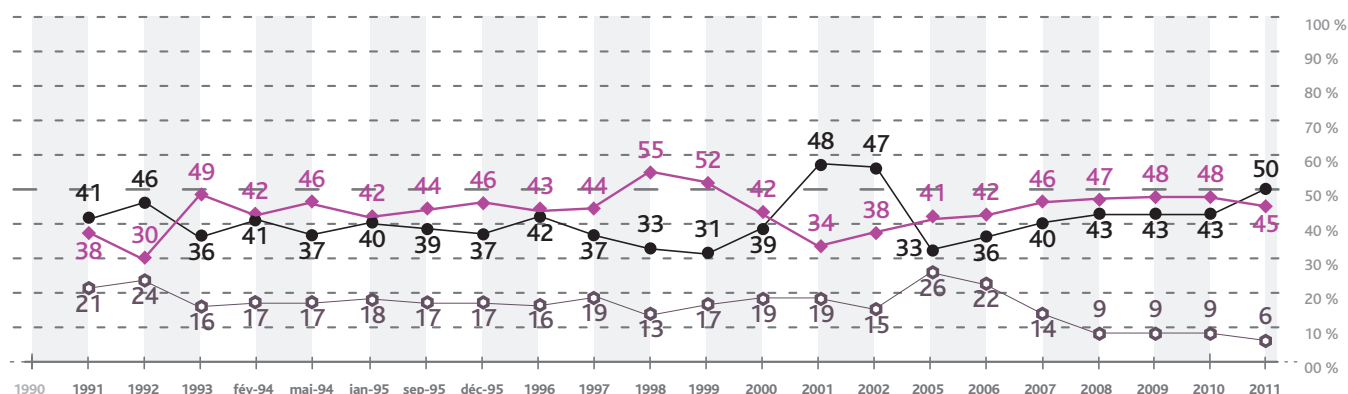
Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ 1990 À 2011

Les hommes politiques

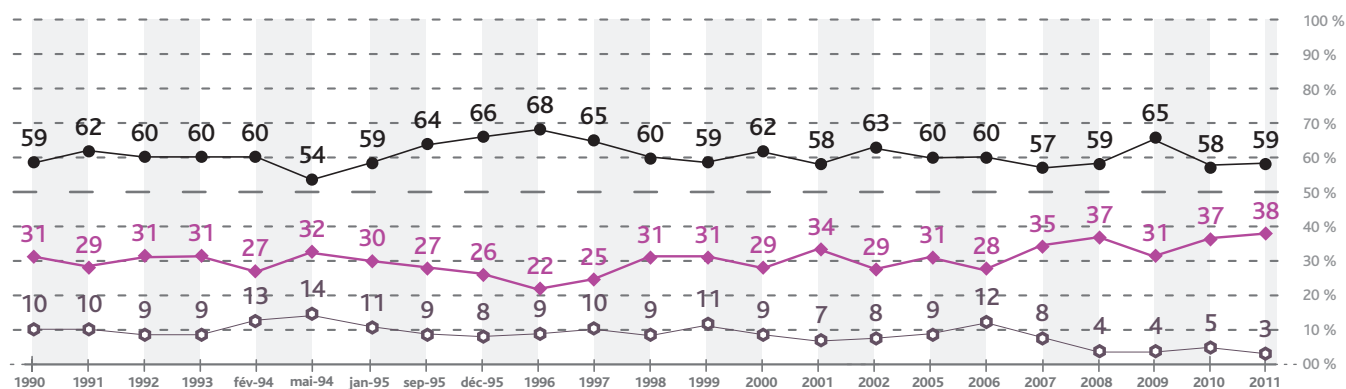


L'IRSN¹

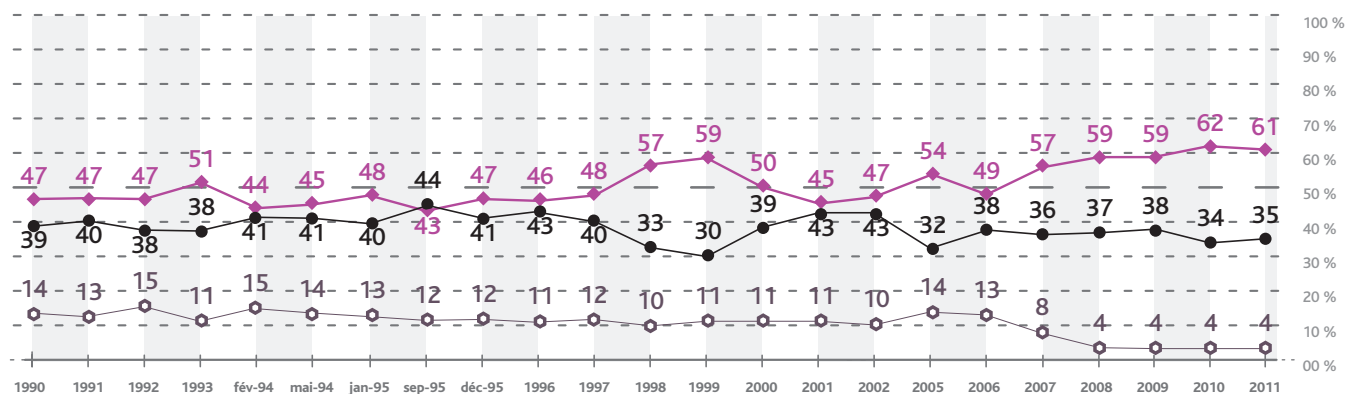


1. En novembre 2002, l'intitulé « IPSN », Institut de protection et de sûreté nucléaire, a été remplacé par « IRSN », Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Les journalistes



Les médecins

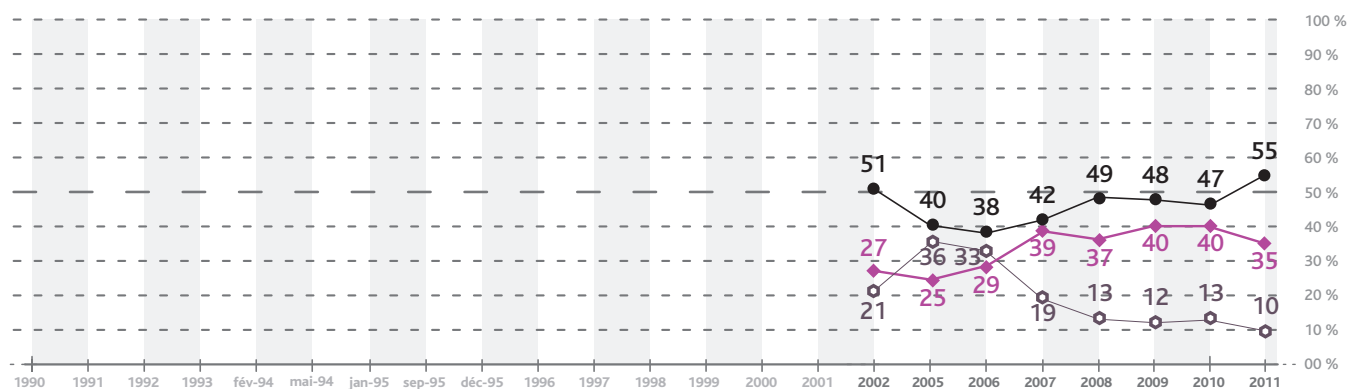


QUESTION N°9 (suite)

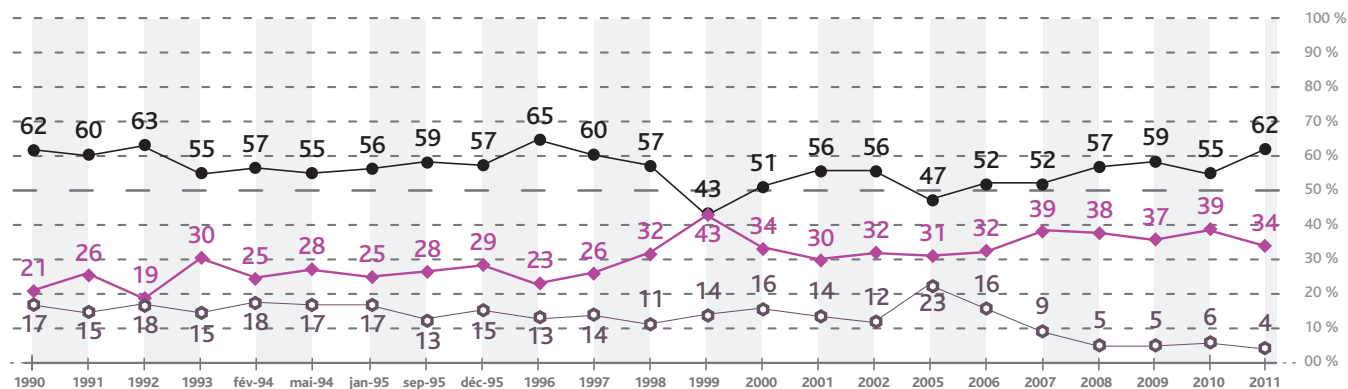
Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ 1990 À 2011

L'OPECST

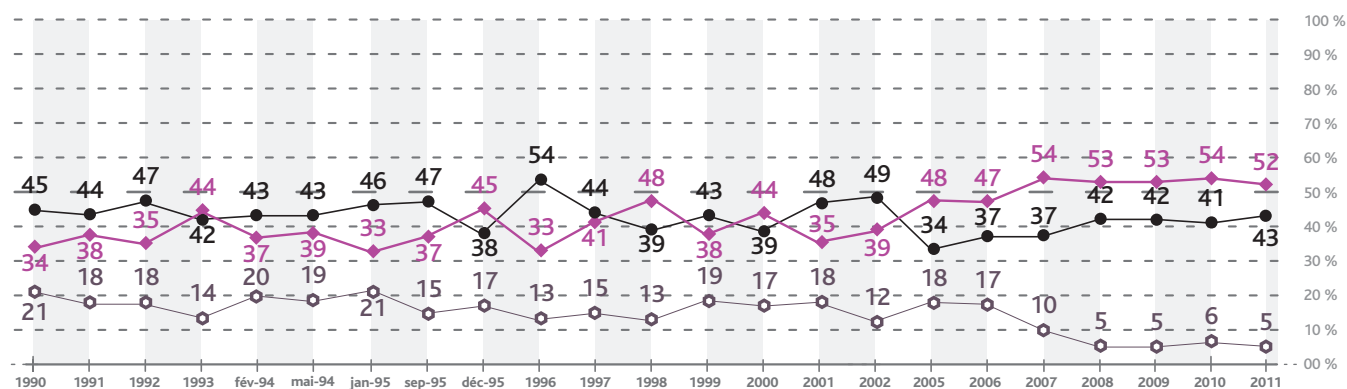


Les organismes de contrôle de l'État²

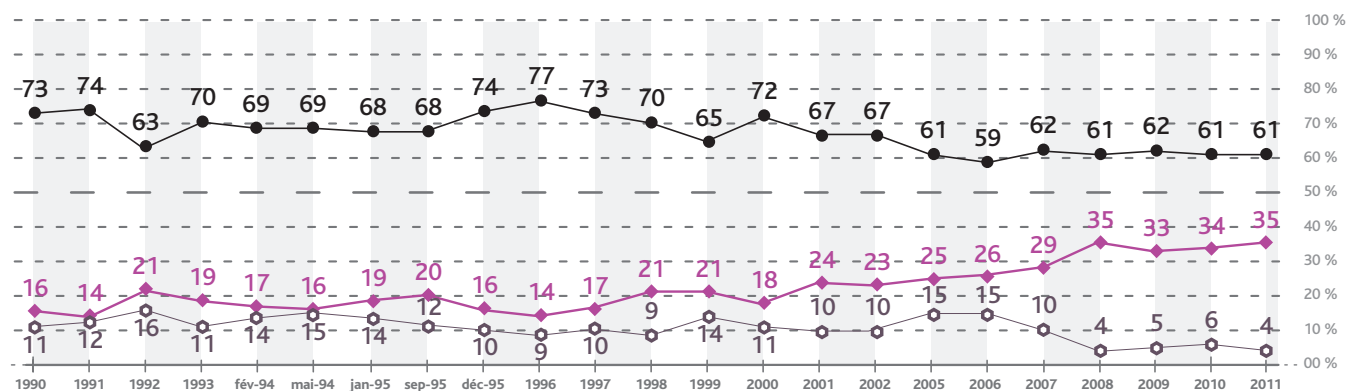


². Depuis octobre 1999, il s'agit des organismes de contrôle de l'État « Direction de la sûreté des installations nucléaires, etc. ». En novembre 2002, cet intitulé a été remplacé par « Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection » ; en novembre 2006, par « Autorité de sûreté nucléaire ».

Les organismes d'experts internationaux³



Les syndicats



3. En octobre 1999, l'intitulé «les organismes d'experts internationaux» avait été remplacé par «les organismes internationaux».

L'ACCIDENT DE FUKUSHIMA

—

PARTIE 5

LA PERCEPTION DE L'ACCIDENT



QUESTION N°1

Parmi les événements catastrophiques suivants, quel est celui qui vous semble le plus effrayant ?

QUESTION N°2

À votre avis, dans les années à venir, les retombées radioactives de l'accident de Fukushima feront au Japon...

QUESTION N°3

Les centrales nucléaires sont très différentes de celles de Fukushima.

QUESTION N°4

Selon vous, un accident dans une centrale nucléaire ayant la même ampleur qu'à Fukushima peut-il se produire en France ?

QUESTION N°5

Votre opinion sur les centrales nucléaires françaises a-t-elle été modifiée par l'accident de Fukushima ou par ce que vous en avez appris ?

Les catastrophes nucléaires – Tchernobyl en son temps, Fukushima aujourd'hui – exacerbent des craintes préexistantes sur le nucléaire. Les questions des parties précédentes montrent que l'image des centrales nucléaires se dégrade depuis cet accident alors que, depuis de nombreuses années, elle était dissociée de celles, négatives, attribuées aux « *retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl* » ou aux « *déchets radioactifs* ». Mais l'accident de Fukushima est venu réveiller leurs craintes. Comment l'opinion appréhende-t-elle cet accident ?

À la question « *Parmi les événements catastrophiques suivants, quel est celui qui vous semble le plus effrayant ?* », l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima du 11 mars arrive largement en tête des catastrophes avec 34 % des réponses, suivi de loin par l'accident de Tchernobyl (20 %) et le tsunami sur la côte nord-est du Japon (18 %). Les deux accidents nucléaires totalisent ainsi plus de 50 % des réponses, score obtenu l'an passé uniquement par l'accident nucléaire de Tchernobyl.

L'autre élément remarquable dans ce classement est la quasi-absence de corrélation avec le nombre de morts du fait de ces catastrophes : le tremblement de terre en Haïti, qui a été le plus meurtrier avec plus de 200 000 morts, n'est qu'à la 5^e place, juste avant la tempête Xynthia (35 morts), qui est positionnée avant l'accident de l'usine Union Carbide à Bhopal en Inde et l'ouragan Katrina de 2005 à La Nouvelle-Orléans, aux États-Unis (avec chacun plus de 10 000 victimes). Toutefois, lorsque l'on propose d'évaluer le nombre de morts au Japon provoqué par l'accident de Fukushima, 75 % estiment qu'il sera supérieur à 1 000. Pour la mortalité due à Tchernobyl, en décembre 2010, ils étaient 84 % à penser qu'il en ferait autant.

Les Français sont partagés pour dire que les centrales nucléaires françaises sont différentes de celles de Fukushima : 23 % sont d'accord, 33 % d'indécis contre 37 % en désaccord. Mais ils se rejoignent globalement pour dire qu'un accident de la même ampleur que celui de Fukushima peut se produire en France : près de 70 % le pensent.

En 2011, plus de 60 % des individus affirment que leur opinion sur la sûreté des centrales nucléaires françaises n'a pas été modifiée par l'accident de Fukushima ou par ce qu'ils en ont appris. Ce qui signifie aussi que près de 40 % ont modifié leur opinion, que ce soit pour juger les centrales plus sûres (5%) ou moins sûres (33%). Ces scores sont proches de ceux enregistrés l'an passé pour l'accident de Tchernobyl. Ils étaient autant à avoir modifié leur opinion sur la sûreté des centrales nucléaires mais se répartissaient différemment entre ceux qui les jugeaient moins sûres (23 %) et plus sûres (16 %).

Toutes ces réponses convergent pour mettre en lumière que l'accident de Fukushima exacerbe des craintes du public qui, depuis de nombreuses années, associe avant tout aux activités nucléaires un risque de catastrophe.

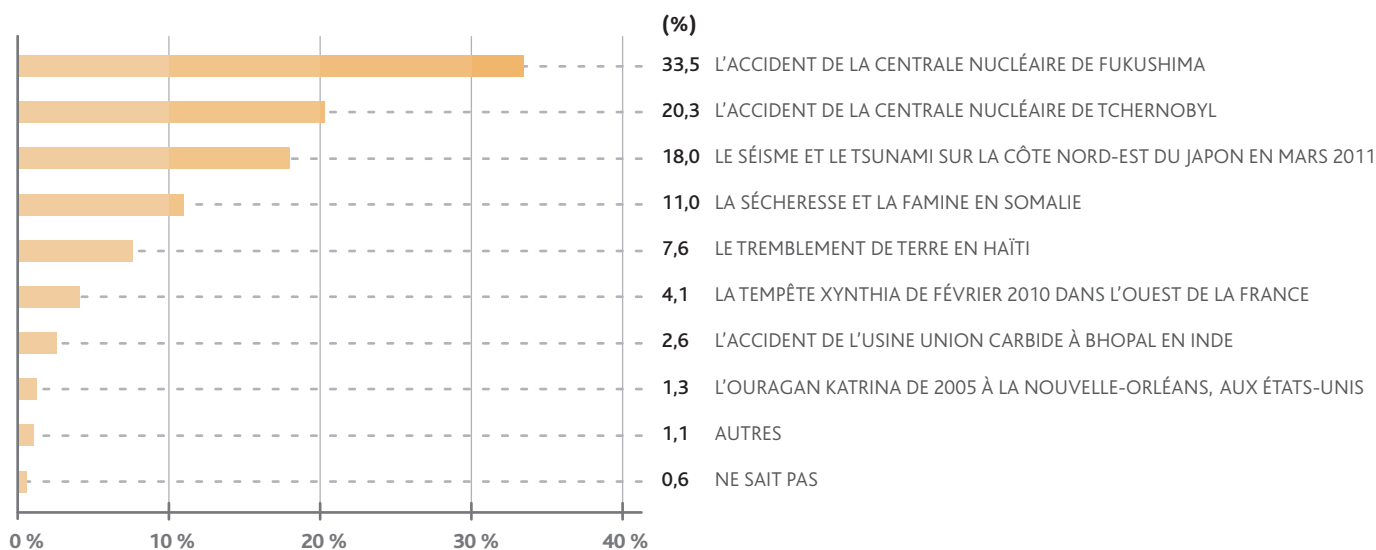
1. À la demande de l'IRSN, l'institut BVA a reposé cette question dans le cadre d'une vague omnibus téléphonique, en dehors du contexte des risques et du nucléaire. Même sortie de ce contexte, la majorité relative des Français juge l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima comme étant la catastrophe la plus effrayante, avec 32 % de citations. En 2^e position, nous retrouvons l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl avec 19 % de citations. La sécheresse et la famine en Somalie (17 %) ; le séisme et le tsunami sur la côte nord-est du Japon en mars 2011 (15 %) sont cités ensuite, suivis par le tremblement de terre en Haïti (7 %). Enfin, quasiment aucune personne ne juge l'ouragan Katrina de 2005 à La Nouvelle-Orléans, aux États-Unis, la tempête Xynthia de février 2010 dans l'ouest de la France et l'accident de l'usine Union Carbide à Bhopal comme les plus effrayants (3 % de citations pour les deux premiers et 1 % pour le dernier).

Cette question a été posée à 956 Français âgés de 18 ans et plus, les 23 et 24 septembre 2011. La représentativité de cet échantillon est assurée selon la méthode des quotas en termes de sexe, âge de l'interviewé, CSP du chef de famille après stratification par région et taille d'agglomération.

QUESTION N°1

Parmi les événements catastrophiques suivants, quel est celui qui vous semble le plus effrayant ?

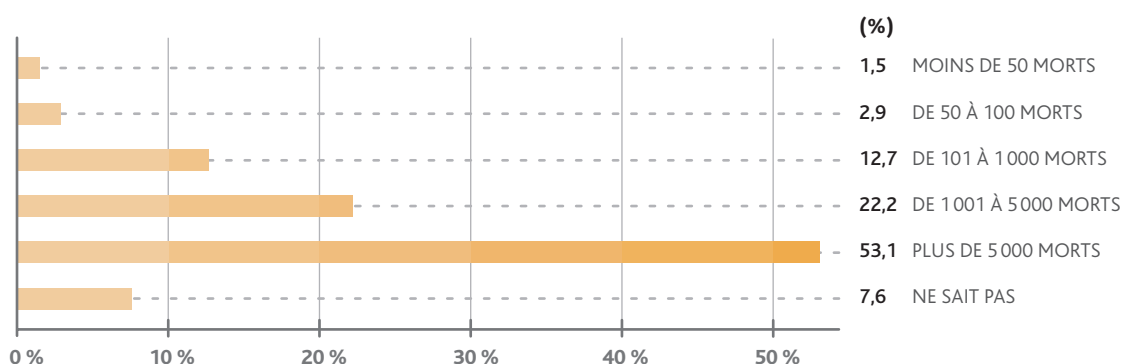
OCTOBRE 2011



QUESTION N°2

À votre avis, dans les années à venir, les retombées radioactives de l'accident de Fukushima feront au Japon...

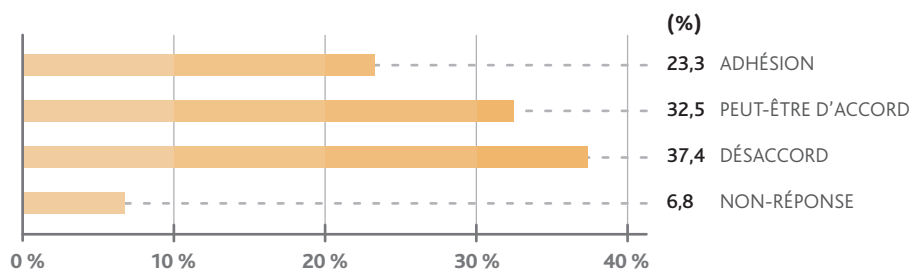
OCTOBRE 2011



QUESTION N°3

Les centrales nucléaires françaises sont très différentes de celles de Fukushima.

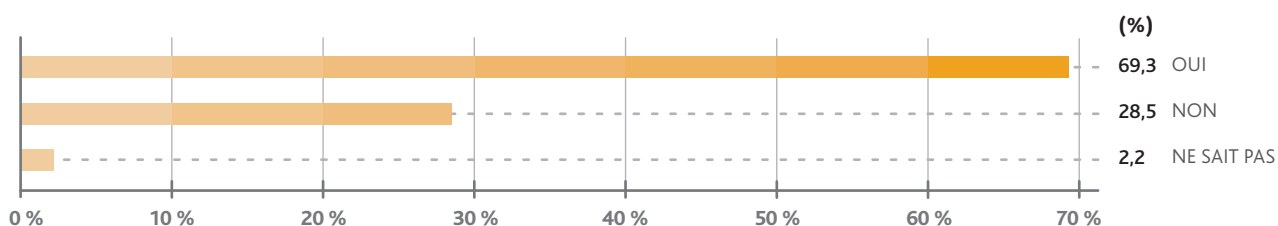
OCTOBRE 2011



QUESTION N°4

Selon vous, un accident dans une centrale nucléaire ayant la même ampleur qu'à Fukushima peut-il se produire en France ?

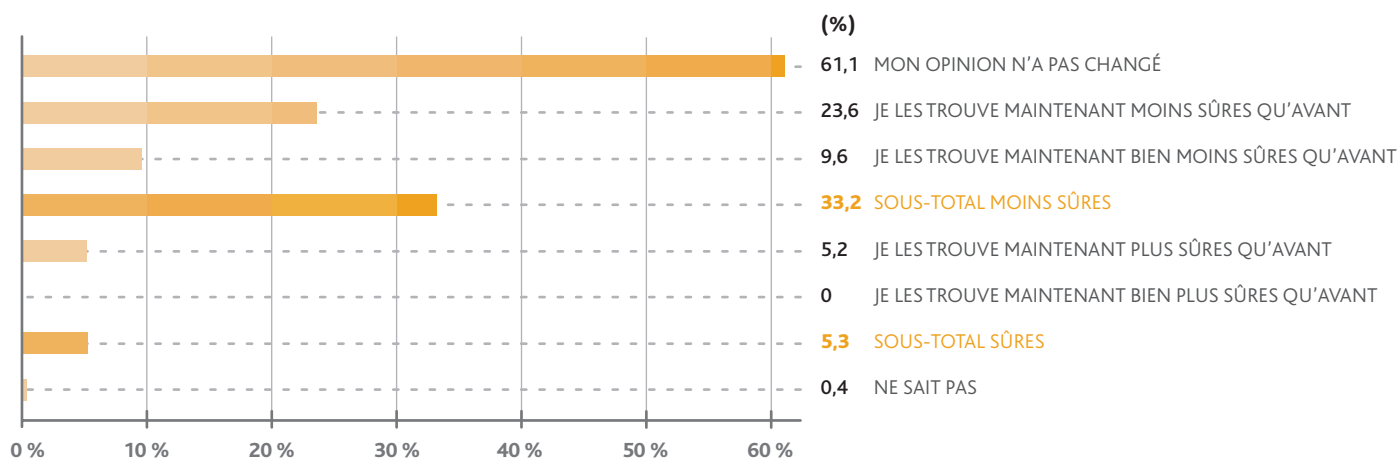
OCTOBRE 2011



QUESTION N°5

Votre opinion sur les centrales nucléaires françaises a-t-elle été modifiée par l'accident de Fukushima ou par ce que vous en avez appris ?

OCTOBRE 2011



LA QUALITÉ DE L'INFORMATION REÇUE

QUESTION N°6

Je vais vous poser maintenant un certain nombre de questions relatives à l'accident de Fukushima. Pour chacune vous me direz dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non.

QUESTION N°7

Après un accident nucléaire comme celui du Japon, afin d'informer au mieux les Français, vous semble-t-il préférable de...

QUESTION N°8

Comment jugez-vous la qualité de l'information que vous avez reçue jusqu'à présent sur l'accident de Fukushima ?

QUESTION N°9

Parmi les sources d'informations suivantes, quelles sont celles que vous jugez les plus utiles pour vous forger un avis sur l'accident de Fukushima ?

QUESTION N°10

Vous souvenez-vous avoir eu une information sur l'accident de Fukushima, que ce soit dans la presse, à la télévision ou à la radio par...

QUESTION N°11

Pour connaître toute la vérité sur l'accident de Fukushima et ses conséquences, à qui faites-vous d'abord confiance ?

Au moment de l'accident nucléaire, tous les acteurs de la filière nucléaire se sont mobilisés pour répondre, avec les informations qu'ils détenaient, aux questions très nombreuses et aux inquiétudes fortes nées de cet accident. Comment l'opinion a-t-elle réagi ? Les Français ont-ils eu le sentiment d'être mal ou bien informés ?

Secteur nucléaire : de fortes attentes à l'égard des associations de défense de l'environnement et des spécialistes du risque nucléaire

Les associations de défense de l'environnement et les experts du risque nucléaire sont attendus pour informer sur l'accident de Fukushima. Pour se forger un avis sur l'accident, 41 % des personnes interrogées jugent utiles les avis des scientifiques et 23 % préfèrent s'appuyer sur les positions des associations de protection de l'environnement. Pour connaître toute la vérité sur l'accident, le rapport est inversé : les Français font d'abord confiance aux associations, avec 27 % de réponses, puis aux spécialistes du risque nucléaire : l'IRSN et l'ASN ou aux médecins (12 % chacun), aux journalistes, au CEA (10 % chacun) et aux associations de consommateurs (9 %). EDF et les hommes politiques viennent loin derrière.

Six mois après l'accident, les Français se souviennent d'avoir eu une information sur l'accident par les hommes politiques et les associations de défense de l'environnement : 59 % se souviennent de leur présence, que ce soit dans la presse, à la télévision ou à la radio. Seulement 30 % déclarent se souvenir d'avoir entendu les autres intervenants : l'ASN, l'IRSN, les médecins, les associations de consommateurs, le CEA ou EDF, qui avaient pourtant été très sollicités au moment de l'accident et pendant plusieurs semaines.

Pour finir, si on demande de juger l'information reçue jusqu'à présent sur l'accident de Fukushima, 53 % sont plus indécis en répondant « *ni bonne ni mauvaise* » et une minorité déclare la trouver « *bonne* » (20 %) ou la juge « *mauvaise* » (27 %).

Fukushima, Tchernobyl : peut-on comparer ces deux catastrophes en termes d'information perçue ?

L'an passé, 25 ans après l'accident de Tchernobyl, le Baromètre IRSN revenait sur cet accident et sa perception par le public. À propos de l'information fournie lors de l'accident, le jugement des Français sur cette information restait mitigé. Plus on s'éloigne avec le temps de l'accident, moins les Français jugent crédible l'information qui leur est donnée. Et pourtant, de façon plus générale, depuis l'accident de Tchernobyl, la transparence et l'information ont été fortement développées dans le secteur nucléaire pour répondre aux demandes des Français, évolution consacrée par l'adoption de la loi sur la transparence et la sécurité nucléaire en 2006. Si cette évolution a été sans conséquence sur la perception de l'information sur Tchernobyl, qu'en est-il pour l'accident de Fukushima ?

Pour seulement 18 % des Français, les organismes officiels français ont donné des informations complètes et correctes lorsque l'accident de Fukushima s'est produit ; 44 % pensent le

contraire. Ces pourcentages sont faibles au regard de la quantité d'informations diffusées mais se différencient fortement de ceux obtenus pour l'accident de Tchernobyl. L'an passé, pour cet accident, seulement 6 % jugeaient l'information complète et correcte alors que 81 % avaient l'opinion inverse. La majorité (52 %) pense que l'on cache la vérité aux Français sur les conséquences en France de l'accident de Fukushima ; l'an passé, 25 ans après l'accident de Tchernobyl, ils étaient beaucoup plus nombreux (76 %) à le penser à propos de cet accident. La défiance reste la règle, même si elle s'est fortement atténuée.

Mais rien ne change en ce qui concerne la perception des explications des experts sur l'accident, qui continuent à être jugées comme incompréhensibles par 42 % des Français. Peu nombreux (21 %) sont ceux qui reconnaissent l'effort d'information des acteurs de l'industrie nucléaire française depuis ces deux accidents.

Constat important également : après un accident nucléaire comme celui du Japon, les Français jugent important d'être informés au fur et à mesure de la crise de la manière la plus complète possible

En effet, la majorité des Français estime qu'il est préférable d'informer de la manière la plus complète au fur et à mesure de la crise (64 %) plutôt que de diffuser un document pédagogique de synthèse scientifique (34 %), ce qui est en partie contradictoire avec la demande de clarté rappelée ci-dessus.

Cette question avait été posée à des leaders d'opinion en avril 2011 et obtenait les mêmes réponses¹.

1. Cette enquête, effectuée très rapidement après l'accident, a pour objectif de recueillir la perception à chaud de leaders d'opinion sur l'information diffusée suite à la catastrophe de Fukushima et la manière de conduire l'audit du niveau de sûreté des réacteurs nucléaires français demandé par le Premier ministre. Les enquêteurs de l'institut de sondage BVA ont interrogé par téléphone, du 28 mars au 29 avril 2011, un panel constitué de plus de 400 leaders d'opinion décideurs appartenant aux univers politique, économique et médiatique. Le rapport est disponible sur le site Internet de l'IRSN.

QUESTION
N°6

Je vais vous poser maintenant un certain nombre de questions relatives à l'accident de Fukushima. Pour chacune vous me direz dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non.

OCTOBRE 2011

On cache la vérité aux Français sur les conséquences en France de l'accident de Fukushima.



Les explications des experts sur les conséquences pour le Japon de l'accident de Fukushima sont incompréhensibles.



L'industrie nucléaire française a fait un réel effort d'information depuis l'accident de Fukushima.



Lorsque l'accident de Fukushima s'est produit, les autorités françaises ont donné au public des informations complètes et correctes.



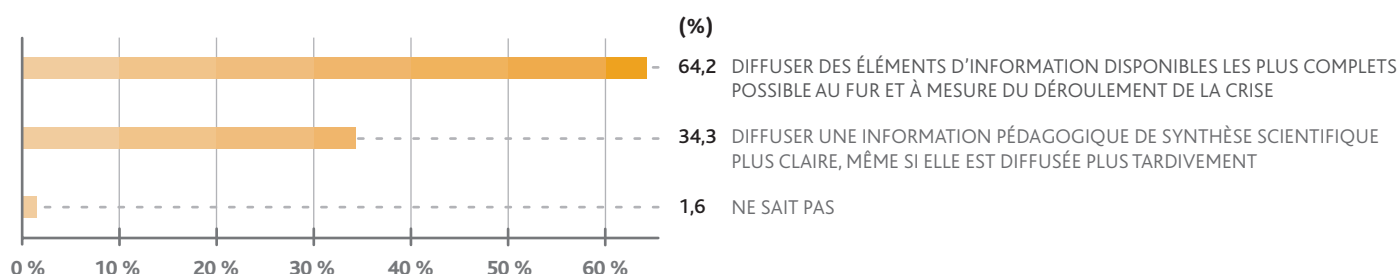
ADHÉSION PEUT-ÊTRE D'ACCORD DÉSACCORD NON-RÉPONSE

en %

QUESTION
N°7

Après un accident nucléaire comme celui du Japon, afin d'informer au mieux les Français, vous semble-t-il préférable de...

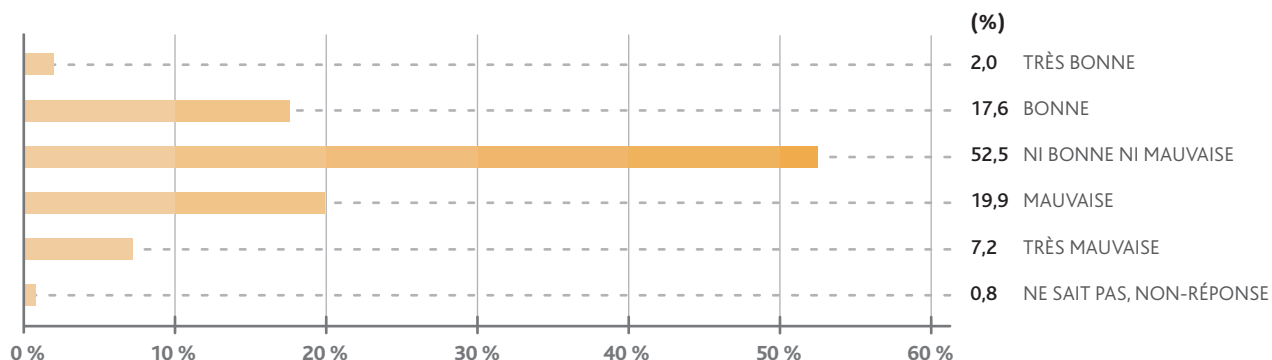
OCTOBRE 2011



QUESTION N°8

Comment jugez-vous la qualité de l'information que vous avez reçue jusqu'à présent sur l'accident de Fukushima ?

OCTOBRE 2011

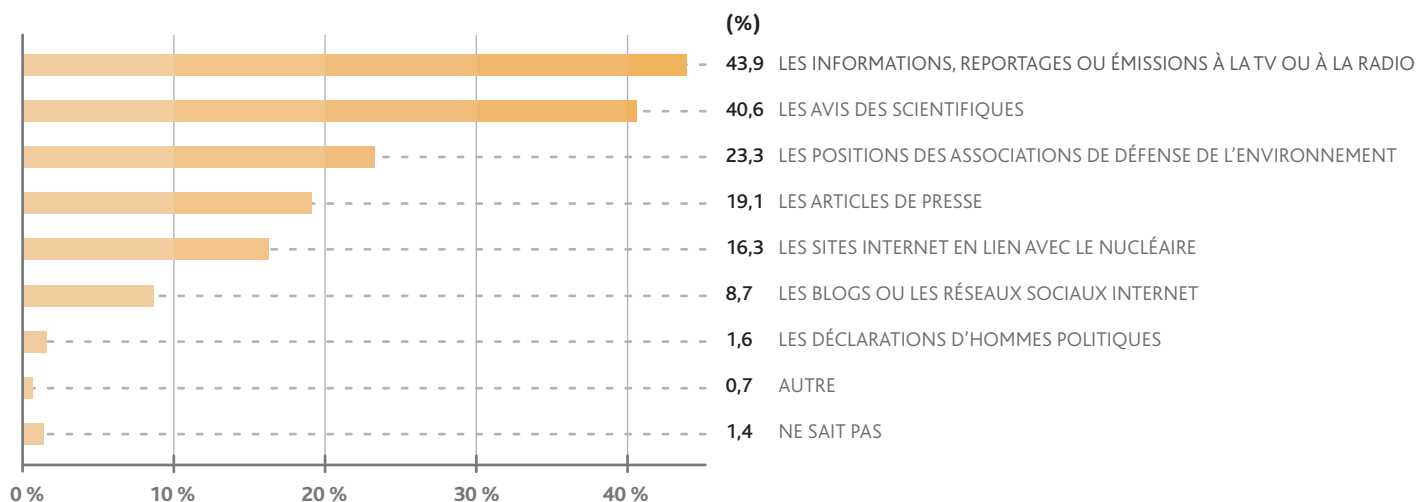


QUESTION N°9

Parmi les sources d'informations suivantes, quelles sont celles que vous jugez les plus utiles pour vous forger un avis sur l'accident de Fukushima ?

OCTOBRE 2011

(Cumul de 2 réponses)



QUESTION N°10

Vous souvenez-vous avoir eu une information sur l'accident de Fukushima, que ce soit dans la presse, à la télévision ou la radio par...

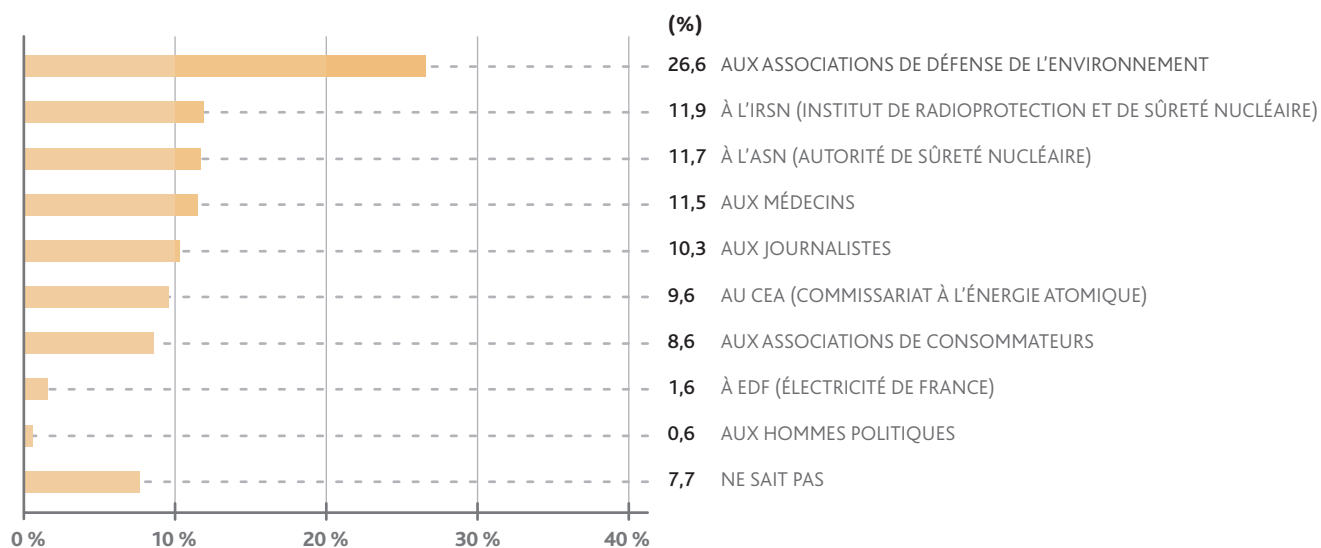
OCTOBRE 2011

	OUI	NON	NE SAIT PAS	(%)
Les hommes politiques	59,2	40,2	0,6	
Les associations de défense de l'environnement	58,4	40,5	1,1	
Les médecins	35,4	63,2	1,4	
L'ASN	34,6	61,2	4,2	
Les associations de consommateurs	34,3	64,6	1,2	
EDF	31,1	67,4	1,5	
Le CEA	30,3	66,0	3,7	
L'IRSN	29,3	66,3	4,3	

QUESTION N°11

Pour connaître toute la vérité sur l'accident de Fukushima
et ses conséquences, à qui faites-vous d'abord confiance ?

OCTOBRE 2011



LES ATTENTES SUR L'ÉVALUATION DES CENTRALES NUCLÉAIRES

QUESTION N°12

Suite à l'accident de Fukushima, le Premier ministre a décidé de conduire une évaluation du niveau de sûreté de chacun des 58 réacteurs nucléaires français. Selon vous, vous semble-t-il prioritaire, important mais pas prioritaire ou secondaire que les organismes chargés de contrôler les centrales nucléaires...

QUESTION N°13

Pour la réalisation de cette évaluation, auriez-vous plus confiance en une expertise menée par...

Suite à l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima, le Premier ministre a demandé un audit des centrales nucléaires françaises au regard des événements qui se sont déroulés sur cette centrale. Complémentaire des démarches de sûreté habituelle, cet audit a pour principal objectif d'évaluer la résistance des centrales et leurs systèmes de sauvegarde face à des catastrophes inimaginables jusque-là. Pour réaliser cet audit, à qui accorde-t-on sa confiance : aux organismes d'État en charge du contrôle en France ou à un groupe d'experts français et internationaux ? Quels engagements pourraient-ils prendre : répondre à toutes les questions posées par le public, nourrir leur expertise des questions du public ou encore construire l'évaluation en coopération avec ceux qui portent les préoccupations du public ?

Ces questions ont été posées dans un premier temps à des leaders d'opinion en avril 2011¹, très rapidement après l'accident. Ce qu'attendaient les leaders était une évaluation pluraliste de la sûreté des installations nucléaires en y impliquant le public et des experts internationaux.

Reprises dans cette édition du Baromètre IRSN, les réponses des Français convergent avec celles des leaders en les accentuant. Ce type de décalage entre des enquêtes « grand public » et « leaders d'opinion » est habituellement observé quels que soient les sujets abordés.

Ainsi, leaders et public considèrent comme « *prioritaire* » ou « *important mais pas prioritaire* » de répondre à toutes les questions posées par le public (96 % pour le public, 89 % pour les leaders), de construire l'évaluation en coopération avec les acteurs de la société (91 %, 85 %) et de prendre en compte les questions posées par le public pour nourrir l'expertise (88 %, 82 %).

Enfin, les deux font davantage confiance à une expertise menée par un groupe d'experts français et internationaux (83 %, 80 %) que par les seuls organismes d'État en charge du contrôle en France (15 %, 16 %).

Les Français veulent donc être associés à cet audit. Sans surprise, ils veulent une expertise pluraliste et qui dépasse le cadre national dans ce cas particulier, comme on l'a vu de manière générale dans la partie 2 sur l'expertise.

1. Cette enquête, effectuée très rapidement après l'accident, a pour objectif de recueillir la perception à chaud de leaders d'opinion sur l'information diffusée suite à la catastrophe de Fukushima et la manière de conduire l'audit du niveau de sûreté des réacteurs nucléaires français demandé par le Premier ministre. Les enquêteurs de l'institut de sondage BVA ont interrogé par téléphone, du 28 mars au 29 avril 2011, un panel constitué de plus de 400 leaders d'opinion décideurs appartenant aux univers politique, économique et médiatique. Le rapport est disponible sur le site Internet de l'IRSN.

QUESTION N°12

Suite à l'accident de Fukushima, le Premier ministre a décidé de conduire une évaluation du niveau de sûreté de chacun des 58 réacteurs nucléaires français.
Selon vous, vous semble-t-il prioritaire, important mais pas prioritaire ou secondaire que les organismes chargés de contrôler les centrales nucléaires...

OCTOBRE 2011

S'engagent à répondre à toutes les questions posées par le public ?



Construisent l'évaluation en coopération avec les acteurs de la société porteurs des préoccupations du public ?



S'appuient sur les questions posées par le public pour conduire leur évaluation ?

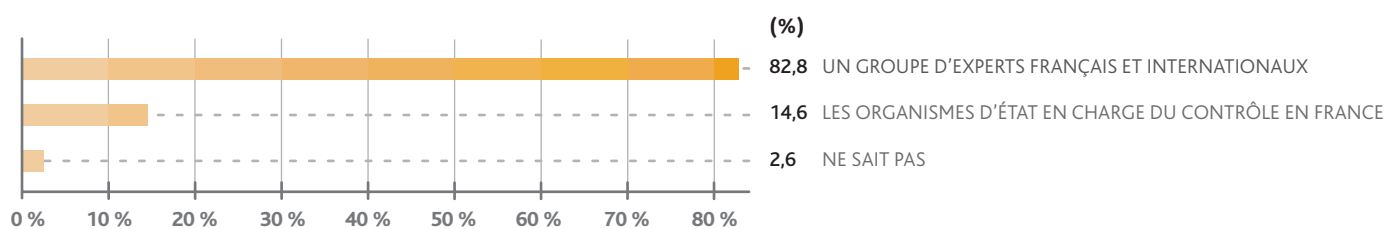


■ PRIORITAIRE
 ■ IMPORTANT MAIS PAS PRIORITAIRE
 ■ SECONDAIRE
 ■ NE SAIT PAS
 en %

QUESTION N°13

Pour la réalisation de cette évaluation, auriez-vous plus confiance en une expertise menée par...

OCTOBRE 2011



RÉGION	(%)	(visé)
Nord	6,5	(6,6)
Bassin parisien	17,0	(17,7)
Ouest	13,6	(13,3)
Sud-Ouest	11,3	(10,9)
Méditerranée	11,9	(12,3)
Centre-Est	12,3	(11,9)
Est	8,7	(8,8)
Région parisienne	18,7	(18,6)

HABITAT

Moins de 20 000 hab.	42,8	(41,4)
20 000 à moins de 100 000 hab.	12,6	(13,4)
100 000 hab. et +	28,5	(28,7)
Agglomération parisienne	16,1	(16,4)

SEXE

Homme	47,5	(47,8)
Femme	52,5	(52,2)

ÂGE

18-24 ans	11,2	(11,6)
25-34 ans	17,3	(17,2)
35-49 ans	25,8	(27,4)
50-64 ans	24,5	(22,3)
65 ans et plus	21,3	(21,5)

CATÉGORIE SOCIO - PROFESSIONNELLE

Agriculteurs	0,9	(1,2)
Artisans, commerçants	15,8	(16,4)
Professions intermédiaires	14,4	(14,5)
Employés	11,0	(9,5)
Ouvriers	21,1	(20,6)
Retraités, autres inactifs	36,8	(36,8)

Fin des variables quotas et strates

L'échantillon est proche des quotas visés. Il est tout à fait comparable aux échantillons des années antérieures et ne comporte aucune sous- ou sur-représentation d'une variable sociodémographique susceptible d'entraîner des différences sur les résultats.

STATUT DU CHEF DE FAMILLE	(%)
Salarié du secteur public	16,1
Salarié du secteur privé	33,4
Sous-total salariés	49,5
À son compte	6,8
Inscrit au Pôle emploi	7,0
Inactif	36,7

PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ

Agriculteurs	0,9
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise, cadres supérieurs	12,8
Professions intermédiaires	12,5
Employés, personnels de service	17,0
Ouvriers	16,1
Retraités ou autres inactifs	40,7

STATUT DE L'INTERVIEWÉ

Salarié du secteur privé	16,3
Salarié du secteur public	28,7
Sous-total salariés	45,0
À son compte	6,0
Inscrit au Pôle emploi	8,6
Inactif	40,4

DIPLÔME

Avez-vous personnellement obtenu un diplôme d'études ? Si oui, quel est le plus élevé ?

Aucun diplôme	13,0
CEP, CAP	27,6
Brevet (BEPC, BEP)	16,9
Sous-total inférieur au Bac	57,6
Baccalauréat	14,2
BTS, DUT (Brevet de technicien supérieur, Diplôme universitaire de technologie)	14,1
Autre diplôme supérieur (grande école, université)	14,0
Sous-total Bac et plus	42,3

FORMATION

(%)

Votre formation est plutôt :

Base : 881

Scientifique (physique, maths, chimie, technologie, informatique)	19,2
Sciences économiques et juridiques (droit, gestion, commerce)	17,7
Sciences de la vie, santé (médecine, paramédical, pharmacie, biologie)	9,6
Sciences humaines (lettres, psychologie, sociologie, arts)	12,1
Autres	40,9
(NSP)	0,5

NIVEAU DE REVENUS

Moins de 500 euros	2,9
De 500 à 749 euros	4,2
De 750 à 999 euros	6,8
De 1 000 à 1 499 euros	16,2
De 1 500 à 1 999 euros	15,7
De 2 000 à 2 499 euros	15,2
2 500 euros ou plus	26,8
(Refus / NSP)	12,2

LECTURE DE JOURNAUX SCIENTIFIQUES

Lisez-vous des journaux, des revues ou des magazines scientifiques, comme Science & Vie, Science et Avenir, Ça m'intéresse, La Recherche... ?

Souvent	9,8
De temps en temps	26,2
Rarement	22,2
Sous-total oui	58,1
Jamais	41,9

PROXIMITÉ POLITIQUE

Parmi les partis politiques suivants, pouvez-vous me dire duquel vous vous sentez le plus proche ou disons le moins éloigné ?

Sous-total gauche	48,7
Lutte ouvrière	3,6
Le NPA (Nouveau Parti anticapitaliste)	1,6
Le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon	3,1
Le Parti communiste	3,1

(%)

Le Parti socialiste	25,6
Les Verts	11,7
Sous-total gauche hors PS	23,1
Le Modem	2,8
Sous-total droite	19,5
Le Nouveau Centre	2,9
L'UMP	10,2
Sous-total droite parlementaire	13,1
Le Front national	6,4
(Aucune proximité partisane / NSP)	29,2

POSITION POLITIQUE

Pouvez-vous me dire où vous vous situez sur le plan politique ?

Très à gauche	4,4
À gauche	17,8
Plutôt à gauche	17,4
Sous-total gauche	39,6
Ni à gauche ni à droite	33,4
Sous-total droite	18,2
Plutôt à droite	8,7
À droite	5,9
Très à droite	3,6
(Refus de répondre / NSP)	8,9

RELIGION

Pratiquez-vous régulièrement une religion ?

Oui	19,6
Non	80,0
Non-réponse	0,4

RÉGION ZEAT

- 1 Région parisienne
- 2 Bassin parisien est
- 3 Bassin parisien ouest
- 4 Nord
- 5 Est
- 6 Ouest
- 7 Sud-Ouest
- 8 Sud-Est
- 9 Méditerranée

AGGLO EN 9

- 1 2 000 à 5 000 hab.
- 2 5 000 à 10 000 hab.
- 3 10 000 à 20 000 hab.
- 4 20 000 à 50 000 hab.
- 5 50 000 à 100 000 hab.
- 6 100 000 à 200 000 hab.
- 7 > 200 000 hab.
- 8 Agglo Paris
- 9 Rural

RÉGION

- 1 NORD : 59-62
- 2 B.P. EST : 02-08-10-21-51-52-58-60-71-80-89
- 3 B.P. OUEST : 14-18-27-28-36-37-41-45-50-61-76
- 4 OUEST : 16-17-22-29-35-44-49-53-56-72-79-85-86
- 5 SUD-OUEST : 09-12-19-23-24-31-32-33-40-46-47-64-65-81-82-87
- 6 MÉDITERRANÉE : 04-05-06-11-13-30-34-48-66-83-84
- 7 CENTRE-EST : 01-03-07-15-26-38-42-43-63-69-73-74
- 8 EST : 25-39-54-55-57-67-68-70-88-90
- 9 R. PARIS. : 75-77-78-91 à 95

Interview réalisée auprès...

- 1 D'un homme
- 2 D'une femme

Quel est votre âge ?

Quelle est la profession du chef de famille ?

Quelle est sa fonction exacte ? Le chef de famille est-il :

- 1 Inscrit au Pôle emploi
- 2 Salarié du secteur privé
- 3 Salarié du secteur public
- 4 À son compte
- 5 Inactif

Êtes-vous le chef de famille ?

- 1 OUI
- 2 NON

Quelle est votre profession ? Quelle est votre fonction exacte ?

Êtes-vous :

- 1 Inscrit au Pôle emploi
- 2 Salarié du secteur privé
- 3 Salarié du secteur public
- 4 À son compte
- 5 Inactif

En France, parmi les problèmes actuels suivants, lequel est pour vous le plus préoccupant ? En premier ? En second ?

ENQUÊTEUR : MONTRER ÉCRAN ET ÉNUMÉRER

- 1 La dégradation de l'environnement
- 2 L'insécurité
- 3 Les risques nucléaires
- 4 Les accidents de la route
- 5 Le chômage
- 6 La misère et l'exclusion
- 7 Le sida
- 8 Les risques alimentaires
- 9 Le terrorisme
- 10 Les toxicomanies (drogue, alcoolisme, tabagisme...)
- 11 Les risques chimiques
- 12 Les conséquences de la crise financière
- 13 Les bouleversements climatiques
- 14 La grippe A (H1N1)
- 15 [NSP]

alea i1->14

Je vais vous citer un certain nombre de problèmes d'environnement.

Quel est celui qui vous semble le plus préoccupant ? En premier ? En second ?

- 1 La disparition d'espèces animales
- 2 La destruction des forêts
- 3 L'effet de serre (réchauffement de l'atmosphère)
- 4 La pollution de l'eau
- 5 La diminution de la couche d'ozone
- 6 La pollution de l'air
- 7 Les nuisances sonores
- 8 La dégradation des paysages
- 9 La pollution des sols
- 10 Les dommages liés aux catastrophes naturelles
- 11 [NSP]

alea i1->10

Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont :

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Quasi nuls
- 2 Faibles
- 3 Moyens
- 4 Élevés
- 5 Très élevés
- 6 [NSP]

- 1 La drogue
- 2 Les déchets radioactifs
- 3 Le sida
- 4 La pollution atmosphérique
- 5 Les centrales nucléaires
- 6 La pollution des lacs, des rivières et des mers
- 7 Les produits alimentaires
- 8 Les déchets chimiques
- 9 Le tabagisme des jeunes
- 10 Les inondations
- 11 Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl
- 12 Le terrorisme
- 13 Les OGM (Organismes génétiquement modifiés)
- 14 Les accidents de la route
- 15 Le radon dans les habitations
- 16 Les installations chimiques
- 17 Les incinérateurs de déchets ménagers
- 18 Le transport des matières dangereuses
- 19 L'alcoolisme

- 20 Les antennes de réseau pour téléphones portables
- 21 Les radiographies médicales
- 22 Les pesticides
- 23 Les accidents domestiques
- 24 L'obésité des jeunes
- 25 Les incendies de forêt
- 26 Les maladies professionnelles
- 27 Les risques médicamenteux
- 28 Le bruit
- 29 La pollution des sols
- 30 La canicule
- 31 Les accidents de radiothérapie
- 32 Les nanoparticules
- 33 Les lignes à haute tension

alea s1->33

Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Non, pas du tout
 - 2 Non, pas vraiment
 - 3 Plus ou moins
 - 4 Oui, assez
 - 5 Oui, tout à fait
 - 6 [NSP]
-
- 1 La drogue
 - 2 Les déchets radioactifs
 - 3 Le sida
 - 4 La pollution atmosphérique
 - 5 Les centrales nucléaires
 - 6 La pollution des lacs, des rivières et des mers
 - 7 Les produits alimentaires
 - 8 Les déchets chimiques
 - 9 Le tabagisme des jeunes
 - 10 Les inondations
 - 11 Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl
 - 12 Le terrorisme
 - 13 Les OGM (Organismes génétiquement modifiés)
 - 14 Les accidents de la route
 - 15 Le radon dans les habitations
 - 16 Les installations chimiques
 - 17 Les incinérateurs de déchets ménagers
 - 18 Le transport des matières dangereuses
 - 19 L'alcoolisme
 - 20 Les antennes de réseau pour téléphones portables
 - 21 Les radiographies médicales
 - 22 Les pesticides
 - 23 Les accidents domestiques
 - 24 L'obésité des jeunes
 - 25 Les incendies de forêt
 - 26 Les maladies professionnelles
 - 27 Les risques médicamenteux
 - 28 Le bruit
 - 29 La pollution des sols
 - 30 La canicule
 - 31 Les accidents de radiothérapie
 - 32 Les nanoparticules
 - 33 Les lignes à haute tension

alea s1->33

Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Non, pas du tout
 - 2 Non, pas vraiment
 - 3 Plus ou moins
 - 4 Oui, assez
 - 5 Oui, tout à fait
 - 6 [NSP]
-
- 1 La drogue
 - 2 Les déchets radioactifs
 - 3 Le sida
 - 4 La pollution atmosphérique
 - 5 Les centrales nucléaires
 - 6 La pollution des lacs, des rivières et des mers
 - 7 Les produits alimentaires
 - 8 Les déchets chimiques
 - 9 Le tabagisme des jeunes
 - 10 Les inondations
 - 11 Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl
 - 12 Le terrorisme
 - 13 Les OGM (Organismes génétiquement modifiés)
 - 14 Les accidents de la route
 - 15 Le radon dans les habitations
 - 16 Les installations chimiques
 - 17 Les incinérateurs de déchets ménagers
 - 18 Le transport des matières dangereuses
 - 19 L'alcoolisme
 - 20 Les antennes de réseau pour téléphones portables
 - 21 Les radiographies médicales
 - 22 Les pesticides
 - 23 Les accidents domestiques
 - 24 L'obésité des jeunes
 - 25 Les incendies de forêt
 - 26 Les maladies professionnelles
 - 27 Les risques médicamenteux
 - 28 Le bruit
 - 29 La pollution des sols
 - 30 La canicule
 - 31 Les accidents de radiothérapie
 - 32 Les nanoparticules
 - 33 Les lignes à haute tension

alea s1->33

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante.

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Pas du tout d'accord
 - 2 Pas tellement d'accord
 - 3 Peut-être d'accord
 - 4 Bien d'accord
 - 5 Entièrement d'accord
 - 6 [Sans opinion, non-réponse]
-
- 1 Il faut être certain des avis des experts scientifiques avant d'informer les populations
 - 2 Les experts scientifiques sont trop spécialisés pour avoir une vue large d'un problème
 - 3 En matière de risque, il est normal de prendre toutes les précautions, même lorsque les experts scientifiques n'ont que des doutes
 - 4 Respecter les règles, c'est le meilleur moyen de diminuer un risque
 - 5 Dans leurs avis, les experts scientifiques doivent aussi présenter les points de désaccord

- 6 Il est normal que les avis des experts scientifiques ne soient pas tous rendus publics
 - 7 Les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques
 - 8 Les experts scientifiques doivent davantage tenir compte de l'opinion de la population avant de rendre un avis
 - 9 Les experts scientifiques se cachent derrière la complexité de leurs études pour ne pas communiquer
 - 10 Il faut mettre à la portée de tous une information compréhensible sur les risques des installations
 - 11 Les avis scientifiques ne peuvent pas être compris par le public
- alea S1->11

Enfin, deux dernières propositions relatives au rôle de la science et des technologies.

- 12 Le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfices que d'effets néfastes
- 13 Le développement de la science et des technologies crée plus de risques qu'il n'en supprime

alea S12->13

Quelles sont pour vous les deux principales qualités d'un expert scientifique ? En premier ? En second ?

- 1 Il est indépendant dans son jugement
- 2 Il est techniquement compétent
- 3 Il dit honnêtement comment il est arrivé à ses conclusions
- 4 Il est réactif face à des situations non prévues
- 5 Il est créatif
- 6 [Autre]
- 7 [NSP]

De manière générale, avez-vous une bonne ou une mauvaise opinion des experts scientifiques ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Très bonne
- 2 Bonne
- 3 Ni bonne ni mauvaise
- 4 Mauvaise
- 5 Très mauvaise
- 6 [NSP]

Diriez-vous qu'aujourd'hui vous faites plus confiance ou moins confiance à la science qu'il y a une dizaine d'années ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Beaucoup plus confiance
- 2 Plus confiance
- 3 Autant confiance
- 4 Moins confiance
- 5 Beaucoup moins confiance
- 6 [NSP]

Pour une installation qui présente des risques pour l'environnement et les populations avoisinantes, qui doit, selon vous, contrôler ce qui se passe à l'extérieur de l'installation ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Les pouvoirs publics aux niveaux national et local
- 2 Les élus locaux (conseil Régional, conseil Général, municipalité)
- 3 Les organisations et associations non gouvernementales
- 4 Un comité local de citoyens
- 5 L'exploitant de l'installation
- 6 Un comité d'experts scientifiques
- 7 [NSP]

Accepteriez-vous de vivre près...

- 1 OUI
- 2 NON
- 3 [NSP]

- 1 D'une centrale nucléaire
- 2 D'une installation chimique importante
- 3 D'un site de stockage de déchets chimiques
- 4 D'un site de stockage de déchets radioactifs
- 5 D'une décharge d'ordures ménagères
- 6 D'une zone inondable
- 7 D'une zone sismique
- 8 D'un aéroport
- 9 De lignes à haute tension
- 10 D'un incinérateur de déchets ménagers
- 11 D'un centre de recherche nucléaire
- 12 D'une antenne de réseau pour téléphones portables
- 13 D'un parc éolien

alea S1->13

Seriez-vous prêt à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur les modes de gestion des installations à risques ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Oui, une fois par an
- 2 Oui, deux ou trois fois par an
- 3 Oui, quatre fois par an ou plus
- 4 Non
- 5 [NSP]

Une structure réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens et dont le but serait de s'occuper des situations à risques serait, selon vous...

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Très utile
- 2 Plutôt utile
- 3 Plutôt inutile
- 4 Très inutile
- 5 [NSP]

Pensez-vous que les acteurs suivants doivent être invités à participer à cette structure avec les experts scientifiques officiels à qui il est fait habituellement appel pour juger d'un risque ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 OUI
- 2 NON

- 1 Des médecins
- 2 Des représentants de l'Académie des sciences
- 3 Des associations écologistes locales
- 4 Des associations écologistes nationales
- 5 Des représentants des syndicats
- 6 Des journalistes
- 7 Des élus locaux (conseil régional, conseil général, municipalité)
- 8 Des industriels
- 9 Des personnes exposées au risque
- 10 Des membres des commissions locales d'information (CLI, CLIS, CLIC, etc.)
- 11 Des scientifiques du monde universitaire
- 12 Des juristes
- 13 Des pouvoirs publics au niveau national ou local

alea S1->13

Et quels seraient selon vous les avantages d'une telle structure ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Contribuer à réduire les risques
- 2 Avoir accès à des informations fiables
- 3 Mieux identifier les risques
- 4 Faire émerger de nouveaux points de vue et idées
- 5 Éclairer le décideur sur les différentes options
- 6 Améliorer la qualité de l'expertise
- 7 Mieux définir la question à étudier
- 8 Améliorer la communication des résultats
- 9 Rendre plus crédible l'expertise
- 10 [NSP]

alea I1->9

Parmi les diverses activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ?

PREMIÈRE CITÉE - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Les installations chimiques
- 2 Les transports de matières dangereuses
- 3 La distribution de gaz naturel
- 4 Les raffineries de pétrole
- 5 Les centrales nucléaires
- 6 Les barrages
- 7 Le stockage des déchets radioactifs
- 8 Le transport aérien
- 9 Le transport par route
- 10 Le transport par rail
- 11 Les installations militaires
- 12 Les laboratoires de recherche biologique
- 13 Les fabriques et dépôts de feux d'artifice
- 14 [Autres]
- 15 [NSP]

A1 alea i1->13

(Parmi les diverses activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ?)

2 RÉPONSES POSSIBLES - AUTRES CITÉES

Je vais vous citer des mesures que pourrait prendre un organisme d'expertise pour mieux rendre compte des résultats de ses expertises. Dites-moi, pour chacune d'elles, si elle vous paraît prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire.

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Prioritaire
- 2 Importante mais pas prioritaire
- 3 Secondaire
- 4 [NSP]

- 1 Rendre accessible à tous la liste de l'ensemble de ses travaux en cours
- 2 Rendre accessible à tous la liste des demandes d'expertise qui lui sont faites
- 3 S'engager à répondre à toutes les questions posées par les associations et par les citoyens
- 4 Organiser des réunions publiques pour débattre de ses travaux
- 5 Rendre publics ses rapports d'expertise

alea s1->5

Voici un certain nombre de raisons qui pourraient empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. Pour chacun des cas suivants, dites-moi si c'est une bonne raison pour empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique.

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Oui, tout à fait
- 2 Oui, plutôt
- 3 Non, plutôt pas
- 4 Non, pas du tout
- 5 [NSP]

- 1 La propriété industrielle
- 2 L'impossibilité d'exprimer les résultats en des termes compréhensibles par le public
- 3 Le droit de la personne qui a commandé les travaux de décider librement de la publication
- 4 Les engagements contractuels de l'expert
- 5 L'attente de la décision à prendre suite aux résultats de l'expertise
- 6 L'incertitude scientifique des résultats obtenus
- 7 La lutte contre le terrorisme
- 8 Le secret défense

alea s1->8

L'expertise des risques technologiques se traduit par des rapports aux autorités compétentes pour qu'elles puissent décider d'autoriser ou non l'exploitation des installations industrielles. Pour mieux comprendre les décisions, jugez-vous utile la diffusion, auprès du public, de tous ces rapports d'expertise ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Pas du tout utile
- 2 Pas tellement utile
- 3 Peut-être utile
- 4 Bien utile
- 5 Entièrement utile
- 6 [NSP]

Quelle est votre préférence entre les deux propositions suivantes.

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Je préfère moi-même avoir accès à ces dossiers et construire ainsi ma propre opinion
- 2 Je préfère que l'accès à ces dossiers techniques soient uniquement réservé à d'autres, comme les médias, les élus, les associations
- 3 [NSP]

Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

- 1 Le gouvernement
- 2 Les associations écologistes
- 3 EDF (Électricité de France)
- 4 Les journalistes
- 5 Le CEA (Commissariat à l'énergie atomique)
- 6 Les médecins
- 7 Le CNRS (Centre national de la recherche scientifique)
- 8 Les organismes d'experts internationaux
- 9 Areva (précédemment Cogema)
- 10 Les associations de consommateurs

- 11 Les hommes politiques
- 12 L'Académie des sciences
- 13 Les élus locaux
- 14 Les syndicats
- 15 Les organismes de contrôle de l'État (Autorité de sûreté nucléaire, etc.)
- 16 L'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire)
- 17 L'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs)
- 18 L'OPECST (Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques)
- 19 Les CLI (Commissions locales d'information)
- 20 Le Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire

A23 alea s1->20

Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

- 1 Le gouvernement
- 2 Les associations écologistes
- 3 EDF (Électricité de France)
- 4 Les journalistes
- 5 Le CEA (Commissariat à l'énergie atomique)
- 6 Les médecins
- 7 Le CNRS (Centre national de la recherche scientifique)
- 8 Les organismes d'experts internationaux
- 9 Areva (précédemment Cogema)
- 10 Les associations de consommateurs
- 11 Les hommes politiques
- 12 L'Académie des sciences
- 13 Les élus locaux
- 14 Les syndicats
- 15 Les organismes de contrôle de l'État (Autorité de sûreté nucléaire, etc.)
- 16 L'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire)
- 17 L'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs)
- 18 L'OPECST (Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques)
- 19 Les CLI (Commissions locales d'information)
- 20 Le Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire

A23 alea s1->20

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort contre le nucléaire ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Le manque de transparence dans l'industrie nucléaire
- 2 Les accidents de Tchernobyl et de Fukushima
- 3 La vulnérabilité des installations nucléaires
- 4 Les déchets nucléaires
- 5 [Autre raison]
- 6 [NSP]

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort pour le nucléaire ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 L'indépendance énergétique
- 2 Le coût du kilowatt heure
- 3 L'absence d'émission de gaz carbonique
- 4 La sûreté des installations nucléaires
- 5 [Autre raison]
- 6 [NSP]

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives aux installations nucléaires. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante.

- 1 Pas du tout d'accord
- 2 Pas tellement d'accord
- 3 Peut-être d'accord
- 4 Bien d'accord
- 5 Entièrement d'accord
- 6 [NSP]

- 1 Toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises
- 2 Si, malgré toutes les précautions, un accident survenait dans une centrale nucléaire, il pourrait avoir des conséquences très graves
- 3 La radioactivité des centrales nucléaires provoquera des cancers
- 4 Autour des installations nucléaires, les habitants sont en aussi bonne santé qu'ailleurs
- 5 Les sites nucléaires peuvent provoquer une contamination des nappes phréatiques
- 6 Autour des installations nucléaires, les produits agricoles sont aussi bons qu'ailleurs
- 7 Les responsables de sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même ceux jugés très improbables.

alea S1->7

Je vais vous citer différentes mesures relatives au renforcement de la sûreté des sites nucléaires. Pour chacune des mesures suivantes, vous me direz si vous la jugez prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire pour renforcer la sûreté des sites nucléaires.

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Prioritaire
- 2 Importante mais pas prioritaire
- 3 Secondaire
- 4 [NSP]

- 1 Développer la recherche pour mettre au point une nouvelle génération de réacteurs nucléaires
- 2 Développer la recherche pour améliorer la sûreté des réacteurs nucléaires existants
- 3 Améliorer la sûreté des installations en prenant davantage en compte le facteur humain et l'organisation du travail
- 4 Améliorer la capacité de la France à gérer une éventuelle crise nucléaire
- 5 Multiplier les inspections dans les installations nucléaires par les services de contrôle
- 6 Renforcer les moyens favorisant la vigilance et la participation citoyenne

alea s1->6

Habitez-vous à moins de 20 km....

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

- 1 D'une centrale nucléaire ?
- 2 D'une autre installation nucléaire ?
- 3 D'une installation chimique importante ?

En 2006, une loi a décidé de créer un stockage pour régler le problème du stockage des déchets radioactifs. Quelle position vous semble la plus raisonnable ?

- 1 Il faut se décider maintenant et appliquer au plus vite la solution choisie
- 2 Il faut encore prolonger d'une dizaine d'années la phase des recherches en cours
- 3 Il faut laisser aux générations futures le choix de la solution en attente d'éléments nouveaux
- 4 [Sans opinion / NSP]

Parmi les événements catastrophiques suivants, quel est celui qui vous semble le plus effrayant ?

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 L'accident de l'usine Union Carbide à Bhopal en Inde
- 2 Le tremblement de terre en Haïti
- 3 L'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl
- 4 La tempête Xynthia de février 2010 dans l'ouest de la France
- 5 L'ouragan Katrina de 2005 à La Nouvelle-Orléans, aux États-Unis
- 6 Le séisme et le tsunami sur la côte nord-est du Japon en mars 2011
- 7 L'accident de la centrale nucléaire de Fukushima
- 8 La sécheresse et la famine en Somalie
- 9 Autres
- 10 [NSP]

alea i1->9

Je vais vous poser maintenant un certain nombre de questions relatives à l'accident de Fukushima. Pour chacune vous me direz dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non.

- 1 Pas du tout d'accord
- 2 Pas vraiment d'accord
- 3 Plus ou moins d'accord
- 4 Bien d'accord
- 5 Tout à fait d'accord
- 6 [NSP]

- 1 On cache la vérité aux Français sur les conséquences en France de l'accident de Fukushima
- 2 Lorsque l'accident de Fukushima s'est produit, les autorités françaises ont donné au public des informations complètes et correctes
- 3 Les centrales nucléaires françaises sont très différentes de celle de Fukushima
- 4 L'industrie nucléaire française a fait un réel effort d'information depuis l'accident de Fukushima
- 5 Les explications des experts sur les conséquences de Fukushima sont incompréhensibles

alea s1->5

Pour connaître toute la vérité sur les conséquences en France de l'accident de Fukushima et ses conséquences, à qui faites-vous d'abord confiance ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Aux hommes politiques
- 2 Aux associations de défense de l'environnement
- 3 À EDF (Électricité de France)
- 4 Aux journalistes
- 5 Au CEA (Commissariat à l'énergie atomique)
- 6 Aux médecins
- 7 Aux associations de consommateurs
- 8 À l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire)
- 9 À l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire)
- 10 [NSP]

alea I1->9

Vous souvenez-vous avoir eu une information sur l'accident de Fukushima, que ce soit dans la presse, à la télévision ou à la radio par...

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

- 1 Les hommes politiques
- 2 Les associations de défense de l'environnement
- 3 EDF (Électricité de France)
- 4 Le CEA (Commissariat à l'énergie atomique)
- 5 Les médecins
- 6 Les associations de consommateurs
- 7 L'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire)
- 8 L'ASN (Autorité de sûreté nucléaire)

alea s1->8

Comment jugez-vous la qualité de l'information que vous avez reçue jusqu'à présent sur l'accident de Fukushima ?

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Très bonne
- 2 Bonne
- 3 Ni bonne ni mauvaise
- 4 Mauvaise
- 5 Très mauvaise
- 6 [NSP]

Parmi les sources d'informations suivantes, quelles sont celles que vous jugez les plus utiles pour vous forger un avis sur l'accident de Fukushima ?

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - DEUX RÉPONSES POSSIBLES

- 1 Les informations, reportages ou émissions à la TV ou à la radio
- 2 Les articles de presse
- 3 Les sites Internet en lien avec le nucléaire
- 4 Les déclarations d'hommes politiques
- 5 Les positions des associations de défense de l'environnement
- 6 Les avis des scientifiques
- 7 Les blogs ou les réseaux sociaux Internet
- 8 [Autre]
- 9 [NSP]

alea i1->7

Après un accident nucléaire comme celui du Japon, afin d'informer au mieux les Français, vous semble-t-il préférable de....

ENQUÊTEUR : MONTRER ÉCRAN / CARTE ET ÉNUMÉRER

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Diffuser des éléments d'information disponibles les plus complets possible au fur et à mesure du déroulement de la crise
- 2 Diffuser une information pédagogique de synthèse scientifique plus claire, même si elle est diffusée plus tardivement
- 3 [NSP]

Suite à l'accident de Fukushima, le Premier ministre a décidé de conduire une évaluation du niveau de sûreté de chacun des 58 réacteurs nucléaires français. Selon vous, vous semble-t-il prioritaire, important mais pas prioritaire ou secondaire que les organismes chargés de contrôler les centrales nucléaires...

ENQUÊTEUR : MONTRER ÉCRAN / CARTE ET ÉNUMÉRER -

UNE SEULE RÉPONSE :

- 1 Prioritaire
- 2 Important mais pas prioritaire
- 3 Secondaire
- 4 [NSP]

- 1 S'engagent à répondre à toutes les questions posées par le public
- 2 S'appuient sur les questions posées par le public pour conduire leur évaluation
- 3 Construisent l'évaluation en coopération avec les acteurs de la société porteurs des préoccupations du public

alea s1->3

Pour la réalisation de cette évaluation, auriez-vous plus confiance en une expertise menée par...

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Les organismes d'État en charge du contrôle en France
- 2 Un groupe d'experts français et internationaux
- 3 [NSP]

À votre avis, dans les années à venir, les retombées radioactives de l'accident de Fukushima feront au Japon...

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Moins de 50 morts
- 2 De 50 à 100 morts
- 3 De 101 à 1 000 morts
- 4 De 1 001 à 5 000 morts
- 5 Plus de 5 000 morts
- 6 [NSP]

Votre opinion sur les centrales nucléaires françaises a-t-elle été modifiée par l'accident de Fukushima ou par ce que vous en avez appris ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Je les trouve maintenant bien moins sûres qu'avant
- 2 Je les trouve maintenant moins sûres qu'avant
- 3 Mon opinion n'a pas changé
- 4 Je les trouve maintenant plus sûres qu'avant
- 5 Je les trouve maintenant bien plus sûres qu'avant
- 6 [NSP]

Selon vous, un accident dans une centrale nucléaire ayant la même ampleur qu'à Fukushima peut-il se produire en France ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

Avez-vous personnellement obtenu un diplôme d'études ?

Si oui, quel est le plus élevé ?

UNE SEULE RÉPONSE :

- 1 Aucun diplôme
- 2 CEP / CAP
- 3 Brevet (BEPC / BEP)
- 4 Baccalauréat
- 5 BTS, DUT (Brevet de technicien supérieur, Diplôme universitaire de technologie)
- 6 Autre diplôme supérieur (grande école, université)
- 7 [NSP]

Votre formation est plutôt :

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Scientifique (physique, maths, chimie, technologie, informatique)
- 2 Sciences économiques et juridiques (droit, gestion, commerce)
- 3 Sciences de la vie, santé (médecine, paramédical, pharmacie, biologie)
- 4 Sciences humaines (lettres, psychologie, sociologie, arts)
- 5 Autres
- 6 [NSP]

Lisez-vous des journaux, des revues ou des magazines scientifiques, comme *Science & Vie*, *Science et Avenir*, *Ça m'intéresse*, *La Recherche*... ?

UNE SEULE RÉPONSE :

- 1 Souvent
- 2 De temps en temps
- 3 Rarement
- 4 Jamais
- 5 [NSP]

Parmi les partis politiques suivants, pouvez-vous me dire duquel vous vous sentez le plus proche ou disons le moins éloigné ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Lutte ouvrière
- 2 Le NPA (Nouveau Parti anticapitaliste)
- 3 Le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon
- 4 Le Parti communiste
- 5 Le Parti socialiste
- 6 Les Verts / Europe Écologie
- 7 Le Modem
- 8 Le Nouveau Centre
- 9 L'UMP
- 10 Le Front national
- 11 [Aucun]
- 12 [NSP]

Pouvez-vous me dire où vous vous situez sur le plan politique ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Très à gauche
- 2 À gauche
- 3 Plutôt à gauche
- 4 Ni à gauche ni à droite
- 5 Plutôt à droite
- 6 À droite
- 7 Très à droite
- 8 [NSP]

Voici une échelle de revenus mensuels en euros. Nous désirons savoir à quel niveau de revenus se situe votre foyer, en comptant les allocations familiales et les revenus de tous les membres du ménage.

Veillez m'indiquer le code correspondant à votre foyer ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Moins de 499 euros / moins de 3 299 francs
- 2 De 500 à 749 euros / de 3 300 à 4 899 francs
- 3 De 750 à 999 euros / de 4 900 à 6 599 francs
- 4 De 1 000 à 1 499 euros / de 6 600 à 9 799 francs
- 5 De 1 500 à 1 999 euros / de 9 800 à 13 099 francs
- 6 De 2 000 à 2 499 euros / de 13 100 à 16 399 francs
- 7 De 2 500 à 2 999 euros / de 16 400 à 19 699 francs
- 8 De 3 000 à 3 499 euros / de 19 700 à 22 999 francs
- 9 De 3 500 à 4 499 euros / de 23 000 à 29 499 francs
- 10 De 4 500 à 5 999 euros / de 29 500 à 39 399 francs
- 11 De 6 000 à 7 499 euros / de 39 400 à 49 199 francs
- 12 De plus de 7 500 euros / plus de 49 200 francs
- 13 [NE SAIT PAS]
- 14 [REFUS, NE VEUT PAS RÉPONDRE]

Pratiquez-vous régulièrement une religion ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

Avez-vous des remarques à ajouter sur l'ensemble de cette enquête ?

SIGLE	ENQUÊTE	ANNÉE	EFFECTIF	TYPE D'ENQUÊTE	INSTITUT DE SONDAGE
D90	IPSN	DÉCEMBRE 1990	1000	SPÉCIFIQUE	BVA
J91	IPSN	JUIN 1991	1010	SPÉCIFIQUE	BVA
A92	IPSN	AVRIL 1992	1014	SPÉCIFIQUE	BVA
O92	IPSN	OCTOBRE 1992	951	OMNIBUS	BVA
M93	IPSN	MAI 1993	1022	SPÉCIFIQUE	BVA
F94	IPSN	FÉVRIER 1994	944	OMNIBUS	BVA
M94	IPSN	MAI 1994	942	OMNIBUS	BVA
J95	IPSN	JANVIER 1995	972	OMNIBUS	BVA
S95	IPSN	SEPTEMBRE 1995	1052	SPÉCIFIQUE	BVA
D95	IPSN	DÉCEMBRE 1995	1000	SPÉCIFIQUE	BVA
M96	IPSN	MAI 1996	1009	SPÉCIFIQUE	BVA
AO97	IPSN	AOÛT 1997	1002	OMNIBUS - TÉL.	BVA
N97	IPSN	NOV. - DÉC. 1997	1035	SPÉCIFIQUE	BVA
O98	IPSN	OCTOBRE 1998	1012	SPÉCIFIQUE	BVA
O99	IPSN	OCTOBRE 1999	1015	SPÉCIFIQUE	BVA
O00	IPSN	OCTOBRE 2000	1000	SPÉCIFIQUE	BVA
N01	IPSN	NOVEMBRE 2001	1032	SPÉCIFIQUE	BVA
N02	IRSN	NOVEMBRE 2002	1082	SPÉCIFIQUE	BVA
N04	IRSN	OCTOBRE 2004	1008	SPÉCIFIQUE	BVA
N05	IRSN	NOVEMBRE 2005	1047	SPÉCIFIQUE	BVA
N06	IRSN	NOVEMBRE 2006	1042	SPÉCIFIQUE	BVA
N07	IRSN	NOVEMBRE 2007	1002	SPÉCIFIQUE	BVA
D08	IRSN	DÉCEMBRE 2008	1002	SPÉCIFIQUE	BVA
D09	IRSN	DÉCEMBRE 2009	1003	SPÉCIFIQUE	BVA
D10	IRSN	DÉCEMBRE 2010	1009	SPÉCIFIQUE	BVA
O11	IRSN	OCTOBRE 2011	1013	SPÉCIFIQUE	BVA

POUR TOUT RENSEIGNEMENT

IRSN

DSDP – Service de l'ouverture à la société
 BP 17 – 92262 Fontenay-aux-Roses Cedex
 Téléphone : +33 (0)1 58 35 80 33
 Télécopieur : +33 (0)1 58 35 79 62
 marie-helene.eljammal@irsn.fr

*LES ÉDITIONS PRÉCÉDENTES DU BAROMÈTRE SONT DISPONIBLES
 SUR INTERNET À L'ADRESSE SUIVANTE :*

www.irsn.fr > IRSN > Publications > Baromètre IRSN

ISSN : 2116 - 9179

Tous droits réservés IRSN

Janvier 2012

Conception graphique : Bug

Imprimé avec des encres végétales, sur Satimat green,
 papier contenant 60 % de fibres recyclées et certifié FSC.





INSTITUT
DE RADIOPROTECTION
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE

Le contexte

Créé par l'article 5 de la loi n° 2001-398 du 9 mai 2001, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) est un établissement public industriel et commercial, dont le fonctionnement a été précisé par le décret n° 2002-254 du 22 février 2002, modifié le 7 avril 2007. Il est placé sous la tutelle conjointe des ministres chargés de la Défense, de l'Environnement, de l'Industrie, de la Recherche et de la Santé.

Expert public en matière de recherches et d'expertises relatives aux risques nucléaires et radiologiques, l'Institut traite de l'ensemble des questions scientifiques et techniques associées à ces risques, en France et à l'international. Ses activités couvrent ainsi de nombreux domaines complémentaires : surveillance de l'environnement, intervention en cas de risque radiologique, radioprotection de l'homme en situation normale et accidentelle, sûreté des installations, des transports et des déchets nucléaires. L'Institut est également présent dans le domaine de l'expertise nucléaire de défense.

L'IRSN concourt aux politiques publiques en matière de sûreté nucléaire, de protection de l'homme et de l'environnement contre les rayonnements ionisants ainsi que de protection des matières nucléaires, installations et transports à l'égard du risque de malveillance. Il interagit dans ce cadre avec tous les acteurs concernés par ces risques : pouvoirs publics, et notamment les autorités de sûreté et de sécurité nucléaires, collectivités locales, entreprises, organismes de recherche, associations de parties prenantes, etc.

L'Institut compte environ 1 800 collaborateurs parmi lesquels de nombreux ingénieurs, médecins, agronomes, vétérinaires, techniciens, experts et chercheurs.

L'IRSN a un budget d'environ 300 millions d'euros dont près de 50 % dédiés à la recherche.

Siège social

31, avenue de la Division-Leclerc
92260 Fontenay-aux-Roses
RCS Nanterre B 440 546 018

Téléphone

+33 (0)1 58 35 88 88

Courrier

BP 17
92262 Fontenay-aux-Roses Cedex

Site Internet

www.irsn.fr